POLÉMOLOGIQUES

sous la direction de
Reinhard Johler,
Freddy Raphaël
& Patrick Schmoll

La construction de l'ennemi

éditions de l'ill

LA CONSTRUCTION DE L'ENNEMI

Sous la direction de
Reinhard Johler, Freddy Raphaël
& Patrick Schmoll

La construction de l'ennemi

éditions de l'ill

COLLECTION "POLÉMO–LOGIQUES"

Maquette de couverture : Denis Guesnier

Image de couverture : Le wagon de l'Armistice (1918)

Photo prise juste après la signature de l'Armistice de 1918 à la clairière de Rethondes dans la forêt de Compiègne, avec au premier plan le maréchal Foch, encadré par les amiraux britanniques Hope et Wemyss. Contrairement à l'usage en matière de représentation des signatures de traités, les vaincus sont absents. La large diffusion de cette image et le traitement muséal de la clairière et du wagon pendant l'entre-deux-guerres ont alimenté le sentiment d'humiliation des Allemands, investissant le site d'un enjeu symbolique. En 1940, Hitler imposera que l'Armistice soit signé dans ce même wagon au même endroit. Il fera ensuite araser la clairière et dynamiter les monuments. Après la guerre, le site sera reconstruit à l'identique par les Français. Un wagon de la même série aménagé également à l'identique y remplace l'original.

"Polémo–logiques" est une collection dirigée par Pascal Hintermeyer, professeur à l'Université de Strasbourg.

© 2019 Editions de l'Ill
11 rue Saint Maurice, 67000 Strasbourg
https://www.editionsdelill.com
ISBN 978-2-490874-04-0 pour la version PDF

1ère édition : Éditions Néothèque, Strasbourg, 2009.

Contributions de :

Dietrich Beyrau, Professeur d'histoire de l'Europe de l'est à l'Université de Tübingen

Pascal Decarpes, Doctorant en criminologie, chargé de cours et de recherches à la Lehrstuhl für Kriminologie et chargé de cours à l'Institut de Romanistique de l'Université Ernst-Moritz-Arndt de Greifswald

Marie-Noële Denis, Démographe, chargée de recherche CNRS à la retraite

Karen Denni, Sociologue, docteur des Universités de Strasbourg et Heinrich-Heine de Düsseldorf, chargée de cours à l'Université de Strasbourg

Ulrich Hägele, Docteur en ethnologie, chargé de cours et de recherches à l'Institut für Medienwissenschaft de l'Université de Tübingen

Geneviève Herberich-Marx, Sociologue, maître de conférences à la retraite de l'Université de Strasbourg

Pascal Hintermeyer, Professeur de sociologie à l'Université de Strasbourg, directeur du Laboratoire CNRS/UdS "Cultures et sociétés en Europe"

Reinhard Johler, Professeur à l'Université de Tübingen, directeur du Ludwig-Uhland-Institut für Empirische Kulturwissenschaft

Sabine Kienitz, Professeur à l'Institut für Kulturanthropologie/Europäische Ethnologie de l'Université de Göttingen

Gabrielle Petitdemange, Professeur associée de sciences sociales à l'Université de Strasbourg

Freddy Raphaël, Professeur émérite de sociologie à l'Université de Strasbourg, Laboratoire CNRS/UdS "Cultures et sociétés en Europe"

Monique Scheer, Chargée de recherches au sein du programme SFB 437 „Kriegserfahrungen – Krieg und Gesellschaft in der Neuzeit" de l'Université de Tübingen

Sébastien Schehr, Maître de conférences en sociologie à l'Université de Nancy 2, Laboratoire CNRS/Université de Strasbourg "Cultures et sociétés en Europe"

Régis Schlagdenhauffen-Maïka, Docteur en sociologie, Laboratoire CNRS/Université de Strasbourg "Cultures et sociétés en Europe"

Claudia Schlager, Chargée de recherches au sein du programme SFB 437 „Kriegserfahrungen – Krieg und Gesellschaft in der Neuzeit" de l'Université de Tübingen

Patrick Schmoll, Docteur en psychologie, anthropologue, ingénieur d'études au CNRS, Laboratoire CNRS/Université de Strasbourg "Cultures et sociétés en Europe"

Stefan Schreiner, Professeur de sciences des religions et d'études judaïques à l'Université de Tübingen, directeur de l'Institutum Judaicum de Tübingen

Le présent ouvrage a été réalisé à partir des contributions à un colloque conjoint du Ludwig-Uhland Institut für Empirische Kulturwissenschaft de l'Université de Tübingen et du laboratoire CNRS/Université de Strasbourg "Cultures et sociétés en Europe", tenu les 6 et 7 novembre 2005 à l'Université de Tübingen.

Sommaire

Introduction
par Reinhard Johler, Freddy Raphaël & Patrick Schmoll *p. 11*

Du bon usage de l'ennemi

Polémologie et construction de l'ennemi
par Pascal Hintermeyer *p. 25*

Images de l'ennemi et violence.
Sur les caractéristiques constitutives de la société soviétique
par Dietrich Beyrau *p. 35*

L'anti-américanisme :
genèse d'un préjugé en Allemagne et en France
par Karen Denni *p. 61*

"Gott mit uns !"

Entre amour de l'ennemi et haine héréditaire.
Les Églises catholiques allemande et française
et la Première Guerre Mondiale
par Claudia Schlager *p. 75*

Guerre par devoir ou guerre par choix ?
Remarques sur un problème halakhique
et ses perceptions actuelles
par Stefan Schreiner *p. 105*

Typifications

L'ennemi intérieur : la figure du traître
en temps de paix et en temps de guerre
par Sébastien Schehr *p. 119*

Juif, tsigane et homosexuel
en tant que figures du marginal existentiel
par Régis Schlagdenhauffen-Maïka *p. 129*

"L'ennemi carcéral" dans la presse française et allemande
par Pascal Décarpes *p. 141*

Mises en images et enjeux de mémoire

"Expositions coloniales" dans les camps de prisonniers.
L'ethnographie visuelle de l'ennemi, entre vulgarisation
scientifique et propagande pendant la guerre de 1914-18
par Monique Scheer *p. 169*

"War is over !". Pour une iconographie des fins de guerres
par Ulrich Hägele *p. 207*

Les monuments aux morts de la guerre de 1870 en Alsace
ou le souvenir de l'ennemi
par Marie-Noële Denis *p. 237*

"Encore Auschwitz !".
De l'ère du témoin à l'ère du soupçon :
les enjeux de la mémoire et de l'histoire
par Freddy Raphaël *p. 255*

Une figure volatile

Tantôt ami, tantôt ennemi.
Les relations franco-allemandes durant l'occupation
de la rive gauche du Rhin après 1918
par Sabine Kienitz *p. 263*

L'ennemi : une figure absente
dans le journal de guerre 1915-1918 de Francesco Giuliani,
berger poète des Abruzzes
par Gabrielle Petitdemange *p. 287*

L'ennemi introuvable
par Patrick Schmoll *p. 297*

Ambivalence de la figure de l'ennemi
par Geneviève Herberich-Marx *p. 311*

Introduction

Reinhard Johler, Freddy Raphaël & Patrick Schmoll

Les conditions historiques d'une révolution intellectuelle

Ce livre propose de se départir d'une vision substantielle de l'ennemi.

En effet, quand un individu ou un groupe sont en présence d'un ennemi, *leur* ennemi, la force du sentiment duel de haine, son immédiateté figent cette conception spontanée d'une entité menaçante qui existerait par elle-même, quelque part dans l'environnement, en face, de l'autre côté, et qui viendrait troubler la quiétude du chez soi. Avant, on était bien entre nous, et cela aurait pu continuer. Mais voilà que l'ennemi surgit, qui oblige à concentrer les efforts individuels et à resserrer les liens autour de la lutte pour la survie.

Une telle conception est difficile à ébranler, à interroger, car elle procède de l'intuition commune que chacun a de soi et de ses communautés d'appartenance. Elle suppose un ego individuel ou collectif déjà-là, qui se passerait volontiers d'ennemi : le surgissement de ce dernier vient menacer l'individu ou le groupe, qui doit dépenser une énergie précieuse pour résister, face à une agression qui entraîne souffrances et pertes.

L'une des leçons les plus saillantes de la construction européenne engagée au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale aura sans doute été de révéler la facticité de cette conception. Les ennemis d'hier, pourtant héréditaires, multiséculaires, sont devenus en moins de deux décennies les partenaires d'aujourd'hui. Certes, les générations qui ont connu la guerre ont eu du mal à négocier ce véritable virage des mentalités, mais il n'en paraît que plus remarquable à leurs enfants, même au-

jourd'hui avec le recul des années. Les images des guerres du XXe siècle, dont certaines illustrent le présent ouvrage, semblent surgir d'une autre planète : une Allemagne et une France dans lesquelles on peine à se reconnaître, alors même que nombre des protagonistes de ces conflits sont encore bien vivants. Et le plus étonnant est que l'abandon de ces figures traditionnelles de l'ennemi n'aura pas laissé dans les mémoires le souvenir d'un débat douloureux de société. Quand on veut bien s'y arrêter, le côté presque surréaliste, schizoïde, de ce retournement, même si on ne doit que s'en réjouir, a de quoi nous faire méditer sur la réalité des inimitiés, et de quoi aussi nous faire hésiter quand aujourd'hui on propose à notre assentiment de nouvelles figures hostiles, qu'elles soient ethniques, religieuses, terroristes, ou incarnées par un "État-voyou".

C'est sans doute pour cela que l'après-guerre aura été le moment privilégié au cours duquel les conceptions de la guerre, et du conflit en général, ont pu être réinterrogées, et avec elles, non seulement la fonction de l'ennemi, mais sa consistance même. L'ennemi n'a pas d'existence objective : c'est un construit, dont on peut, à travers les contributions ici proposées, repérer la mise en textes et en images.

La figure de l'ennemi prépare, accompagne et soutient l'effort de guerre. Des rhétoriques et des scénographies la construisent. Des savoirs à prétentions scientifiques ou religieuses en soutiennent l'existence. Des médias la transmettent. Et, entre deux guerres, les constantes de cette figuration de l'autre persistent dans les représentations, qui semblent ne faire de la paix qu'un temps de maturation de la guerre suivante.

Du coup, l'inconsistance de la figure de l'ennemi, sa versatilité au gré des discours qui le fabriquent et le scénarisent, révèlent également que celui-ci a une fonction. Il n'est pas juste une entité extérieure au corps social, qui resterait étrangère à la logique de celui-ci : le corps social a besoin d'un ennemi pour sa propre cohésion. À telle enseigne que celle-ci est moins menacée par les agressions de tel ou tel ennemi que par l'horizon d'une disparition complète de tout ennemi.

Il semble qu'il n'y ait pas de société qui préexisterait à l'apparition de l'ennemi : celui-ci émerge avec la formation du groupe social, comme s'il en était l'une des conditions. Les adversaires sont unis par leur désignation mutuelle comme ennemis, qui renforce par réciprocité leurs identités propres. Que deviendrait chacun s'il n'avait pas un ennemi sur qui compter pour se rassurer sur soi-même ? Et les représentations que nous avons de nos ennemis ne nous disent-elles pas quelque chose de nous-mêmes ?

Cette manière de concevoir la place de l'ennemi dans l'interaction sociale, et plus généralement celle du conflit, implique une révolution de nos cadres de pensée. La tradition politique occidentale, depuis Aristote et Platon, se constitue autour d'une primauté du vivre-ensemble à l'intérieur d'un monde de valeurs partagées : le conflit, et donc la figure de l'ennemi, sont connotés négativement et pensés comme des effets d'une désorganisation du politique. Classiquement, le politique vise à réduire et, idéalement, à éradiquer les dissensions, alors qu'au contraire, dans cette nouvelle approche des fonctions du conflit et de l'ennemi, ceux-ci se présentent comme l'un des facteurs qui permettent au social de s'organiser.

Ce n'est sans doute pas un hasard que ce courant de pensée emprunte volontiers le canal d'un va et vient des idées entre Allemagne et France, deux pays qui héritent d'une tradition, particulièrement bien inscrite dans les mentalités, d'inimitié réciproque : des traditions presque trop bien tranchées, caricaturales, comme le montrent les contributions au présent ouvrage, et qui finissent tout de même par interpeller certains intellectuels dans la première moitié du XXe siècle, et davantage bien sûr quand l'effondrement des stéréotypes après 1945 révèle qu'ils n'ont été, pendant des siècles, qu'une construction idéologique génocidaire.

La conflictualité, productrice de l'ennemi

Aux sources de la figure de l'ennemi, il y a le conflit. On peut dire, d'une certaine manière, que ce n'est pas l'ennemi qui provoque le conflit, mais au contraire le conflit qui a besoin de se fabriquer un ennemi.

Comme le fait remarquer Bernard Valade (2002), le conflit en tant que processus général (c'est-à-dire au-delà de ses spécifications classiques : guerre ou lutte des classes) fait en sociologie française une entrée tardive. Il est absent du *Traité de sociologie générale* dirigé par Georges Gurvitch et publié en 1958. Les travaux de Lewis A. Coser sur les fonctions sociales du conflit (1956, 1967) ne seront traduits qu'en 1983 à l'initiative de Raymond Boudon. Julien Freund publie sa *Sociologie du conflit* la même année, et il fait à l'époque, et depuis lors, figure de trublion parmi les sociologues français – ce qu'il doit notamment à ses efforts pour réintroduire en France une lecture des auteurs allemands.

Car ces derniers, au contraire, ont très tôt abordé la question. C'est, en Allemagne, Georg Simmel qui élabore la théorie du conflit appelée à devenir classique et dont s'inspireront en fait des auteurs comme Coser. Le conflit est l'objet de l'ensemble du chapitre 4 de sa *Soziologie* de 1908. L'analyse simmélienne s'inscrit dans la même tradition interactionniste que celle de Max Weber, elle ne peut se comprendre qu'en lien avec une conception d'ensemble de la société à laquelle la sociologie française est à l'époque réfractaire. Dans cette perspective, la société est le résultat d'une combinaison de mouvements convergents et divergents, qui amène à considérer le conflit comme une forme positive de socialisation : un élément destructeur en apparence, c'est-à-dire s'il est considéré isolément, peut s'avérer, si on le considère dans son contexte, favorable à la cohésion de l'ensemble dans lequel il se trouve inséré. Une grève massivement suivie, par exemple, peut paraître menaçante, mais envisagée sous un autre angle, elle exprime aussi une forte demande d'assimilation, comporte des facteurs de changement et d'amélioration, qui confortent au final la cohésion de l'ensemble, alors qu'à l'inverse, des dictatures qui imposent une paix intérieure dans le silence des parties qui composent le collectif peuvent ne produire que de l'inertie, voire une implosion sociale.

Cette conception du lien social est contraire aux représentations iréniques de la société qui pensent que celle-ci n'est possible que dans l'éradication des conflits et la pacification généralisée. Elle ne pouvait que s'opposer (entrer en conflit, précisément) avec une tradition française attachée à la consistance des institutions, proche du droit, et incarnée notamment par Durkheim, dont l'idéologie de consensus veut que les conflits sociaux soient nécessairement des symptômes d'une défaillance du social.

Chez Simmel, comme par la suite chez Freud, le mouvement premier de l'affirmation de soi trouve sa source dans un besoin primaire d'hostilité, dont l'existence est attestée par l'esprit de contradiction des êtres humains. Ce besoin n'est pas déclenché par la réalité extérieure de son objet : il crée de lui-même cet objet. Dans de nombreux conflits pourtant fortement installés, il est souvent difficile de trouver une cause rationnelle : "*on a l'impression que jamais les hommes ne se sont aimés pour des choses aussi minimes et dérisoires qu'ils ne se sont haïs pour elles*" (Simmel [1908] 1999, p. 278). Et Freud de constater en écho, vingt ans plus tard, qu'il serait "*toujours possible d'unir les uns aux autres par les liens de l'amour une masse plus grande d'hommes, à la seule condition qu'il en reste en dehors d'elle pour recevoir les coups*" (Freud [1929] 1971, p. 65-66). Comme le souligne Bernard Vallade, les

descriptions simméliennes de l'envie, de la jalousie et du dépit, qui conduisent à qualifier ce dernier de "*désir envieux d'un objet, non pas parce qu'il est particulièrement désirable pour le sujet, mais seulement parce que l'autre le possède*" (id., p. 295) anticipent la conception du désir mimétique de René Girard. Le même processus est cependant à l'œuvre dans le besoin de sympathie pour l'autre, et la coexistence des deux pulsions antagoniques, même en proportions minimes, permet toujours de modérer mutuellement leurs excès, en ménageant une réserve qui empêche d'aller jusqu'à la destruction réciproque totale.

La modélisation simmélienne des jeux d'hostilité et de sympathie s'ancre ainsi dans une conception de la société qui accorde une place importante aux sentiments individuels. Pour cette raison également, les cadres mentaux qui sont ceux de la pensée allemande heurtent ceux de la sociologie française de l'époque, qui s'inspire de l'histoire, du droit et de l'économie politique, mais qui se méfie de la psychologie et de la philosophie et traite des phénomènes microsociaux en les inscrivant dans une optique macrosociologique.

Il faudra donc attendre l'après-Seconde Guerre Mondiale pour que se développe en France une réflexion ouverte à une approche dynamique du conflit et qui, avec Gaston Bouthoul et Julien Freund, s'autonomise sous l'appellation "polémologie", mais avec un statut universitaire qui restera délicat (Klinger 2007).

L'ennemi, figure structurante du social ?

Simmel distingue peu les différentes catégories de conflit, car il cherche surtout à souligner ce qui fait leur continuité au-delà de leurs différentes formes. L'hostilité y a un caractère général dans une approche formelle où le conflit construit les adversaires, mais sans en spécifier les figures. Ce cadre permet de penser des conflits aussi différents que la divergence d'intérêt dans un débat, une grève, une agression physique individuelle ou une guerre, mais il souligne ce qu'ils ont de commun davantage que ce qui permet de décliner des cas de figure différents, et donc également des figures différentes de l'adversaire.

Or, l'ennemi constitue une catégorie spécifique, qui se pense de façon privilégiée en référence à un type tout aussi spécifique de conflit : la guerre, en tant que conflit armé entre deux collectifs – et plus typiquement encore, deux États nationaux. Comme le montrent les textes du présent ouvrage, parler d'ennemi implique le plus souvent de se situer

dans le cadre de ce type de conflit, au point que l'incertitude sur la nature de l'ennemi modifie la nature du conflit lui-même.

L'ennemi est un adversaire dans un conflit qui a basculé dans la violence, une violence qui envisage d'aller jusqu'à la destruction de l'autre, ce qui n'est pas le cas de tous les conflits. Pour reprendre la terminologie de Jacques Beauchard (1981), nous sommes, face à l'ennemi, dans un antagonisme "foyer", qui ne porte plus seulement sur des objets de différends qui peuvent encore le médiatiser : c'est directement l'annihilation de l'autre qui est l'enjeu, dans une relation duelle exclusive de toute intervention tierce.

En même temps, l'ennemi est une entité qui acquiert une permanence propre, qui semble survivre aux conditions belliqueuses qui lui ont donné forme, même quand celles-ci sont épuisées. Dans l'état de paix entre deux guerres, l'ennemi n'a pas forcément disparu, sa figure est entretenue dans les braises de haine qui couvent sous la cendre des combats suspendus. Ce qui fait de lui, d'une certaine façon, une figure qui rend la guerre permanente et fait de la paix un état de pause provisoire entre deux séquences de conflit déclaré. L'entre-deux-guerres entre la France et l'Allemagne est exemplaire de ce fonctionnement, comme le montre la continuité dans certains thèmes abordés dans le présent ouvrage. Cette consistance apparente de l'ennemi justifie un traitement spécifique de cette catégorie dans l'approche générale des conflits.

Or, ce qui semble bien spécifier l'ennemi et lui conférer cette consistance, c'est son extériorité radicale par rapport au groupe qui est en conflit avec lui. D'autres types de conflits, au contraire, peuvent être internes au groupe, et les figures de l'adversaire correspondantes être opposées entre elles, mais faire partie d'un collectif plus large qui les englobe. Quand deux ennemis s'affrontent, le seul collectif qui puisse encore les englober et les dépasser, c'est leur humanité commune : encore est-elle interrogée par les belligérants, comme le montrent là aussi certains des textes ci-après. L'ennemi est d'une certaine façon la figure la plus difficile à penser comme participant positivement à la cohésion du groupe, puisqu'il la menace plus directement qu'un adversaire qui fait partie de ce groupe et avec qui on partage certains principes permettant la vie en commun et l'échange parlé (comme dans les exemples de la grève ou du débat d'opinion).

Or, même l'ennemi est nécessaire à la cohésion du groupe. Sur ce point, on doit sans doute à Carl Schmitt (1933, 1965) d'avoir posé le plus clairement les relations d'inimitié comme fondement du politique. Il est le premier à insister sur le fait que la figure de l'ennemi ne se con-

fond pas avec celles du criminel, de l'adversaire ou du concurrent : l'ennemi se tient sur le même plan que nous et nous permet donc de prendre notre mesure, de réaliser nos limites et de nous conférer notre propre forme. Le conflit n'est donc pas un moment négatif du processus politique, mais l'essence même de ce processus : pour lui, là où il n'y a pas d'ennemi, il n'y a pas de politique. Carl Schmitt, comme les marxistes, envisage la possibilité d'une fin du politique, dont le dépérissement de l'État serait le signe. Mais, alors que ces derniers y voient un but et un idéal, Schmitt l'envisage comme un événement aux conséquences douteuses pour la société.

Cette approche à rebrousse-poil des paradigmes classiques de la science politique se heurtera à une bonne partie du monde universitaire, notamment lors de sa réception en France. Julien Freund, qui fut fortement influencé par Carl Schmitt, avait commencé avec Jean Hyppolite sa thèse sur *L'Essence du politique* (1965). Ce dernier, ayant lu les cent premières pages, préféra se séparer de son thésard, en lui déclarant qu'il était socialiste et pacifiste, et ne pouvait donc diriger en Sorbonne une thèse dans laquelle on déclarait qu'il n'y a de politique que là où il y a un ennemi. Freund dut écrire à Raymond Aron pour lui demander de diriger la thèse qu'il avait commencée (Paquot 2008).

La conceptualisation schmittienne de l'ennemi demeure ambiguë car, alors même qu'elle fournit les cadres intellectuels pour une déconstruction de cette figure, le seul fait de la mettre en exergue contribue paradoxalement à la fétichiser, à lui donner encore plus de consistance. Elle nourrit chez Carl Schmitt une conception absolutiste de l'État, sur laquelle a pu s'appuyer l'idéologie nazie. Et on ne peut pas dire que cette récupération se soit faite à son insu, puisqu'on ne saurait oublier qu'il fut aussi le juriste du IIIe Reich. On ne doit donc pas s'étonner que les travaux de Schmitt aient longtemps fait l'objet d'un rejet en bloc, certes tout aussi idéologique : prétendre qu'il n'y a pas de politique sans reconnaissance de l'ennemi, n'est-ce pas vouloir la guerre, et donc verser dans le fascisme ?

La figure de l'ennemi est ainsi susceptible de receler des pièges liés à sa force de fascination, qui persiste même quand on en fait un objet d'études. Et peut-être l'approche polémologique en tant que telle présente-t-elle un terrain glissant pour le scientifique. C'est probablement sous cet éclairage qu'on doit aussi lire la position difficile de la sociologie des conflits en France et, pour partie, l'isolement intellectuel de Julien Freund sur la fin de sa carrière. Faire du conflit l'objet de ses recherches, c'est s'exposer à considérer ces dernières elles-mêmes comme un combat, et à se laisser prendre dans les processus que préci-

sément on étudie : les adversaires deviennent alors des ennemis, et le chercheur en vient aisément à se vivre comme leur victime.

Repenser la figure de l'ennemi

La figure de l'ennemi requiert une analyse prudente qui permette de s'en distancier. Sans doute faut-il d'abord la relativiser, rappeler qu'elle n'est qu'une des formes possibles de l'adversaire, et que si la forme conflit est un universel, ses déclinaisons sont multiples. Fonder par exemple la cohésion du politique sur la figure de l'ennemi, c'est-à-dire sur la haine tournée vers l'extérieur, revient à négliger les liens endogènes qui président également à l'instauration du vivre-ensemble. La solidarité contre l'ennemi extérieur ne suffit pas à générer par exemple un espace intérieur du collectif qui soit un espace de débat : on sait qu'elle prédispose au contraire à faire taire les dissensions internes. L'ennemi schmittien renforce l'État, mais il n'explique par l'émergence de la démocratie. A contrario, la démocratie n'est pas irénique, elle suppose elle aussi des conflits, mais qui se gèrent par le débat. La fin de l'ennemi ne signifierait donc, ni la fin des conflits, ni la fin du politique, mais peut-être – et ce serait l'objet d'une polémologie des médiations – essentiellement la transformation de l'adversaire, dès lors qu'il ne s'agit plus de l'exterminer.

Sans doute aussi faut-il, pour analyser la construction de l'ennemi, mais aussi envisager ses alternatives, faire retour aux premiers auteurs, dont Simmel et Freud, qui mettent l'accent sur la nature construite de cette figure. Ce qui est premier, c'est cette intrication de pulsions d'hostilité aussi bien que de sympathie qui agite l'humain. La projection de la haine vers l'extérieur et la fabrique d'un objet qui lui serve d'exutoire sont des processus universels, au sens où l'humanisation ne peut pas faire autrement que d'en passer par là. Mais le caractère premier des mécanismes de projection n'épuise pas les possibilités ouvertes par d'autres comme l'introjection, le retournement contre le moi, le refoulement, la sublimation, etc. qui pourraient faire de la construction de l'ennemi un stade de l'histoire de l'humanité nécessaire, mais pas indépassable.

Enfin, sans doute traversons-nous à nouveau une époque qui rend l'ennemi pensable comme construction, comparable à celle que les Européens ont connue après la Seconde Guerre Mondiale – laquelle a tout de même résulté en une période de paix d'un demi-siècle en Europe, historiquement sans précédent. En effet, les sociétés modernes tendent

aujourd'hui à se penser comme une seule société mondiale, planétaire, qui n'a plus d'extérieur, ce qui pose au politique le problème de la désignation de nouveaux ennemis. Pour la polémologie aussi, cette situation est sans précédent, et stimule son renouvellement.

Le passage, depuis la chute du Mur de Berlin, d'un monde bipolaire à un monde multipolaire, d'un antagonisme massif et duel à un jeu en réseau de conflits partiels et larvés, empêche la formation d'une figure forte, univoque et consensuelle de l'ennemi, et accompagne une évolution des formes de la guerre[1]. La réflexivité forte des sociétés modernes, relayée par des médias qui ne font plus chorus, même si les manipulations de l'information demeurent, favorise les divergences d'opinions sur un adversaire qu'on sait dangereux, mais auquel on reconnaît certains mobiles légitimes. Les politiques cherchent à en affiner la figure : dans la Guerre du Golfe, l'ennemi ce n'est pas l'Irak mais son dirigeant. Pourtant, ce sont bien des Irakiens qui meurent. Sur le théâtre des opérations, l'ennemi peut être une armée conventionnelle, ou un groupe de francs-tireurs ou un réseau terroriste, qui se confondent avec une population qui peut être sympathisante, passive ou hostile. Les frontières et lignes de front qui définissaient un intérieur et un extérieur deviennent poreuses, la figure de l'ennemi "intérieur" menace de ressurgir dans un temps de paix conçu comme préparatoire à la guerre, voire comme le temps d'une guerre qui ne dit pas son nom.

Le politique s'affole devant la fin d'un univers que le dualisme ami-ennemi permettait de penser en catégories simples. Il y a comme une urgence des États à s'inventer de nouveaux ennemis sur lesquels compter pour se justifier sans avoir à approfondir la démocratie, c'est-à-dire les modes de gestion de leurs conflictualités internes. Ainsi, la lutte contre le terrorisme est présentée comme une guerre, alors que le terme était jusque-là réservé aux conflits entre États. Le terroriste n'est donc plus simplement un délinquant : son statut d'ennemi l'élève en tant qu'alter ego. Et dans cette quête, le pire est qu'on trouve des candidats : Oussama Ben Laden, Saddam Hussein, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad semblent tout faire pour attirer sur eux l'inimitié des puissances occidentales. L'ennemi n'est donc pas qu'une construction subjective : elle rencontre l'assentiment actif de l'autre à jouer ce rôle, manifestement parce qu'il y gagne une reconnaissance, qui le place dans un statut d'alter-ego, le met sur un pied d'égalité avec celui qui le désigne à cette place. Ce bénéfice est suffisamment important pour que les candi-

[1] Voir sur ce thème le numéro de la *Revue des sciences sociales* consacré aux "Nouvelles figures de la guerre" (2006, n° 35).

dats à la position victimaire le recherchent au risque d'être détruit en raison de l'inégalité réelle des forces que cache cette symétrie symbolique.

Plan de l'ouvrage

Les textes qui sont présentés ici ont été rédigés à partir des communications à un colloque conjoint de la Eberhard-Karls-Universität de Tübingen et de l'Université Marc Bloch de Strasbourg, qui avait pour objectif de croiser les résultats de deux séries de travaux : ceux du Ludwig-Uhland Institut für Empirische Kulturwissenschaft de Tübingen rattachés au programme "*Kriegserfahrungen. Krieg und Gesellschaft in der Neuzeit*" de la Deutsche Forschungsgesellschaft, traitant des rapports entre guerre et société dans la modernité, et ceux de l'axe polémologie du laboratoire "Cultures et sociétés en Europe" de Strasbourg (UMR Université de Strasbourg/CNRS). Ils expriment en même temps, par une sorte de mise en abyme, le dépassement de l'objet "ennemi" ici étudié, puisque ce colloque était la 21ème édition de rencontres régulièrement organisées, à l'initiative d'Utz Jeggle et Freddy Raphaël, entre des Allemands et des Français sur des questions que nos grands-parents n'auraient pas imaginé les voir discuter ensemble de manière aussi "amicale".

Une première partie de l'ouvrage nous introduit aux différents usages de la figure de l'ennemi : en tant que construit scientifique (Pascal Hintermeyer, sur la naissance de la polémologie), idéologique (Dietrich Beyrau, qui montre comment la société soviétique s'est forgée dans un rapport constant à l'ennemi) ou culturel (Karen Denni, à propos de l'anti-américanisme).

Un aspect particulier de ces usages est développé dans une deuxième partie : il s'agit de la légitimation de la guerre par les discours religieux, avec les exemples des milieux catholiques allemands et français au cours de la Première Guerre Mondiale (Claudia Schlager) et des milieux rabbiniques dans l'actuel conflit du Moyen-Orient (Stefan Schreiner).

La figure de l'ennemi peut se construire en se déclinant par types, ce que montrent plusieurs articles de l'ouvrage, et en particulier ceux regroupés dans une troisième partie, et qui traitent de la figure du traître (Sébastien Schehr), des figures comparées du Juif, du Tsigane et de l'homosexuel pendant la période nazie (Régis Schlagdenhauffen), et, en

temps de paix dans nos sociétés, de la figure du criminel (Pascal Décarpes).

Une quatrième partie explore la fonction que remplissent les images, l'édification de monuments et la muséalisation de certains lieux dans la réduction et la fixation des représentations, et de ce fait dans l'organisation de la mémoire et de l'oubli. Y sont explorés les exemples des expositions de photographies d'ennemis (Monique Scheer), les mises en scènes des fins de guerre (Ulrich Hägele), les avanies des monuments aux morts en Alsace (Marie-Noële Denis) et les tensions entre témoins, négationnistes et historiens autour de la mémoire de la Shoah (Freddy Raphaël).

L'ensemble de ces processus participe à la construction d'une figure de l'ennemi dont une dernière partie souligne qu'elle n'en reste pas moins fragile : réversible au contact quotidien avec l'ennemi avec qui il faut bien vivre (Sabine Kienitz, sur les relations entre Français et Allemands en Rhénanie occupée après 1918), parfois complètement absente alors que la guerre sévit alentour (Gabrielle Petitdemange, relisant le journal d'un berger poète des Abruzzes pendant la Première Guerre Mondiale), devenant floue à l'ère contemporaine de la mondialisation, de l'interdépendance et des réseaux (Patrick Schmoll), ambivalente en définitive lorsqu'il est question d'en restituer le souvenir passé (Geneviève Herberich-Marx).

Références

Beauchard J. (1981) *La dynamique conflictuelle. Comprendre et conduire les conflits*, Paris, Réseaux.

Coser L.A. (1956) *The Functions of Social Conflict*, suivi de (1967) *Continuities in the Study of Social Conflict*. Tr.fr. (1982) *Les fonctions du conflit social*, Paris PUF.

Freud S. (1929), *Das Unbehagen in der Kultur*. Trad. fr. (1971), *Malaise dans la civilisation*, Paris, PUF.

Freund J. (1965) *L'essence du politique*, Paris, Sirey.

Freund J. (1983) *Sociologie du conflit*, Paris, PUF.

Klinger M. (dir.) (2007), *Héritage et actualité de la polémologie*, Paris, Téraèdre.

Paquot Th. (2008), Julien Freund : l'intellectuel-frontière qui n'a pas de frontière, *Revue des sciences sociales*, 40, p. 154-161.

Stratégiques, n° 72, 1998, numéro à thème "Ami-ennemi", Paris, Institut de stratégie comparée. http://www.stratisc.org/.

Schmitt Carl (1933) *Der Begriff des Politischen*, suivi de (1963) *Theorie des Partisanens. Zwischenbemerkung zum Begriff des Politischen*. Trad. fr. (1972) *La notion du politique. Théorie du partisan*, Paris, Calmann-Lévy.

Simmel G. (1908) *Soziologie*, Leipzig, Duncker & Humblot. Tr. fr. (1999) *Sociologie. Études sur les formes de la socialisation*, Paris PUF.

Valade B. (2002) Types de conflits et formes de consensus, *in* Deroche-Gurcel L. & Watier P. (dir.), *La* Sociologie *de Georg Simmel (1908). Éléments actuels de modélisation sociale*, Paris, PUF, p. 267-281.

Du bon usage de l’ennemi

Polémologie et construction de l'ennemi

Pascal Hintermeyer

La leçon que tire Gaston Bouthoul de la Seconde Guerre Mondiale contraste avec l'euphorie de la victoire et avec l'optimisme de ceux qui pensaient que la défaite de la barbarie allait ouvrir une ère de réconciliation où la reconstruction pourrait s'effectuer sur une base de justice et de fraternité. Comme d'autres auteurs de ce temps, il redoute que les épreuves récentes n'en annoncent de prochaines. Mais, alors que ce pessimisme est souvent alimenté par le caractère sans précédent, la systématicité et la planification des atrocités qui viennent d'être commises (dans les écrits d'Adorno ou de Camus par exemple), Bouthoul insiste plutôt sur ce que l'hécatombe guerrière a de récurrent. Né en 1896, il se souvient sans doute des combats acharnés de la première guerre mondiale, du "plus jamais ça" unanimement proféré à son terme et démenti à la génération suivante. Lorsqu'il fonde avec Louise Weiss l'Institut Français de Polémologie en 1945, il veut se démarquer des études sur les relations internationales ou les opérations militaires ainsi que du pacifisme, qui lui semble impuissant à faire advenir l'idéal de paix proclamé. Il veut initier une démarche scientifique visant à expliquer l'inéluctable répétition des guerres dans l'histoire humaine.

Gaston Bouthoul s'arrête à cette appellation de "polémologie" parce qu'elle introduit une rupture avec les approches habituelles de la guerre, centrées sur des jugements et des principes moraux, sur des justifications politiques ou idéologiques, sur des recommandations susceptibles d'accroître l'efficacité militaire (du point de vue de l'organisation ou des décisions stratégiques et tactiques). Ces discours pléthoriques, faits de théories et de prises de position, de récits et de proclamations, d'explications sur les causes et les conséquences particulières, de con-

seils et de préparatifs, accompagnent les guerres et éclairent certains de leurs aspects, mais ne permettent pas de comprendre les raisons de leur réapparition incessante à l'issue d'intermèdes pacifiques destinés à ne pas durer. La polémologie se propose de promouvoir une étude positive des guerres afin de définir quelle fonction elles remplissent dans les sociétés qui s'y adonnent. Cette perspective inclut les recherches sur la paix, plus précisément sur les processus qui la menacent, par exemple ceux qui procèdent à la construction de l'ennemi. Bouthoul pense en outre que de telles connaissances pourraient avoir des retombées bénéfiques indirectes. Marqué par la psychanalyse, il ne croit pas que la seule identification des processus mortifères suffise à les prévenir. Mais, s'il estime illusoire de vouloir les refouler parce qu'ils ressurgiraient avec plus de force, il entend repérer les moments propices pour leur offrir des dérivations permettant de les satisfaire autrement.

Contrairement à Clausewitz, Gaston Bouthoul estime que la guerre est avant tout irrationnelle. Ceux qui imaginent pouvoir en tirer avantage sont dupés par les impulsions belliqueuses qui les animent et contredits par l'expérience, notamment celle du XXe siècle, où les guerres ont des conséquences immenses et largement imprévisibles sur les belligérants, qui perdent une grande partie de leurs forces dans l'aventure. Bouthoul considère cet affaiblissement mutuel comme le principal résultat des guerres et il se demande pourquoi des nations entières y consentent, s'y préparent et s'y jettent avec détermination et enthousiasme, alors même qu'en temps de paix elles travaillaient dur pour produire des richesses qu'elles vont ensuite détruire. Pour un lecteur de Malthus, de Freud, de Mauss et de Bataille, le paradoxe est interprétable. Bouthoul envisage les guerres comme un sacrifice auquel les groupes humains recourent périodiquement pour se décharger d'un excès de forces qui, si elles restaient sans emploi, se retourneraient contre la collectivité dont elles sont issues. Et comme ce sont les hommes jeunes qui constituent principalement ce surcroît d'énergie disponible et perturbatrice, ce sont eux aussi que les guerres ont pour fonction de raréfier, selon une logique que Bouthoul désigne, en référence à sa culture classique, par l'expression "infanticide différé". Dans une telle interprétation, les guerres renvoient essentiellement à la structure de la société qui les mène, elles représentent des réactions à ses déséquilibres internes, qui se trouvent ainsi dirigées vers un exutoire externe. L'ennemi est instrumentalisé et offre de multiples avantages, quelles que soient les péripéties et l'issue de la confrontation. S'il est vaincu, il donne accès à des richesses, des ressources, des territoires où s'établir. Il procure en outre aux combattants l'occasion d'accomplir des

exploits et de revenir auréolés de la gloire de ceux qui sont chéris par la fortune. Et ceux qui ne reviennent pas sont honorés pour l'exemple qu'ils ont donné d'un dévouement suprême à leur patrie : "Passant, va dire à Sparte que nous sommes morts pour obéir à ses lois." Ces sacrifices contribuent à soulager la pression que l'agressivité et la démographie exercent au sein de leur milieu d'origine. Sous le terme de "baromètre polémologique", Bouthoul cherchera d'ailleurs avec persévérance à mettre au point une instrumentation visant à mesurer cette pression qui, lorsqu'elle atteint un certain seuil, met les groupes humains hors d'eux-mêmes, les pousse à des comportements irrationnels et les jette les uns contre les autres.

Comme l'ennemi présente beaucoup d'intérêt, il importe d'abord qu'il existe. La perspective de Bouthoul donne un sens fort à la problématique de la construction de l'ennemi. La guerre est en effet une activité qui ne s'improvise pas. Elle suppose une concentration de moyens, l'acquisition de techniques, des préparatifs organisationnels, des anticipations stratégiques, une chaîne de commandement et d'obéissance. Elle exige aussi un travail de justification dont le socle est constitué par la désignation de l'ennemi. Lorsque ce dernier est hérité des générations précédentes, l'animosité est cultivée avec assiduité. Là où il n'y en a pas, apparaissent des initiatives pour en fabriquer. Comment s'y prendre ? L'ennemi faisant office d'instrument, Bouthoul relève, en suivant une inspiration kantienne, qu'il n'est pas traité comme un être humain à part entière. L'ennemi a l'apparence de l'homme, mais il n'en est pas vraiment un. Sous l'Antiquité, lorsqu'il était épargné, il était destiné à servir d'esclave, c'est à dire, pour reprendre la définition donnée par Aristote, d'"instrument animé". Aujourd'hui l'esclavage a disparu, mais il est remarquable que pendant les conflits en ex-Yougoslavie, les combattants désignaient leurs ennemis par le mot "zoo", toujours employé dans de nombreuses langues pour évoquer l'animalité. Celle-ci ne comporte rien de valorisé ou d'estimable, elle est présentée comme bestialité associée à la sauvagerie, à la brutalité, à la laideur et à l'immoralité. Bouthoul remarque que l'ennemi est dépeint de manière à inspirer la répulsion. Et il ajoute : "*on fera allusion à ses mauvaises mœurs car la luxure des autres suscite toujours le dégoût et l'indignation*"[1]. La propagande force le trait et brosse un portrait caricatural : "*la méthode consiste à le noircir, à rappeler ses méfaits, les crimes (inventés ou véri-*

[1] Bouthoul, *Traité de polémologie, sociologie des guerres*, Paris, Payot, 1970, p.169.

tables, peu importe) qu'on lui impute"[2]. Puisqu'il est coupable de tant d'abominations, "*l'ennemi, c'est celui envers lequel tout est permis, qu'on a le devoir de supprimer par tous les moyens*"[3]. À son égard, l'absence de scrupule devient licite et même impérative, si bien que s'opère une modification des règles qui prescrivent la protection mutuelle dans le cadre de la vie sociale. L'exaltation des passions belligènes à l'œuvre dans la construction de l'ennemi fait entrer dans un univers moral fait de rigorisme. "*C'est également un trait constant dans les pays qui se préparent à la guerre que les efforts pour préparer les esprits à la discipline et au sacrifice. On s'efforce de rendre les mœurs plus austères ; en général, les femmes sont les boucs émissaires ; à l'avance, on leur fait faire pénitence*"[4]. Bien des incohérences accompagnent la construction de l'ennemi. Tantôt l'accent est mis sur sa dangerosité, qui rehausse le prestige retiré à le combattre et à le vaincre. Tantôt il apparaît au contraire comme une proie facile : "*on dépeint le futur ennemi comme odieux, sans doute, mais de plus faible et déliquescent*"[5]. La relation à l'ennemi est donc paradoxale à bien des égards : l'identification d'êtres nuisibles est fort utile à ceux qui l'opèrent, des hommes s'acharnent systématiquement à déshumaniser certains de leurs semblables.

Dans les années 1960, la démarche polémologique a le vent en poupe. L'influence de Bouthoul est relayée par la création d'instituts de polémologie aux Pays-Bas et en Italie (où les œuvres de Bouthoul rencontrent un écho appréciable) et par le développement des *peace researches* dans de nombreux pays, notamment en Europe du Nord, en Allemagne, Grande Bretagne et dans maintes universités américaines. Un institut de polémologie est aussi créé à Strasbourg (qui existe toujours) par Julien Freund, qui représente un soutien important. Éloigné des tendances fonctionnalistes, organicistes et énergétistes repérables chez Bouthoul, il partage avec lui l'idée que l'agressivité est au cœur du vivant, qu'elle suscite sans cesse l'animosité, qui requiert d'être étudiée scientifiquement plutôt que condamnée moralement. Julien Freund s'inscrit dans la perspective polémologique en lui apportant des compétences précieuses. Il est sans doute avec Raymond Aron un des meilleurs connaisseurs français de la sociologie allemande et notamment de Max Weber qu'il contribue à mieux faire connaître. Il est aussi un lec-

[2] Idem.
[3] Id., p. 328.
[4] Id., p. 172.
[5] Id., p. 170.

teur attentif d'un auteur auquel ne se réfère jamais Bouthoul dans son volumineux *Traité de polémologie*, Carl Schmitt. Il emprunte à ce dernier la distinction entre ami et ennemi et il en fait l'un des présupposés majeurs de l'activité politique dont il considère que la finalité spécifique consiste à assumer la continuité de l'existence d'une collectivité humaine.

Chez Julien Freund, la place de l'ennemi est encore plus fondamentale que chez Bouthoul. Il n'est pas seulement un moyen pour satisfaire des pulsions agressives, obtenir gloire et richesse ou absorber un trop plein de force, il est constitutif dans la durée de l'unité et de la cohésion sociales. C'est pourquoi "*il n'y a de politique que là où il y a un ennemi*"[6]. Cela ne signifie pas que l'activité politique se limite à préparer et à mener la guerre. Comme elle est orientée vers la prévision, sa vigilance s'étend à toutes les causes d'hostilité. "*Sans cesse les collectivités ont à surmonter des raisons de discorde, empêcher la formation d'un ennemi intérieur et protéger les membres contre l'ennemi extérieur, réel ou virtuel*"[7]. Le sens politique consiste pour Julien Freund à prévenir les risques qu'un développement de l'animosité ferait courir à l'intégrité de la collectivité. Dans une telle conception, l'inimitié dérive des interactions sociales dont certains aspects donnent lieu à la compétition, à la rivalité et aux dissensions ainsi qu'à des sentiments de frustration, d'envie et de jalousie. Ces relations peuvent déboucher sur le conflit qui est entendu comme un heurt entre volontés antagonistes et qui présente toute une gradation de formes, de la dispute à la guerre. Celle-ci met en jeu la souveraineté et l'existence même de la collectivité. Pour Julien Freund, la construction de l'ennemi s'opère en deux temps. D'abord elle peut résulter d'un conflit qui s'envenime. La tâche de la puissance publique consiste alors à empêcher que l'inimitié ne vire à l'hostilité, à prévenir la montée aux extrêmes en imposant la modération, notamment par le respect de la loi. Dans le cas où ce n'est pas possible, il incombe à l'activité politique de reconnaître l'ennemi. Il lui faut identifier les conflits susceptibles de menacer la collectivité et désigner l'ennemi dont il convient de se protéger. Lorsque ce résultat n'est pas attendu de la victoire, il doit être recherché par le compromis, dont Simmel a analysé les caractéristiques et dont Freund relève qu'il suppose, en un autre sens encore, la reconnaissance de l'ennemi. Les exemples actuels de réticences à une telle reconnaissance lui semblent constituer autant d'obstacles à l'instauration de la paix.

---

[6] Freund J., *Qu'est-ce que la politique ?*, Paris, Syrey, 1965, p. 41.
[7] Idem, p. 56.

En menant une analyse différente de celle de Gaston Bouthoul, Julien Freund aboutit à une conclusion semblable : la construction de l'ennemi correspond à un processus qui comporte une nécessité. Celle-ci présente chez les deux auteurs une dimension paradoxale puisque l'augmentation de la puissance conduit inévitablement à l'hostilité et aux périls qui lui sont liés. Les déséquilibres internes sont considérés comme la raison fondamentale de l'émergence de l'ennemi. Pour Julien Freund, il y a même une logique d'intériorisation de l'hostilité : "*au-delà d'un certain seuil, la plus grande puissance devient sa propre ennemie*"[8]. Le type de nécessité qu'invoquent ici les polémologues est bien sûr très éloigné de celui sur lequel insistent d'autres sociologues qui s'attachent aux processus d'accumulation et à leurs effets du point de vue du renforcement des inégalités entre sociétés et en leur sein. Cette différence d'appréciation renvoie pour Anthony Giddens au "*caractère marginal de l'étude du contrôle des moyens de violence et de la violence organisée*"[9]. La polémologie représenterait alors une tentative des sciences sociales pour dépasser l'identification de nécessités limitées à un contexte implicitement pacifique.

L'institutionnalisation de la polémologie dans les années 1970 est parallèle à la diversification des questions qu'elle prend en charge. Julien Freund apporte sa contribution à ce mouvement. Il étend le domaine de la polémologie en l'envisageant comme une science des conflits, définis comme "*un affrontement entre deux volontés (…) pouvant, à la limite, aller jusqu'à la suppression physique de l'autre*"[10]. Le problème qui se trouve ainsi soumis à l'investigation scientifique est l'existence d'interactions humaines caractérisées par une intention de destruction mutuelle. Qu'est-ce qui peut conduire les hommes à vouloir tuer leurs semblables ? Qu'est-ce qui peut causer une inversion complète des relations de coopération fondant la vie sociale ? Dans quels contextes et selon quelles logiques se développe-t-elle ? De telles questions peuvent être posées à différents niveaux de l'expérience collective. Julien Freund invite à compléter les réflexions sur les multiples guerres qui se sont produites dans l'histoire par une comparaison avec d'autres formes de conflits et notamment les antagonismes entre classes sociales qui ont débouché sur quantité de violences, d'émeutes et de révolutions.

---

[8] Id., p. 46.
[9] Giddens A., *La constitution de la société*, Paris, P.U.F., 1987, p. 19.
[10] Freund J., "Polémologie, science des conflits", *Études polémologiques*, Paris, N°4, avril 1972, p. 23.

Gaston Bouthoul emprunte lui aussi le chemin de l'élargissement. Il est frappé par la constitution de super-puissances se livrant à une course aux dépenses militaires et se dotant d'armes de destruction massive en concentration suffisante pour détruire la planète. Il se demande ce qui se passe lorsque la guerre est impossible en raison de la disproportion des forces en présence ou de l'apocalypse qui suivrait le recours aux arsenaux militaires accumulés. *Études polémologiques* accorde à partir des années 1970 de plus en plus d'attention au terrorisme, que l'on peut considérer comme une guerre du pauvre ou du marginal, comme un phénomène intermédiaire entre la guerre et la paix ou comme un ensemble hétérogène d'exceptions à la pacification à une époque où des techniques très meurtrières sont accessibles à de petits groupes organisés et où prolifèrent les cibles potentielles. En même temps, la revue de Gaston Bouthoul s'intéresse de près à d'autres manifestations de l'agressivité collective, notamment les accidents de la route. Tout comme les guerres, ceux-ci peuvent être interprétés comme le sacrifice d'une partie de la population, et en particulier des hommes jeunes qui paient le tribut le plus lourd. De telles hécatombes sont plus diffuses et régulières que celles dues aux guerres. Il s'avère d'ailleurs qu'une part de ces accidents mortels sont des suicides masqués. Halbwachs avait déjà établi une relation qui avait échappé à Durkheim[11], à savoir que les taux de suicide diminuent en situation de guerre et augmentent dès que la paix est revenue. Bouthoul pouvait y voir un argument en faveur de l'hypothèse d'une compensation entre des phénomènes présentant pour caractéristique commune une diminution des forces vives d'une collectivité. Et il se préoccupait d'"*éviter que l'actuel équilibre de la terreur ne dégénère en privation de guerre suscitatrice de névroses collectives et de poussées suicidaires*"[12]. La fécondité de tels questionnements a été depuis par exemple confirmée par les études montrant que la prévisibilité croissante de l'existence est de nos jours compensée par le développement de conduites à risque qui représentent une façon de se mettre délibérément en danger et d'accepter, voire de rechercher une probabilité de violence contre soi. Ainsi se poursuit dans les sciences sociales contemporaines la tendance à la dissémination et à l'intériorisation des conflits dont Gaston Bouthoul et Julien Freund ont indiqué la voie.

Études polémologiques a été amenée à suivre divers phénomènes d'agressivité en établissant une gradation selon leur intensité et leur

---

[11] Durkheim illustre de ce point de vue la tendance, critiquée par Giddens, des sociologues à exclure de leurs analyses les situations de guerre.

[12] Bouthoul G., op. cit., p.4.

échelle. En particulier, la distinction entre micro-conflits, méso-conflits et macro-conflits y est systématiquement reprise. Le spectre était-il devenu trop large ? Remettait-il trop ouvertement en cause des usages de répartition des compétences et des moyens ? Le fondateur de la polémologie restait-il indispensable à la pérennité de son entreprise ? L'exemple de la sémiologie, qui a beaucoup pâti du décès de Roland Barthes, ou celui de la médiologie, actuellement étroitement liée à la personnalité de son promoteur, incitent à remarquer que les tentatives de constitution de domaines hybrides dans les sciences sociales peinent à survivre à leur fondateur. Toujours est-il qu'après la mort de Gaston Bouthoul en 1980 les publications polémologiques se font plus irrégulières et que s'amorce un lent processus de désinstitutionalisation qui, à travers nombre de péripéties, finira par compromettre la poursuite de cette démarche scientifique originale. Dans les années 1990, des sujets qui avaient été rapprochés par la perspective polémologique se trouvent à nouveau dissociés, l'étude des relations internationales s'éloignant de celle des violences urbaines, des accidents ou des suicides.

Bien des questions restent donc en suspens. L'une d'entre elles se doit d'être évoquée, en raison de ses incidences pratiques et des divergences potentielles qu'elle recélait. Comment enrayer la construction de l'ennemi ? Julien Freund aurait sans doute évoqué le respect du droit et la constitution d'organismes internationaux tout en en signalant les limites. Pour lui, celui qui imagine un monde sans ennemi est un naïf intoxiqué par le moralisme ambiant, affligé de cécité, voire suspect d'être entré en décadence. Gaston Bouthoul lui n'aurait pas rejeté la question. Il considérait qu'une fonction vitale, à défaut d'être supprimée, pouvait "*être déviée vers d'autres exutoires ou d'autres fins*"[13]. Il préconisait alors ce qu'il appelait "le désarmement démographique", c'est à dire la réduction volontaire des naissances. Et il faisait l'éloge des dérivations hédonistes visant à "*satisfaire toutes les impulsions migratrices, sportives, culturelles, mystiques et même orgiaques des populations*"[14]. Ces suggestions sont étonnantes de la part d'un intellectuel qui a consacré une grande partie de sa vie à l'étude de la guerre. Il "*en arrive à cette conclusion paradoxale, qui rappelle par certains côté la thèse de l'Anglais Mandeville au XVIIIe siècle, à savoir que le luxe, la dissipation, la paresse et la facilité des mœurs sont des facteurs de paix car ils freinent l'accumulation économique des surplus qui, faute*

[13] Id., p.276.
[14] Id., p. 498.

d'autres exutoires, conduisent à la guerre"[15]. Bouthoul estime aussi que les revendications syndicales constituent probablement des facteurs de paix. Cette position est d'autant plus remarquable que le Front populaire a été accusé d'avoir détourné les Français de la vigilance par rapport au nazisme et de les avoir livrés aux délices du loisir. On voit ici poindre un désaccord entre Gaston Bouthoul et Julien Freund. Le second radicalisera d'ailleurs sa critique du présent après la mort du premier qui était resté proche de Louise Weiss, des recherches sur la paix et qui pouvait ainsi se trouver en phase avec le mouvement de contestation des guerres des années 1960 et 1970. Il aimait à rappeler sa devise : "*Si tu veux la paix, connais la guerre !*". Il aurait pu ajouter, avec un brin de malice : "*Et ne consacre pas trop d'énergie à la préparer !*".

[15] Id., p. 235.

Images de l'ennemi et violence
Sur les caractéristiques constitutives de la société soviétique

Dietrich Beyrau

Du lien entre image de l'ennemi et violence

Il n'existe probablement aucune société qui n'entretienne une image de l'ennemi ou qui ne se passe d'ennemis. Ceci est valable même pour les sociétés démocratiques qui, malgré les difficultés que cela implique, ont établi un modèle – dans la réalité et en tant qu'idéal –, qui repose pour l'essentiel davantage sur l'intégration que sur le rejet et l'exclusion. La récente confrontation avec le terrorisme lié au fondamentalisme islamique indique à quel point les sociétés démocratiques sont menacées. La peur suscite d'importantes manœuvres des services secrets et peut conduire à l'annulation des droits fondamentaux démocratiques. Elle permet de légitimer les interventions militaires comme dans le cas de l'Irak, de l'Afghanistan ou de la Tchétchénie. Dans le passé et encore actuellement, les guerres conventionnelles, les guerres civiles, les révolutions, la terreur et les divers événements séditieux fournissent un contexte dans lequel les sociétés ou les individus constituent leurs collectifs par la construction de leurs ennemis, qu'ils sont prêts à détruire. L'histoire moderne est celle des guerres de religion du XVIIe siècle, de la révolution française et de la stigmatisation de ses ennemis intérieurs, des guerres nationalistes du XIXe siècle et enfin de la propagande concernant l'ennemi durant la Première et la Deuxième Guerres Mondiales. En y regardant de plus près, il est cependant difficile de déterminer le rôle joué par l'image de l'ennemi dans la mobilisation de la haine. L'analyse des images de l'ennemi, qui permet d'inter-

roger les effets de la propagande, souligne la spécificité des situations et des dispositions des "récepteurs" de ces images, qui, selon le crédit qu'ils leur accordent, leur donnent une traduction dans des actes violents ou – au contraire – les laissent au point mort[1].

Plus récemment, cette question a été portée sur la place publique à travers la controverse dite de Goldhagen, portant sur la relation entre la tradition antisémite allemande et l'Holocauste. L'Holocauste est-il inscrit en quelque sorte génétiquement dans une tradition antisémite allemande – comme le pense Goldhagen –, ou est-il la résultante de relations et de situations, dans lesquelles les constructions idéologiques (y compris l'image de l'ennemi) ont joué un rôle ni plus ni moins important que les pratiques d'ingénierie sociale, les nettoyages ethniques nationaux et la dynamique sociale des groupes agissants ? Le cumul de ces multiples facteurs expliquerait alors que des hommes et des femmes "normaux", voire "éduqués", aient pu être transformés par l'idéologie ou les images de l'ennemi en acteurs de ces meurtres de masse[2].

Dans le cas soviétique également, il existe, surtout à l'Ouest, un débat sur le rapport entre image de l'ennemi et violence. Il est principalement question en l'occurrence du rapport entre les idéologies révolutionnaires, en particulier le marxisme dans son expression d'abord russe, puis soviétique, et les actes de violence qui sont allés jusqu'aux meurtres de masse au temps de la Grande Terreur (1936-39)[3]. Ici aussi, les discussions de ces dernières années ont conduit à l'hypothèse de la construction d'un rapport de causalité entre "idéologie", au sens d'un ensemble de doctrines, et violence. Ce lien apparaît d'autant mieux entre mouvements de protestation, obsessions idéologiques et projets de société globaux, souvent utopiques. L'ingénierie sociale qui en résulte ne fait pas l'économie de la violence lorsqu'il s'agit de transformer la So-

---

[1] Bernhardt H.-M., Voraussetzungen, Struktur und Funktion von Feindbildern, *in* Jahr Ch., Mai U. & Roller K. (dir.), *Feindbilder in der deutschen Geschichte*, Berlin, Metropol Verl., 1994, p. 9-24 ; Satjukow S. & Gries R., Feindbilder des Sozialismus. Eine theoretische Einführung, *in* Satjukow S. & Gries R., (dir.), *Unsere Feinde. Konstruktionen des Anderen im Sozialismus*, Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, 2004, p. 13-70.

[2] Schoeps J.H. (dir.), *Ein Volk von Mördern? Die Dokumentation zur Goldhagen-Kontroverse und die Rolle der Deutschen im Holocaust*, Hamburg, Hoffmann und Campe, 1996.

[3] Besancon A., *Les origines intellectuelles du léninisme*, Paris, Calman-Lévy, 1977 ; Malia M., *Vollstreckter Wahn. Rußland 1917-1991*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1994 ; Halfin I., *From Darkness to Light. Class, Consciousness and Salvation in Revolutionary Russia*, Pittsburgh, Univ. of Pittsburgh Press, 2000.

ciété, l'Homme et la Nature. C'est justement la combinaison de tous ces facteurs qui libère les processus de violence[4]. Leurs mécanismes et déroulements sont jusqu'à présent rendus compréhensibles davantage par des études de cas précis que par des descriptions d'ensemble[5].

Constellations d'ennemi jusqu'en 1917

Dans les lignes qui suivent, nous présenterons pour l'essentiel la galerie des images de l'ennemi qui, au cours d'un peu plus d'un demi-siècle, ont fait fonctionner la société russe et soviétique (cf. tableau ci-après). Leur accumulation et parfois leur renversement soudain sont à mettre en relation avec la succession rapprochée de guerres et autres catastrophes auxquelles la société russe, et par conséquent soviétique, a été exposée depuis le début du XXe siècle. En quelques titres, rappelons les principaux évènements : la guerre russo-japonaise (1904-05), la Révolution russe (1905-07), la Première Guerre Mondiale et la Révolution de 1917, la guerre civile entre 1918 et 1922, la famine de la Volga (1922-23), la collectivisation de l'agriculture (à partir de 1928) et la famine qui s'en suivit, surtout en Ukraine, au sud-est de la Russie et au Kazakhstan (1932-33), la Grande Terreur (1936-39), la Deuxième Guerre Mondiale avec ses plus de 25 millions de victimes parmi les soldats et la population civile, la famine qui suivit en 1946. Soulignons en particulier, depuis les années 1920, l'existence de camps de travaux forcés et

---

[4] Plaggenborg S., Weltkrieg, Bürgerkrieg, Klassenkrieg. Mentalitätsgeschichtliche Versuche über die Gewalt in Sowjetrussland, *Historische Anthropologie* 3, 1995, 3, p. 493-505 ; Holquist P., Violent Russia, Deadly Marxism? Russia in the Epoch of Violence 1905-1921, *Kritika* 4, 2003, 3, p. 627-652 ; Beyrau D., Der Erste Weltkrieg als Bewährungsprobe. Bolschewistische Lernprozesse aus dem „imperialistischen" Krieg, *Journal of Modern European History* 1, 2003, 1, p. 96-123 ; Wróbel P., The Seeds of Violence. The Brutalization of an East European Region, 1917-1921, *Journal of Modern European History* 1, 2003, 1, p. 125-148 ; Baberowski J., *Der Rote Terror. Die Geschichte des Stalinismus*, München, DVA, 2003.

[5] Kotkin S., *Magnetic Mountain. Stalinism as a Civilization*, Berkeley, University of California Press, 1995 ; David-Fox M., *Revolution of the Mind. Higher Learning among the Bolsheviks, 1918-1929*, Ithaca-London, Cornell UP, 1997 ; Baberowski J., *Der Feind ist überall. Stalinismus im Kaukasus*, München, DVA, 2003.

Ennemis intérieurs	**1900 à 1914**	**1914 à 1917**	**1917/18 à 1922**	**1922 à 1939/41**	**1941 à 1948**
Colons allemands	I	I, II, V		V	V
Aristocrates baltes	II	II			
Tatars	I				
Sectes protestantes	I	I			
"Cosmopolites" juifs	I, II, III	I, II, III	III		I, VIII (1948-53)
Résidents russes en Asie médiane		III			
Nomades en Asie médiane		IV		VI	
Basmachi			IV	IV	
Guerres civiles interethniques dans le Caucase	IV	IV	IV		
Contrerévolution-naires "Blancs"			IV	VII, VIII	
Représentants de "l'ancien régime" : nobles, clercs, bourgeois, fonc-tionnaires avant 1917			I, II, VIII	II, V, VII, VIII	
"Nationaux-démocrates"				I, VII, VIII	
Asociaux				VII, VIII	
"Ennemis du peuple"				VII, VIII	
"Bytowiki" (petite criminalité)				VII	
Koulaks (paysans)			IV	VI, VII, VIII	
Ethnies :					
Coréens, Chinois				V	
Polonais				V	VII, VIII
Allemands				V	V, VII
Tatars de Crimée et autres (1)					V, VII
Résistants antisovié-tiques en Ukraine occidentale et dans les pays baltes					IV, V, VII

← **Légende du tableau** :
(I) Campagnes de stigmatisation
(II) Privation des droits civiques
(III) Pogroms
(IV) Guerres civiles, guerres de résistance
(V) Déportations
(VI) Disettes organisées
(VII) Camps, travail forcé
(VIII) Assassinats
(1) Balkars, Kalmouks, Karatchaïs, Meskhètes, Tchétchènes, etc.

de zones d'exil avec leurs millions de personnes privées de leurs droits et humiliées[6].

Le très hétérogène répertoire d'images de l'ennemi qui circulaient déjà avant la Révolution était lié au fait que la société de l'empire russe ne formait pas encore un espace de communication unifié. Le gouvernement, la Douma (le parlement), ainsi qu'un marché des médias en expansion, y compris une presse à sensation surtout présente dans les grandes villes et les zones industrielles, avaient suscité un espace de communication aux dimensions de l'empire. Mais il laissait de côté une grande partie des couches sociales défavorisées des villes, la population rurale ainsi que les peuples non russes. Il existait donc par ailleurs des espaces de communication relativement refermés sur des communautés, les uns plutôt traditionnels, les autres plus récents. Ils s'étaient constitués à partir de leurs frontières propres – comme dans le cas de l'espace du village – ou à partir d'images de l'ennemi propres à un groupe – telle partie des ouvriers, de l'intelligentsia révolutionnaire ou certaines nationalités rétives des confins de l'empire –. Ainsi, on peut lire en 1917 dans des courriers adressés aux journaux moscovites : "*Nous ne lisons pas les journaux bourgeois ; ils nous dégoûtent autant que les* burzhui (mot péjoratif pour désigner les bourgeois) *eux-mêmes*"[7].

---

[6] Pour un aperçu général, voir notamment Baberowski J., *Der rote Terror*, op. cit. ; Hildermeier M., *Die Geschichte der Sowjetunion 1917-1991*, München, C.H. Beck, 1998 ; Beyrau D., *Petrograd 25. Oktober 1917. Die russische Revolution und der Aufstieg des internationalen Kommunismus*, München, dtv, 2001 ; Plaggenborg S., *Experiment Moderne. Der sowjetische Weg*, Franfurt/M. etc., Campus, 2006.

[7] Zuravskaja I.L. (dir.), Pis'ma soldat i trudjascichsja v redakcii moskovskich i provincial'nych gazet (vesna-leto 1917 goda), *in* Reka vremen, Bd. 5, Moscou 1996, p. 263-317, p. 279.

Nous allons présenter quelques exemples de stratégies de discours et de procédés sémantiques typiques. Ceux que nous avons sélectionnés et examinés proviennent d'ouvriers, de paysans et de soldats russes de l'armée de la Grande Guerre.

L'équivalent, selon les critères occidentaux, de la classe ouvrière militante qui s'organise lors de la Révolution de 1905 en tant que mouvement et que partie constitutive de la contre-culture d'opposition révolutionnaire, se sert d'un répertoire de procédés sémantiques et d'images qui sont hérités de la tradition chrétienne mais ont été "sécularisés" dans un sens socialiste. Les thèmes en sont la souffrance due à l'"*ekspluatacija*" (l'exploitation), qui est présentée comme un martyre, une souffrance sur la croix, mais dans une perspective de délivrance. La connotation religieuse de la souffrance et des espoirs de salut alimente les attentes émotionnelles d'inspiration socialiste. Après la révolution, un mouvement de "culte prolétarien" essaie d'organiser les sentiments autour du thème de la "lutte finale" pour la liberté. Une déclaration de juillet 1917 émanant des usines Putilov de Saint-Pétersbourg semble déjà anticiper ce devoir : "*Citoyen ! Regarde avec confiance les cheminées noires fumantes s'élever de la terre. Là-bas, à leur base, souffrent et sont tourmentés des êtres semblables à ceux qui sont placés sous le joug d'une cruelle exploitation. Lentement, se développe la conscience de classe. La haine se concentre dans les cœurs*"[8]. Des espoirs millénaires et des visions apocalyptiques sont associés à l'attente d'un "Messie de fer" ou à l'autostylisation du prototype de l'ouvrier en Titan prométhéen. Dans ces apostrophes s'expriment de virulentes attaques, parfois à la limite de la violence, contre les exploitants et la bourgeoisie, c'est-à-dire contre les entrepreneurs, les dirigeants, les ingénieurs (souvent étrangers) et les employés[9].

Les slogans et la sémantique du mouvement ouvrier sont sans doute marqués de manière prépondérante par les cercles activistes de l'Intelligentsia révolutionnaire et plus tard par les partis socialistes que celle-ci noyaute.

---

[8] Lorenz R. (dir.), *Die russische Revolution 1917. Der Aufstand der Arbeiter, Bauern und Soldaten. Eine Dokumentation*, München, Nymphenburger Verlagshandlung, 1981, p. 82.

[9] Sur la violence dans le mouvement ouvrier des débuts, voir le débat dans *Slavic Review* 41, 1982, 3 ; Wynn Ch., *Workers, Strikes and Pogroms: The Donbass-Dnepr-Bend in Late Imperial Russia, 1870-1905*, Princeton/N.J., Princeton UP, 1992 ; Steinberg M.D., *Proletarian Imagination. Self, Modernity and the Sacred in Russia, 1910-1925*, Ithaca-London, Cornell UP, 2002.

Alors que le mouvement ouvrier des origines était davantage influencé par des manières de penser et de faire de la révolte paysanne – y compris dans le Sud et le Sud-ouest par des pogroms anti-juifs –, le mouvement révolutionnaire de l'Intelligentsia se caractérise par l'éducation des groupes à travers les débats doctrinaires – ubi doctrina, ibi patria – et finalement verse dans les attentats, la terreur individuelle systématique, les chantages et les "expropriations". Les adversaires et les ennemis sont ici avant tout les représentants de l'État, les dirigeants d'entreprises et les banques. L'État, le capitalisme, et la société qu'ils imposent, sont les bêtes noires de la contre-culture – de l'Intelligentsia radicale comme plus tard du mouvement ouvrier[10].

Même le monde des paysans n'est plus un monde entièrement refermé sur lui-même, car on doit penser aux millions d'ouvriers (beaucoup sont des saisonniers) qui ont déménagé en ville, dans les zones industrielles, mais aussi vers les régions agricoles du sud. Néanmoins, les pétitions et le comportement de la population rurale russe au début du siècle laisse entrevoir une vision du monde qui, elle, reste remarquablement fermée et hostile[11]. Le monde paysan rejette avec méfiance aussi bien les propriétaires fonciers, considérés comme des parasites, que les fonctionnaires, les enseignants et les vétérinaires, considérés comme des étrangers. Les réformes agraires de Stolypine (1906 pour la plus importante) avaient permis aux paysans de quitter la commune, système traditionnel et archaïque de distribution locale des terres qui décourageait d'y apporter des améliorations, le fruit du travail ne revenant pas à l'auteur de l'amélioration. En quittant la commune, le paysan pouvait devenir propriétaire[12]. Mais le système de la commune était

---

[10] Hildermeier M., *Die Sozialrevolutionäre Partei Rußlands. Agrarsozialismus und Modernisierung im Zarenreich (1900-1914)*, Köln etc., Böhlau, 1978, p. 358-394 ; Geifman A., *Thou shalt kill. Revolutionary Terrorism in Russia, 1894-1917*, Princeton/N.J., Princeton UP, 1993.

[11] Vinogradov E.D., The Russian Peasantry and the Elections to the Fourth State Duma, *in* Haimson L. (dir.), *The Politics of Rural Russia, 1905-1917*, Bloomington/Ind., Indiana UP, 1979, p. 219-260 ; une lecture critique de cette position chez Plaggenborg S., Bauernwelt und Modernisierung in der ausgehenden Zarenzeit, *in* Haumann H. & Plaggenborg S. (dir.), *Aufbruch der Gesellschaft im verordneten Staat*, Frankfurt/M. etc., Peter Lang, 1994, p. 138-164 ; Frank S.P., Confronting the Domestic Other: Rural Popular Culture and Its Enemies in Fin-de-Siècle Russia, *in* Frank S.P. & Steinberg M.D. (dir.), *Cultures in Flux. Lower-Class Values, Practices and Resistance in Late Imperial Russia*, Princeton/N. J., Princeton UP, 1994, p. 74-107.

[12] Dans la terminologie juridique prérévolutionnaire, toute terre qui n'était pas

soutenu par de nombreuses forces, aussi bien réactionnaires (noblesse et clergé) que progressistes (la commune étant associée au socialisme). Les réformes eurent de ce fait un succès limité et ne survécurent pas à la Première Guerre Mondiale, à la Révolution d'Octobre et à la Guerre civile. Le retour à la propriété collective des terres mit fin aux tentatives de Stolypine de permettre aux paysans de disposer d'un bien propre séparé du bien communal.

Les tendances "archaïques" s'expriment ainsi pendant la Révolution, aussi bien "dans la vengeance des offenses passées" qu'également "dans la joie avec laquelle le simple peuple détruit les symboles de sa soumission passée"[13]. Le nivellement par le partage des terres touche également les "*miroed*", les riches du village, qui selon une opinion largement répandue vivent aux frais du village, le "bouffent", ainsi que l'exprime la traduction littérale de "*miroed*". Après la révolution, les bolchéviques se saisissent de ces stéréotypes qui pointent du doigt les bourgeois ruraux (pour reprendre la terminologie marxiste) en les qualifiant de "koulaks". Cette notion de "koulak" prend des accents faustiens en associant au sein de la même représentation richesse et violence[14].

Si jusqu'au tournant du siècle, un tiers des hommes aptes au service militaire, dans le meilleur des cas, avaient servi dans les forces armées, presque tous les hommes aptes au service sont par contre mobilisés pendant la Première Guerre Mondiale. C'est ainsi, au sens littéral, une "armée du peuple" qui, pour la première fois, participe à la guerre. Mais ces troupes ne sont pas pour autant formées et n'ont pas une longue expérience du métier des armes. Les forces armées des Empires Centraux sont mieux équipées, les désordres sont fréquents lors des mobilisations, les désertions en particulier se multiplient entre 1914 et 1915, de sorte que les officiers et les sous-officiers relaient un discours sur l'ennemi intérieur censé pactiser avec l'ennemi extérieur. Si la propagande officielle et la presse présentent Guillaume II et les Allemands comme les principaux ennemis de l'autre côté du front, les soldats quali-

---

propriété de l'État ou propriété collective de la commune était considérée comme "privée" et pouvait être, à la différence de la propriété communale, louée ou vendue.

[13] Keep J.H.L., *The Russian Revolution. A Study in Mass Mobilization*, London, Weidenfeld & Nicolson, 1976, p. 213-214.

[14] Lewin M., Who was the Soviet Kulak?, *Soviet Studies* 18, 1966/67, p. 189-212 ; Altrichter H., *Die Bauern von Tver*. München, Oldenbourg, 1984, p. 95-97 ; Heinert A., Das Feindbild „Kulak", *in* Satjukow G. (dir.), *Unsere Feinde*, op. cit., p. 363-386.

fient parfois haineusement "d'Allemands" leurs propres officiers et généraux. Les nombreux patronymes d'origine allemande parmi les familles de la haute fonction publique civile et militaire facilitent cet amalgame. Ils alimentent des rumeurs selon lesquelles le gouvernement, en particulier l'impératrice (d'origine allemande), mais aussi des généraux auraient été achetés par les Allemands[15].

Les antagonismes sociaux sont renforcés par des antagonismes nationaux et inter-ethniques, qui produisent des images de l'ennemi solidement ancrées. La presse conservatrice et nationaliste orchestre, depuis le milieu du XIXe siècle, des campagnes d'intensité variable contre l'Allemagne prussienne, contre les Allemands de l'autre côté de la frontière, mais aussi contre les Allemands installés à l'intérieur du pays. On évoque d'abord les Chevaliers Teutoniques qui ont occupé les territoires baltes, lesquels ont ensuite demandé leur sécession. Puis sont venus les colons allemands qui se sont installés dans les provinces occidentales (en Volhynie au nord-est de l'Ukraine, et en Pologne) et qui servent de cinquième colonne au Reich allemand. La Grande Guerre suscite alors l'inquiétude de voir la Russie transformée en une colonie allemande. Des pogroms antiallemands, la déportation de colons allemands installés dans les provinces frontalières de l'ouest, et finalement le projet d'exproprier tous les colons allemands, sont présentés comme le moyen de se libérer de la "puissance" (*zasilie*) germanique[16].

D'autres tensions inter-ethniques aux périphéries de l'empire prennent des proportions dramatiques et sont accompagnées de violents conflits. C'est le cas, pour commencer, des pogroms antijuifs à partir des années 1880, en 1905-1906 et également par la suite. C'est avant tout la presse de droite et nationaliste qui attise l'hostilité envers les Juifs. La bureaucratie et les cercles élevés du pouvoir demandent que les paysans soient protégés contre les Juifs dans les régions de l'ouest de l'empire, justifiant ainsi les restrictions à la libre circulation des Juifs

---

[15] Figes O. & Koloniskii B., *Interpreting the Russian Revolution. The Language and Symbols of 1917*, New Haven-London, Yale UP, 1999, p. 18-23.

[16] Beyrau D., Der deutsche Komplex. Rußland zur Zeit der Reichsgründung, *in* Kolb, Eberhard (dir.), *Europa und die Reichsgründung*, München, Oldenbourg, 1980, (*Historische Zeitschrift Beiheft* 6), p. 63-107 ; Kappeler A., Meissner B. & Simon G. (dir.), *Die Deutschen im Russischen Reich und im Sowjetstaat*, Köln, Markus Verlag, 1987 ; Meissner B., Neubauer H. & Eisfeld A. (dir.), *Die Russlanddeutschen. Gestern und heute*, Köln, Markus Verlag, 1992 ; Lohr E., *Nationalizing the Russian Empir. The Campaign against Enemy Aliens during World War I*, Cambridge/Mass.-London, Harvard UP, 2003.

même à l'intérieur du pays, les expulsions et de nombreuses autres mesures discriminatoires. Pendant la guerre, les Juifs subissent un soupçon généralisé de trahison. Selon les régions, ils sont victimes de déportations et autres excès. Dans l'armée, le corps des officiers cultive l'image du Juif comme profiteur de guerre, tire-au-flanc, déserteur, mais aussi comme révolutionnaire. Des circulaires mettent en garde contre la menace juive. Ces mêmes cercles diront plus tard des Juifs qu'ils "crucifient la Russie[17]".

Dans les autres régions périphériques de cet empire multinational, les antagonismes sociaux sont souvent aggravés par des conflits ethniques dans lesquels les Russes ou le gouvernement de Saint-Pétersbourg jouent, dans le meilleur des cas, un rôle indirect. La Finlande constitue une exception : le pays est unifié dans sa lutte contre Saint-Pétersbourg pour son autonomie régionale. Dans les provinces de la mer Baltique, par contre, les chevaliers teutoniques et la noblesse appellent les troupes russes à l'aide en 1905, pour réprimer les mouvements paysans letton et estonien ainsi que le mouvement ouvrier letton. Dans les provinces de l'ouest, des conflits sociaux demeurent latents et non résolus entre les paysans, d'une part, et les nobles et les propriétaires fonciers, en majorité polonais, d'autre part, tandis que les Juifs, aussi bien ceux qui vivent en ville que ceux qui vivent à la campagne, sont l'objet d'agressions. Sur la Volga et en Crimée, les changements pourtant limités introduits par les réformes tatares sont considérés comme une menace pour l'hégémonie russe sur ces régions. La région du Caucase, également, caractérisée par sa diversité ethnique, est le théâtre de conflits qui remontent bien avant le début du XXe siècle, les plus violents étant ceux qui opposent les Turcs Azéris (autochtones et immigrés) et les Arméniens, et qui conduiront aux massacres de 1905[18].

Comme le montre l'exemple du rôle attribué aux Allemands et aux Juifs dans ces processus, les classes inférieures ne sont pas les seules à entretenir une image de l'ennemi. Les élites construisent la leur

---

[17] Verchovskij A.I., *Na trudnom perevale*, Moscou, Voen. Izdat. Ministerstva Oborony SSSR, 1959, p. 319 (citation) ; Lohr E., The Russian Army and the Jews: Mass Deportations, Hostages and Violence during World War I, *The Russian Review* 60, 2001, 404-414 ; Schuster F.M., *Zwischen allen Fronten. Osteuropäische Juden während des Ersten Weltkrieges (1914-1919)*, Köln etc., Böhlau, 2004.

[18] Kappeler A., *Rußland als Vielvölkerstaat. Entstehung, Geschichte, Zerfall*, München, C.H. Beck, 1992 ; Baberowski J., *Der Feind ist überall. Stalinismus im Kaukasus*, München, DVA, 2003.

à l'échelle de la Russie dans son entier. Depuis les débuts de la révolution industrielle, elles craignent de perdre leur indépendance économique. Cette inquiétude alimente les tendances germanophobes pendant la guerre, et anglophobes par la suite. Après les Allemands, ce sont surtout les Juifs qui sont craints et détestés : on les voit à la fois comme des agitateurs révolutionnaires et comme des représentants du monde de la finance internationale, dont la Russie dépend par les emprunts qu'elle a contractés.

Les rapports entre les élites et les couches supérieures de la société, d'une part, et les couches inférieures et subalternes, d'autre part, sont imprégnés d'insécurité et d'ignorance. Le pouvoir doit tenir compte du peuple, ne serait-ce que pour s'assurer qu'il obéit et paie les impôts : c'est l'esprit des réformes agraires de Stolypine visant à libérer la paysannerie, et c'est également pourquoi le service militaire obligatoire est l'objet d'une certaine attention. Ainsi les ouvriers sont-ils tenus pour indésirables dans l'armée (comme dans le clergé d'ailleurs), parce qu'ils sont considérés, à la différence des paysans, comme contaminés par le socialisme. Bien que les désordres et révoltes dans les campagnes, ainsi que les mutineries dans l'armée, contredisent cette opinion, les paysans passent pour faire de meilleurs soldats. Les ethnies minoritaires de l'empire sont également écartées du service des armes. Les recrues des régions orientales sont tenues pour inaptes au combat et enrôlées dans l'intendance. Même dans ce cas, quand en 1916 des hommes sont recrutés au Turkestan et dans les steppes du Kazakhstan pour assurer les services de secours, cette décision suscite des révoltes sanglantes et des conflits armés entre les "Kirghizes"[19], les colons russes et l'armée[20].

Les différences de classes ne sont pas levées par le service militaire. Les officiers russes sont aussi incapables que les allemands de transmettre à leurs subordonnés davantage qu'une formation militaire et des réflexes d'obéissance. Les relations entre les uns et les autres sont imprégnées de distance, d'incompréhension et de malentendus. En

---

[19] Dans la terminologie actuelle, les Kazakhs, les Ouzbeks et les Kirghiz.

[20] Kappeler A., Simon G. & Brunner G. (dir.), *Die Muslime in der Sowjetunion und in Jugoslawien*, Köln, Markus Verlag, 1989 ; Lazzerini E.J. & Brower D.R. (dir.), *Russia's Orient. Imperial Borderlands and Peoples, 1700-1917*, Bloomington/Ind., Indiana UP, 1997 ; Brower D., Kyrgyz Nomads and Russian Pioneers: Colonization and Ethnic Conflict in the Turkestan Revolt of 1916, *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas* 44, 1996, 1, p. 41-53.

1917, des soldats se plaignent : "*Avec nous, on ne parle pas comme avec des êtres humains*"[21].

La guerre comme catalyseur de conflits anciens et nouveaux

Dans quelle mesure la guerre et la Révolution ont-elles accentué des conflits existants et les ont-elles précipités dans la violence ? Il va de soi qu'il n'existe pas un lien de continuité simple et ininterrompue. Ainsi, en 1905 et 1912, des mutineries dans la flotte de la Mer Noire conduisent à une répression dramatique. Pourtant, en 1917, ce sont les marins de la flotte baltique qui sont les initiateurs et l'avant-garde radicale de la Révolution. Ce sont eux qui commencent par exécuter leurs officiers et qui incarnent les premiers et le plus radicalement la rupture avec la monarchie et l'ordre bourgeois. Ce n'est pas un hasard si les marins de la flotte baltique – au côté d'unités lettonnes – forment le premier noyau des forces armées bolchéviques vraiment formées militairement[22]. On constate une certaine continuité dans les formes de soulèvement des ouvriers des grandes villes et des régions industrielles, même si les processus de mobilisation, de radicalisation et de démoralisation politiques sont très inégaux dans les régions isolées et les couches marginales de la population. Le mouvement ouvrier organisé partage avec d'autres couches de la société, une grande partie de l'intelligentsia et des fonctionnaires, ainsi qu'avec la majorité des paysans, un sentiment anti-marchand qui s'affirme encore avec les pénuries dues à la guerre et avec la crise économique à partir de la fin 1916.

L'effondrement de l'État, de l'économie et des infrastructures fait ressurgir dans la paysannerie la représentation traditionaliste du *tchernyi peredel*, le "partage noir" : les terres doivent être redistribuées entre ceux qui les travaillent. Les propriétaires, entrepreneurs, paysans qui possèdent une ferme en propre, doivent se plier à l'ancienne norme remise au goût du jour, ou quitter le pays. Les expropriations, la distribution des terres privatives et la restauration du principe de répartition des terres communales sont obtenues par des occupations illégales et des

---

[21] Verchovskij, Na trudnom perevale, p. 282.

[22] Pour un aperçu général récent de la Révolution, voir Altrichter H., *Rußland 1917. Ein Land auf der Suche nach sich selbst*, Paderborn, F. Schöningh, 1997 ; Acton E., Cherniaev V.Iu. & Rosenberg W.G. (dir.), *Critical Companion to the Russian Revolution 1914-1921*, London etc., Arnold, 1997 ; Haumann H. (dir.), *Die russische Revolution 1917*, Köln etc., Böhlau, 2007.

séquestrations sous tous les prétextes possibles. Les actes de violence sont relativement peu nombreux, en regard du nombre de biens en cause, mais ils sont significatifs. Les quelques expéditions lancées par les autorités pour rétablir l'ordre ont peu d'effets contre la "dictature paysanne" qui s'installe dans les campagnes[23].

Au sein des forces armées, c'est le fameux "ordre n° 1" du Soviet de Saint-Pétersbourg du 1er mars 1917, en principe adressé à la seule garnison de la ville, qui en instaurant l'élection de soviets de soldats, engage une érosion irréversible de l'autorité des officiers. Elle commence au printemps 1917 avec la "Révolution contre les épaulettes"[24], se poursuit par des refus d'obéissance et des désertions et finit par des mutineries et dans certains cas par des meurtres d'officiers. Sans commandement réel face aux soviets, les officiers deviennent de simples "conseillers militaires", comme ils le resteront plus tard dans l'Armée Rouge face aux commissaires politiques.

Le corps des officiers, majoritairement conservateur et nationaliste, plaide pour la poursuite de la guerre, ce qui fait d'eux, aux yeux des soldats fatigués de se battre, des représentants de la bourgeoisie et de l'ancien régime. La méfiance entre soldats et officiers n'est guère tempérée par les soviets qui, eux non plus, ne se mobilisent pas pour la "défense de la mère-patrie" et n'encouragent pas à la reprise de l'offensive.

Ces divergences pratiquement insurmontables s'expriment dans deux poèmes écrits en 1917, l'un par un soldat, l'autre par un officier. "*Tout se passe bien pour vous, bourgeois*", écrit le premier. */…/ Ca vous fait du bien, de prendre la mer / et d'attendre la victoire. / Venez donc chez nous dans les tranchées, / pour goûter au plomb allemand. /…/ Nous avons accumulé du capital pour vous, / et maintenant, nous avons notre compte. /…/ C'est vous, Messires, que nous allons faire croupir dans les froides prisons*". À quoi l'officier semble répondre, sur un ton plus déprimé : "*Le peuple a souffert outre mesure, (…) il veut laisser sortir sa rage, acheter sa liberté avec notre sang et a l'intention de nous exécuter*".[25]

À partir de l'échec en juin 1917 de l'offensive de Kerenski, qui visait à stabiliser le pouvoir du gouvernement provisoire et de la révolution, un processus irréversible de démoralisation et de décomposition de

---

[23] Maljavskij A.D., Krest'janskoe dvizenie v Rossii v 1917 godu. Mart – Oktjabr', Moscou, Izd. Nauka, 1981, p. 220.

[24] Kolonickij B., *Simvoly vlasti i bor'ba za vlast'*, SPb, Dmitrij Bulanin, 2001, p. 176sq. & 185sq.

[25] Zuravskaja, Pis'ma, p. 276 & 311.

l'armée s'engage : désertions, mutineries, criminalité et multiplication des violences contre des officiers et, dans l'arrière-pays, contre les "bourgeois" et les propriétaires terriens, laissent l'armée incapable d'agir. Les soldats, qui rentrent chez eux souvent avec leurs armes, poussent dans les villages à la redistribution des terres. Dans beaucoup de villes, après l'échec du putsch de Kornilov (fin août 1917), les soldats des garnisons reprennent les mots d'ordre bolchéviques exigeant la paix immédiate. Ils ne veulent à aucun prix être renvoyés au combat. À Saint-Pétersbourg, la garnison est fêtée comme une gardienne de la révolution, ce qui exclut toute idée de l'expédier sur le front.

Au début de la guerre civile, les garnisons restantes deviennent des points d'appui bolchéviques en province et dans les régions non russes de la périphérie. À un rythme qui varie selon les endroits, le despotisme des garnisons, jugé trop anarchiste, est progressivement remplacé par "l'ordre" bolchévique, c'est-à-dire par un pouvoir plus formalisé et institutionnalisé, celui des Comités révolutionnaires militaires, de la Tcheka qui deviendra le GPU, ou de l'Armée rouge. Ces organisations prennent en charge la lutte contre l'ennemi de classe au moins autant que la lutte contre les bandes, la criminalité urbaine et la désertion dans leurs propres rangs. La violence se généralise comme une "épidémie"[26].

Transfert et bolchévisation de l'image de l'ennemi

Quelques exemples permettent de montrer comment les bolchéviques ont récupéré et transformé les caractéristiques existantes de l'ennemi, en ont inventé de nouvelles et, selon les besoins, en ont au contraire atténué d'autres, voire les ont rendues caduques.

Une lecture particulière du politique, qui conçoit ce dernier uniquement comme une lutte, conduit les bolchéviques, et de ce fait une grande partie de la population, à pérenniser une représentation de

[26] Sanborn J.A., *Drafting the Russian Nation. Military Conscription, Total War and Mass Politics 1905-1925*, DeKalb/Ill., Northern Illinois UP, 2003, p. 168-200, p. 176 (citation) ; Buldakov V., *Krasnaja Smuta. Priroda i posledstvija revoljucionnogo nasilija*, Moscou, Rosspen, 1997 ; Narski I., *Zizn' v katastrofe. Budni naselenija Urala v 1917-1922 gg*., Moscou, Rosspen, 2001 ; Narskij I., Der Ural im russischen Bürgerkrieg. Gewaltformen und Überlebensstrategien, *in* Baberowski J. (dir.), *Moderne Zeiten ? Krieg, Revolution und Gewalt im 20. Jahrhundert*, Göttingen, V & R, 2006, p. 94-110..

l'ennemi qui est déterminante dans la construction des perceptions et des comportements.

C'est ainsi qu'ils récupèrent les aspirations populaires en faveur de la "démocratie" en permettant aux soviets d'être les représentants du "pouvoir du peuple", et par la suite du "pouvoir des travailleurs". Les représentants de la "bourgeoisie" et de l'ancien régime n'y ont aucune voix. En tant que "*lischenzy*", c'est-à-dire résidents sans droit de vote, ils sont par ailleurs soumis à de nombreuses autres discriminations et sont parfois l'objet de campagnes de stigmatisation[27]. La sous-représentation systématique de la population rurale dans les Soviets centraux est également une spécificité du bolchévisme.

L'affect le plus important à activer est le sentiment anti-marchand. C'est avec zèle que la Tcheka[28] se consacre pendant la guerre civile à la répression policière de la contrebande et de la "spéculation". L'obsession des bolchéviques, qui est de faire de toute la Russie une "économie naturelle prolétarienne", les conduit à passer outre des oppositions importantes et à mater dans la violence la résistance, avant tout des paysans, mais également des marins de Kronstadt. Par la suite, durant la NEP (la "Nouvelle politique économique"), les services publics locaux et centraux se distinguent par les chicanes qu'ils imposent aux commerçants et aux entrepreneurs. Cette politique culmine dans ce qu'on a appelé la "fièvre de l'or" : l'OGPU[29] saisit l'or et les objets de valeur à ses victimes en les arrêtant ou en exerçant toutes sortes de chantages[30].

Cependant, "l'instinct de classe" largement répandu dans la population, qui s'exprime dans la méfiance et la haine à l'égard des anciennes classes dominantes, est également un obstacle à l'affirmation de leur propre pouvoir par les bolchéviques. Pour freiner la passion égalitariste des classes laborieuses, ces derniers doivent rétablir dans leurs fonctions les cadres et ingénieurs bourgeois dont les compétences sont

---

[27] Fitzpatrick S., *Everyday Stalinism. Ordinary Life in Extraordinary Times: Soviet Russia in the 1930s*, New York-Oxford, Oxford UP, 1999, p. 116-136 ; Alexopoulos G., *Stalin's Outcasts. Aliens, Citizens and the Soviet State*, Ithaca, Cornell UP, 2003.

[28] Tcheka = Commission extraordinaire de lutte contre la contre-révolution, le sabotage et la spéculation (1917-1922).

[29] (O)GPU = Direction politique (unifiée) d'État au sein du Commissariat du peuple pour les affaires intérieures (1922-1934).

[30] Leggett G., *The Cheka: Lenin's Political Police*, Oxford, Clarendon Press, 1981 ; Ball A.M., *Russia's Last Capitalists. The Nepman 1921-1929*, Berkeley, University of California Press, 1987.

indispensables, et même leur redonner des privilèges. Pour apaiser les travailleurs et pour contrôler ces cadres et ingénieurs et les protéger (des travailleurs), des administrateurs "rouges" sont nommés. Ces derniers sont en même temps l'œil du Parti dans les entreprises. On procède de même au sein de l'Armée rouge. Une milice ne peut devenir rapidement une armée professionnelle sans l'aide des généraux et des officiers "bourgeois" : leur savoir-faire est incontournable. Le compromis, pour tenir compte des sentiments anti-bourgeois des soldats et des membres du Parti, qui doivent de surcroît renoncer à la possibilité de nommer eux-mêmes leurs commandants, consiste à désigner les officiers comme des "conseillers militaires" : leurs ordres ne peuvent être exécutés que s'ils ont l'aval d'un commissaire politique. Là aussi, l'objectif est de protéger et de contrôler les anciens officiers, tout en assurant en même temps un contrôle du Parti sur les hommes de troupe.

Malgré cette politique d'intégration des professionnels "bourgeois" dans l'administration, l'économie et l'armée, les campagnes qui sont lancées à partir de 1927 contre les intellectuels bourgeois en Russie et contre les "nationaux-démocrates" dans les autres républiques montrent combien il est facile de mobiliser les ressentiments anti-bourgeois du Parti comme de la population. Les reproches de sabotage et de trahison suffisent à convaincre. Les professionnels servent de boucs-émissaires aux rancœurs et à "l'instinct de classe" exacerbés par les déficits structurels vertigineux de l'industrie et de l'administration dus à la corruption et à l'incompétence[31].

La construction de l'ennemi dans le milieu villageois fonctionne différemment. Avec le "partage noir" et le nivellement égalitaire de la propriété du sol, les anciens notables, les propriétaires fonciers, les paysans émancipés de la commune et les entrepreneurs agricoles sont condamnés à disparaître. Pour y arriver, les bolchéviques mettent en place un "échange inégalitaire" : la population rurale fait l'objet d'une politique de réquisitions souvent brutales. L'institution de "comités de lutte contre la pauvreté villageoise" légitime les réquisitions par la lutte des classes. Les pauvres sont censés bénéficier de la redistribution d'une partie des biens confisqués : l'armée ne réquisitionne en principe que les villageois riches (les koulaks). Mais comme il n'y a pas assez de riches, ce sont en fait tous les paysans qui sont réquisitionnés. L'appel au pil-

[31] Bailes K.E., Technology and Society under Lenin and Stalin. Origins of the Soviet Technical Intelligentsia 1917-1945, Princeton/N.J., Princeton UP, 1978 ; Reese R.R., Red Commanders. A Social History of the Soviet Army Officer Corps 1918-1991, Lawrence/Kansas, UP of Kansas, 2005.

lage a pour conséquence de rassembler le village davantage contre les marginaux et les étrangers à la communauté que de le mobiliser pour une lutte des classes interne, telle qu'elle est présentée par les bolchéviques. Une rhétorique toute prête y incite, comme le montre cet appel de Lénine aux ouvriers en 1918 : "*Les koulaks sont des ennemis enragés du pouvoir des soviets. Soit les koulaks massacreront d'innombrables travailleurs, soit les travailleurs renverseront sans pitié la domination de cette minorité, les voleurs koulaks. (…) Les koulaks sont les plus bestiaux, les plus cruels et les plus brutaux parmi les nombreux exploitants à qui, plus d'une fois dans l'histoire d'autres pays, les propriétaires, les tsars, les curés et les capitalistes ont donné le pouvoir…*"[32].

Les paysans développent une représentation clivée de la politique bolchévique : il y a les "bons" bolchéviques qui mettent en place la redistribution des terres, et il y a les "mauvais" communistes, en la figure du commissaire (souvent juif), qui leur volent les fruits de leur travail. Les campagnes de haine de Lénine et des bolchéviques préludent à la rhétorique de la politique de rationnement, de dékoulakisation et de collectivisation sous Staline. Aussi bien pendant la guerre civile que plus tard, pendant la liquidation des koulaks et la collectivisation à partir de 1929, il s'agit pour le pouvoir de percer l'unité fermée du village, d'y insérer des courants d'hostilité interne pour s'assurer de sa docilité. Les membres du Parti croient souvent sincèrement à la sémantique de la lutte des classes qui accompagne le processus. Celui-ci a cependant besoin, la plupart du temps, d'une aide extérieure massive, y compris des forces armées, pour atteindre les objectifs politiques fixés[33].

"Koulak" devient une injure, qu'un auteur a comparée avec le fait d'être traité de Juif en Allemagne[34]. La stigmatisation longtemps associée au terme se traduit dans le fait qu'en remplissant les questionnaires et formulaires, tout le monde évite absolument d'être signalé comme koulak. Même d'autres indications personnelles, comme celle d'une ori-

---

[32] Lenin W.I., Genossen Arbeiter! Auf zum letzten Kampf! (août 1918), *in* Lenin, *Werke*, Bd.28, Berlin, Dietz-Verlag, 1959, p. 42.

[33] Fitzpatrick S., *Stalin's Peasants. Resistance & Survival in the Russian Village after the Collectivization*, New York-Oxford, Oxford UP, 1994, p. 19-79 ; Viola L., *Rebels under Stalin. Collectivization and the Culture of Peasant Resistance*, Oxford, 1996 ; Wehner M., *Bauernpolitik im proletarischen Staat. Die Bauernfrage als zentrales Problem der sowjetischen Innenpolitik 1921-1928*, Köln etc., Böhlau, 1998, p. 282-300 ; Beyrau, Petrograd, op. cit., p. 103-132.

[34] K.D. Savcenko s'adressant à Staline le 10 mai 1927, dans les *Izvestija* CK KPSS 1989, 8, p. 201-212, p. 209 pour la citation.

gine noble ou d'un statut de fonctionnaire de l'ancien régime sont considérées comme manifestement moins risquées et moins stigmatisantes.

La pensée du Parti est dominée par les images de l'ennemi, comme le montre l'Histoire du parti communiste de l'Union soviétique rédigée par Staline en 1938. Cet ouvrage deviendra pour les deux décennies qui suivront un texte canonique, enseigné et mémorisé par les élèves des écoles et les membres du Parti. Il décrit de manière condensée une conception du monde dans laquelle le triomphe irrésistible du Parti est présenté comme le résultat d'une lutte continuelle contre les ennemis de classe à l'extérieur et contre les "déviants" et les "traîtres" à l'intérieur. Il doit être lu comme une entreprise de légitimation de la dékoulakisation et de la Grande Terreur[35].

Le cas juif peut servir d'exemple de la discontinuité des images de l'ennemi. Dans l'empire des tsars, les Juifs avaient été l'une des ethnies les plus dynamiques, cherchant depuis les années 1880 à se libérer des traditions du *Stedtl* et, dans de nombreux cas, à se fondre dans la population russe. Dans la "Zone de résidence" créée en 1791 par l'impératrice Élisabeth II, et où vivaient encore environ 80% des Juifs, ces derniers avaient cependant subi des discriminations de toutes sortes. Pendant la Première Guerre Mondiale, les actes de violence contre les Juifs, les expulsions et la fuite hors des régions touchées par les combats ont pour conséquence de mettre fin à la Zone de résidence. La Révolution de février proclame l'assimilation civile : les Juifs peuvent désormais chercher, sans obstacle, un appartement et du travail en Russie intérieure, même dans les grandes villes[36].

La haine du Juif reste vivace dans l'ancien corps des officiers et dans la population des provinces occidentales, et trouve à s'exprimer pendant la guerre civile et la guerre soviético-polonaise (1920-21) dans des exactions et des pogroms commis par les Russes blancs, les Cosaques, les nationalistes ukrainiens, ainsi que les troupes polonaises[37].

---

[35] *Geschichte der Kommunistischen Partei der Sowjetunion (Bolschewiki)*, Berlin, Dietz Verlag, [1938] 1952.

[36] Haberer E., *Jews and Revolution in Nineteenth Century Russia*, Cambridge/Mass., Cambridge UP, 1995 ; Nathans B., *Beyond the Pale. The Jewish Encounter with Late Imperial Russia*, Berkeley, University of California Press, 2001 ; Freitag G., *Nächstes Jahr in Moskau! Die Zuwanderung von Juden in die sowjetische Metropole 1917-1932*, Göttingen, V & R, 2004.

[37] Pipes R., *Die russische Revolution, Bd.3: Rußland unter dem neuen Regime*, Berlin, Rowohlt Berlin Verlag, 1993, p. 168-192, p. 413 ; Katzer N., *Die weiße Bewegung in Rußland*, Köln etc., Böhlau, 1999, p. 287-292 ; Budnickij O.V., *Rossijskie evrei mezdu krasnymi i belymi*, Moscou, Rosspen, 2006, p. 275-343

L'antisémitisme largement répandu dans la population, dans l'administration et dans l'armée contraste avec la tolérance ou, à tout le moins, l'indifférence de la contre-culture des opposants et des révolutionnaires à l'époque des tsars. Ceux-ci considèrent l'antisémitisme et la haine du Juif comme la marque d'une mentalité réactionnaire, culturellement arriérée, et surtout comme un instrument idéologique de la domination de classe exercée par les exploitants. Les bolchéviques partagent aussi ce point de vue. Comme dans d'autres partis d'opposition – des libéraux jusqu'aux révolutionnaires sociaux –, leurs propres rangs comptent beaucoup de Juifs. En raison de l'opposition ou de la fuite de nombreux représentants des anciennes couches dirigeantes et des classes moyennes, les Juifs jouent après 1918 le rôle d'une "intelligentsia de substitution" sur les postes qui ont été purgés de l'intelligentsia "bourgeoise". Ils sont présents dans tous les domaines de la jeune Union Soviétique, des institutions scientifiques jusqu'à l'appareil politique. La visibilité remarquable, et inédite avant ce jour, des Juifs dans des positions élevées, y compris de direction, donne du crédit au discours que développent les contre-révolutionnaires, généralement antisémites, sur le "bolchévisme juif". Il existe également une haine du Juif dans l'Armée rouge, mais les bolchéviques la combattent occasionnellement par des campagnes d'anti-antisémitisme : celles-ci visent à décrédibiliser l'antisémitisme en tant que signe d'une pensée arriérée ou d'une appartenance de classe bourgeoise[38].

Quand on considère les campagnes ultérieures des années 1940 contre le "cosmopolitisme", qui se cachent à peine de leur tendance antisémite, on y constate la résurgence de courants et de modes de pensée de la Russie de l'époque bolchévique, qui témoignent de la continuité "souterraine" de l'antisémitisme. Quand, après la mort de Lénine, Trotski est pressenti comme son successeur, cette éventualité libère dans le Parti et à la périphérie de ce dernier une vague massive de stéréotypes antisémites : Trotski est présenté comme un banquier caché, comme faisant partie d'une conspiration (juive) qui veut, soit vendre la Russie, soit la replonger dans une nouvelle guerre. Les campagnes ultérieures lancées par Staline contre Trotski et le Trotskisme ne sont pas non plus

---

[38] Vetter M., *Antisemitismus und Bolschewiki. Zum Verhältnis von Sowjetsystem und Judenfeindschaft 1917-1939*, Berlin, Metropol Verl., 1995 ; Slezkine Y., *The Jewish Century*, Princeton/N.J., Princeton UP, 2004, p. 105-203 ; Beyrau D., Aus der Subalternität in die Sphären der Macht. Die Juden im Zarenreich und in Sowjetrussland (1860-1930), *in* Baberowski J. (dir.), *Moderne Zeiten?*, op. cit., p. 60-93.

exemptes d'une teinte d'hostilité à l'égard des Juifs, même si l'origine juive de Trotski n'est pas publiquement thématisée.

Sur fond de sentiments anti-marchands, le sobriquet de "*nepman*", construit par association de NEP (la "Nouvelle politique économique" mise en place après la guerre) et du terme *"man"* qui lui donne une résonance étrangère, indique une stigmatisation qui exprime une hostilité latente envers les Juifs. Car commerce et profit sont considérés en Russie, ainsi qu'ailleurs, comme des activités juives. L'antisémitisme, en particulier dans la forme qu'il prend dans le national-socialisme, est présenté dans les textes officiels comme une caractéristique du fascisme, relevant d'un nationalisme "zoologique". Pourtant, l'holocauste et le meurtre de masse des Juifs dans les régions soviétiques occupées pendant la Deuxième Guerre Mondiale est minimisé dans ces textes, déjà à l'époque des faits. Qu'il faille y voir le fait de l'antisémitisme ou d'autres raisons et mobiles reste aujourd'hui l'objet de controverses. Il n'est pas évident de déterminer dans quelle mesure la propagande antisémite du côté allemand a influencé la population soviétique, mais de multiples sources confirment une recrudescence des sentiments hostiles aux Juifs, dans l'Armée rouge comme dans la population civile, pendant la Deuxième Guerre Mondiale, qui conduisent jusqu'à des exactions contre les Juifs qui reviennent des lieux où ils ont été évacués pour retrouver leur pays natal et leurs lieux d'habitation.

Les campagnes contre le cosmopolitisme semblent en première approche avoir été une partie des campagnes organisées à partir de 1947/1948 contre les nationalismes bourgeois ou régionaux qui se développent parmi presque tous les peuples de l'Union soviétique – sauf les Russes eux-mêmes. Il est cependant bientôt évident, comme peuvent en témoigner les victimes, que l'anti-cosmopolitisme camoufle une hostilité contre les Juifs[39].

Comme déjà au temps de la "Grande Terreur", la campagne contre le cosmopolitisme révèle un parallélisme structurel entre les modes de pensée du communisme stalinien et de l'extrême droite : une explication du monde à partir d'une théorie du complot, qui s'accompagne de ti-

---

[39] Lustiger A., *Stalin und die Juden. Die tragische Geschichte des Jüdischen Antifaschistischen Komitees und der sowjetischen Juden*, Berlin, Aufbau, 1998 ; Kostyrcenko G.V., *Tajnaja politika Stalina. Vlast' i antisemitizm*, Moscou, Mezdunarodnye otnosenija, 2001 (version originale en anglais: *Out of the Red Shadows. Antisemitism in Stalin's Russia*, Amherst/N.Y., Prometheus Books, 1995) ; Grüner F., *Das Ende des Traums vom jüdischen Sowjetmenschen ? Juden und Sowjetstaat 1941 bis 1953*, Phil. Diss, Heidelberg, 2005.

rades haineuses contre les minorités érigées en "ennemis", d'une vision du monde comme encerclement hostile et du politique comme combat, et d'une justification de, et du recours systématique à, la violence. À la différence de l'internationalisme de la lutte des classes des années 1920, le patriotisme soviétique propage à partir du milieu des années 1930 les nombreuses figures d'un nationalisme prolétarien débridé. Le patriotisme soviétique oscille jusqu'à l'époque de la Deuxième Guerre Mondiale entre un nationalisme conventionnel et un patriotisme impérialiste qui se drape dans les habits du socialisme. Selon les besoins, on mettait en avant et on utilise tantôt la composante socialiste (lutte des classes), tantôt la composante nationaliste. Les deux reposent sur une construction de l'ennemi dont Staline ne peut pas se passer. L'éventail des caractéristiques de l'ennemi se déplace cependant[40].

La formation de l'État soviétique : de la violence anarchique à la répression organisée

La série de discours qui décrivent l'ennemi et leur continuité au cours de l'histoire soviétique jusque dans les années 1950 soulèvent la question de savoir jusqu'à quel point la construction de l'ennemi et la violence ne sont pas constitutives du système soviétique dès l'origine.

En considérant ces phénomènes, il y a lieu tout d'abord de distinguer des phases de typification spontanée de l'ennemi et de violence anarchique dans les révolutions et les guerres civiles, et des phases de stigmatisation systématiques et de représailles organisées officiellement. Pendant la Première Guerre Mondiale, c'est l'État, et plus particulièrement certains acteurs au sein de l'appareil d'État, qui incitent aux expropriations et aux déportations, mais qui ne les mettent pas toujours très systématiquement à exécution. À partir de la guerre civile, le Parti initie des campagnes de stigmatisation, et les organes du Parti et de l'État exécutent des opérations de masse violentes. Les représailles organisées par le Parti et l'État à partir de la fin des années 1920 contre les contre-révolutionnaires, les ennemis de classe, les déviants, les ennemis "masqués" du peuple et, enfin, à partir de la fin des années 1930, contre

[40] Haury Th., *Antisemitismus von links. Kommunistische Ideologie, Nationalismus und Antizionismus in der frühen DDR*, Hamburg, Hamburger Edition, 2002 ; Brandenberger D., *National Bolshevism. Stalinist Mass Culture and the Formation of Russian National Identity, 1931-1956*, Cambridge/Mass.-London, Harvard UP, 2002, p. 183-239.

les différents groupes ethniques, en sont de multiples exemples. Cette distinction dans les formes de typification de l'ennemi et dans les formes de violence, selon qu'elles sont spontanées ou organisées par l'État, doit être nuancée car les formes spontanées contiennent presque toujours des éléments d'organisation, comme par exemple les pogroms anti-juifs pendant la guerre civile ou les révoltes paysannes contre les "Rouges" et les "Blancs". Et inversement, les campagnes d'État contre l'ennemi et les actes de violence qui leur sont associées, comme la dékoulakisation et la collectivisation, suscitent sur le terrain des dynamiques en spirale de violences et de réponses aux violences. Elles ne peuvent avoir été planifiées par le pouvoir central, mais elles sont récupérées par ce dernier car elles simulent la "spontanéité". Les débordements doivent parfois être contrecarrés après coup, car les campagnes contre l'ennemi et les actes de violence organisée provoquent toujours des "dommages collatéraux"[41].

Un deuxième ensemble de considérations porte sur la question de la continuité de l'image de l'ennemi et sur son débouché dans la violence. Les bolchéviques ne se considèrent pas comme entièrement responsables des effets d'une Révolution qu'ils n'ont pas initiée, ni même à proprement parler "réalisée". Leur position est strictement conforme à la conception que défend Lénine des rapports entre la spontanéité révolutionnaire "du prolétariat et de la paysannerie en armes" (et des peuples opprimés) et le rôle du Parti comme "avant-garde". Dans cette conception, le Parti ne fait qu'accompagner les soulèvements spontanés des opprimés, tout en les orientant dans le sens voulu par le socialisme, c'est-à-dire vers la révolution ou vers la construction d'une société socialiste. Le Parti récupère à cet effet des représentations de l'ennemi communément répandues dans la population et qui la divisent. Selon que s'en présente l'opportunité, les dirigeants attisent ou affaiblissent ces représentations. Jusque dans les années 1930, c'est-à-dire avant que se mettent en place les nouvelles structures sociales et institutionnelles, les stéréotypes de la "Révolution du peuple" de 1917 et la construction de l'ennemi qui leur est attachée sont très repérables dans les campagnes bolchéviques et staliniennes. Ainsi en est-il des figures du spécialiste "bourgeois" de la trahison et du sabotage, du partisan de l'ancien régime, du "*nepman*", ainsi que, dans une large mesure, du koulak. La lutte contre l'ennemi est à cette époque constitutive de la formation du jeune État soviétique, qui justifie la violence policière par une rhéto-

[41] Stalin J., *Vor Erfolgen von Schwindel befallen* (1930), *in* Stalin J., *Fragen des Leninismus*, Berlin, Dietz Verlag, 1951, p. 363-369.

rique de la "Dictature du prolétariat". Lors de la révision de la constitution en 1936, le "débat populaire" que suscite le retrait du terme de "dictature du prolétariat" confirme l'importance d'un héritage lié au projet de construction du Socialisme[42].

Dans de nombreuses opérations de répression ethnique à partir du milieu des années 1930 – telles que la déportation des Coréens et des Chinois des régions extrême-orientales ou la répression des Cosaques ukrainiens au Kouban –, se laisse entrevoir une forme de gestion étatique de conflits locaux et d'images locales de l'ennemi existant antérieurement. Il en va de même pour les opérations ultérieures contre les Polonais ou les Allemands, et d'une façon générale contre les groupes ethniques pouvant être soupçonnés d'avoir conservé des liens avec leur nationalité d'origine de l'autre côté de la frontière.

Nombreuses sont les typifications de l'ennemi et les actions de répression qui trouvent leur explication essentiellement dans les conditions de structuration de l'État, des institutions politiques et de la société. La quête fétichiste de l'unité du Parti fait d'innombrables victimes parmi les "déviants" au sein du Parti et parmi les ennemis masqués du peuple. Plus nombreuses encore sont les victimes des campagnes successives de criminalisation liées à la position monopolistique et tyrannique de l'État en tant qu'employeur. À partir de la fin des années 1930, les manquements à la discipline au travail deviennent un délit de tous les jours, qui participe de la détresse matérielle de la population. Ces délits sont criminalisés comme "antisocialistes", alors qu'ils sont la conséquence directe d'une politique répressive qui produit sans cesse de nouveaux ennemis et de nouvelles victimes, les "*bytowiki*"[43].

Les "cosmopolitains", c'est-à-dire les Juifs, sont également, après la Deuxième Guerre Mondiale, les victimes d'une convergence du fétichisme unitaire du Parti et des revendications nationales et impériales du pouvoir soviétique. Cette campagne s'étaye sur les stéréotypes antisémites existant antérieurement, comme le montrent les réactions qu'elle suscite dans la population. Mais, comme pour d'autres groupes ethniques auparavant, elle est surtout motivée par la défection des Juifs qui ont cessé d'exprimer une loyauté sans condition au Parti et affichent également leurs sympathies pour l'État d'Israël qui vient d'être créé.

---

[42] Getty J.A., State and Society under Stalin Constitutions and Elections in the 1930s, *Slavic Review* 50, 1991, p. 18-35.

[43] "*Bytowiki*" : terme dérivé de "*byt*", "le quotidien", qui désignait des délinquants qui étaient attrapés pour pillage, petits vols et délits, et pouvaient être condamnés à dix ans de détention en camp.

Après la mort de Staline, de nombreux modèles de l'ennemi restent vivaces. Mais la terminologie spécifiquement bolchévique de la "lutte des classes" fait place à une axiologie plus abstraite, dirigée contre l'impérialisme, le capitalisme, le colonialisme. Seules les campagnes montées occasionnellement contre le sionisme ou contre les dissidents remettent en scène l'ennemi intérieur sur fond de guerre froide. Mais la rhétorique de la confrontation est en règle générale tournée vers l'étranger (les USA, l'OTAN, l'Allemagne de l'ouest) et n'a rien de motivant au quotidien, et a fortiori n'a pas d'incidence sur la conduite des affaires, pour la majorité des citoyens soviétiques, sauf pour eux à être employés au KGB ou dans le complexe militaro-industriel. Ces constructions de l'ennemi ont moins de force émotionnelle que celles qui ont soutenu les grandes guerres pour la défense de la patrie. Celles-ci continuent cependant à légitimer le système et, dans une moindre mesure, les mouvements de contestation du régime[44].

En conclusion, la question reste ouverte, des causes profondes de ce besoin quasi compulsif de la société, du Parti et de l'État de se construire un ennemi sur qui diriger agressions et répressions. On a parfois fait l'hypothèse que cette construction prenait sa source au fond culturel de l'équipe de Staline, dont les origines caucasiennes suggèrent une socialisation politique imprégnée par les multiples conflits pluriethniques qui caractérisent les marges de l'empire russe[45]. Cette explication sous-évalue le rôle des conflits également divers et enchevêtrés qui naissent de la faiblesse structurelle de l'État dans l'empire russe et du délitement, à l'intérieur même du pays et pas seulement sur ses frontières, d'une organisation rurale traditionnelle fortement attachée aux liens communautaires. Ces niveaux de conflits s'expriment déjà très clairement au moment de la révolution de 1905 : la convergence des révoltes nationales aux marges de l'empire, des grèves et manifestations ouvrières, des révoltes paysannes, des pogroms anti-juifs, des revendica-

---

[44] Weiner A., The Making of a Dominant Myth: The Second World War and the Construction of Political Identities within Soviet Polity, *The Russian Review* 55, 1996, 4, p. 638-66 ; Beyrau D., Totaler Krieg. Begriff und Erfahrung am sowjetischen Beispiel, *in* Beyrau D., Hochgeschwender M. & Langewiesche D. (dir.), *Formen des Krieges. Von der Antike bis zur Gegenwart*, Paderborn, F. Schöningh, 2007, p. 327-353.

[45] Baberowski, *Der Feind ist überall*, p. 17 sq. ; Baberowski, *Der Rote Terror*, p. 15, p. 86 sq., p. 125.

tions professionnelles bourgeoises et des actions terroristes des partis socialistes conduit le régime des tsars vers sa ruine. Entre des intérêts aussi divers et en partie divergents, aucun consensus ne peut être négocié. La contre-culture de l'intelligentsia révolutionnaire légitime sa violence à la fois par la nécessité de répondre à la répression de l'État et par la figure du soulèvement "spontané" du peuple, lequel ne saurait être pacifique. Dès le milieu du XIXe siècle les populistes du mouvement *narodniki*, et plus tard les socialistes révolutionnaires, ont recours aux pressions terroristes contre les particuliers comme à une forme moralement justifiée de violence. Leurs pratiques et la Terreur qui en découle contredisent, déjà bien avant 1914, les prétentions morales d'une violence "noble", se justifiant par elle-même. Les formes nouvelles que prennent la tradition de lutte populaire et la Terreur politique organisée par les partis révolutionnaires dessinent un répertoire "international" (dans le cadre, en tous cas, des nations de l'empire), dans lequel puiseront les révolutionnaires de 1917 – et pas seulement les bolchéviques.

Dans une ultime tentative, l'ancien régime cherche à résoudre les conflits, tantôt en introduisant des réformes, tantôt en lançant des actions répressives. Mais la Première Guerre Mondiale provoque un effondrement civilisationnel sans précédent. Les contemporains en parlent comme d'un retour au XVIIe siècle ou font fonctionner les métaphores de l'Apocalypse[46]. Des typifications de l'ennemi et des dispositions à la violence, qui se manifestaient isolément ou existaient à l'état latent avant 1914 dans presque toutes les catégories de la société, se déchaînent à nouveau avec cet effondrement de la civilisation et sont récupérées par les bolchéviques et les autres révolutionnaires – et cela indifféremment, qu'ils soient caucasiens, juifs, lettons ou russes – qui les radicalisent davantage encore. Durant la guerre civile, les bolchéviques ne sont ni plus, ni moins violents contre leurs adversaires "blancs" que ces derniers contre leurs ennemis ouvriers, communistes ou juifs. Les différences résident essentiellement dans les cultures de la violence, leurs environnements réels et symboliques et les formes de leur expression : le facteur socioculturel et ethnique peut jouer un rôle à cet endroit. Ces différences mériteraient une étude plus détaillée[47].

---

[46] Schlögel K., Jenseits des Großen Oktober. Das Laboratorium der Moderne. Petersburg 1909-1921, Berlin, Siedler, 1988, p. 67-122.

[47] Heitmeyer W. & Hagan J. (dir.), *Internationales Handbuch der Gewalt*, Wiesbaden, Westdeutscher Verlag, 2002. Voir en particulier les chapitres 1.2 et 6.1.

L'une de ces différences, qui distingue les bolchéviques de leurs adversaires, est leur capacité à institutionnaliser la violence, et de ce fait à la discipliner dans une certaine mesure. Les bolchéviques ont été capables, selon les situations, de forcer la coopération de ceux qui ne leur était pas favorablement disposés, et même des antibolchéviques, en menaçant physiquement, en affamant, en prenant des otages, ou au contraire en accordant des privilèges. La violence, quels que soient par ailleurs les "dommages collatéraux" dus à ses formes spontanées, a été dans l'ensemble instrumentée dans un but précis et est restée sous contrôle, ce qui était moins le cas de la part des "Cosaques" et des "Blancs". Il n'est pas indifférent que les bolchéviques aient été considérés, par nombre des adversaires qu'ils ont soumis, comme une force d'ordre. On ne peut pas dire, pour autant, qu'ils ont su enrayer ce potentiel de violence.

L'anti-américanisme : genèse d'un préjugé en Allemagne et en France

Karen Denni

Introduction

"*En vain, le soleil lance ses rayons les plus brûlants sur cette masse froide. Elle n'est pas en mesure de s'échauffer sous son ardeur. Tout ce qu'elle produit va devenir des créatures humides, des plantes, des animaux rampants et des insectes, et sur elle, les hommes pourront seulement s'entretenir de la nature froide et des animaux faibles*" [1].

C'est par ces paroles que Georges-Louis Leclerc, comte de Buffon (1707-1788), intendant de longue date du Jardin royal de France et connu pour son *Histoire naturelle*, décrit au milieu du XVIIIe siècle le continent nord-américain, inaugurant ainsi une longue tradition européenne de culture des différences nationales.

De nos jours, la description de Buffon nous semble à la fois contraire à la réalité et peu fondée sur le plan scientifique. Mais nous nous poserons ici la question : sommes-nous de nos jours plus sensés dans notre jugement sur les États-Unis ? Pour tenter d'y répondre, il est indispensable de distinguer critique et préjugé. La critique consiste à faire part de son désaccord, notamment dans le domaine de la politique : toute réprobation de la politique américaine n'est pas forcément assimilable à une forme d'anti-américanisme. Par contre, les préjugés négatifs envers tout ce qui est américain nourrissent un sentiment anti-américain, voire xénophobe. Lorsqu'elle est inlassablement répétitive, immuable,

[1] Cité par N. Rehmann (2004), p. 348.

accompagnée d'arguments souvent contradictoires, la critique relève du préjugé et non d'un argumentaire objectif et construit.

Or, les points de vue anti-américains sont souvent marqués par une approche essentialiste, au détriment d'une critique équilibrée et justifiée de la politique américaine. Dans de nombreux débats, la nationalité des participants prime sur l'écoute de leurs opinions politiques. Nombre d'anti-américains ne font pas la différence entre l'action politique menée par les dirigeants du pays et l'opinion de sa population, bien que celle-ci soit souvent la première à critiquer sa classe politique. Cet écart entre la population et ses dirigeants n'est pas reconnu dans l'opinion européenne. Pierre Guerlain voit dans ces discours anti-américains et dans l'amalgame fréquent entre nationalité et opinion, une "régression dans la pensée éthnicisante" (Guerlain 2004, p. 88).

Les sentiments pro ou anti-américains excessifs trouvent la plupart du temps leur origine dans des soucis d'identité nationale et dans certaines idéologies. Pour comprendre le phénomène, il faut revenir sur le rôle que joue historiquement la figure des États-Unis dans l'affirmation nationale de pays comme la France et l'Allemagne. Une analyse historique nous indiquera que les différences affirmées avec les États-Unis relèvent tantôt de réelles différences structurelles, tantôt de conflits d'intérêts conjoncturels.

Naissance de l'anti-américanisme en France et en Allemagne

De l'empire allemand jusqu'à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, l'anti-américanisme se manifeste en Allemagne par un rejet de "l'Ouest" et de la modernité qui l'accompagne. Même si des États démocratiques comme l'Angleterre ou la France ont pu symboliser ce qu'était l'Ouest, aucun pays n'incarne mieux la modernité que les États-Unis. Cette modernité semble menacer les vieux acquis européens, les certitudes, les loyautés et les autres représentations de la notion d'ordre, et c'est dans cette perspective que l'Amérique prend une place importante dans la question de l'identité et de l'avenir allemands. L'Amérique étant synonyme de modernité, elle incarne inévitablement tous les cotés négatifs de celle-ci. L'hostilité envers l'Amérique n'est donc pas de nature politique, mais bien davantage ancrée dans les mentalités : c'est une hostilité foncièrement "psychique" (Diner 2002, p. 9).

La Seconde Guerre Mondiale provoque cependant une rupture dans la perception qu'ont les Allemands de l'Amérique, et marque "l'entrée de l'Allemagne dans l'Occident", selon la formule d'Heinrich

August Winkler. L'Allemagne est alors considérée comme l'élève modèle de l'Amérique, par l'exemple qu'elle donne d'une reprise du système parlementaire et d'une auto-analyse démocratique.

Malgré tout, et bien que les Américains puissent compter sur le soutien allemand au plan international, les citoyens allemands manifesteront leur désapprobation contre la guerre du Vietnam ou encore, dans les années 80, contre l'installation sur leur sol des missiles Cruise tournés vers le bloc de l'est. Ces prises de position sont nouvelles, elles diffèrent de l'anti-américanisme de droite traditionnel, et tirent leur origine dans un sentiment anti-américain de gauche mettant en avant les valeurs démocratiques. Les États-Unis incarnent alors tout ce dont on veut s'éloigner, les démons d'un funeste passé qui a été celui de l'Allemagne. Le dirigeant soviétique Gorbatchev devient étonnamment l'emblème du soutien à une Allemagne réunifiée et fait oublier qu'avant la chute du Mur de Berlin en 1989, les dirigeants et la population américains ont été les premiers, et au début les seuls des quatre Alliés, à reconnaître le droit à réunification de l'Allemagne.

Les visites précipitées qu'effectue en décembre 1989 le président Mitterrand à Gorbatchev, puis aux dirigeants de Berlin-Est, pour tenter de freiner l'unification allemande permettent a contrario de relativiser les affirmations sur l'amitié franco-allemande prononcées peu de temps auparavant lors de la commémoration des 25 ans du Traité de l'Élysée. La réaction maladroite de Mitterrand peut être interprétée dans les mêmes cadres que la relation qu'entretient de son côté la France avec l'Amérique, laquelle tient à la peur de perdre sa grandeur nationale.

En France, en effet, c'est la nostalgie d'une position passée de puissance mondiale qui alimente l'hostilité à l'égard de l'Amérique (Guerlain 2004, cf. p. 90). Celle-ci se manifeste particulièrement lors du traumatisme algérien (Ullmo 2000, p. 16). Depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, des stéréotypes jusque là orientés contre "l'ennemi juré anglais", dans la course pour l'établissement d'un empire colonial, sont recyclés contre la superpuissance américaine.

C'est avec Charles de Gaulle, et l'affirmation de l'indépendance française dans l'alliance occidentale, que s'exprime le plus visiblement la nécessité de compenser le sentiment d'une faiblesse propre par la désignation d'un bouc émissaire. Le gaullisme rejoint étonnamment sur ce plan, à l'autre extrémité de l'échiquier politique, le parti communiste français, qui après sa lutte contre le totalitarisme national-socialiste, fait désormais de l'anti-américanisme un fil rouge de son discours. L'aveuglement du PC sur les crimes perpétrés par l'Union Soviétique lui permet de focaliser les mécontentements sur l'Amérique capitaliste (Agul-

hon 1996, p. 249). Pierre Rigoulot voit dans l'anti-américanisme français un phénomène largement répandu dans la population, qui dépasse les frontières du seul débat politique, mais est toutefois plus marqué chez les extrémistes de gauche et de droite, solidaires dans une défense de l'identité française contre le nivellement de la modernité incarnée par la culture américaine (Rigoulot 2004, p. 128).

La figure de la superpuissance

Jean-François Revel souligne dans son livre *L'obsession anti-américaine* (2002) les contradictions de l'anti-américanisme. Les États-Unis d'Amérique sont accusés d'unilatéralisme et d'hégémonisme. C'est pourtant bien l'Europe qui les a attirés dans la Seconde Guerre Mondiale : sans leur aide, le national-socialisme aurait difficilement pu être vaincu. La position de superpuissance des États-Unis est une conséquence de la défaillance européenne, leur suprématie reposant essentiellement sur les erreurs commises par le vieux continent (Revel 2002, p. 39).

D'après Matthias Kumm, deux caractéristiques distinguent une politique d'hégémonie impérialiste : elle doit, d'une part, disposer d'un pouvoir militaire et économique plus élevé[2] et elle a, d'autre part, tendance à imposer ses exigences, avec violence si besoin, en contradiction avec le droit international. Avant les États-Unis, ce sont l'Angleterre, la France, l'Allemagne, le Japon et l'Union soviétique qui ont tenu ce rôle au XXe siècle (Kumm 2000, p. 38).

L'existence d'une superpuissance unique quelle qu'elle soit s'est toujours avérée préjudiciable à l'ordre international : seule l'apparition d'une force antagoniste est capable de stopper la propension des puissances hégémoniques à imposer leur pouvoir. Mais on doit se demander si c'est en tenant un discours passionné contre les États-Unis qu'une telle force peut voir le jour. Ne doit-on pas au contraire construire une critique objective et ciblée de la politique américaine et de la cohérence des moyens de la puissance avec les idéaux affichés, accompagnée d'un ensemble de propositions de mesures et d'actions appropriées ? Revel pense qu'un anti-américanisme idéologique ne fait que renforcer l'unilatéralisme, la critique n'incitant pas les États-Unis à consulter les autres pays.

---

[2] Zbigniew Brzinski (*Le Grand Échiquier*, Paris 1997) y ajoute le pouvoir technologique et culturel.

La critique de la politique américaine est également limitée par la fréquente personnalisation des débats, notamment autour des positions du président Georges W. Bush, alors que même les sympathisants proaméricains formulent des réserves et des jugements négatifs à l'égard de ce dernier. Les échanges souffrent ainsi d'un amalgame entre la critique des États-Unis et celle de son président.

La France et l'Allemagne ont en partie construit leur rapprochement en se rejoignant sur la nécessité de contrebalancer l'hégémonie américaine. Victor Hugo ne déclarait-il pas en traversant le Rhin en 1838 : "*L'union de l'Allemagne et de la France, ce serait le salut de l'Europe, la paix du monde*" ? Ce faisant, les deux États provoquent souvent mécontentement et inquiétude au sein de l'Union Européenne, lorsque, par exemple, leurs dirigeants se réunissent de manière bipartite à la veille de conférences européennes, pour en préparer les décisions. La France a ainsi longtemps bénéficié du soutien de l'Allemagne pour imposer une politique agricole commune à l'Union Européenne qui a longtemps été jugée favorable surtout à sa propre agriculture. Par leur action concertée, les deux pays semblent se positionner en puissance hégémonique au sein de l'Europe.

L'hégémonie américaine prend par ailleurs des formes diverses, certaines plus subtiles, qui complexifient la critique en même temps que le sentiment anti-américain : le modèle de vie américain reste en effet un idéal pour de larges pans de la population mondiale. Joseph Nye (2002) distingue entre un "hard power" des États-Unis, leur puissance politique et militaire, et un "soft power", l'hégémonie économique et culturelle qu'ils exercent sur le monde, qui est bien plus difficile à contrer car elle attire les gens sans recours à la violence, dans un mouvement où tout un chacun reconnaît comme sien le modèle américain, dans son propre mode de vie, dans ses manières de penser la politique et la société, dans l'adhésion à l'économie de marché et aux institutions politiques telles qu'elles fonctionnent aux États-Unis (Schwabe 2003, p. 212).

L'anti-américanisme repose certes en grande partie aussi sur les contradictions entre le "hard power" et le "soft power" américains : entre un modèle qui prône la démocratie en politique et la prospérité par l'économie, d'une part, et une domination mondiale qui, d'autre part, recourt à des moyens militaires importants et pérennise des écarts de richesse sans précédents. Là encore, toutefois, on doit différencier entre les dirigeants américains et la population américaine : celle-ci semble pour une large part opposée aux décisions de son président Georges W. Bush et de ses "faucons néo-conservateurs". En 2002, 64% des américains étaient favorables à la ratification du protocole de Kyoto, 71% à la

mise en place d'une Cour de justice pénale internationale, 75% à une interdiction des mines antipersonnelles et 81% à un arrêt du nucléaire[3].

La crainte de la mondialisation

L'américanisation est souvent mise sur le même plan qu'un autre concept qui nourrit également la construction de l'ennemi : la mondialisation. On retrouve l'amalgame dans des termes tels que "Mc World" ou "McDonaldisation". Des entreprises allemandes ou françaises comme Siemens, Carrefour, Volkswagen, Renault ou Michelin profitent pourtant également de cette mondialisation. Mais les États-Unis fournissent une figure qui permet de catalyser les peurs que suscite un processus générateur d'appauvrissement local, d'incertitude du lendemain et de nivellement culturel.

On peut aisément expliquer la vague de protestation accompagnant l'annonce par General Motors de supprimer 25 000 postes dans le monde, y compris en Allemagne et en France. A contrario, personne n'a salué la capacité des entreprises étrangères, notamment américaines, à créer de nombreux emplois en dehors de leur pays d'appartenance. Bien que l'Allemagne et la France souffrent des délocalisations, elles hébergent elles-mêmes de nombreuses succursales étrangères. De récentes recherches en Allemagne ont montré que la mondialisation est même appréciée lorsqu'elle est liée de manière abstraite à la concurrence et aux valeurs de l'économie de marché. Néanmoins, les citoyens rejettent les mesures politiques concrètes dès qu'elles touchent à la concurrence : ils ne disposent pas d'une vision suffisante des économies d'échelle qu'apporte à terme la baisse des barrières de protection (Zoll 2003, cf. p. 378).

La mondialisation provoque indubitablement un cortège de souffrances aux plans local et individuel, un appauvrissement et des difficultés grandissantes pour les uns, un enrichissement indécent des autres. Mais on ne peut s'empêcher de faire aussi le parallèle avec les critiques de la modernité qui furent formulées au tournant du XXe siècle : l'industrialisation et l'urbanisation ont également provoqué la disparition d'un monde, sans que pour autant la majorité d'entre nous soient disposés à revenir en arrière à un mode de vie traditionnel, rural, villageois et communautaire, avec les contraintes qu'il implique. Dans les

[3] Cité par C. Leggewie (2004), p. 111. Voir aussi Worldviews 2002, *in* Chicago Council on Foreign Relations.

deux cas, au-delà des effets objectifs, négatifs et positifs, d'un processus dont on peut discuter, ce qui retient l'attention, c'est le rôle de la figure de l'autre, de l'ennemi, comme bouc émissaire des craintes suscitées par le processus en question.

La critique du modèle social

Les faiblesses du système américain ne peuvent être ignorées. De nombreux secteurs de la société, comme le système de santé ou le système scolaire, affichent des carences considérables. Les prestations sociales sont fréquemment montrées du doigt et comparées à celles d'économies où l'État est plus interventionniste.

Ces points aussi pourraient faire l'objet d'une discussion plus équilibrée. Une enquête de Jacob Hacker montre qu'avec 34,5% du produit intérieur brut, les revenus provenant de la couverture assurancielle (maladie, chômage, retraite…) sont comparables aux États-Unis avec ceux de nombreux pays européens (Hacker 2001). Mais ils sont gérés davantage par des organismes privés suivant un principe de capitalisation, que par un service public sur un principe de répartition.

Les Américains feraient valoir que les acquis sociaux de pays comme la RDA ou l'Union soviétique étaient financés par une économie exsangue qui, pour cette raison précisément, ne pouvait que s'effondrer. Inversement, le système de retraite tant décrié des États-Unis a contribué, en l'espace de trois décennies, à réduire la pauvreté des personnes âgées de 29% en 1967 à 10,5% aujourd'hui (Hacker, idem) (chiffre qui reste toutefois très élevé).

A contrario, en France, les plaintes de parents d'enfants handicapés ont récemment révélé l'ampleur effrayante du manque d'infrastructures spécialisées. La part de la population française vivant sous le seuil de pauvreté atteignait 6% en 2005. Nombreux sont ceux qui se passent de soins médicaux car n'ayant pas les moyens de contracter une assurance complémentaire. En Allemagne, le système de santé est également en pleine mutation : là, c'est d'une différence de traitement entre patients des assurances maladie privées et ceux des assurances publiques que naît une inégalité sociale.

Européens et Américains divergent sur les questions de la responsabilité individuelle, de la prise en charge par l'État de problèmes que les uns considèrent comme sociaux, les autres comme personnels, et sur les modes de répartition de cette prise en charge. D'autre part, beaucoup de citoyens américains sont actifs dans des domaines caritatifs. Ils ap-

portent par leur engagement une large contribution à la société, sous forme de donations financières à des fondations, de dons aux nécessiteux, ou encore en donnant de leur temps dans des associations. La société civile américaine affiche sa vitalité par ses actions pour une amélioration des conditions sociales de la population (Zinn 2002).

Les choix politiques et sociaux ne relèvent donc pas que d'effets de domination, mais aussi d'éthiques différentes, propres à chaque culture. On a tendance en Europe à attendre une intervention de l'État pour résoudre les problèmes, alors qu'au États-Unis on s'appuie sur l'initiative et l'action pragmatique des citoyens. Dans son ouvrage sur l'État-providence, François Ewald (1986) a montré comment les concepts de risque et d'assurance ont commencé à remplacer l'idée d'une responsabilité individuelle, en France à la fin du XIXe siècle.

On peut donc suivre Von Thadden (2005) quand il propose aux Européens de développer un modèle social qui présente des alternatives solides aux pratiques sociales à l'œuvre de l'autre côté de l'Atlantique, plutôt que de se contenter de les dénigrer.

L'anti-américanisme culturel

L'anti-américanisme ne vise pas uniquement l'hégémonie politique, mais également l'hégémonie culturelle qu'exercent les États-Unis sur le monde.

Un des préjugés qui excède la critique porte sur le contenu même de la production culturelle (musicale, littéraire, artistique…) américaine : elle serait inexistante ou de faible qualité, pour ceux qui n'en retiennent que les productions destinées au grand public, les feuilletons, les films à grand spectacle, les parcs Disney, le rock, la pop… Il faut tout de suite écarter ce préjugé en rappelant l'existence d'importants écrivains comme William Faulkner, Jack London, Ernest Hemingway, John Steinbeck, Arthur Miller.

Ce qui est reproché à la culture américaine, c'est au fond son efficacité. L'influence de la musique américaine est telle qu'un quota de 40% de chansons françaises a été imposé depuis dix ans sur les stations de radio françaises pour préserver la culture nationale, et que six cents artistes germanophones ont signé une pétition allant dans le même sens lors de la foire internationale pour la musique pop *Popkom* (Jarre 2004). Le succès des films européens et asiatiques des précédentes décennies a subi un effet boomerang car les Américains ont appris à copier avec succès leurs techniques et à révolutionner leur propre industrie cinéma-

tographique, si bien qu'il est devenu difficile pour un film étranger de s'imposer sur le marché américain. Comme la scène musicale américaine, le milieu du cinéma bénéficie d'un marché intérieur considérable de presque 300 millions d'individus avec lequel il peut conduire des expériences diversifiées et développer des produits culturels qui seront ensuite proposés sur le marché mondial.

Sur le fond, ce sont aussi des conceptions de la production culturelle qui s'affrontent. Les intellectuels européens ont longtemps contesté, d'une part, les formes de commercialisation de l'art, qui en font une industrie, et d'autre part, le bricolage des contenus, qui tirent l'art vers le bas, le vulgarisent précisément pour pouvoir le vendre. Mais ils ne font là qu'opposer une conception à une autre : la conception qui réserve à une élite la capacité de produire et de comprendre l'art et la littérature, contre une conception plus démocratique de la culture, que d'ailleurs les Européens ont fini par accepter.

Conclusion

Le système social américain présente des manques manifestes, mais les Européens sont loin de pouvoir proposer un modèle alternatif qui réponde aux problèmes sociaux actuels : chômage, retraites, couverture des soins, etc. De même, la politique étrangère des États-Unis est critiquable à bien des égards, mais l'Allemagne et la France ne sont pas forcément bien placées pour porter cette critique.

Si donc critique il y a, il importe qu'elle soit dégagée des préjugés qui la parasitent souvent. L'anti-américanisme peut avoir les mêmes effets que l'américanisme docile, à savoir renforcer la position unilatérale des États-Unis dans la conduite de leurs affaires dans le monde. Juger autrui "en bloc" renforce le bloc en question, en décrédibilisant la critique.

La construction d'un ennemi fait oublier en quoi l'ennemi nous ressemble. L'influence des États-Unis dans le développement de nos cultures, de nos styles de vie, et jusque dans l'intime de nos personnalités, n'a pu être si forte au cours des dernières décennies que parce que les idées et les représentations américaines sont elles-mêmes d'origine européenne au départ, et que c'est en tant que telles qu'elles nous font retour dans les notions de démocratie, de société civile et de culture populaire (Berghan 2005). L'Europe a influencé l'Amérique autant que celle-ci a influencé l'Europe, de sorte que les figures de l'anti-américanisme perdent bien de leur consistance devant le constat de ce

qu'Amérique et Europe ont davantage de points communs que de différences.

Bibliographie

Agulhon M. (1996), *Histoire vagabonde*, tome 3, "La politique en France d'hier à aujourd'hui", Paris, Gallimard.

Berghan V.R. (2005), "Awkward Relations. American Perceptions of Europe, European Perceptions of America", *in* Stephan A. (ed.), *Americanization and anti-Americanism. The German encounter with American culture after 1945*, New York, Oxford, Berghan, p. 238-247.

Diner D. (2002), *Feindbild Amerika. Über die Beständigkeit eines Ressentiments*, München, Propyläen.

Ewald F. (1986), *L'État-providence*, Paris, Grasset.

Guerlain P. (2004), „Die amerikanische Hegemonie und ihre Wahrnehmung in Europa nach 1989", in Von Thadden R. & Escudier A. (eds.), *Amerika und Europa Mars und Venus? Das Bild Amerikas in Europa*, Göttingen, Wallstein, p. 86-98.

Hacker J.S. (2001), „Sharing the Burden? The Politics of Public and Private Social Provision in the United States", Communication présentée lors de la Conférence annuelle de l'American Political Science Association, Boston, Septembre 1998, cité *in* Béland D., *Une sécurité libérale ? La politique des retraites aux États-Unis*, Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, E.J.A. 2001, p. 211.

Jarre S. (2004), "Les cultures défendent leur diversité", in *Paris Berlin, Le news magazine franco-allemand,* N°3, Décembre, p. 8-10.

Kumm M. (2000), „Die Stellung des anderen im internationalen Recht. Das Bild der neutralen Rechtsordnung und die Herausforderung durch den imperialen Hegemon und den Exoten", *in* Aschmann B. & Salewski M. (Hg.), *Das Bild „des Anderen". Politische Wahrnehmung im 19. und 20. Jahrhundert*, Stuttgart, Steiner.

Leggewie C. (2004), „Renaissance des Antiamerikanismus? Zur Unterscheidung von Antiamerikanismus und Amerikakritik am Beginn des 21. Jahrhunderts", *in* Von Thadden R. & Escudier A. (Hrsg.), *Amerika und Europa Mars und Venus? Das Bild Amerikas in Europa*, Göttingen, Wallstein, p. 105-115.

Nye J. (2002), *The Paradox of the American Power: Why the World's only superpower can't get it alone*, Oxford, Oxford University Press.

Rehmann N. (2004), „Wissenschaftlicher Antiamerikanismus? – Die Erfindung der „natürlichen Inferiorität" Amerikas bei Georges-Louis Leclerc Comte de Buffon, *Leviathan* 3/2004, p. 348-359.

Revel J.-F. (2002), *L'obsession anti-américaine. Son fonctionnement, ses causes, ses inconséquences*, Paris, Plon.

Rhodes R.A.W. (1999), *Understanding Governance: Policy Networks, Governance, Reflexivity and accountability*, 2.ed., Buckingham.

Rigoulot P. (2004), „Antiamerikanische Stereotypen im heutigen Frankreich", *in* Von Thadden R. & Escudier A. (Hrsg.), *Amerika und Europa Mars und Venus? Das Bild Amerikas in Europa*, Göttingen, Wallstein.

Schwaabe Ch. (2003), *Antiamerikanismus. Wandlungen eines Feindbildes*, München, Fink.

Stock A. (2005), *Local Modern Governance. Ansätze für ein Kommunalpolitsches Management*, Stuttgart, Ibidem-Verlag.

Thadden (von) R. (2005) "La fin d'une époque ? Le couple franco-allemand dans une Europe en mutation", *Revue des deux mondes.* France Allemagne. La fin ? Octobre-Novembre, p. 17-28.

Ullmo S. (2000), "L'Antiaméricanisme, une maladie de l'esprit?", *in* Mathé S. (ed.), *L'Antiaméricanisme. Anti-americanism at home and abroad. Actes du colloque des 26 et 27 mars 1999*, Aix-en-Provence, Université de Provence, p. 9-19.

Winckler H.A. (2002), *Der lange Weg nach Westen*, 2 vol., München, C.H. Beck. Trad. fr. O. Demange (2005), *Histoire de l'Allemagne XIXe-XXe siècles. Le Long chemin*, Paris, Fayard.

Zinn H. (2002), *Une histoire populaire des États-Unis. De 1492 à nos jours*, Marseille, Agone.

Zoll I. (2003), *Öffentliche Meinung und politisches Handeln. Eine ordnungsökonomische Analyse der öffentlichen Wahrnehmung von Wettbewerb und Globalisierung*, Bern-Stuttgart-Wien, Haupt.

“Gott mit uns !”

Entre amour de l'ennemi et haine héréditaire
Les Églises catholiques allemande et française et la Première Guerre Mondiale

Claudia Schlager

Introduction

Du 22 au 26 juillet 1914, donc quelques jours à peine avant le début de la Première Guerre Mondiale, se tint à Lourdes le 25ème Congrès international eucharistique. Des cardinaux, des évêques, des prêtres et des laïcs des nations les plus diverses y prirent part et y manifestèrent leur unité dans la foi au-delà des frontières nationales[1]. Du moins y furent exprimées les idées ultramontaines qui avaient attiré aux catholiques allemands l'hostilité impériale et le reproche d'une déficience de patriotisme : l'affirmation d'une appartenance à une communauté spirituelle supranationale qui ne devait de comptes qu'à son chef, le pape, et à Rome, centre de l'Église catholique universelle. Le cardinal Luçon déclarait ainsi, dans son discours de bienvenue, que le congrès était porté par une "sympathie fraternelle" :

> "Quelle grandiose et émouvante manifestation de la catholicité, de l'unité et de la vitalité de l'Église que cette assemblée! Nous sommes ici près de deux cents évêques, venus avec des légions de prêtres et de fidèles, de l'Orient et de l'Occident, de l'Ancien et du Nouveau Mondes, de toutes les parties du globe. Divers par la race, par la nationalité, par le langage, par les mœurs, nous n'avons cependant qu'un cœur et qu'une âme, parce que parmi nous tous les esprits sont unis dans la même foi, toutes les prières dans les mêmes

[1] Sur le Congrès eucharistique international de 1914, voir Jacques Fontana: *Les catholiques français pendant la Grande Guerre*. Paris, 1990, p. 23sq.

> espérances, tous les cœurs dans la même charité de Jésus-Christ. Tous nous chantons le même Credo, nous observons le même Décalogue, nous adressons la même prière à notre Père, qui est dans les cieux, tous nous obéissons avec amour au même chef, tous nous recevons les mêmes sacrements, tous nous offrons le même sacrifice. Et de cette unité le symbole et le foyer comme le générateur, c'est la divine eucharistie, mémorial de tous les mystères de notre foi"[2].

Un an plus tard, en juillet 1915, le prêtre français Jules Lebreton évoque le souvenir positif qu'il a de ce congrès dans la revue jésuite *Études*, en le comparant aux débats de ce temps de guerre, attisés par les nationalismes. À Lourdes, tous se comprenaient avec des gestes au-delà des barrières de langues et avaient construit une unité dans la fête commune de la messe, grâce aux prières et aux rituels qui sont les mêmes dans l'ensemble du monde catholique. Aujourd'hui, les mêmes hommes se font la guerre au nom de leurs nations respectives.

Lebreton, pourtant, ne se répand pas en propos nostalgiques sur le morcellement de l'Église. Au contraire, il lance un appel moral qui vise à soutenir ses compatriotes français :

> "Le dévouement envers la patrie est aujourd'hui notre premier devoir. […] Notre religion […] nous montre comment la cause de la patrie est vraiment une cause sainte"[3].

En Allemagne, le philosophe juif converti au catholicisme Max Scheler constate avec stupéfaction en septembre 1915 que, pour les Églises catholiques des nations en guerre, les idéaux de solidarité internationale sont devenus largement obsolètes. Il revient de ce fait sur son intention exprimée à la fin du mois d'août de publier dans le numéro d'octobre de la revue catholique *Hochland* un "*article de fond sur le thème de l'amour de la patrie, de l'amour du prochain et de l'amour de Dieu*"[4]. Scheler pensait exprimer dans cet article sa conviction que

---

[2] Discours de son Ém. le cardinal Luçon au Congrès eucharistique international de Lourdes, *Revue du Clergé Français*, 20, 1914 (édition du 15 août 1914), p. 480-485, ici p. 481.

[3] Jules Lebreton, Pensées chrétiennes sur la guerre, *Études*, 52, juillet 1915, p. 5-30, ici p. 5sq.

[4] Voir Günter Baadte, Katholischer Universalismus und nationale Katholizismen im Ersten Weltkrieg, *in* Albrecht Langner (dir.), *Katholizismus, nationaler Gedanke und Europa seit 1800*. Paderborn u. a., 1985, p. 89-109. Max Scheler était lié d'amitié avec Karl Muth, l'éditeur de la revue *Hochland. Monatsschrift für alle Gebiete des Wissens, der Literatur und Kunst* qui paraît à partir de 1903. Pour les citations de Scheler, voir les lettres de Max Schelers à Karl Muth du 23 août et du 6 septembre 1915, *in* P. Good (dir.), *Max Scheler im*

"*seule l'Église catholique pouvait réussir la terrible mise à l'épreuve que constituait cette guerre pour la recherche d'une indispensable unité internationale, en particulier intellectuelle*". Scheler avait dans l'intervalle pris connaissance des écrits du théologien de Paderborn, Arnold Joseph Rosenberg, répondant à l'ouvrage français *La Guerre Allemande et le Catholicisme*, sur lequel nous reviendrons plus loin. Dans ces textes de propagande, théologiens allemands et français se livrent à un vif affrontement, dominé par les sentiments nationalistes. Après les avoir lu, Scheler doit reconsidérer son opinion positive sur l'internationalisme de l'Église catholique et met en doute la capacité qu'il prêtait aux catholiques de pouvoir résister aux tendances nationalistes :

> "Peut-on encore l'affirmer, alors que des cardinaux se battent contre des cardinaux ? J'avoue que je suis consterné comme je ne me souviens pas l'avoir été par la voracité avec laquelle ce Moloch qu'est la Nation a réussi à détruire les solidarités les plus profondément et les plus solidement enracinées"[5].

Les lignes qui suivent ont pour objet d'éclairer la manière dont se construit l'image de l'ennemi chez les catholiques, à partir de la contradiction existant entre l'amour du prochain qui est au cœur du message chrétien, d'une part, et les attaques que se lancent l'une à l'autre les Églises allemandes et françaises sous l'influence des représentations nationales de cet ennemi, d'autre part, celles-là mêmes qui ont plongé Max Scheler dans le doute. Gerd Krumreich souligne qu'une étude des mentalités religieuses appliquée à la gestion de la contradiction entre "*rejet traditionnel de la guerre en tant que péché et recours à Dieu pour la protection de la patrie*" au cours de la Première Guerre Mondiale lui a permis de porter l'attention sur les effets spécifiques de la conjonction entre culture guerrière et religiosité[6]. Dans la perspective d'une approche de la guerre comme phénomène total, il s'agit d'interroger "*le poids du religieux dans ce processus de totalisation*"[7], c'est-à-dire, concrètement, de se demander "*quelles cultures de guerre spécifiques se*

Gegenwartsgeschehen der Philosophie. Bern/München, 1975, p. 45-47, cité par Baadte, *Katholischer Universalismus*, p. 89.

[5] Lettre de Scheler à Muth du 6 septembre 1915, *in* op. cit.

[6] Gerd Krumeich, „Gott mit uns?" Der Erste Weltkrieg als Religionskrieg, *in* Gerd Krumeich & Hartmut Lehmann (dir.), *„Gott mit uns". Nation, Religion und Gewalt im 19. und frühen 20. Jahrhundert*. Göttingen, 2000, p. 273-283, ici p. 276.

[7] Id., p. 274.

forment, quelles ressemblances et identités structurelles peuvent être repérées entre elles, et à quels endroits une tradition permise par la religion ou la culture politique arrive à maintenir des différences significatives entre cultures nationales jusque dans la guerre"[8].

L'analyse des représentations respectives de l'ennemi chez les catholiques allemands et français montre le parallélisme structurel des réactions à l'irruption de la guerre. Ce que Max Weber formule comme un aspect central de sa sociologie des religions fournit un début d'explication à l'opposition manifeste entre les programmes et la pratique du catholicisme aussi bien en Allemagne qu'en France au cours de la Première Guerre Mondiale :

> "L'intérêt (matériel ou idéologique) ne veut pas dire que ce sont les idées qui commandent directement les actions des hommes. Mais les "représentations du monde", qui prennent forme à travers les "idées", servent souvent d'aiguillages par lesquels la dynamique des intérêts peut déplacer l'action"[9].

Pendant la guerre, les clergés allemands et français n'ont pas cherché à mettre en action les principes et les idéaux d'amour, de paix et d'universalité de l'Église. Aussi bien du côté de la France laïque que de l'Allemagne à majorité protestante, les catholiques ont d'abord eu à défendre leurs intérêts bien sentis : les politiques guerrières de leurs nations respectives leur ont donné l'opportunité d'une réintégration de l'Église catholique dans leur société[10]. La France manifeste à cette occasion ce qu'on a appelé *l'Union Sacrée*, et l'Allemagne la *Burgfrieden*, la "paix citoyenne". Les programmes des Églises sont enveloppés dans un

---

[8] Id., p. 276.

[9] "*Interessen (materielle und ideelle), nicht: Ideen beherrschen unmittelbar das Handeln des Menschen. Aber: die ‚Weltbilder', welche durch ‚Ideen' geschaffen wurden, haben sehr oft als Weichensteller die Bahnen bestimmt, in denen die Dynamik der Interessen das Handeln fortbewegte*" (Max Weber, Die Wirtschaftsethik der Weltreligionen, in *Gesammelte Aufsätze zur Religionssoziologie*, Bd. 1. Tübingen, 1988, p. 237-573, ici p. 252).

[10] Pierre Bourdieu a recours à Max Weber dans son analyse des transformations de l'idéologie religieuse, qui sont d'après lui à mettre en lien avec les rapports de pouvoir entre groupes sociétaux : "*Il s'ensuit que la forme que prend la structure des systèmes de pratiques et de croyances religieuses à un moment donné du temps (la religion historique) peut être très éloignée du contenu originel du message et qu'elle ne peut se comprendre complètement que par référence à la structure complète des relations de production, de reproduction, de circulation et d'appropriation du message et à l'histoire de cette structure*" (Pierre Bourdieu, Genèse et structure du champ religieux, *Revue française de sociologie*, XII, 1971, pp. 295-334, citation p. 314).

discours démonstratif de soutien aux objectifs de leurs nations respectives, dont ils proposent une interprétation théologique en termes de morale et de péché, de bien et de mal, de mort et de résurrection, allant jusqu'à établir un parallèle entre le sacrifice du Christ et celui du soldat pour la Patrie. La propagande religieuse tire sa crédibilité (et ce jusqu'à nos jours) de ce que la religion, comme le dit Heinrich von Stietencron, "*énonce une parole de paix, laisse entrevoir un paradis sans conflit, arrive à créer des espaces exempts de violence (des asiles) au sein même d'une société tourmentée par la guerre, et encourage ou légitime l'édiction de règles visant à limiter les effets de cette dernière*"[11].

Les représentations discursives que dessinent de leurs ennemis respectifs les élites catholiques de chaque camp sont l'écho de la propagande nationale que soutiennent majoritairement leurs Églises. Le lien renforcé entre les Églises nationales et les nations correspondantes conduit les évêques allemands et français à opposer une certaine résistance aux tentatives d'apaisement et aux efforts en faveur de la paix entrepris par Rome. Certains exemples de construction de l'image de soi et de l'image de l'ennemi[12] permettent de montrer comment des stéréotypes[13] existants sont réutilisés selon un modèle interprétatif catholique pour élaborer une théologie de la guerre. La guerre entre nations ennemies trouve son équivalent religieux, sous une forme verbale, dans les débats déclenchés par la publication de l'ouvrage français précité, *La Guerre Allemande et le Catholicisme*. Une guerre de plume commence, qui aura des effets efficacement destructeurs sur les rapports entre catholiques des deux pays, et au cours de laquelle les stratégies argumentatives procèdent, selon un schéma théologique typique, par arguments d'inclusion

---

[11] Heinrich von Stietencron, Töten im Krieg. Grundlagen und Entwicklungen, *in* Heinrich von Stietencron & Jörg Rüpke (dir.), *Töten im Krieg* (Veröffentlichungen des Instituts für Historische Anthropologie, 6), Freiburg & München, 1995, p. 17-56, ici p. 33.

[12] Sur la construction et la fonction de l'image de l'ennemi sous différentes approches scientifiques, voir l'article instructif de Christoph Weller, Feindbilder und Krieg, *Berliner Debatte Initial*, 6. Jg., 1995, p. 69-78.

[13] Les stéréotypes sont des jugements standardisés d'un collectif sur lui-même ou sur les autres, qui n'ont que peu ou pas de rapport avec la réalité. La notion de stéréotype ne fut introduite dans le débat scientifique qu'après la Première Guerre Mondiale, en 1922, par l'intellectuel américain Walter Lippmann. Elle fut reprise par les sciences politiques pour expliquer les malentendus internationaux. Pour une approche de la notion, voir le chapitre "Stereotypenforschung" *in* Klaus P. Hansen, *Kultur und Kulturwissenschaft. Eine Einführung*. Tübingen & Basel, 2000, p. 321-327.

et d'exclusion permettant de surmonter le dilemme existant entre le principe qu'il faut aimer son ennemi et l'hostilité de fait entre Allemands et Français.

Les Églises catholiques en Allemagne et en France avant la guerre

Les recherches sur le catholicisme s'accordent à dire que les débuts de la Première Guerre Mondiale marquent la fin de la situation d'exception qui était celle des catholiques allemands au sein de la société impériale[14]. Leur implication dans la guerre a été interprétée comme l'expression d'une volonté de contredire le reproche d'hostilité au Reich dont ils étaient suspectés, et de se libérer ainsi de la position d'infériorité dans laquelle ils étaient tenus[15]. Longtemps, en effet, l'ultramontanisme des catholiques – leur obédience à une autorité supranationale – a empêché leur intégration dans la communauté nationale. Quand l'empereur Guillaume II déclare, dans son discours au Reichstag du 4 août 1914, qu'au-delà des frontières de classes, de partis et de confessions, il ne veut voir "que des Allemands"[16], les catholiques entrevoient une opportunité de se défaire de leur stigmate de citoyen de seconde classe.

---

[14] Voir Andreas Holzem & Christoph Holzapfel, Kriegserfahrung als Forschungsproblem. Der Erste Weltkrieg in der Erfahrung von Katholiken, *Theologische Quartalschrift*, 182. Jg., 2002, H. 4, p. 279-297, ici p. 279. Thomas Nipperdey propose un aperçu des positions et de l'évolution du catholicisme allemand entre 1870 et 1918 : Thomas Nipperdey, *Religion im Umbruch. Deutschland 1870-1918*. München, 1988, notamment le chapitre "Katholizismus", p. 9-66. Sur cette thématique, voir également Rudolf Morsey, Die deutschen Katholiken und der Nationalstaat zwischen Kulturkampf und Erstem Weltkrieg, *Historisches Jahrbuch*, 1970, p. 31-64. On se reportera également avec intérêt à la présentation concise du catholicisme pendant et après la Première Guerre Mondiale, par Heinrich Lutz, l'un des premiers historiens critiques à s'être emparé du sujet : Heinrich Lutz, *Demokratie im Zwielicht. Der Weg der deutschen Katholiken aus dem Kaiserreich in die Republik. 1914-1925*. München 1963.

[15] Roland Haidl, Ausbruch aus dem Ghetto? Katholizismus im deutschen Heer 1914-1918, *in* Krumeich & Lehmann, *„Gott mit uns"*, op. cit., p. 263-271.

[16] Minutes sténographiées du Reichstag 4 août 1914, cité par Wilfried Loth, *Das Kaiserreich. Obrigkeitsstaat und politische Mobilisierung*. München, 1996, p. 142.

Un premier mouvement catholique national avait déjà émergé au début des années 1880, à la fin du Kulturkampf contre l'ultramontanisme, et s'était développé dans le sillage du rapprochement politique entre le Zentrum et l'autorité impériale[17]. Les modifications de l'échiquier politique et l'extraordinaire développement économique de l'Allemagne à partir de ces années avaient assuré la promotion sociale de nombreux catholiques[18]. Encouragés par cette évolution, les catholiques avaient également voulu participer à la construction de l'édifice national. Et, de plus en plus, l'identification nationale avait tendu à se confondre avec l'adhésion à l'État impérial[19]. La déclaration de guerre trouve donc les catholiques déjà bien disposés en général vis-à-vis de cette dernière et manifestant un explicite patriotisme pour la nation allemande[20].

L'adhésion au Reich protestant et à l'État national allemand constitue un double renoncement pour les catholiques : en tant que citoyens,

---

[17] Voir à ce sujet Horst Gründer, Nation und Katholizismus im Kaiserreich, *in* Langner, *Katholizismus*, op. cit., p. 65-87.

[18] Voir Hermann-Josef Scheidgen, *Deutsche Bischöfe im Ersten Weltkrieg. Die Mitglieder der Fuldaer Bischofskonferenz und ihre Ordinariate 1914-1918* (Bonner Beiträge zur Kirchengeschichte, 18), Köln, Weimar & Wien, 1991, p. 20-32. On trouvera également dans ce travail des indications statistiques sur la répartition des catholiques par catégories socioprofessionnelles et sur leur implication dans la vie politique du Reich.

[19] Voir Barbara Stambolis, Nationalisierung trotz Ultramontanisierung oder, „Alles für Deutschland. Deutschland aber für Christus". Mentalitätsleitende Wertorientierung deutscher Katholiken im 19. und 20. Jahrhundert, *Historische Zeitschrift* 269, 1999, p. 57-97. Stambolis montre à travers l'étude de la vénération des saints locaux et des fêtes religieuses que les tendances nationalistes étaient déjà présentes au 19ème siècle chez les catholiques.

[20] Pour plus de détails à ce sujet, voir Richard van Dülmen, Der deutsche Katholizismus und der Erste Weltkrieg, *Francia*, 2. Bd., 1974, p. 347-376, et Baadte, *Katholischer Universalismus*, op. cit. Des critiques se sont récemment fait entendre contre le mythe historique d'un élan indifférencié de la population au moment de la déclaration de guerre, ainsi que de la représentation monolithique de la "nation en armes". Voir à ce sujet le chapitre "Der Kriegsnationalismus-Die Heiligung des Krieges durch die Kirchen", *in* Hans-Ulrich Wehler, *Deutsche Gesellschaftsgeschichte*. Bd. 4: Vom Beginn des Ersten Weltkriegs bis zur Gründung der beiden deutschen Staaten 1914-1949. München, 2003, p. 21-26 ; Holzem & Holzapfel, *Kriegserfahrung*, op. cit. ; Christian Geinitz, *Kriegsfurcht und Kampfbereitschaft. Das Augusterlebnis in Freiburg. Eine Studie zum Kriegsbeginn 1914* (Schriften der Bibliothek für Zeitgeschichte, NF 7), Essen 1998.

ils doivent faire la preuve qu'ils sont au service de la sécurité de leur pays, d'une part en plaçant l'intérêt national au dessus de ceux d'une Église une et universelle qui ignore les frontières, et d'autre part en tant que catholiques, ils s'engagent dans une guerre contre des coreligionnaires[21]. Les conflits de loyauté que pose la guerre sont dès le début de celle-ci tranchés en faveur de la nation allemande. Dans ses sermons, le clergé soutient le patriotisme en le présentant comme un devoir chrétien[22]. Ainsi, l'évêque de Spire, Michael von Faulhaber, explique dans sa lettre pastorale de 1915 que les "les termes de maison paternelle, de patrie et de père de la nation ont eux-mêmes la qualité de saints noms qui nous rapprochent de Dieu", puisque Dieu est appelé Père[23].

En France également, l'Église catholique est avant la Première Guerre Mondiale dans une position sociale et politique marginalisée. Le fossé qui s'est creusé au cours du XIXe siècle entre l'Église et la société françaises trouve son origine dans le problème religieux tel qu'il est posé par la Révolution. Le début du XXe siècle continue à voir s'affronter une France républicaine et anticléricale et une France conservatrice et cléricale[24]. Jean-Jacques Becker souligne ainsi que s'il existe avant 1914 une nation divisée, c'est bien la France[25]. L'entrée en guerre four-

---

[21] Voir Heinz Hürten, Die katholische Kirche im Ersten Weltkrieg, *in* Wolfgang Michalka (dir.), *Der Erste Weltkrieg. Wirkung, Wahrnehmung, Analyse*. München & Zürich, 1994, p. 725-735. ici p. 725.

[22] Les éditions des journaux personnels des aumôniers Ludwig Berg et Benedict Kreutz illustrent de façon saisissante leur engagement patriote. Le service de Dieu était en même temps pour eux le service de l'État. Voir Gerd Krumeich, Einführung, *in* Frank Betker & Almut Kriele (dir.), *„Pro Fide et patria!" Die Kriegstagebücher von Ludwig Berg 1914/18. Katholischer Feldgeistlicher im Großen Hauptquartier Kaiser Wilhelms II*. Köln, Weimar & Wien, 1998, p. IX-XIV, ainsi que Hans-Josef Wollasch (dir.), *Militärseelsorge im Ersten Weltkrieg. Das Kriegstagebuch des katholischen Feldgeistlichen Benedict Kreutz* (Veröffentlichungen der Kommission für Zeitgeschichte, 40), Mainz 1987.

[23] Lettre pastorale de l'épiscopat allemand à l'occasion du carême 1915. Paderborn, 1915, p. 179, citée par: Hürten, *Die katholische Kirche*, op. cit., p. 731. On trouvera dans cet ouvrage d'autres exemples de lettres pastorales.

[24] Sur le thème des "Deux France", voir René Rémond, La fille aînée de l'Église, *in* Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*. Vol. III.: Les France. De l'archive à l'emblème. Paris, 1992, p. 540-581 (avec des indications bibliographiques), et James McMillan, „Priest hits girl": on the front line in the „war of the two Frances", *in* Christopher Clark & Wolfram Kaiser (dir.), *Culture Wars. Secular Catholic Conflict in Nineteenth-Century Europe*. Cambridge, 2003, p. 77-101.

[25] Voir Jean-Jacques Becker, Frankreich. Die „Union sacrée", *in* Gerhard

nit donc également aux catholiques français, qui avaient du mal à se reconnaître dans une France républicaine, l'occasion de rejoindre l'Union Sacrée lancée à la Chambre des députés par le président Poincaré le 4 août 1914[26]. Les Français considèrent aussi comme important que l'Église accepte de s'engager. Les catholiques français n'avaient pas de difficultés à se reconnaître dans la nation avant la guerre, ils en ont encore moins maintenant. La construction de l'unité politique nationale étant plus ancienne en France, ils n'ont pas de problème à penser ensemble patriotisme et catholicisme[27]. Ils doivent cependant, par leur engagement, retrouver une influence qu'ils ont perdue à la suite des lois de séparation de l'Église et de l'État de 1905. L'entrée en guerre leur donne une chance, qu'ils saisissent résolument, de réintégrer la nation[28]. Annette Becker constate que la mobilisation confessionnelle autour de la guerre réussit bien davantage dans la France laïque qu'en Allemagne. Elle en voit la raison principale dans le fait que les Français éprouvent beaucoup plus directement les effets de la guerre que les Allemands, et sont de ce fait portés à activer toutes les ressources disponibles pour la défense du pays[29]. Les catholiques français, auxquels les républicains avaient longtemps reproché de placer l'intérêt de l'Église au dessus de celui de la nation, avaient déjà démontré à l'époque de l'affaire Dreyfus qu'ils étaient aux avant-postes du patriotisme nationaliste[30].

Les catholiques en guerre, entre la nation et Rome

Victor Conzemius, s'exprimant à propos des Églises et des nationalismes en Europe aux XIXe et XXe siècles, constate que l'expression des sentiments nationaux à travers les Églises "*suit d'une certaine façon des lois naturelles. […] Ignorer les fondements des aspirations natio-*

Hirschfeld, Gerd Krumeich & Irina Renz (dir.), *Enzyklopädie Erster Weltkrieg*. Paderborn u.a., 2003, p. 31-43.

[26] Id., p. 31.

[27] Jean-Jacques Becker, *1914 : Comment les Français sont entrés dans la guerre*. Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 1977, p. 46.

[28] Jean-Jacques Becker, *La France en guerre (1914-1918). La grande mutation*. Paris, Complexe, 1988, p. 44.

[29] Voir Annette Becker, Religion, *in* Hirschfeld, Krumeich & Renz, *Enzyklopädie Erster Weltkrieg*, p. 192-197, ici p. 193.

[30] Voir Pierre Blet S.J., Die katholische Kirche Frankreichs, *in* Hubert Jedin & Konrad Repgen (dir.), *Die Weltkirche im 20. Jahrhundert* (Handbuch der Kirchengeschichte, Bd. 7), Freiburg, Basel & Wien, 1979, p. 593-610.

nales des peuples, ce serait faire abstraction de la vie même des nations, auxquelles les Églises sont liées par une symbiose qui est le résultat de faits essentiels à l'histoire de l'Europe"[31]. Selon lui, alors que les protestants ont eu peu de difficultés à s'identifier aux courants nationalistes, on a pu reprocher aux catholiques leur tiédeur à cet égard. L'alignement des catholiques sur une Église universelle ne reconnaissant que Rome et le pape comme instance terrestre la plus élevée a formé leurs réticences à l'égard de la notion de nation. Le reproche qui leur a été fait en beaucoup d'endroits d'une loyauté nationale déficiente a conduit au tournant du 20ème siècle à un comportement de surcompensation, en particulier en Allemagne et en France. On observe ainsi dans ces deux pays au cours de la guerre un sentiment national qui surpasse de loin dans l'expression de sa loyauté ceux d'autres groupes sociaux et confessionnels[32].

La priorité donnée à l'Union Sacrée et à la *Burgfrieden* par les élites catholiques nationales au moment de la déclaration de la guerre est sans ambiguïté[33]. L'appel à la paix du pape Pie X, le 2 août 1914, reste sans écho notable chez les catholiques allemands et français[34]. La référence à l'amour du prochain et de l'ennemi prôné par le Nouveau Testament (Matthieu 5, 43-45) ne soulève que peu d'intérêt.

En Allemagne comme en France, chacun pense au début de la guerre que celle-ci sera de courte durée et que son propre pays en sortira vainqueur. Les catholiques des deux pays estiment que cette guerre a été imposée à leurs nations respectives. Les ingrédients sont donc là pour permettre aux théologiens des deux bords de déclarer qu'il s'agit d'une guerre juste. En manifestant leur patriotisme, les Églises renforcent du même coup leur influence sociale et politique.

---

[31] Voir Victor Conzemius, Kirchen und Nationalismen im Europa des 19. und 20. Jahrhunderts, *in* Langner, *Katholizismus*, op. cit., p. 11-50, ici p. 49.

[32] Id.

[33] Ce discours reflète la position majoritaire des épiscopats allemand et français. Sa diffusion s'effectue par l'entremise des sermons, textes de propagande et articles dans les journaux et revues. Seule une minorité des penseurs et théologiens des deux pays-et cela vaut également pour les confessions protestantes-continue à se référer au principe de l'amour du prochain. Voir à ce sujet le chapitre "Aimer ses ennemis ?" *in* Xavier Boniface, *L'aumônerie militaire française 1914-1962* (Histoire religieuse de la France, 17), Paris, 2001, p. 124-126, et Laurent Gambarotto, Foi et Patrie. La prédication du protestantisme français pendant la Première Guerre Mondiale (Histoire et société, 33), Genf, 1996, p. 271-287 (le chapitre qui en traite porte également le titre "Aimer ses ennemis".

[34] Voir Fontana, *Les catholiques*, op. cit., p. 24.

La fonction patriotique de la croyance et de la religion est démontrée par le rôle considérablement accru que jouent les Églises en France et en Allemagne pendant la guerre. Les théologiens et les évêques dispensent des deux côtés du Rhin leur contribution à une justification théologique de l'exaltation patriotique de leurs nations respectives, à l'appui de laquelle ils se servent des mêmes arguments et stratégies[35].

L'exemple le plus significatif en est fourni par les réactions négatives des épiscopats allemands et français à l'exhortation à la paix lancée le 1er août 1917 par le pape Benoît XV aux dirigeants des peuples belligérants[36]. Les évêques allemands font bloc contre la proposition de "paix juste et durable", sans contrepartie, proposée par cet appel. En cela ils se démarquent de la position du Zentrum, qui soutient au plan politique les appels du pape. Une lettre pastorale commune des archevêques et évêques allemands est lue à l'occasion du sermon dans toutes les Églises le 1er novembre 1917 :

> "Nous nous tournons vers nos souverains par la grâce de Dieu, l'empereur et les princes des États allemands, avec l'inébranlable fidélité et le dévouement joyeux que nous leur devons en tant que sujets. C'est dans leur main que Dieu a placé le sceptre, au long d'une histoire séculaire. C'est à eux que nos combattants héroïques ont juré fidélité, scellant leur serment de leur sang. La guerre n'a pas affaibli la sainte et ancienne union entre le peuple allemand et son prince, mais l'a au contraire renforcée dans la souffrance et le combat communs. Nous avons ressenti comme une cuisante insulte l'éventualité que nous puissions accepter une paix qui proposerait un salaire de Judas pour un parjure au serment fait à l'empereur. C'est en toute fidélité à son histoire que le peuple catholique repoussera tout ce qui peut s'assimiler à une agression contre nos maisons régnantes et contre notre constitution monarchique"[37].

---

[35] Stefan-Bernhard Eirich, „Glaubenskünder Krieg". Elemente einer katholischen Kriegstheologie in den Schriften französischer und deutscher Autoren der Jahre 1914 und 1915 anhand ausgewählter Beispiele. Lizenzarbeit (masch.). Rom (Gregoriana), 1992, p. 37. Cité par Wilhelm Achleitner, Gott im Krieg. Die Theologie der österreichischen Bischöfe in den Hirtenbriefen zum Ersten Weltkrieg. Wien-Köln-Weimar, 1997, p. 31, note 79.

[36] Sur la politique de paix de Benoît XV, voir Konrad Repgen, Die Außenpolitik der Päpste im Zeitalter der Weltkriege, *in* Jedin & Repgen,, op. cit., ici p. 40-51, ainsi que Günter Baadte, Die Friedensinitiative Papst Benedikts XV. vom 1. August 1917, *in* Ernst Josef Nagel (dir.), *Dem Krieg zuvorkommen. Christliche Friedensethik und Politik*. Freiburg-Basel-Wien, 1984, p. 211-231.

[37] Cité par Baadte, *Katholischer Universalismus*, op. cit., p. 94. Sur la correspondance entre l'épiscopat allemand et le Saint-Siège, voir Erwin Gatz (dir.),

Cette prise de position met les évêques en accord avec une grande partie des catholiques de l'époque, qui sont dévoués à la monarchie et partisans d'une paix par la victoire des armes. Ces mêmes catholiques ne comprennent d'ailleurs pas la politique pragmatique du Zentrum, qui s'est rapproché du Parti populaire progressiste et des socialistes de la SPD pour s'opposer à la politique de guerre de l'empereur[38].

Face à cette mobilisation des évêques allemands et à la loyauté que l'ont peut constater de l'autre côté du Rhin de la part des catholiques à l'égard de la France républicaine, la position des évêques français est d'autant plus remarquable, car ils ne s'opposent pas aussi uniformément à l'exhortation de Benoît XV. Toutefois, onze seulement des soixante-dix diocèses français approuvent plus ou moins l'initiative du pape, quarante-six expriment leurs réserves, avec une tendance au refus, et treize prennent une position catégoriquement opposée[39]. On plaide majoritairement pour une "paix française" par la victoire des armes. Jean-Marie Mayeur insiste sur la diversité du catholicisme français et sur les différences d'un diocèse à l'autre[40]. Annette Becker souligne que l'opinion confessionnelle en France pendant la guerre est orientée par l'action de militants de la foi[41]. Il est significatif qu'au sein de l'épiscopat les partisans d'une "paix française" aient largement publicisé leur opposition à l'appel de Benoît XV, obtenant ainsi l'approbation d'un public qui allait au-delà des cercles catholiques. Un des exemples importants de réaction négative au message papal, qui est abondamment repris par les textes portant sur cette époque[42], est constitué par le ser-

---

Akten der Fuldaer Bischofskonferenz III. 1900-1919 (Veröffentlichungen der Kommission für Zeitgeschichte, 39), Mainz, 1985, p. 276, 286, 290 & 308.

[38] Sur le rôle du Zentrum dans la proposition d'une paix juste et son rejet par de larges pans de la population catholique, voir van Dülmen, *Der deutsche Katholizismus*, op. cit., p. 354sq., et Kurt Nowak, *Geschichte des Christentums in Deutschland. Religion, Politik und Gesellschaft vom Ende der Aufklärung bis zur Mitte des 20. Jahrhunderts*. München, 1995, p. 201sq.

[39] Voir Pierre Renouvin, L'Épiscopat français devant l'offre de paix du Saint-Siège (Août 1917), *in* Mélanges offerts à G. Jacquemyns. Bruxelles, 1968, p. 551-561.

[40] Jean-Marie Mayeur, Le catholicisme français et la première guerre mondiale, *Francia*, 2. Bd, 1974, p. 377-397, ici p. 380.

[41] Voir A. Becker, *Religion*, op. cit., p. 195.

[42] Par exemple par Fontana, *Les catholiques*, op. cit., p. 210sq. ; Baadte, *Die Friedensinitiative*, op. cit., p. 228 ; Mayeur, *Le catholicisme français*, op. cit., p. 384 ; Blet, *Die katholische Kirche*, op. cit., p. 594 ; Gérard Cholvy & Yves-Marie Hilaire, *Histoire religieuse de la France contemporaine*. Vol. 2: 1880-

mon du père dominicain Sertillanges, que ce dernier tient à la Madeleine à Paris le 10 décembre 1917. Lors de la cérémonie, qui était au départ destinée à soutenir le lancement du troisième emprunt de guerre, étaient notamment présents, non seulement l'archevêque Amette, mais également Madame Poincaré, la femme du président de la république. Le sermon de Sertillanges, qui fut publié sous le titre *La paix française* et largement repris dans de nombreux supports de presse catholiques, fut apprécié aussi bien par l'archevêque que par la hiérarchie de l'ordre dont il relevait[43]. Le père dominicain prononce de fortes paroles contre l'appel du pape à une paix sans contrepartie, et finit par s'exclamer : "*Très Saint-Père, nous ne pouvons, pour l'instant, retenir vos appels de paix. [...] Nous sommes des fils qui disent parfois : Non, Non !* "[44].

L'engagement national des catholiques tout au long de la guerre ne remet pas en cause l'hostilité du clergé au principe de séparation de l'Église et de l'État, de même qu'il ne met pas fin à l'anticléricalisme viscéral d'une partie des républicains[45]. D'un point de vue général, le comportement de l'Église française peut être considéré comme une manière de s'adapter à la situation instable d'un État laïc en guerre, adaptation motivée par le souhait de reprendre sa place dans la société et d'y recouvrer son influence. Le rejet de l'exhortation papale par la majorité du clergé français s'explique aussi, pour Jean-Jacques Beckers, par la crainte qu'une position antinationale, ultramontaine remette en cause le très fort regain de religiosité et d'adhésion à l'Église enregistré au début de la guerre.

En Allemagne comme en France, beaucoup de catholiques pensent également qu'une victoire de leur nation améliorera de façon décisive la situation de leur Église dans leur pays, et peut-être au-delà[46]. Les épiscopats de chacun des deux pays jugent ainsi que la guerre peut marquer une étape dans la redéfinition des rapports entre l'Église et l'État. Dans la mesure où les États accordent une grande importance à la cohésion intérieure en période de guerre, les Églises se présentent comme un instrument important de la mobilisation des esprits[47].

1930. Paris, 1986, p. 256.

[43] Fontana, *Les catholiques*, op. cit., p. 9 & p. 210-213.

[44] Cité par Fontana, id. p. 210sq.

[45] Voir le chapitre "Les problèmes de l'Église" in J.-J. Becker, *1914*, op. cit., p. 416-420.

[46] Voir Hürten, *Die katholische Kirche*, op. cit., p. 727.

[47] Pour l'Allemagne, voir le chapitre "Konfession" *in* Roger Chickering, *Das deutsche Reich und der Erste Weltkrieg*. München, 2003, p. 154-160. Pour la

Bien que les évêques et la majeure partie du clergé se mettent en conformité avec les politiques nationales de leurs pays respectifs, soumettant le message chrétien aux besoins des politiques de Guillaume II ou de la République, et développant un discours théologique sur la "guerre juste", on ne peut affirmer que tous les catholiques aient renoncé aux positions ultramontaines. Mais leurs voix sont minoritaires dans leurs pays respectifs[48].

Interprétations catholiques de la guerre et stéréotypes de l'ennemi

Dans les deux pays, la guerre est interprétée par les théologiens comme un châtiment de Dieu punissant les péchés des hommes. Dans le même mouvement, les théologiens dénoncent les dérives séculières. Dans les sermons français, c'est la laïcité qui est présentée comme le principal péché et l'effet le plus négatif de la sécularisation. Dans les sermons allemands, ce sont le manque de foi et l'immoralité de la vie moderne qui sont présentés comme les motifs principaux de la guerre en tant que châtiment divin. Les prédicateurs allemands ne laissent planer aucun doute sur les sources de ces dérives : elles sont à chercher du côté de la "Babylone de l'occident", la France telle qu'elle est ainsi qualifiée par un sermon intitulé *Les fossoyeurs de la paix*, du père jésuite E. Hemmes. Celui-ci écrit :

> "Nous ne voulons pas nous ériger en juges, mais c'est pourtant un fait connu de tous que la sombre influence de l'impudeur française s'est étendue à presque tous les pays du monde existant. Les romans sales, les expositions indécentes, les vêtements incorrects sont apparus pour la plupart dans la Babylone de l'occident"[49].

L'évêque Michael von Faulhaber, dans une série de conférences de guerre, dénonce comme "*insensée et non-allemande*" la "*mode féminine qui singe les coquettes françaises*". "*La moralité publique de notre*

France, le chapitre "L'Église réintégrée dans la nation", *in* J.-J. Becker, *La France*, op. cit., p. 44-47.

[48] Jean-Marie Mayeur souligne que les efforts en faveur de la paix de Benoît XV étaient soutenus surtout par les catholiques fidèles à Rome, car ceux-ci rejetaient le nationalisme au nom du Syllabus. Ceci ressort d'une analyse de la presse catholique. Voir Mayeur, *Le catholicisme français*, op. cit., p. 384sq.

[49] E. Hemmes, Totengräber des Friedens, *in* Michael von Faulhaber, Paul Wilhelm von Keppler & Adolf Donders (dir.), *Das Schwert des Geistes. Feldpredigten im Weltkrieg*. Freiburg i. Br., 1917, p. 267-272, ici p. 269.

peuple", écrit-il, "*était en train de prendre le chemin de Paris*"[50]. La guerre, cependant, permet de faire réapparaître "*la force du peuple allemand*", lequel a, depuis le début des hostilités, retrouvé le chemin des Églises.

Comme dans ces deux exemples, la plupart des sermons allemands, surtout au début de la guerre, effectuent un amalgame rhétorique entre guerre, religion et nation. Le propos *explicite* appelle à lutter contre les conduites pécheresses et à expier les fautes, le foyer du péché étant clairement situé en France. Le discours *implicite*, étayé par des arguments théologiques, justifie la participation des catholiques allemands à la guerre contre la France laïque et athée. L'ennemi français étant assimilé à l'impiété, la guerre juste peut être mise en scène comme guerre sainte[51].

Une image comparable est construite du côté français par les sermons de guerre et les lettres pastorales, qui sont souvent publiés sou forme de fascicules ou de livres, et reproduits dans les journaux et les revues catholiques. La France catholique, fille aînée de l'Église, est présenté comme une source de lumière opposée à l'Allemagne, sombre, barbare et protestante. Mgr Gibier, évêque de Versailles, l'exprime bien dans sa lettre pastorale de carême de 1915 : "*Non l'Allemagne luthérienne et prussifiée n'est pas, ne peut pas être dans le monde la servante et la messagère de la civilisation chrétienne*"[52]. Dans sa lettre pastorale de Pâques de la même année, il établit une comparaison entre Allemagne et France :

> "La France, même moderne, a été la meilleure servante de Dieu, de Jésus-Christ et de l'Église, tandis que l'Allemagne ne croit qu'à la force brutale, et obéit machinalement à l'impulsion de ses faux intellectuels"[53].

Le quotidien catholique *La Croix* publie le 29 juillet 1916 une lettre critique à un prêtre, qui contient de nombreux conseils pour reve-

---

[50] Michael von Faulhaber, *Waffen des Lichts. Gesammelte Kriegsreden*. Freiburg i.Br., 1915, toutes les citations p. 13.

[51] Voir le chapitre "Guerre juste et guerre sainte" in Fontana, *Les catholiques*, op. cit., p. 64-70.

[52] Cité par Cholvy & Hilaire, *Histoire religieuse*, op. cit., p. 242.

[53] Mgr. Gibier, Mandement de Carême de 1915, cité par Fontana, *Les catholiques*, op. cit., p. 226sq. Il est reproché en particulier aux philosophes Kant, Hegel, Fichte et Nietzsche d'être à l'origine d'une psychologie allemande spécifique, qui se place au-dessus des règles, qu'elles soient religieuses, morales ou juridiques. Voir Scheidgen, *Deutsche Bischöfe*, op. cit., p. 263sq.

nir au texte du vrai évangile[54]. Comme ni l'auteur ni le destinataire ne sont connus, on doit supposer ici un artifice rédactionnel destiné à présenter au public les contenus anti-allemands les plus fréquents dans la majorité des sermons. Le fort accent qui est mis dans les sermons de guerre français sur la propagande patriote et sur l'image négative de l'ennemi allemand est présenté dans cet article au travers de nombreux exemples et est critiqué comme contraire à l'enseignement chrétien. L'auteur souligne que ces sermons, au lieu de faire porter leur poids sur la lutte contre les péchés que sont l'amour propre excessif, l'avarice, l'hypocrisie, le vol et le mensonge, se contente de dire que ce sont là les défauts typiques des Allemands. Il est vain, ajoute-t-il, de rechercher dans l'influence de l'Allemagne les raisons de tous nos manquements aux Dix Commandements.

Des deux côtés du Rhin, des conduites pécheresses connotées négativement sont attribuées à des images stéréotypées de l'ennemi. La construction d'une image de l'ennemi renvoie en même temps à une image positive de sa propre nation, associée à l'esprit chrétien des origines et à la piété authentique. Grâce aux mécanismes d'inclusion et d'exclusion, les ennemis sont à chaque fois étiquetés en tant que païens soumis à des principes irréligieux[55] et peuvent ainsi être considérés comme exclus de la "communauté englobante des catholiques"[56].

Les cartes postales illustrées dont les thèmes se réfèrent à la guerre constituent à cette époque un des médiums de communication les plus populaires. À travers elles, la propagande nationale a l'occasion de s'appuyer à la fois sur l'industrie de l'image et de l'objet de piété qui s'est développée au XIXe siècle et sur la propagande religieuse, ainsi que Jay Winter l'a bien montré[57]. La diversité des sujets et motifs de cartes postales est le signe manifeste d'une culture de guerre spécifique[58]. Ce moyen de communication visuelle de masse acquiert une

---

[54] Voir Fontana, *Les catholiques*, op. cit., p. 362sq.

[55] Voir l'étude d'histoire régionale et des mentalités de Geinitz sur les positions et les réactions de différents groupes sociaux à la déclaration de la guerre, dans une ville proche de la frontière et à majorité catholique : Freiburg. Geinitz, *Kriegsfurcht*, op. cit., ici p. 203.

[56] Hürten, Die katholische Kirche, op. cit..

[57] Voir Jay Winter, Sites of memory, sites of mourning. The Great War in European cultural history. Cambridge, 1995, p. 127-131.

[58] Voir Sigrid Metken, "Ich hab' diese Karte im Schützengraben geschrieben..." Bildpostkarten im Ersten Weltkrieg, *in* Rainer Rother (dir.), *Die letzten Tage der Menschheit. Bilder des Ersten Weltkrieges*. Berlin, 1994, p. 137-148, et Marie-Monique Huss, *Histoires de famille 1914-1918: cartes postales et cul-*

importance centrale dans un contexte de propagande : on retrouve dans les multiples tableaux l'exaltation de la nation, l'héroïsation de ses soldats, la caricature de l'ennemi, ainsi que des scènes dont les thèmes sont selon les cas plus humoristiques, sentimentaux, érotiques ou religieux. Si on se restreint aux thèmes religieux, on peut repérer les différences qualitatives et quantitatives existant entre les productions allemande et française. En Allemagne, les cartes à motif religieux sont plus rares, elles ont pour l'essentiel une visée consolatrice et thématisent souvent le Christ ou un ange gardien dans leur rôle de protection des individus. Les sujets devaient être choisis de manière à ce qu'à la fois catholiques et protestants pussent s'y reconnaître. En France, au contraire, les représentations religieuses sont déclinées dans les codes à la fois de la nation et de la confession catholique majoritaire : le Christ au Sacré-Cœur est flanqué d'un drapeau tricolore, Jeanne d'Arc donne l'exemple d'une conjonction réussie entre la piété et le courage au combat, les saints nationaux protègent les soldats. Ces associations spécifiques entre motifs religieux et nationaux recourent fréquemment à une image négative de l'Allemagne, alors régulièrement représentée sous les traits du Prussien protestant.

Les deux cartes postales ci-après en fournissent des exemples chargés symboliquement, dans lesquels le Christ, qui acquiert une identité nationale à travers l'emblème du Sacré-Cœur, agit en punissant l'Allemagne. La carte postale intitulée *Leur blasphème* (ill. 1) établit un lien entre la destruction des églises françaises par l'armée allemande et le châtiment divin qui s'abat sur cette dernière en punition de ce "blasphème". Un Christ transfiguré, qui porte le symbole du Sacré-Cœur sur sa poitrine, domine au centre de l'image, dressé sur un globe terrestre (image particulière mêlant la figure du souverain bénisseur du monde et celle du juge à l'heure du Jugement dernier). La tentative d'un soldat allemand d'agresser sa personne et le monde est stoppée par le pied christique qui écrase la main de l'agresseur. L'empereur d'Autriche François-Joseph, écrasé par le cours de l'Histoire, est condamné à l'inaction et disparaît sous le globe terrestre. Les aigles représentant l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie sont aveuglés par la majesté du Christ et tombent anéantis. Le fond de l'image est obscurci par un nuage de fumée qui monte d'une église en feu dans la partie inférieure gauche. Une explosion à hauteur de cette église symbolise la destruction des églises françaises par les armées allemandes, épisode auquel renvoie la citation de Benoît XV : "*Quand vous détruisez le temple de Dieu, vous*

---

ture de guerre. Paris, 2000.

provoquez la colère divine, devant laquelle les plus puissantes armées perdent tout pouvoir".

Ill. 1 – Carte postale française : La destruction des églises françaises présentée comme blasphème suscitant la colère de Dieu.
Source : collection de cartes postales de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), Paris. Je remercie Thérèse Blondet-Bisch, responsable du service photographique de la BDIC, pour son aide et le travail que nous avons effectué ensemble.

La deuxième carte postale (ill. 2) prend pour thème *Le châtiment du Kaiser*. Au centre de la composition se trouve une guillotine, châtiment désigné par le Christ au potentat allemand placé devant un champ de tombes. À la fois ce symbole sanguinaire de la Révolution française, rappelant la victoire des citoyens sur les nobles honnis, mais aussi l'église du Sacré-Cœur de Montmartre en arrière-plan, signalent que le châtiment infligé à Guillaume II viendra de France. Le texte de la cartouche souhaite au souverain "hypocrite et cruel", "esclave de Satan", de mourir dans la honte et que son souvenir soit associé au dégoût.

Ill. 2 – Carte postale française : L'empereur Guillaume II châtié par le Christ. Source : collection de cartes postales de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), Paris.

Un troisième exemple, une carte postale intitulée *Les deux destinées* (ill. 3), illustre par sa composition la dialectique qu'imprime le catholicisme français entre représentation de soi et représentation de l'ennemi[59]. L'image est scindée en deux, la partie supérieure lumineuse mettant en scène le destin français, la partie inférieure sombre le destin allemand. En haut, le Christ vers qui montent les armées françaises indique le chemin vers la lumière. L'église du Sacré-Cœur, rayonnante en arrière-plan, semble se reposer sur les épaules des fantassins. Cette basilique, construite après la guerre franco-prussienne de 1870, en partie pour faire oublier la défaite, symbolise la France catholique qui veut expier les fautes de la Révolution et de la Commune. Elle est fréquemment reprise dans les mises en scène de la victoire au cours de la guerre, associée à la devise "*In hoc signo vinces*" ("*par ce signe tu es vain-*

[59] Les vastes collections de cartes postales de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) à Paris aussi bien que de l'Historial de la Grande Guerre à Péronne, dans la Somme, manifestent la diversité des motifs religieux et des sujets de ces cartes postales françaises, dans lesquelles l'Allemagne est présentée négativement.

queur")[60]. Par symétrie, dans la partie inférieure du tableau, les armées allemandes dirigées par l'empereur, exténuées et vaincues, suivent en parallèle la même direction, mais dans un mouvement inverse et descendant. Au Sacré-Cœur qui sert de fond aux troupes françaises font pendant, à l'arrière-plan des troupes allemandes, les églises françaises dévastées par la guerre. Elles évoquent le bombardement de la cathédrale de Reims, souvent interprété dans ces mises en scènes comme la

Ill. 3 – Carte postale française : Les troupes françaises sont guidées par le Christ vers la lumière, tandis que l'empereur Guillaume et les troupes allemandes s'acheminent vers leur funeste destin. Source : collection de cartes postales de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), Paris.

preuve de l'essence barbare et païenne de la culture allemande[61]. Au destin lumineux de la France, en haut à droite du tableau, correspond par

[60] Voir Claudia Schlager, Le drapeau national au Sacré Coeur: Zur politischen Strahlkraft des Sacré-Coeur-Kultes in Frankreich im Ersten Weltkrieg, *in* Gottfried Korff (dir.), *Alliierte im Himmel. Populare Religiosität und Kriegserfahrung*. Tübingen, 2006, p. 201-222.

[61] Alfred Baudrillart est peut-être l'un des plus tardifs parmi les auteurs significatifs à se lancer dans la publication de ces textes de propagande. Il tient un sermon enflammé le 20 septembre 1914, quelques jours après le bombardement de la cathédrale de Reims, qui donne une indication du choc que constitue

symétrie, en bas à gauche, le destin sombre qui attend l'Allemagne : un charnier devant lequel les attend la Grande Faucheuse.

La propagande s'exprime aussi dans les propos des clercs amenés à être en contact direct avec leurs homologues et les laïcs du camp adverse, comme l'indiquent par exemple les écrits des aumôniers militaires[62]. Les aumôniers français considèrent ainsi leurs collègues allemands à travers le filtre de stéréotypes négatifs : ils ne voient pas en eux des frères dans la foi commune de l'Église catholique, mais de détestables ennemis, des Teutons et des barbares[63].

Un exemple tiré des rapports des aumôniers allemands sur la pratique religieuse des soldats permet de montrer comment un même comportement de piété peut conduire à des interprétations divergentes par ces clercs, selon qu'il s'agit de soldats de leur propre camp ou de soldats français. C'est ainsi que le port de médailles consacrées était extrêmement répandu pendant la Première Guerre Mondiale et encouragé par le clergé aussi bien en France qu'en Allemagne. Les catholiques des deux camps étaient cependant rappelés à l'ordre par leurs clergés respectifs, qui les avertissaient que ces médailles ne devaient pas seulement être portées comme l'équivalent d'amulettes magiques, mais qu'elles signalaient d'abord l'engagement chrétien de leurs porteurs[64]. Ces mises en

---

l'événement en ce début de guerre, non seulement chez les catholiques, mais dans toute la France. C'est ce qui permet de mettre en contraste la position de la France comme fille ainée de l'Église et celle de l'Allemagne décrite comme ennemie de la civilisation : "*Même après Louvain, même après Malines, même après tant de forfaits, dignes de la barbarie la plus brutale, nous voulions croire encore à une certaine culture allemande ; nous nous imaginions que pas un prince, pas un général n'oserait donner l'ordre infâme et impie. Erreur! Nous ne connaissions pas encore tout le génie du mal que l'Allemand porte en lui. Le soir, il fallait nous incliner devant l'affreuse certitude: tout ce qui de la cathédrale de Reims pouvait être détruit par le fer et par la mitraille était détruit ; ce temple du vrai Dieu était ruiné à coups de canon par celui qui a pour devise 'Dieu avec nous' ; ce Parthénon chrétien, saccagé par le peuple qui hier se targuait de marcher le premier dans les voies de la civilisation!*" (Alfred Baudrillart, *L'âme de la France à Reims. Discours prononcé en la basilique de Sainte-Clotilde le 30 septembre 1914*. Paris, 1915, p. 7).

[62] Voir Boniface, *L'aumônerie*, op. cit., p. 124-126.

[63] Voir Nadine-Josette Chaline, Les aumôniers catholiques dans l'armée française, *in* Chaline (dir.), *Chrétiens dans la première guerre mondiale*. Paris, 1993, p. 95-120, ici p. 108.

[64] Pour un aperçu d'ensemble de la position de l'Église sur les pratiques apotropaïques, en Allemagne et surtout en France, voir Ralph Winkle, "Connaître à

garde n'empêchèrent pas une inflation de l'usage apotropaïque de ces médailles, soutenu par une croyance presque aveugle, aussi bien des Français que des Allemands, dans leur pouvoir de protection. Dans les rapports des aumôniers allemands à leur hiérarchie, toutefois, le port de ces médailles par les soldats allemands est toujours décrit positivement et présenté comme une marque de leur ancrage profond dans la foi catholique. La même pratique, relevée chez les soldats français, est au contraire présentée négativement, comme un comportement de superstition, symptomatique de la situation spirituelle déplorable de la France[65]. Ces exemples illustrent le fonctionnement des mécanismes d'inclusion et d'exclusion, ainsi que le mode de construction des stéréotypes par valorisation positive du soi et valorisation négative de l'étranger, qui donnent une cohérence, à la manière d'un fil rouge, à la majeure partie des publications religieuses durant la guerre.

Il est d'ailleurs à noter que les pratiques religieuses des soldats des autres nations parties au conflit sont remarquablement absentes du champ du regard des théologiens allemands et français. La nation adverse domine l'image de l'ennemi élaborée par les catholiques allemands et français[66]. Alors que dès les premières semaines qui suivent la déclaration de guerre, le public allemand considère l'Angleterre comme l'ennemi le plus dangereux, et la Russie comme le plus barbare, la majorité des catholiques allemands continue à tenir la France pour l'ennemi principal[67]. Les organes de presse des associations universitaires catho-

---

fond l'âme du soldat". Französische Aberglaubensforschung während des Ersten Weltkriegs, *in* Gottfried Korff (dir.), *Alliierte im Himmel. Populare Religiosität und Kriegserfahrung*. Tübingen, 2006, p. 349-370.

[65] Voir le rapport du P. Jakob Schmitt dans la publication interne à l'ordre des Jésuites *Aus der Provinz. Als Manuskript gedruckt. Nur für die Unsern*, n° 7 du 10 décembre 1914 ; voir aussi dans la même publication le n° 18 du 16 juin 1915. *Aus der Provinz* est la petite sœur, créée en septembre 1914, de la publication de l'ordre *Mitteilungen aus der deutschen Provinz*. Archiv der norddeutschen Provinz der Jesuiten München.

[66] Grundlegend zur Genese von Feindbildkonstrukten in Deutschland und Frankreich, *in* Michael Jeismann, *Das Vaterland der Feinde. Studien zum nationalen Feindbegriff und Selbstverständnis in Deutschland und Frankreich 1792-1918*. Stuttgart 1992. Voir aussi Aribert Reimann, *Der große Krieg der Sprachen. Untersuchungen zur historischen Semantik in Deutschland und England zur Zeit des Ersten Weltkriegs* (Schriften der Bibliothek für Zeitgeschichte, NF 12), Essen, 2000 (en particulier le chapitre D: Visionen der Feindschaft, p. 167-222).

[67] Sur la construction de l'image de l'ennemi chez les Allemands pendant la

liques sont de ce fait contraints par leur public de faire redescendre l'Angleterre en deuxième position derrière la France, dans le classement des ennemis, bien que ces publications suivent par ailleurs complètement le processus national de définition de l'image de l'ennemi[68]. La France doit cette position en premier lieu à la publication de l'ouvrage *La guerre allemande et le catholicisme* et à l'accusation qui y est portée par des catholiques français d'une trahison du catholicisme par leurs coreligionnaires allemands.

Dès avant la guerre domine dans l'opinion publique française une image négative de l'Allemagne, qui ne peut que se développer vers les extrêmes une fois la guerre déclarée. Cette image s'étaye sur des stéréotypes de l'agressivité et de la force, organisés en une diabolisation qui se concentre sur la personne de Guillaume II, présenté comme le chef d'une horde de barbares germaniques. L'empereur prussien protestant est pratiquement identifié par les catholiques à l'Antéchrist[69].

Guerres de tranchées éditoriales

L'un des points forts de la lutte rhétorique que se livrent théologiens allemands et français est donc atteint au printemps 1915 quand Alfred Baudrillart, cardinal recteur de l'Institut Catholique de Paris, publie *La guerre allemande et le catholicisme*[70]. C'est la première pu-

---

Première Guerre Mondiale, voir Thomas Raithel, *Das „Wunder" der inneren Einheit. Studien zur deutschen und französischen Öffentlichkeit bei Beginn des Ersten Weltkrieges*. Bonn, 1996, p. 327-345.

[68] Sur les représentations de l'ennemi chez les catholiques du Reich ayant une formation supérieure, voir Stephan Fuchs, *„Vom Segen des Krieges." Katholische Gebildete im Ersten Weltkrieg. Eine Studie zur Kriegsdeutung im akademischen Katholizismus*. Stuttgart, 2004, p. 172-189. Il serait pertinent de se demander si les catholiques se distinguent de ce point de vue de l'ensemble de la population allemande. L'analyse documentée de Klaus Latzel portant sur les courriers échangés avec le front pendant la Première Guerre Mondiale montre que les soldats allemands en général considéraient la France comme "l'ennemi héréditaire". Voir Klaus Latzel, *Deutsche Soldaten-nationalsozialistischer Krieg? Kriegserlebnis-Kriegserfahrung 1939-1945* (Krieg in der Geschichte, 1), Paderborn, 1998 (en particulier le chapitre 10 : "Die gegnerischen Soldaten", p. 206-226).

[69] Sur l'image négative de l'Allemagne chez les Français, voir Raithel, *Das „Wunder"*, op. cit., p. 345-356.

[70] Alfred Baudrillart (dir.), *La guerre allemande et le catholicisme*, Paris, 1915.

blication du Comité catholique de propagande française à l'étranger, dirigé par Baudrillart[71]. En raison des réactions considérables qu'il suscite chez les catholiques allemands, cet ouvrage déclenche une véritable guerre de plume entre théologiens des deux bords[72].

Le Comité catholique avait été créé en 1915 à l'instigation du Ministre des affaires extérieures Théophile Delcassé, dans le sillage du Service de propagande mis en place en mai de la même année[73]. Au côté de Mgr Baudrillart, on relève dans l'ouvrage les signatures de deux archevêques et neuf évêques. Dans sept articles, des théologiens de renom et des personnalités du monde catholique français tentent d'apporter la preuve que l'Allemagne, trompée par ses intellectuels et conduite par ses dirigeants politiques et militaires, est devenue l'ennemie, non seulement de la catholicité, mais de l'ensemble de la chrétienté[74]. La France est présentée par différence comme la fille dévouée et fidèle de l'Église. Dans leur préface, le cardinal parisien et l'archevêque Amette apportent

---

[71] Voir Georges Hoog, Une croisade française chez les neutres pendant la guerre. Petite histoire du Comité catholique de propagande française à l'étranger, *Almanach catholique français*, 1920, p. 418-432. Le travail de Brigitte Waché sur le rôle du parlementaire catholique Denys Cochin fournit des détails intéressants sur ce Comité, quoique sa contribution manque de distance critique. Waché ne tient par exemple aucun compte des mécanismes de construction de l'image de l'ennemi : l'image que les Français ont à l'époque de l'Allemagne n'est pas interrogée et Cochin est présenté comme un honnête défenseur du catholicisme français. Brigitte Waché, Un parlementaire catholique dans la guerre, Denys Cochin, *in* Chaline, *Chrétiens*, op. cit., p. 47-65, voir en particulier p. 51-54.

[72] Les controverses franco-allemandes autour de *La guerre allemande* sont développées par Scheidgen, *Deutsche Bischöfe*, op. cit., p. 259-269 ; Heinrich Missalla, *„Gott mit uns". Die deutsche katholische Kriegspredigt 1914-1918*. München, 1968, p. 42-42f. ; Baadte, *Katholischer Universalismus*, op. cit., p. 97-101 ; Fuchs, *„Vom Segen"*, op. cit., p. 226-229 ; Fontana, *Les catholiques*, op. cit., p. 335-338.

[73] Sur le Service de propagande, voir Jean-Marie Mayeur, Les catholiques français et Benoît XV en 1917. Brèves remarques, *in* Chaline, *Chrétiens*, op. cit., p. 153-165, ici p. 155, ainsi que Claude Bellanger & al. (dir.), *Histoire générale de la presse française*. Vol. III: 1871-1940. Paris, 1972, p. 427.

[74] Voir à ce sujet Georges Goyau, La "Culture" germanique et le catholicisme, *in* Baudrillart, *La Guerre*, op. cit., p. 31-46. Sur le rôle du Comité dans la réintégration du catholicisme dans la société française, voir: Frédéric Gugelot, Charles Calippe. Un prêtre chroniqueur de la Somme en guerre, *14/18 aujourd'hui, today, heute. Revue annuelle d'histoire*, 1, 1998, Dossier sur "Pour une histoire religieuse de la guerre", p. 17-26, en particulier p. 21sq.

leur caution aux auteurs de l'ouvrage, dont ils certifient l'absolue fiabilité. Le livre parut en six langues[75] et était avant tout destiné aux catholiques des pays neutres. Il devait entre autres prouver la profondeur de l'enracinement de la foi catholique chez les soldats français, et dans l'armée française en général.

L'ouvrage collectif se signale par un ton résolument polémique et des propos parfois caricaturaux, qui ne peuvent qu'interpeller l'image que les catholiques allemands se font d'eux-mêmes. Au nom de l'épiscopat allemand, les cardinaux von Hartmann et von Bettinger expriment publiquement en juin 1915 leur indignation à lecture de ce libelle et adressent une lettre officielle à l'empereur Guillaume II. En août 1915, ils déposent même une plainte auprès de Benoît XV, qui cependant, neutralité oblige, les incite à revenir à l'amour mutuel et à la paix[76]. L'Allemagne est recouverte par la marée montante de réactions. L'une des premières réponses élaborées à l'ouvrage français vient du professeur de théologie de l'Université de Paderborn déjà cité, Arnold Joseph Rosenberg[77]. Celui-ci conteste avec véhémence l'amalgame entre "culture allemande" et "protestantisme", et soutient un discours apologétique de la première qui, précisément dans la guerre, "*se révèle au monde dans toute sa grandeur violente et néanmoins majestueuse*"[78]. Le député politique du Zentrum Matthias Erzberger demande à Rosenberg de rédiger un texte contradictoire, fondé sur des faits reconnus, en réponse à *La guerre allemande*. Ce texte sera publié dans un "mémorandum rédigé par des catholiques allemands" (*Denkschrift deutscher Katholiken*) en signe de protestation contre l'ouvrage collectif français[79]. Dans le même temps paraît l'ouvrage collectif dirigé par le jésuite

---

[75] Français, anglais, allemand, italien, espagnol et portugais. Voir A[rnold] J[osef] Rosenberg, Der deutsche Krieg und der Katholizismus. Entgegnung auf das Buch: „La Guerre allemande et le Catholicisme", *Theologie und Glaube*, 7. Jg., 1915, p. 353-369.

[76] Voir Protokoll der Bischofskonferenz, Fulda, 17.-19. August 1915, *in* Gatz, *Akten*, op. cit., p. 234 ; Schreiben von Hartmanns und von Bettingers an Wilhelm II., Schreiben der Bischofskonferenz an Benedikt XV. vom 17. August 1915, ibid., p. 245sq.

[77] Rosenberg, *Der deutsche Krieg*, op. cit..

[78] Id., p. 359.

[79] Arnold Josef Rosenberg, Die falschen Anklagen französischer Katholiken gegen Deutschland. Eine Entgegnung auf das Buch *La guerre allemande et le catholicisme*, in *Der deutsche Krieg und der Katholizismus. Deutsche Abwehr französischer Angriffe*. Herausgegeben von deutschen Katholiken. Berlin, 1915, p. 13-126.

Georg Pfeilschifter, *Deutsche Kultur, Katholizismus und Weltkrieg. Eine Abwehr des Buches La Guerre Allemande et le Catholicisme*. Un thème central des publications allemandes, en parfaite analogie avec l'ouvrage français, est de montrer toute l'ampleur des principes moraux et religieux qui animent les soldats catholiques allemands, à la différence des français. Il s'agit de réduire à néant les allégations selon lesquelles les soldats allemands seraient des barbares n'ayant aucune considération pour les femmes et les enfants. Les exemples fournis visent à démontrer qu'ils sont fermement ancrés dans la foi catholique, qui les immunise contre les tendances brutales qui se manifestent en temps de guerre et les maintient malgré cette dernière dans le souci de l'amour du prochain. Ces ouvrages seront également publiés en français et connaîtront plusieurs rééditions. Ils suscitent évidemment des réponses du côté français, qui provoqueront à nouveau des réactions côté allemand. Significatif de l'importance que prennent ces débats et de l'émotion qu'ils suscitent, leur déroulement est détaillé sous forme d'une chronologie des événements qui paraît dans le "Manuel religieux de l'Allemagne catholique" de 1914-1916[80].

Les évêques allemands se montrent plus mesurés dans leur participation officielle à ces controverses. Ils se plaignent certes auprès du pape de la conduite de leurs collègues français et se déclarent à l'empereur révoltés par les accusations portées par les catholiques français contre la "patrie allemande"[81], mais ils ne se présentent pas comme inspirateurs ou éditeurs des publications qui y répondent. L'archevêque de Cologne von Hartmann s'en explique ainsi : on ne doit pas "offrir à l'Histoire du monde le spectacle d'un épiscopat allemand en venant aux mains avec les épiscopats des pays voisins"[82], position modérée qui rejoint tout-à-fait celle prônée à cette époque par le Saint-Siège. Mais les évêques n'empêchent pas non plus la diffusion de ces publications, et laissent même entendre qu'ils sont en accord avec leurs contenus[83].

---

[80] Josef Selbst, Die kirchliche Zeitlage und das kirchliche Leben in den Jahren 1913-1916, *in* Hermann A. Krose S.J. (dir.), *Kirchliches Handbuch für das katholische Deutschland*. Band 5: 1914-1916. Freiburg, 1916, p. 73-128, ici p. 120-124.

[81] Kardinal Bettinger und Kardinal Hartmann an Wilhelm II. am 17. Juni 1915, *in* Gatz, *Akten*, op. cit., p. 245. L'ouvrage fournit également la réponse de Guillaume II au cardinal von Hartmann.

[82] Cité par Baadte, *Katholischer Universalismus*, op. cit., p. 100.

[83] Pfeilschifter voulait au départ utiliser ces correspondances de guerre des soldats catholiques pour apporter une preuve contradictoire aux accusations françaises. Son appel de mars 1916 à lui communiquer des lettres ayant un

Ces controverses, qui atteignent leur apogée éditoriale en 1915, verront les positions des uns et des autres se maintenir tout au long de la guerre, et fourniront bien après la fin de celle-ci les instruments d'attaques mutuelles.

Conclusion

À bien des égards, la Première Guerre Mondiale fut une opportunité pour les Églises : elle eut des incidences sur la spiritualité, et – ce qui est plus particulièrement l'objet de la présente étude – elle leur permit d'accroître leur influence sociale et politique. On observe à cette époque une accélération du processus de nationalisation du catholicisme en France et en Allemagne, qui contribue à une accentuation des frontières entre les deux nations. Le thème de l'amour du prochain et de l'amour de l'ennemi ne trouve guère d'écho dans les sermons de l'époque, ni en France, ni en Allemagne[84]. Et ce que nous avons décrit des catholiques vaut pour les protestants. Ainsi, Charles Babut, un pasteur français influent admet en 1916 qu'il faut mieux éviter ce sujet en période de guerre, car il s'expose à des difficultés et à l'incompréhension des fidèles : "L'amour envers tous les hommes n'est pas populaire aujourd'hui. Plusieurs le déclarent impraticable en temps de guerre"[85].

Les logiques nationales suscitent un tel élan au début de la guerre que, tout au long de celle-ci, le lien à Rome est rompu et l'obéissance au pape suspendue. La volonté d'en finir avec leur marginalisation sociale et politique en prouvant leur patriotisme est aussi pressante chez les catholiques allemands que chez les français. L'identification des catholiques à leurs nations respectives suscite une cohésion plus forte que la

---

contenu significatif fut diffusé dans plusieurs archives diocésaines. Il fut reproduit dans les bulletins officiels des diocèses sur instruction des évêques et les curés des paroisses furent encouragés à collaborer à cette collecte et à diffuser l'appel. Voir Diözesanarchiv Rottenburg: A 19.1a, Kriegverordungen 1914-1918; Archiv der Erzdiözese München und Freising: Ordinariat Kriegsseelsorge 1914-1918 (unverzeichneter Bestand). Voir aussi: Georg Pfeilschifter, *Feldbriefe katholischer Soldaten*. 3 Bde. Freiburg 1918.

[84] Voir Missalla, *„Gott mit uns"*, op. cit. ; Karl Hammer, *Deutsche Kriegstheologie 1870-1918*. München 1971 ; Eirich, *„Glaubenskünder Krieg"*, op. cit. ; Achleitner, *Gott im Krieg*, op. cit..

[85] Charles Babut, Conditions d'une mort chrétienne (6 avril 1916), p. 75, cité par Gambarotto, *Foi et Patrie*, op. cit., p. 287.

foi catholique qu'ils ont en commun. Des deux côtés du Rhin, la guerre conduit à placer la loyauté envers la nation au dessus d'une construction de soi par la religion, qui obligerait à l'universalité, à la solidarité et à l'amour du prochain[86]. Rome sait déjà que sa tâche la plus importante, après la guerre, sera de "restaurer les bases d'une Internationale catholique"[87]. Ce projet est soutenu par le clergé allemand, mais sans que celui-ci amorce une quelconque autocritique : dans le "Manuel de l'Allemagne catholique" de 1916, la responsabilité des dissensions internes de l'Église est rejetée sur les catholiques français[88].

Le rapport entre les catholicismes allemand et français restera conflictuel dans les années qui suivront la fin de la guerre. Catholiques français et allemands suivront l'évolution de la politique extérieure de leurs pays respectifs avec un regard imprégné par les méfiances nationales réciproques. Ils n'amorceront un rapprochement, là aussi en conformité avec les politiques de leurs États respectifs, qu'entre 1925 et 1930[89].

On peut retenir en résumé que l'Église catholique développe face à la guerre une réaction à deux niveaux, avec des déclinaisons divergentes. À Rome, les papes Pie X et Benoît XV ont à cœur de préserver l'unité de l'Église et de contribuer au retour à la paix. Ils rappellent les évêques des nations belligérantes à leur mission de paix et appellent à la modération. Les Églises allemande et française, par contre, qui s'opposent l'une à l'autre et s'identifient aux objectifs de guerre et d'après-guerre de leurs pays respectifs, contestent plus ou moins ouvertement les appels à la paix et à la réconciliation de leur Saint-Père de Rome. On trouve une indication de ce que ce conflit entre catholiques allemands et français se poursuit bien après la fin de la guerre, dans le texte de l'encyclique *Pacem Dei Munus* du 23 mai 1920, qui appelle à la réconciliation et demande aux évêques de tout mettre en œuvre pour restaurer un réel esprit de paix parmi les fidèles[90]. Les recherches en histoire des religions ont ainsi pu dater de la Première Guerre Mondiale la définition que le Vatican devait par la suite se donner de lui-même

---

[86] Baadte, Katholischer Universalismus, op. cit..
[87] Voir Selbst, *Kirchliche Zeitlage*, op. cit., p. 125.
[88] Id.
[89] Voir Marie-Emmanuelle Reytier, Les *Katholikentage* dans l'entre-deux-guerres, *14/18*, op. cit., p. 71-85.
[90] Konrad Repgen, Die Außenpolitik der Päpste im Zeitalter der Weltkriege, *in* Jedin & Repgen, *Die Weltkirche*, op. cit., p. 36-96, ici p. 51.

comme force internationale de paix[91]. Les constructions de l'ennemi, quant à elles, n'en deviendront pas moins prégnantes ultérieurement, l'antagonisme bipolaire entre France et Allemagne finissant seulement par s'atténuer au profit de la lutte contre le bolchévisme et le communisme[92].

[91] Hürten, *Die katholische Kirche*, op. cit., p. 725.

[92] Sur le vécu de la guerre et la construction de l'ennemi dans les milieux catholiques, en particulier pendant la Guerre froide, voir Monique Scheer, *Rosenkranz und Kriegsvisionen. Marienerscheinungskulte im 20. Jahrhundert*. Tübingen, 2006.

Guerre par devoir ou guerre par choix ?
Remarques sur un problème halakhique et ses perceptions actuelles

Stefan Schreiner

Les remarques qui suivent ont été inspirées il y a quelques temps déjà, et presque par hasard, par deux listes de diffusion de l'*Avodah/ Areivim Discussion Group*[1] trouvées sur Internet, auxquelles ont participé des érudits des milieux rabbiniques et leurs élèves en Israël et aux États-Unis. L'objet des discussions menées dans le cadre de ces deux listes de diffusion depuis le milieu des années 1990, soit sur une longue période, concernait des questions soulevées au regard de la Halakha par les développements récents du conflit israélo-palestinien.

La Halakha est le code juif, en développement continué à travers l'Histoire, qui regroupe les lois, coutumes et prescriptions religieuses qui règlent la vie quotidienne des Juifs. Elle se fonde sur les acquits des générations précédentes et sur les discussions et débats portant sur les problèmes qui se posent à la génération actuelle.

Le point de départ de l'une de ces discussions (et listes de diffusion) était de savoir si l'attaque du 25 février 1994 de Baruch Goldstein à la Mosquée d'Hébron et le meurtre de vingt-neuf Arabes musulmans était à considérer – d'un point de vue halakhique – comme un meurtre prémédité ou comme un acte de légitime défense en temps de guerre. Au cours du temps, cette question a peu à peu évolué en une discussion de fond sur l'interprétation halakhique du conflit israélo-palestinien, et par conséquent sur la présence militaire israélienne dans les territoires

[1] http://www.aishdas.org/avodah/

palestiniens occupés. L'objet de l'autre discussion (et liste de diffusion) était de savoir si le conflit israélo-palestinien – à nouveau d'un point de vue halakhique – est une guerre qui non seulement est légitime, mais constitue également un devoir, avec une conséquence pour les *Talmide hakhamim* (les élèves qui étudient dans une Jeschive, une Université talmudique), qui est d'avoir à effectuer le service militaire et, en plus, à participer aux affrontements dans les territoires occupés.

Nous n'entrerons pas dans le détail des évènements eux-mêmes qui ont déclenché les discussions auxquelles nous nous référons[2] : il ne sera question dans les lignes qui suivent que des seuls arguments qui ont été discutés sur la base de la Loi religieuse. Car ces thèmes discutés via liste de diffusion traitent aussi de questions politiques actuelles, qui donnent lieu à des arguments "pour" et "contre", tous dans la tradition rabbinique, laquelle s'appuie à son tour sur le Droit biblique. Moshe ben Maimon (Maimonide) (1138-1204), qui est toujours d'actualité, fait ici figure d'autorité halakhique, non sans raison : c'est lui, suivi de Moshe ben Nahman (Nahmanide) (1195-1270), de deux générations plus jeune, qui est le premier à concevoir un futur État juif régi par la Halakha.

A l'origine, la Halakha rabbinique, s'appuyant sur la tradition biblique, distingue en premier lieu ce qui est désigné par les expressions latines courantes *ius ad bellum* (le droit d'avoir recours à la guerre) et *ius in bello* (le droit qui s'exerce au cours de la guerre), et distingue également à l'intérieur du *ius ad bellum* (c'est-à-dire dans ce qui autorise l'entrée en guerre) différentes modalités et catégories, qui à leur tour vont avoir un effet rétroactif sur le *ius in bello* (une fois que la guerre est déclarée). Car le *ius in bello* dépend de la nature et des caractéristiques de la guerre, elles-mêmes définies par le *ius ad bellum* fondateur. Et celui-ci est établi par les *hakhamim*, car les érudits que l'on appelle les *Sages du Talmud* continuent jusqu'à ce jour, *mutatis mutandis*, à être compétents pour l'exégèse des textes anciens.

---

[2] Cf. à ce sujet entre autres le site Internet mémorial de Baruch Goldstein, récemment décédé : http://baruchgoldstein.com/ (page visitée le 1er juin 2009), et l'article en ligne d'Ariel Natan Pasko, Baruch Goldstein and Hebron Ten Years Later, *Arutz Sheva* (Israel National News), 2 mars 2004, http://www.israelnationalnews.com/Articles/Article.aspx/3408 (page visitée le 1er juin 2009).

La "guerre de mission" ou "guerre par devoir"

Au regard du *ius ad bellum* de la Halakha, deux sortes de guerres (légitimes) sont fondamentalement distinguées, et c'est ce dont il va être question dans la suite : la guerre "de mission" ou "guerre par devoir" (*milhemet mitzwa* ou *milhemet hova*) et la guerre "volontaire" ou "guerre par choix" (*milhemet reshut*). La guerre "de mission" et la "guerre par devoir" sont souvent confondues, et considérées ainsi que traitées de manière équivalente dans la littérature. A l'intérieur de cette guerre "de mission" ou "guerre par devoir" – la mission devenant un devoir dès lors que c'est Dieu qui est le donneur d'ordre (*ha-metsawweh*) dans la Torah – les sages du Talmud distinguent à nouveau trois catégories de situations ou de motifs qui la font apparaître comme une mission justifiée :

– La première catégorie d'une telle guerre de mission est la "guerre ordonnée sans conditions" par Dieu dans la Torah. Elle résulte du commandement divin d'expulser, et en fait de détruire, les "Sept Peuples Cananéens" à l'époque de la conquête de la Terre Sainte : *Ne laisse rien vivre* (Deutéronome 20,16-17 ; cf. également Josué 1, 1-5 ; 11 ; 12, 1-23 et Juges 3,1-6). Bien que d'un point de vue rabbinique unanime, cette guerre soir reconnue comme une guerre d'agression – Rabbi Reuven Firestone a qualifié cet ordre selon lui fondamental "d'appel à l'extermination de masse" et a parlé de cet épisode biblique comme du "génocide des habitants cananéens natifs du pays"[3] – elle tient son incontestable légitimité de sa provenance d'un ordre divin.

Cependant, comme ces peuples n'existent plus désormais, et que même leur souvenir s'est éteint, Moshe b. Maimon avait déjà tiré la conclusion que cette *mitzwa,* cet ordre, n'était plus applicable aujourd'hui (Mishneh Tora, *hil. melakhim* V, 4)[4]. Cela signifie qu'une

---

[3] Reuven Firestone, Islam Hijacked, *The Jewish Journal of Greater Los Angeles,* September 28, 2001, http://www.islamfortoday.com/firestone01.htm (page visitée le 1er juin 2009). Entre autres aussi Reuven Firestone, Conceptions of Holy War in Biblical and Qur'ānic Tradition, *Journal of Religious Ethics* 24 (1996), p. 99-118 ; Reuven Firestone, Holy War in Modern Judaism? "Mitzvah War" and the Problem of the "Three Vows", *Journal of the American Academy of Religion* 74 (2006), p. 954-982.

[4] Tous les renvois ou citations du code halakhique de Moshe b. Maimon *Mishneh Tora* (= Mishneh Tora) se fondent sur l'édition *Mishneh Tora hu ha-yad ha-hazaqa,* ed. M. D. Rabinowitz & al., 17 vol., Jerusalem 5741-5745/1981-1985. Les citations indiquées sont abrégées selon le modèle international. Une grande partie du texte ici est traduit en allemand avec les commentaires histo-

guerre menée avec pour but de détruire d'autres peuples, comme Dieu l'avait autrefois ordonné dans la Torah pour les Sept Peuples Cananéens, n'a plus aucune légitimité selon lui.

– Une deuxième catégorie de guerre de mission est illustrée par les modèles bibliques de la "guerre contre Amalec", d'une part, et des conquêtes des Israélites sous Josué dans le pays à l'est du Jourdain, d'autre part. Il est rappelé dans la Bible au sujet des Amalécites qu'ils ont attaqué les Israélites alors qu'ils fuyaient hors d'Égypte, et que les Israélites se sont opposés à eux pour les combattre et les détruire par ordre de Dieu (Deutéronome 25, 17-19). Contrairement à la destruction des Sept Peuples Cananéens, il s'agit ici d'une guerre qui n'était pas une guerre d'agression de la part des Israélites mais une guerre qui résultait d'une agression extérieure, celle des Amalécites.

Bien que la Bible rapporte que les Amalécites ont été battus également dans un esprit d'extermination ("*J'effacerai le souvenir d'Amalec*", Exode 17, 8-16), selon Moshe b. Maimon et les commentateurs qui s'appuient sur lui, ils n'ont pas disparu du monde. Du moins, n'est-il pas dit d'eux qu'ils ont cessé d'exister à l'instar des Sept Peuples Cananéens. Au cours de l'histoire, ils se sont continuellement soulevés contre Israël en prenant une autre apparence. Dans l'idéologie du *Gush Emunim* (le "Bloc des Fidèles"), les Palestiniens sont par exemple confondus avec Amalec. Parce qu'Amalec n'a non seulement pas disparu de l'histoire, mais est aussi présent aujourd'hui encore, l'ordre de combattre Amalec et d'effacer son souvenir ("*Souviens-toi de ce que t'a fait Amalec*", Deutéronome 25,17) est toujours en vigueur, comme auparavant (Mishneh Tora, *hil. melakhim* V, 5). Par conséquent, une guerre définie comme "une guerre contre Amalec" est, de ce fait même, légitimée.

Les récits bibliques des conquêtes des Israélites sous Josué dans la partie orientale de la Jordanie recèlent une dimension supplémentaire, qui joue également un rôle aujourd'hui encore. Il y est raconté que les conquêtes des pays d'Edom, de Moab et d'Ammon ont été systématiquement précédées d'une forme de proposition de paix. Ce n'est qu'une fois que celle-ci a été refusée que l'attaque a été lancée. Moshe b. Maimon en conclut : "Même si Israël mène une guerre que Dieu a ordonnée

---

riques et halakhiques qui y sont relatifs, à lire *in* Johann Maier, *Friedensordnung und Kriegsrecht im mittelalterlichen Judentum – dargestellt auf der Basis der Schriften des Maimonides,* Barsbüttel, 1993 (Beiträge zur Friedensethik, Bd. 16) ; et Johann Maier, *Kriegsrecht und Friedensordnung in jüdischer Tradition,* Stuttgart-Berlin-Köln, 2000 (Theologie und Frieden, Bd. 1).

afin de conquérir un pays et soumettre un peuple, la paix doit d'abord être proposée, et certes aux conditions d'Israël. Si le peuple en question n'est pas prêt à accepter les conditions d'Israël, et cela signifie se soumettre à Israël et lui payer des impôts, alors les combats peuvent commencer (Mishneh Tora, *hil. Melakhim* VI, 1 -2)[5].

– La troisième catégorie de guerre de mission est basée sur le droit à l'autodéfense et signifie par là une guerre dont le but est (auto) défensif. Moshe b. Maimon la nomme "le sauvetage d'Israël des mains d'un ennemi qui l'attaque" (Mishneh Tora, *hil, melakhim* V, 1) où le mot "Israël" se comprend ici aussi bien au pluriel qu'au singulier, c'est-à-dire la totalité du peuple d'Israël aussi bien que chaque Juif pris individuellement. De ce fait, une guerre d'autodéfense n'est pas seulement et d'abord légitime lorsque "la communauté d'Israël" est agressée, mais selon *Sefer ha-hinnukh*[6], elle est déjà justifiée lorsqu'un Juif isolé est attaqué, agressé, ou si sa vie est menacée. Cependant, une controverse a été ouverte, qui a porté sur la définition de l'attaque, de l'agression et de la menace de mort : s'agit-il d'une attaque ou d'une agression effective, ou bien la connaissance qu'on a de l'intention d'un agresseur potentiel suffit-elle déjà ?

Cette question prête d'autant plus à discussion que la phrase classiquement citée du Talmud babylonien (*Sanhedrin* 72a) qui y répond est grammaticalement à double sens : *im ba le-horgekha hashkem we-horgo* peut aussi bien vouloir dire : "*Quand quelqu'un* est venu *pour te tuer, devance-le et tue-le*" que "*Quand quelqu'un* vient *pour te tuer, devance-le et tue-le*". Par conséquent, savoir si la tentative de tuer doit déjà avoir été mise à exécution, ou si le fait de l'envisager est un motif suffisant de "devancer et de tuer" (voir Talmud babylonien, *Bava Qamma* 117b ; Sanhedrin 72b ; Mishneh Tora, *hil. nizke mammon* IX, 6 ; *hil. rotzeah* I, 6-7) est une question a été controversée. Et la seconde des interprétations qui a été finalement retenue n'est pas seulement communément acceptée, elle est également passée dans la Halakha (Shulhan Arukh, *Orah hayyim* § 329,6).

En d'autres termes, une guerre préventive peut s'appuyer sur la Halakha en vigueur, car la connaissance d'une intention d'agression

---

[5] Moshe b. Maimon se sert ici d'ailleurs de la même argumentation que le Coran, Sourate 9, 29sq.

[6] David b. R. Avraham Pipano, *Sefer ha-hinukh al taryag mitzwot ha-Tora le-ehad mi-gedole ha-rishonim – im be'ur Me'il ha-efod ha-mefa'neah – shitat ha-Hinukh be-khol maqom u-me'ir meqorotav*, Jerusalem [5]758 (= 1997), mitzwa n° 425.

suffit déjà pour la justifier comme un acte légitime d'auto-défense. Par intention connue, il faut considérer selon la *Mishna Berura,* commentaire autorisé de la Halakha[7], une intention qui a été exprimée par l'agresseur potentiel (par exemple dans sa propagande) ou qui provient d'une source crédible (par exemple des services de renseignements).

C'est dans cette dernière acception qu'ont été interprétés l'attaque de Baruch Goldstein contre la mosquée d'Hébron et le meurtre des musulmans qui étaient en train d'y prier, épisode dont il est question dans les listes de diffusion citées : puisque dans la mosquée ont été prêchées la haine et l'incitation à attaquer Israël[8], ces faits impliquent une intention connue d'agression, ce qui, dans cette discussion halakhique, fait tomber l'attentat de Baruch Goldstein sous le coup du principe cité précédemment : *im ba le-horgekha hashkem we-horgo* – "*quand quelqu'un vient pour te tuer, devance-le et tue-le !*" (Talmud babylonien, *Sanhedrin* 72a), et de ce fait justifie cet attentat comme "mesure préventive légitime". Cela d'autant plus que le but premier d'une "guerre légitime" *pikkuah nefesh* est le sauvetage et la protection de la vie juive et ce au prix de la vie de l'agresseur (Shulhan Arukh, *Orah hayyim* §§ 160, 22 ; 248, 41 ; 329, 1).

La guerre "volontaire" ou "guerre par choix"

Le pendant de la "guerre de mission" est appelé par les sages du Talmud *milhemet reshut*, guerre menée "volontairement" ou "par choix". R. Jehuda explique la différence entre choix et devoir de la manière suivante : "*milhemet reshut* signifie que nous allons à leur rencontre ; *milhemet hova* signifie qu'ils se dirigent vers nous (et que nous nous défendons)" (Talmud de Jérusalem, *Sota* VIII,10/23a). Selon Moshe b. Maimon, et cette définition est acceptée dans la tradition halakhique, une guerre par choix est "une guerre menée contre d'autres peuples, afin d'étendre les terres de l'État d'Israël et accroître sa grandeur et sa gloire (Mishneh Tora, *hil. melakhim* V, 1). Les exemples bibliques et les modèles historiques d'une guerre menée "volontairement" ou "par choix" sont fournis par les conquêtes du roi David (1 Samuel ; 2 Samuel). En langage d'aujourd'hui, David M. Elcott considère qu'une telle guerre est

---

[7] Yisrael Meir Kagan („Hofetz Hayyim"), *Mishna Berura* zu Shulhan Arukh, *Orah hayyim* § 329,6, note 15.

[8] Cf. pour plus de détail : http://www.torah.org/learning/issues/goldstein.html (page visitée le 1er juin 2009) ainsi que les textes des pages web citées note 2.

une guerre "d'expansion ou pour l'accroissement du pouvoir ou des richesses (par exemple pétrole, terres, pouvoir, influence)".

Les érudits ont par conséquent discuté, et discutent encore (Moshe b. Maimon et Moshe b. Nahman avaient déjà à ce sujet des opinions divergentes), pour savoir si les guerres de conquête (ou de reconquête, selon la position que l'on a), qui visent établir (ou rétablir) l'intégrité (ou l'intégralité) de l'État d'Israël, relèvent ou non de cette catégorie. Moshe b. Maimon ne fait pas figurer dans sa liste des "guerres par devoir" une mission qui serait de rétablir l'intégrité du pays d'Israël dans ses frontières anciennes, celle de l'*Eretz Israël* (comprenant notamment la Cisjordanie), alors que Moshe b. Nahman le fait figurer, certes avec toute la prudence requise, dans son *Sefer ha-Mitzwot* (cf. sous *mitzwat aseh* n° 4 et 7)[9].

Il y eut également des divergences d'opinions sur le droit à mener une guerre pour empêcher, par exemple, l'intrusion d'idolâtres dans *Eretz Israël*, et par conséquent pour chasser les apostats et les hérétiques hors du pays (Talmud babylonien, *Sota* 44b). Car, selon Moshe b. Maimon, on doit empêcher les apostats et les hérétiques, et ce même au prix de leur vie, de pénétrer dans le pays, quand et là où cela est possible (Mishneh Tora, *hil. rotzeah* XII, 12 ; cf.. ibid. IV, 10-11 et Talmud babylonien, *Avoda Zara* 15b).

Le problème de la participation à la guerre

Pourquoi ces distinctions ? Traitant des motifs qui ont incité les anciens érudits à distinguer ces deux types de guerre, Reuven Firestone a certainement raison lorsqu'il dit qu'ils souhaitaient en cela tenter de "définir et d'éliminer un dangereux phénomène qui a, par le passé, apporté par deux fois la dévastation au peuple juif. La grande révolte de 66 EC et la rébellion de Bar Kokhba de 132 EC – deux des évènements les plus terribles et aux effets les plus catastrophiques qu'ait jamais connu le peuple juif – ont été inspirées par des idées de guerre sainte juive"[10]. La différenciation et la claire séparation de ces deux types de guerre l'une de l'autre sont importantes pour deux raisons : d'une part, chaque

---

[9] *Sefer ha-mitzwot leha-RaMBaM im hassagot ha-RaMBaN,* ed. Ch. D. Chavel, Jerusalem [10]1981, p. 154 & 158.

[10] Reuven Firestone, "This War is about Religion and cannot be won without it", Revue en ligne *Sh'ma* http://www.shma.com/dec01/firestone.phtml (cette page a été retirée depuis).

guerre exige sa propre autorisation (*hetter milhama*) avant de pouvoir commencer, d'autre part, toutes les personnes aptes à faire leur service militaire n'ont pas besoin de participer à toutes les guerres, comme l'explicitent déjà les dispositions de la Bible concernant la guerre (Deutéronome 20).

"Dans le cas d'une guerre par devoir (*milhemet mitzwa*), explique Moshe b. Maimon, [le Roi] n'a pas besoin d'une autorisation ou des pleins pouvoirs (*reshut*) d'une Cour de Justice, mais il s'engage à chaque fois lui-même dans la guerre, et contraint le peuple à s'y rendre avec lui" (Mishneh Tora, *hil. melakhim* V, 2). Comme le pense David M. Elcott dans des termes plus contemporains, une guerre par devoir peut être expliquée par un chef d'État ou par un chef militaire. Une guerre par choix, au contraire, nécessite selon Moshe b. Maimon "une décision du Conseil des Soixante-et-onze (c'est-à-dire du Sanhédrin, le Haut-Conseil)" (Mishneh Tora, *hil. melakhim* V, 2). Toujours en des termes plus contemporains : elle nécessite une décision du Parlement, expression souveraine du peuple, ou de la Cour constitutionnelle[11].

La question du caractère de la guerre et de ce qui autorise à la faire a des conséquences directes sur la participation individuelle à celle-ci. Déjà, les dispositions bibliques relatives à la guerre identifient certaines personnes qui sont dispensées de participer à la guerre (Deutéronome 20, 5-8) :

> (5) Alors, les chefs de liste doivent dire au peuple : Y en a-t-il un parmi vous qui a construit une nouvelle maison et qui n'y a pas encore emménagé ? Qu'il se retire et fasse demi-tour vers sa maison, afin qu'il ne tombe pas au combat et qu'un autre y emménage. (6) Y en a-t-il un parmi vous qui a établi un vignoble et n'y a pas encore tenu les premières vendanges ? Qu'il se retire et fasse demi-tour vers sa maison, afin qu'il ne tombe pas au combat et qu'un autre vendange en premier. (7) Y en a-t-il un parmi vous qui s'est fiancé avec une femme et qui ne l'a pas encore épousée ? Qu'il se retire et fasse demi-tour vers sa maison, afin qu'il ne tombe pas au combat

[11] En renvoyant à cette nécessaire autorisation par le "Conseil des Soixante-et-onze", R. Ovadya Yosef, le Grand Rabbin séfarade d'Israël écrivait déjà il y a des années dans un article controversé : "*Et en fonction de cela, nous apprenons que même selon le Ramban, il n'y a aucun commandement qui nous prescrive de partir en guerre et risquer nos vies pour défendre le contrôle de territoires que nous occupons contre la volonté des nations du monde*" ; car les opérations dans les territoires occupés sont des *milhemet reshut* (ce qui signifie guerre menée volontairement), qui devraient donc être approuvées par le Sanhedrin (Ceding territory of the Land of Israel in order to save lives, in *Crossroads ; Halakha and the Modern World* 3 (1990), p. 11-28).

et qu'un autre se marie avec sa femme. (8) En outre, les chefs de listes doivent dire au peuple : Y en a-t-il un parmi vous qui a peur et manque de courage ? Qu'il se retire et fasse demi-tour vers sa maison, afin qu'il ne tombe pas au combat et qu'en plus il décourage ses frères.

Il n'est cependant pas précisé dans ce texte si les personnes énumérées sont libérées de tout type de guerre, ou si leur dispense n'est valable que pour des guerres spécifiques, et si tel est le cas, pour quelles guerres. Face à cette incertitude, il revenait aux érudits des temps post-bibliques d'établir des règles adaptées. Selon la Mishna (*Sota* VIII, 4-10 ; cf. également Talmud de Jérusalem, *Sota* VIII, 4-10/22d-23a ; Talmud babylonien, *Sota* 44b), ils décidèrent que cette exemption de service ne serait valable que pour les guerres "volontaires" ou "par choix", et non pour une guerre "de mission" ou "par devoir". Car "dans le cas d'une guerre ordonnée [par la Torah], tous se rendent à la guerre, *même un époux quitte sa chambre nuptiale, et une épouse son lit nuptial*" (Mishna, *Sota* VIII, 10 se référant à Joël 2, 16).

La question contemporaine, qui est de savoir si les *Talmide hakhamim* doivent accomplir le service militaire en Israël ou s'ils en sont dispensés en raison de cette décision halakhique, n'est pas encore réglée à partir de ces éléments, et ce pour deux raisons que reprend la discussion halakhique suivante :

– D'une part, selon la Halakha en vigueur, l'accomplissement d'une *mitzwa*, une obligation religieuse, exclut l'accomplissement (simultané) d'une autre. Si dans Deutéronome 20 certaines personnes sont exemptées de l'accomplissement de la *mitzwa* de se rendre à la guerre, bien que le motif de leur dispense ne soit pas du tout une *mitzwa* – planter un vignoble, construire une maison, épouser une femme, tout cela n'est en rien une *mitzwa* au sens de Deutéronome 24, 5 ! –, à combien peut-on estimer le nombre de personnes qui doivent être libérées de l'accomplissement de la *mitzwa,* alors qu'elles n'accomplissent pas n'importe laquelle, mais la plus importante *mitzwa*, l'étude de la Torah de leur propre gré (*tora li-shmah*).

– D'autre part, même lorsqu'on part du principe – du point de vue halakhique – que l'installation d'Israël dans un conflit militaire avec ses voisins palestiniens correspond à une guerre "de mission", et par conséquent à un "devoir" (*milhemet mitzwa*), comme le pensent une grande part, sinon la majorité des autorités halakhiques aujourd'hui, la question reste cependant ouverte de savoir si les règles précitées que les érudits ont établies à partir de la Mishna et du Talmud (Mishna, *Sota* VIII et Talmud babylonien, *Sota* 44b) s'appliquent malgré tout à l'accomplissement de leur service militaire par les *Talmide hakhamim*,

et ce même si dans la Mishna il est dit : "dans une règle d'obligation *ha-kol yotz'in* (tous sont concernés)". Les *Talmide hakhamim* sont-ils inclus dans ce "tous" ?

La discussion met d'abord en avant le principe exégético-herméneutique *ēn lemedin min ha-kelalot* (Talmud babylonien, *Eruvin* 27a). Ce principe affirme qu'on ne peut proprement envisager aucune généralisation, là où la Mishna parle de *kol* (tous), qu'on ne peut pas non plus parler de "tous sans exception", car s'il ne peut pas toujours exister des exceptions, des exceptions doivent cependant toujours être envisagées. Dans ce cas, les *Talmide hakhamim* seraient l'exception à admettre.

Même si on en déduit que les *Talmide hakhamim* doivent aussi accomplir le service militaire, parce que le service militaire concerne une guerre "de mission" par conséquent "un devoir", Moshe b. Maimon et d'autres après lui ont attiré l'attention sur l'exception liée à la règle qu'une personne qui se consacre à l'étude de la Torah n'est pas obligée d'interrompre cette étude pour accomplir une autre *mitzwa*, si celle-ci peut être accomplie par d'autres. Car Moshe avait ainsi résumé la Halakha en vigueur dans son code (Mishneh Tora, *hil. talmud tora* II, 3-4) : "(3) il n'y a pas d'obligation (religieuse) (*mitzwa*), qui pèse plus que *l'obligation d'étudier la Torah* (*mitzwat talmud tora*). Au contraire, *l'obligation d'étudier la Torah* pèse autant que toutes les autres obligations (*mitzwot*) (religieuses) réunies : car *l'obligation d'étudier la Torah conduit au faire* (Mishna, *Pea* I,1). C'est pourquoi l'étude de la Torah est prioritaire devant toutes les autres. (4) Si jamais quelqu'un doit choisir entre l'accomplissement de n'importe quelle *mitzwa* et l'accomplissement de la *mitzwat talmud tora*, alors il n'a pas le droit d'interrompre l'étude de la Torah si l'autre *mitzwa* peut aussi être accomplie par quelqu'un d'autre. Seulement lorsque cela est impossible, alors il doit accomplir l'autre *mitzwa,* mais doit à nouveau retourner à l'étude de la Torah (Talmud d'Jérusalem, *Pesahim* III,7/30b) après cela". On peut donc en déduire que ceux qui se consacrent à l'étude de la Torah sont exclus de l'accomplissement du *devoir* (*mitzwa*) de participer à une guerre "de mission", aussi longtemps qu'il en existe d'autres qui peuvent remplir cette *mitzwa* à leur place[12].

Naturellement, on peut au final se demander quelle est la pertinence d'une telle discussion halakhique sur le fondement des droits

[12] Cf. à ce sujet Shaul Wallach, Army Service – a Halakhic Perspective, *Mail. Jewish List*, Vol. 17, n° 29, 15 décembre 1994, http://www.ottmall.com/mj_ht_arch/v17/mj_v17i29.html (page visitée le 1er juin 2009).

bibliques et leur interprétation rabbinique dans les débats sur la situation politique et militaire actuelle au Proche Orient. Marc Gopin, rabbin et politologue qui traite de cette question depuis des années[13], a sûrement raison lorsqu'il va répétant à l'envi que "ceux qui ont leurs racines dans la Bible ne prennent en pratique aucune décision relative au conflit en s'inspirant de la Bible". Pourtant il ne faut pas oublier que la tradition rabbinique, non seulement n'a rien perdu de son actualité, mais qu'elle joue comme autrefois, même si ce n'est pas dans les mêmes proportions, un rôle central dans la politique, et pas seulement sur le plan de la discussion théorique. Il n'est, pour s'en convaincre, qu'à évoquer ici le *Gush Emunim* (le "Bloc des Fidèles") et son idéologie. Haim Cohen le résumait en parlant d'une "politisation de la Halakha[14]". On pourrait aussi parler de son instrumentalisation, car c'est bien de cela qu'il s'agit.

---

[13] Marc Gopin, *Between Eden and Armageddon: The Future of World Religions, Violence and Peacemaking*, Oxford, 2000 ; Marc Gopin, *Holy War, Holy Peace: How Religion Can Bring Peace to the Middle East*, New York, 2002 (2005) ; Marc Gopin, *Healing the Heart of Conflict*, New York, 2004 ; Marc Gopin, Religion as an Aid and a Hindrance to Post-conflict Coexistence Work, *in* Antonia Chayes & Martha L. Minow (eds.), *Imagine Coexistence: Restoring Humanity After Violent Ethnic Conflict*, San Francisco, CA, 2003, p. 252-66 ; Marc Gopin, Jewish-Islamic Negotiations in Israel and Palestine: A Participants Observer's Critical Analysis, *in* Anna Lannstrom (ed.), *Promise and Peril. The Paradox of Religion as Resource and Threat*, Notre Dame, IN, 2003, p. 22-36 ; Marc Gopin, Judaism and Peacebuilding in the Context of Middle Eastern Conflict, with an Appendix: Peacemaking Qualities of Judaism as Revealed in Sacred Scripture, *in* Doug Johnston (ed.), *Faith-Based Diplomacy: Trumping Realpolitik*, New York, 2003, p. 91-123.

[14] Haim Cohen, "Dangerous Halakhah", http://www.come-and-hear.com/supplement/free-judaism-cohen.html (disponible au format rtf: www.come-and-hear.com/supplement/free-judaism-cohen.rtf, page visitée le 1er juin 2009).

Typifications

L'ennemi intérieur
La figure du traître en temps de paix et en temps de guerre

Sébastien Schehr

Parmi les nombreuses représentations possibles de l'ennemi, il en est une, peu discutée par la sociologie bien qu'elle soit omniprésente dans l'histoire, l'imaginaire et l'expérience sociale. C'est celle du traître, l'ennemi intérieur par excellence. Cette figure honnie en temps de paix comme en temps de guerre focalise contre elle – et depuis toujours – les passions collectives. En se penchant sur la signification sociologique de la trahison, nous montrerons en quoi les actions qu'elle suppose ou qu'elle qualifie font du traître un ennemi particulier, qui interroge fondamentalement nos appartenances et nos liens. Puis, nous verrons qu'un certain nombre d'éléments contextuels – situations de conflit ou de guerre, rapports de force – peuvent avoir une influence considérable dans la construction de cette figure atypique. L'ombre du pouvoir plane en effet irrémédiablement sur toute trahison : nous serons ainsi amenés à souligner que l'invention et l'instrumentalisation du traître procède d'un formidable pouvoir d'occultation permettant à la fois d'expliquer le "perturbant" et de neutraliser les dissensions qui traversent tout ensemble social lors de situations de crise ou de conflits.

La signification sociologique de la trahison

La plupart des actions qualifiées de trahison peuvent être regroupées en deux grandes familles ayant la même signification sociologique

(Akerström, 1991) : il y a d'un côté les actes relatifs à une révélation ou une transmission d'information (d'un secret par exemple), et de l'autre, ceux impliquant une soustraction physique et mentale, un exit dans la terminologie d'Hirschman. Au premier type correspond l'espionnage, les différentes formes de divulgation, le fait de "balancer"… Au deuxième le fait de déserter, de faire défection, de changer sa loyauté, de se convertir ou d'être infidèle. Chacun de ces actes implique une rupture ou une séparation. Toutes ces actions nous renvoient donc à l'idée d'un "franchissement" ou d'un "dépassement" des frontières physique et/ou symbolique d'un groupe social donné. Selon Pozzi, la trahison est ainsi rupture "*d'un pacte social, de l'enchevêtrement de contrats, de serments, d'émotions, d'identifications et d'autres liens primaires qui constituent le nous*" (Pozzi 1999, p. 5). La trahison suppose donc une différenciation initiale entre un "Nous" et un "Eux" ainsi qu'un "mouvement" de l'intérieur vers l'extérieur : c'est ce "mouvement" qui sera qualifié de trahison par les membres du "Nous". Dit autrement, il ne saurait y avoir de trahison et donc de traître sans l'existence préalable d'un lien.

On peut caractériser ce "Nous" comme étant une forme ou un ensemble de relations qui se constituent, s'autonomisent et se renforcent par différenciation avec l'environnement : ce "Nous" peut être une simple dyade ou impliquer des millions de personnes. Cette différenciation suppose donc l'institution concomitante d'une frontière délimitant l'identité du "Nous", son espace de développement, permettant ainsi la régulation des interactions avec l'environnement. Ce "Nous" n'a rien de labile ni de fugace : il est différenciation dans la durée. Ce point est important et joue d'une manière centrale dans l'appréhension d'un acte comme trahison: sa prise en compte permet par exemple de faire un distinguo entre ce qui relève du témoignage et ce qui relève de la délation (et donc de la trahison). Un témoin n'a généralement pas de liens avec ceux qu'il dénonce, alors qu'un délateur (un indic par exemple) fait généralement partie des proches ou des complices de ceux dont ils rapportent les faits. Le délateur fait donc partie des initiés, le témoin non, et c'est pour cette raison que sa dénonciation sera perçue par le "Nous" comme une trahison (Brodeur 2005, p. 8).

Les frontières de la trahison sont donc le produit d'une histoire, d'un passé, de routines, d'expériences communes… À partir du moment où ce "Nous" est formé et institué, c'est-à-dire dès qu'il acquiert une certaine consistance, un certain nombre d'expériences (pratiques, croyances, représentations, routines, actions, informations…) ne peuvent être

partagées légitimement avec un tiers extérieur par l'individu qui en est membre sans violer du même coup les frontières symboliques de l'ensemble.

Cependant, les actes qualifiés de trahison – révéler un secret, quitter un groupe, se convertir… – ne sont pas seulement des actes que l'on peut assimiler à des ruptures "en soi" : ce sont aussi des violations de la confiance et de la loyauté escomptées dans toutes les relations ou liens qui constituent un "Nous". Autrement dit, ce sont également des atteintes aux attentes mutuelles, des dommages aux exigences de réciprocité propres à tout ensemble social. Pour paraphraser Schurmans, nous pourrions dire que la situation de trahison se résume dans la formule "quelque chose qui allait bien jusqu'alors ne va plus" : un équilibre expérimenté par les membres du "Nous" est rompu (Schurmans, 2003). C'est une "*situation de crise*" au sens de Berger et Luckmann, qui, comme telle, peut amener à une "*rupture de la réalité*" (Berger & Luckmann, 1989). De par son acte, le transgresseur est donc perçu par les autres membres du "Nous" comme ayant franchi la limite, la frontière qui les sépare de l'extérieur : il est stigmatisé comme traître, la rupture devient ainsi effective dès qu'elle est entérinée par les membres du "Nous". La définition de la situation est alors commune. Ce franchissement est donc vécu non seulement comme un acte contre le "Nous" mais aussi comme une attaque contre la manière dont l'ensemble se pense, se rêve et s'imagine (Ben-Yehuda 2001).

Une autre caractéristique essentielle de toute trahison doit être soulignée : la trahison présente toujours une configuration ternaire ou triadique (Akerström 1991, Petitat 1998, Pozzi 1999). La trahison exige ainsi "*quelqu'un qui est trahi, quelqu'un qui trahit et quelqu'un au nom duquel on trahit*" note par exemple Pozzi (1999, p. 9). La trahison ne peut émerger et devenir effective qu'entre ces trois pôles, et cela, indépendamment des relations ou des types de "Nous" visés par la trahison (dyades ou groupes plus importants), des raisons qui poussent à trahir, ou des actes mis en cause (révélation ou soustraction). Pour simplifier, disons que la trahison implique une relation entre deux amis et un "étranger" (Petitat 1998) : l'un des deux amis rompt la relation et s'en va pactiser avec ce dernier. Il trahit. La trahison se déploie donc dans un espace ternaire : c'est une coalition de deux éléments contre le troisième (Caplow 1984). Ou plus exactement : c'est une coalition de deux éléments contre le troisième, l'un des deux éléments coalisés ayant changé de coalition (A et B sont alliés contre C. B trahit s'il s'allie avec C contre A).

Le traître occupe ainsi une position particulière dans toute configuration : ne serait-il pas le "tiers absolu" (Pozzi 1999), le "tertius gaudens", c'est-à-dire le "troisième larron" dont parle Simmel dans son essai sur la détermination quantitative du groupe ? Rappelons que dans une configuration ternaire, le tertius gaudens fait de l'action réciproque entre les parties et lui-même un "*moyen au service de ses fins propres*" (Simmel 1999, p. 139). Le troisième larron fait donc tourner à son propre avantage la dissension, la dualité qui existe entre deux protagonistes : il sacrifie les intérêts du "Nous" à son programme privé (Caplow 1984). Sans forcément s'impliquer ou prendre partie, il transforme sa faiblesse en force : le tertius gaudens détient ainsi la clé de la situation puisqu'il peut faire basculer l'opposition entre les deux acteurs. Dans les cas étudiés tant par Simmel que par Caplow, le tertius gaudens est ainsi le partenaire recherché (il fait d'ailleurs payer cher son appui). Notons que ni Simmel, ni Caplow n'évoquent directement la figure du traître. Et pour cause : le traître n'est pas un tiers, il le devient. Nous devrions dire qu'il se met (ou est mis) en position de tertius gaudens, il ne l'est pas tant qu'il n'a pas agi (c'est-à-dire : tant qu'il n'a pas été infidèle, tant qu'il n'a pas rompu le secret, transmis l'information, fait défection…). Ou plus exactement, si la trahison nécessite bien trois pôles, et donc un point d'appui extérieur (Nous/Ego/Eux), Ego n'apparaît comme tiers aux yeux des autres protagonistes qu'au moment de sa transgression. Il ne peut donc être le "partenaire recherché" dont parlent Simmel et Caplow.

Réactions sociales à la trahison et menaces de dissolution

Si l'image du traître hante toute relation et tout collectif, c'est que la trahison constitue une menace de premier plan pour tout ordre social. La trahison pose en effet à tout ensemble la question de la dissolution des liens qui le constituent. Le traître n'étant pas un ennemi du dehors, son action produit un effet de surprise : par sa rupture, il prend au dépourvu les protagonistes de la relation et provoque une déchirure laissant des traces profondes (Olender 1988). La soudaineté de la trahison, sa temporalité, empêche ainsi les membres du "Nous" de mobiliser les réponses habituelles ou d'en créer ipso facto de nouvelles : "*incompréhensible, l'acte terrasse. Bien souvent le temps se fige à l'endroit de la blessure. Les uns et les autres se trouvent d'autant plus démunis après la fracture, qu'ils ne disposent pas véritablement de mots, repères ou références épistémologiques pour en parler et donc se libérer*" (Prieur 2004, p. 13). Quelque chose s'effondre, des repères s'évanouissent, des

routines deviennent inopérantes. Le doute s'installe. La nostalgie d'une confiance sans limite envahit la partie trahie en même temps que se brise sa capacité immédiate d'action[1]. Comme le précise Kaes, si la trahison est toujours ressentie intensément, c'est qu'elle engendre une crise à la fois psychique et sociale : elle est autant attaque contre l'illusion fondatrice du "Nous" et les croyances communes, qu'atteinte aux processus de régulation et de conservation du groupe (Kaes 1999). Elle implique une brutale désidentification. De plus, certaines trahisons provoquent un choc d'autant plus important que les membres du "Nous" n'ont pas la possibilité de répondre à celui ou celle qui vient de les quitter : comme le dit Hirschman à propos de la défection, par leur départ, ces personnes ont "*posé un argument sans réplique*" qui laisse le groupe démuni, orphelin d'un contradicteur possible (Hirschman 1995, p. 194-195).

Cependant, l'expérience de la trahison ne se limite pas à celle de l'effroi : en effet, à la stupeur initiale fait souvent place à un sentiment de colère voire de haine pour le renégat. Le souvenir du "Nous" étant encore vivace, l'opposition présente apparaît d'autant plus intolérable qu'elle est encore jaugée à l'aune de cette relation initiale. Comme le rappelle Simmel, la violence de la relation ne peut se comprendre qu'en raison de sa spécificité, à savoir qu'elle n'est pas le fait de deux étrangers: "*…les deux parties ne pourront bien souvent établir leur différence [que] par rapport à la similitude dont le souvenir est toujours présent*". Et de rajouter : "*il n'y a pas en général de "respect de l'ennemi", un phénomène très important du point de vue sociologique, quand l'hostilité est née à partir de solidarités anciennes*" (Simmel 1999, p. 292). Une étude récente sur les réactions à la trahison va d'ailleurs dans ce sens : elle montre que les sentiments les plus courants éprouvés à l'égard du traître sont la rancune et l'envie de vengeance (Finkel & al. 2002). Rappelons que la rancune n'est pas un souvenir comme les autres : la rancune est fixation sur le passé, désir d'un impossible arrêt (Cornu 1981). La rancune assigne le traître à sa trahison : "*elle a pris autrui comme un tout monolithique, inamovible ; elle l'a totalisé dans l'être coupable*" (idem, p. 166). Elle est refus du temps et du changement. Ce faisant, la rancune maintient le traître dans la séparation et la distance : à la séparation initiale (l'acte de trahison) répond celle à l'initiative du trahi (la rancune).

---

[1] James le dit à sa façon : "*détruisez cette assurance intime, si vague soit-elle, et du même coup, vous éteignez pour eux toute la lumière et tout l'éclat de l'existence. Et souvent alors ils considèreront celle-ci d'un regard sombre et désespéré*" (cité par Lapoujade 1997, p. 88-89).

Contextes conflictuels et construction de "l'ennemi intérieur"

En cherchant à caractériser la trahison, nous avons insisté sur quelques éléments structuraux, que l'on retrouve d'une trahison à l'autre. Cependant, il faut aussi souligner que celle-ci est susceptible de prendre un sens et une connotation différents selon l'environnement dans lequel elle se déroule. Ainsi, le type d'interaction qui se joue entre le "Nous" et le "Eux" de même que le cadre normatif dans lequel celle-ci s'inscrit peuvent conditionner à la fois la sensibilité du groupe aux transgressions (leur évaluation de la trahison comme menace) et le type de réaction sociale qu'elle engendre (on pourra, selon le contexte, relativiser ou punir plus ou moins sévèrement la trahison). Les actes susceptibles d'être qualifiés de trahison – s'ils se rapportent in fine toujours à la violation de la confiance et de la loyauté – peuvent dès lors connaître une inflation considérable.

C'est le cas des situations de crise et de conflit. Rappelons que tout conflit implique une polarisation de la relation "Nous"/"Eux" qui se transforme en relation de type "ami"/"ennemi". Comme l'ont montré tous ceux qui se sont penchés sur les fonctions socialisantes du conflit, l'animosité qu'inspire l'ennemi commun engendre une cohésion renforcée entre les membres du groupe (rhétorique de "l'union sacrée"). Dans ces situations, l'exigence de loyauté est à son comble et ne souffre d'aucune exception : toute prise de distance avec le "Nous" est ainsi susceptible d'être qualifiée de trahison et de connivence avec l'ennemi. La prolifération du délit de trahison est alors révélatrice de la paranoïa qui s'empare du "Nous" : dès lors, il n'y a plus d'innocents, que des traîtres en puissance. Fletcher fait ainsi remarquer que sous le Troisième Reich, le concept de haute-trahison était tellement large qu'il comprenait même les critiques à l'égard d'Hitler (Fletcher 1996). En temps de guerre, le manque de zèle ou de dévouement, la désobéissance, peuvent passer pour une aide directe ou indirecte à l'ennemi (Thérive 1951, Bach 2003).

Un contexte polémogène accroît la sensibilité des groupes aux transgressions ainsi que les fantasmes de transgressions : il n'a d'ailleurs échappé à personne que tant la fréquence d'utilisation du terme que son détournement à des fins de mobilisations politiques sont plus importants dans les périodes de conflit (Thérive 1951, Boveri 1971). Et inversement, que l'élargissement des actes qualifiés de trahison, la récurrence et la fréquence du terme sont bien des symptômes révélateurs d'une situation polémogène. De plus, l'état de guerre bouleverse le domaine du secret puisque n'importe quel fait ou n'importe quelle information

est susceptible de devenir "secret militaire" ou "secret d'État" : vis-à-vis de l'ennemi "*tout est secret*" et chaque citoyen peut être considéré a priori comme un traître en puissance (Enzensberger 1967). De surcroît, tout contexte polémogène modifie également la connotation morale de la trahison : "*plus odieuse durant la guerre que durant la paix*", elle est parfois considérée comme un "*mal nécessaire*" quand elle permet de démoraliser et d'affaiblir l'adversaire (Pincher 1986). Il en va d'ailleurs de même de l'espionnage qui fût longtemps considéré comme plus légitime en temps de guerre qu'en temps de paix (Dewerpe 1994). Comme le précise Petitat, lorsque les conflits s'enveniment "*tous les coups sont permis, les ruses trompeuses aux dépends de l'adversaire deviennent dignes d'éloges, comme autant d'actes de guerre et de piraterie héroïque*" (Petitat 1998, p. 203).

La polarisation qu'implique tout conflit a une autre conséquence : si le conflit s'inscrit dans la durée, elle tend à interdire, ou du moins à rendre problématique, toute neutralité. Celle-ci peut prendre plusieurs formes : un acteur social peut ainsi contester les causes du conflit ou estimer la polarité "Nous"/"Eux" non pertinente, il peut également être partie prenante du conflit mais souhaiter des "négociations" avec l'adversaire ou endosser un rôle demandant une certaine objectivité (diplomate, chercheur). Or, comme le souligne Caplow, la passion collective que le conflit déclenche dans un système social "*a un pouvoir d'attraction sur les témoins et, si la lutte dure suffisamment longtemps, la plupart des membres du système se retrouvent finalement impliqués*" (Caplow 1984, p. 163). Il devient alors extrêmement difficile pour un acteur social d'affirmer sa neutralité lorsque l'ensemble auquel il appartient est impliqué dans un tel conflit : tôt ou tard, il se verra qualifié de traître par les autres membres du groupe (Akerström 1991). La recherche d'une position intermédiaire, l'hésitation, le refus de prendre position… sont alors considérés comme des transgressions, des actes contre le "Nous" : la neutralité est considérée comme une faiblesse, une forme passive d'aide à l'ennemi, un acte de déloyauté. Du point de vue du "Nous", il s'agit bien de trahison.

La trahison est ainsi révélatrice et symptomatique des enjeux et des fractures qui parcourent tout ensemble social : il nous faut donc non seulement tenir compte des rapports de force propres à la relation ternaire Nous/Ego/Eux mais également prêter attention à ceux qui se déroulent au sein même de chaque ensemble. Et c'est bien cette dernière dimension qui prévaut dans certaines circonstances sociopolitiques, comme n'ont pas manqué de le souligner plusieurs auteurs. Aron et Thérive y reviennent sans cesse, faisant planer un doute sur le bien fon-

dé de nombreuses accusations de trahison (Aron & Thérive 1951). L'ombre du pouvoir plane en effet sur toute trahison (Enzensberger 1967, Boveri 1971, Pozzi 1999). Selon Pozzi, la définition et l'attribution de la trahison "*constituent un instrument puissant de lutte politique et de contrôle social*" (Pozzi 1999, p. 7). En effet, comme nous l'avons précédemment souligné, la thématique de la trahison est florissante dans les périodes de conflit. Nous avions rappelé que les ensembles sociaux impliqués dans un conflit sont plus sensibles à toute transgression. Néanmoins, lorsqu'un ensemble est ébranlé par des dissensions, la figure du traître et la trahison peuvent aussi être instrumentalisées par certains membres du "Nous" pour expurger l'étrangeté et la différence, occulter les discordes, et surtout resserrer les liens autour de l'idéal commun (De la Gorce 1999). La trahison serait de ce point de vue "l'outil" des puissants : "*le vainqueur n'est jamais un traître*" fait remarquer Pozzi (1999, p. 7). L'invention du traître est en effet "garante d'unité" car elle comporte un formidable pouvoir d'occultation : l'enjeu du conflit, sa pertinence et le débat auquel il aurait pu donner lieu n'ont plus lieu d'être, car en somme "*il [n']y avait seulement [que] des traîtres mus par quelques intérêts sordides et créateurs de dissensions sans fondements*" (De la Gorce 1999, p. 36). Il s'agit bien de faire diversion et d'éviter par ce biais toute remise en cause: Aron souligne par exemple que les défaites militaires ont tendance à être "expliquées" par des trahisons et imputées à des traîtres, masquant ainsi les véritables responsabilités (Aron 1951). La trahison confère ainsi un sens et une logique à l'événement inquiétant: "*qu'il s'agisse d'une interprétation historique et politique ou d'un délire paranoïaque, d'une cosmogonie religieuse ou d'accusations entre amants, la trahison "explique" de manière conclusive le perturbant*" (Pozzi 1999, p. 1-2). Pour reprendre le mot de Dewerpe, le traître est alors "*le chaînon manquant de la politique*" (Dewerpe 1994, p. 103).

L'invention du traître et son instrumentalisation permettent donc non seulement de proposer une "solution" toute faite aux conflits entre les membres du "Nous", mais surtout de minimiser et de neutraliser les dissensions : le traître-bouc émissaire incarnera désormais cet "ennemi sans visage" qui trouble la quiétude du "Nous" et focalisera contre lui toutes les passions négatives. La trahison devient alors, selon le mot d'Aron, "*l'autre nom de l'opposition*" (Aron 1956, p. XXXI). L'instrumentalisation du traître par certaines forces du "Nous", son annexion par le pouvoir mettent donc en évidence le paradoxe de la trahison puisque celle-ci lui est à la fois fort utile dans certaines circonstances et ce qu'il craint le plus ordinairement. Car n'oublions pas que le

traître, même "*annexé par les forces de la répression, est pourtant bien en lui-même le symbole de ce que les exigences unitaires et conservatrices répriment*" (De la Gorce 1999, p. 37).

Bibliographie

Åkerström M. (1991), *Betrayal and Betrayers: The Sociology of Treachery*, New Brunswick, Transaction Publishers.

Aron R. (1951), Préface à l'ouvrage d'A. Thérive, *Essai sur les trahisons*, Calmann-Lévy (1951.

Bach A. (2003), *Fusillé pour l'exemple 1914-1915*, Paris, Tallandier.

Ben-Yehuda N. (2001), *Betrayal and Treason. Violations of Trust and Loyalty*, Cambridge USA, Westview Press.

Boureau A. (1988), "De la félonie à la haute trahison" in "La trahison", *Le genre humain*, Le Seuil.

Boveri M. (1971), *La trahison au XXe siècle*, Paris, Gallimard.

Caplow T. (1984), *Deux contre un. Les coalitions dans les triades*, Paris, Editions ESF.

Cornu M. (1981), *Existence et séparation*, Lausanne, L'Age d'Homme.

De La Gorce B. (1999), "La méprise" in *De la trahison*, Paris, Presses Universitaires de France.

Dewerpe A. (1994), *Espion : une anthropologie historique du secret d'État contemporain*, Paris, Gallimard.

Enzensberger H. M. (1967), "Contribution à la théorie de la trahison" in *Politique et crime*, Paris, Gallimard.

Finkel E., Rosbult C., Kumashiro M., Hanvon P. (2002), "Dealing with Betrayal in close Relationships: Does Commitment Promote Forgiveness ?", *Journal of Personality and Social Psychology*, n°82, p. 956-974.

Fletcher G. P. (1996), *De la loyauté*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.

Hirschman A. O. (1995), *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard.

Kaes R. (1999), "Notes sur la trahison, une approche de la consistance du lien intersubjectif" *in* Enriquez E., *Le goût de l'altérité*, Paris, Desclée de Brouwer, p. 227-244.

Lapoujade D. (1997), *William James, empirisme et pragmatisme*, Paris, Presses Universitaires de France.

Olender M. (1988), "Les secrets de la révélation", in "La trahison", *Le genre humain*, Le Seuil.

Petitat A. (1998), *Secret et formes sociales*, Paris, Presses Universitaires de France.
Pincher C. (1987), *Traitors. The Labyrinths of Treason*, London, Sidgwick and Jackson.
Pouillon J. (1988), "Saint Paul ou Philby" in "La trahison", *Le genre humain*, Le Seuil.
Pozzi E. (1999), "Le paradigme du traître" in *De la trahison*, Paris, Presses Universitaires de France.
Prieur N. (2004), *Nous nous sommes tant trahis : amour, famille et trahison*, Paris, Denoël.
Schurmans M. N. (2003), *Les solitudes*, Paris, Presses Universitaires de France.
Simmel G. (1999), *Sociologie. Etude sur les formes de la socialisation*. Paris, Presses Universitaires de France.
Thérive A. (1951), *Essai sur les trahisons*, Paris, Calmann-Lévy.

Juif, tsigane et homosexuel
en tant que figures du marginal existentiel

Régis Schlagdenhauffen-Maïka

La constitution en "groupes de victimes" d'individus stigmatisés, persécutés voire exterminés par les nazis ainsi que de leurs héritiers compte parmi les legs de la Seconde Guerre Mondiale. Parmi ces groupes, trois d'entre eux sont depuis quelques années associés dans la commémoration, il s'agit des Juifs, des Tsiganes[1] et des homosexuels. En 1999, le Bundestag allemand a décidé de matérialiser dans la pierre la mémoire de la persécution de ces trois groupes. Le martyre juif, celui des tsiganes et des homosexuel-le-s à leur suite, seront commémorés par un monument au centre de la capitale de l'Allemagne réunifiée.

S'agissant de la persécution des trois groupes, il est intéressant d'appréhender historiquement leur stigmatisation. Cet exercice permet bien sûr de mettre en évidence les points de divergences et de convergence, il permet surtout d'éclairer la destinée singulière de chacun des trois groupes ainsi que le traitement mémoriel qui leur fut réservé en Allemagne après guerre.

En premier lieu, si les nazis firent des Juifs et des Tsiganes des sous-hommes qu'il importait de détruire pour le salut de l'humanité (Raphaël 1986, p. 260), il n'en alla pas de même des homosexuels. Ces derniers étaient divisés en deux groupes, les invertis de naissance pour qui il n'existait point de salut et les autres, qui pouvaient être rééduqués et ainsi réintégrer la Volksgemeinschaft, la communauté nationale[2].

---

[1] Par Tsiganes nous entendons les Roms, Manouches, Kaldéraches et Sinti.
[2] Tout comme les Témoins de Jéhovah d'ailleurs.

Quoi qu'il en soit, les membres de ces trois groupes furent stigmatisés[3]. Entre 1933 et 1945, une véritable politique de redéfinition de la nation et de ses membres fut systématisée. Il y avait les membres de la nation et les autres, ceux qu'il convenait d'exclure de la communauté nationale. C'est dans cette perspective que les nazis avaient élaboré le concept de Gemeinschaftsfremd, d'étranger à la communauté [nationale]. La logique propre de cette idéologie peut se résumer en une phrase : tout ce qui de facto n'appartient pas à la communauté, est alors considéré comme étranger, donc à éliminer. Nous pouvons dater de 1933 la mise en place d'une politique systématique de stigmatisation au sein de l'Allemagne unifiée. L'objet de cet article est de tenter de retrouver les origines de la marginalisation ainsi que ses motifs. Aussi, une question va nous servir de fil directeur : est ce que Juifs, Tsiganes et homosexuels forment une communauté de "marginaux existentiels"[4], et si oui depuis quand ?

Aussi bien les Juifs, les Tsiganes que les sodomites sont régulièrement l'objet d'édits, lois et décrets les concernant, dans les différents États et juridictions d'Europe. Les États européens se font mutuellement écho et adaptent leur politique en fonction de cette variable. Il nous faut remonter au Moyen-âge pour constater que cette période historique constitue le moment charnière où se construit la stigmatisation des trois groupes en question[5]. Une illustration immédiate du stigmate se retrouve dans l'idée de signaler la différence des Juifs par le port d'un insigne spécial circulaire et jaune, la rouelle, ou d'un chapeau conique (Poliakov 1981, p. 260-261). Au sujet des tsiganes, Henriette Asséo (1994, p. 37) relève l'existence en Allemagne de panneaux représentant un tsigane pendu et un autre fouetté, indiquant clairement le sort qui leur était réservé. En outre, dans la France de l'Ancien Régime, les Tsiganes sont délimités comme asociaux par des marques spécifiques (tout individu

---

[3] Pour Goffman, le stigmate correspond à toute caractéristique propre à un individu qui, si elle est connue, le discrédite aux yeux des autres. "*Les grecs […] inventèrent le terme de stigmate pour désigner des marques corporelles destinées à exposer ce qu'avait d'inhabituel et de détestable le statut moral de la personne ainsi signalée. Ces marques étaient gravées au fer rouge, et proclamaient que ce lui qui les portait était un esclave, un criminel ou un traître, bref, un individu frappé d'infamie*" (Goffman 1963, p. 11).

[4] Pour reprendre le titre donné par Hans Mayer.

[5] A condition que l'on accepte de considérer qu'avant l'invention de la personne homosexuelle (1869) il existait déjà des individus ayant des comportements homosexuels, mais qui n'étaient pas encore nommés tels, c'est-à-dire comme détenteurs de cet attribut identitaire.

arrêté est marqué au fer, comme d'autres criminels). De plus, une peine propre aux Bohémiens est employée contre eux, ils sont rasés (id., p. 58-59). Dès le départ on perçoit l'intention de rendre la discrimination visible, afflictive et humiliante. Le Juif, tout comme le Tsigane est alors un marginal désigné à la vindicte publique, rejeté physiquement de la société par le biais de stigmates visibles.

La présence juive dans l'Europe chrétienne

Léon Poliakov, dans son *Histoire de l'antisémitisme*, nous apprend qu'en l'an 38 de notre ère des troubles populaires sévirent à Alexandrie sous les empereurs Caligula et Claude. Ils trouvèrent une expression sanglante dans un terrible pogrom (Poliakov 1981, p. 16). Rien, sinon leur culte, ne singularisait les Juifs au sein de la mosaïque des peuples qui constituaient la population de l'Empire. C'est avec la montée en puissance du christianisme, qui attribue à Jésus une nature divine, que débute la stigmatisation des Juifs. La mort du Christ est considérée comme un déicide, le crime des crimes, et celui-ci était imputé aux Juifs qui l'avaient renié (et non aux Romains qui le mirent à mort). En nous appuyant sur les travaux d'Annie Percheret (1988, p. 40), nous constatons qu'en Europe jusqu'au XIe siècle, les Juifs restent mêlés à la population des villes et des campagnes, avec laquelle ils ont le plus souvent de bons rapports. Peu après l'an 1000, des rumeurs confuses agitent la chrétienté. Sur l'instigation des Juifs, le "prince de Babylone" aurait fait détruire le Sépulcre du Seigneur. Il aurait aussi déclenché contre les Chrétiens de Terre Sainte des persécutions innommables, et fait décapiter le patriarche de Jérusalem. C'est ainsi que le 27 novembre 1095, le Pape Urbain II entreprend de prêcher la Ière Croisade (Poliakov 1981, p. 240). Des bandes de croisés se lèvent pour châtier tous les infidèles. Le XIe siècle marque donc une ère nouvelle, celle des croisades et de la grande chrétienté. En 1179, le troisième concile de Latran édicte un certain nombre de règles destinées à diminuer l'influence des Juifs au sein de la vie économique et sociale. Reprenant la vision de Judas, le Juif apparaît dès lors sous les traits d'un "voleur, usurier, assassin et traître". Cette hystérie collective qui frappe l'Europe toute entière a, entre autres, pour origine le récit que Thomas de Monmouth (1173) fait du meurtre rituel d'un enfant chrétien par un Juif. Débute alors une ère de massacres, "les croisés voyant dans les Juifs des infidèles dont il fallait se débarrasser" (Percheret 1988, p. 86). À partir du XIIIe siècle, les massacres se font plus nombreux, les Juifs sont rendus responsables

des malheurs du temps. Comme le souligne Yerushalmi (1984, p. 61), le célèbre Memorbuch de Nuremberg comprend un martyrologe qui reprend les persécutions en Allemagne et en France de la première croisade en 1096 à la Peste noire en 1349.

Les Tsiganes, un peuple de pèlerins

Nous savons des Tsiganes qu'ils ont quitté le Nord de l'Inde vers le Xe siècle, entreprenant une migration vers l'ouest sans que quiconque jusqu'à aujourd'hui ne puisse en expliquer l'origine. En 1150 à Constantinople on signale une première fois leur présence. Ensuite, nous retrouvons la trace de Tsiganes dès 1348 en Serbie ; ils sont maréchaux-ferrants ou bourreliers. Puis, la présence de Tsiganes est pour la première fois attestée en Allemagne en 1407, dans la ville d'Hildesheim. Ils sont alors considérés comme des Tatars. En France, c'est en 1419 que d'après les archives ils demandent asile, sur lettre de recommandation du Pape Martin V. Au départ, l'attitude à leur égard est accueillante. Ainsi en 1416, la ville de Brassov (Kronstadt) en Transylvanie, leur offre argent, grain et volailles. La dispersion à travers le monde et le pèlerinage imposé par Dieu est la manière dont les Tsiganes se présentèrent lorsqu'ils arrivèrent en Europe occidentale, c'est pourquoi on leur offrit partout l'hospitalité.

À partir du XVIe siècle, l'attitude générale envers les Tsiganes change radicalement. L'hospitalité n'est plus de mise. Dès 1498, la ville de Fribourg en Brisgau décide d'interdire les Tsiganes sur son ban, les accusant d'espionnage. Le nomadisme suscite la suspicion. En 1499, la reine Isabelle ordonne aux Tsiganes de se sédentariser ou de quitter le royaume. Le 27 juillet 1504, c'est au tour de Louis XII de décréter l'expulsion de tous les Tsiganes de France. Les *Chroniques Saxonnes* de Krants, datées de 1530, nous donnent une vision que se fait la société de l'époque à leur égard :

> "En l'an de grâce 1417 […] des hommes basanés, laids, brûlés de soleil, aux vêtements sales, et infâmes en l'usage de toutes choses, surtout enclins au vol, particulièrement les femmes de ce peuple, car l'homme est nourri du vol des femmes. On les nomme vulgairement Tartares […]. Ils subissent comme pénitence infligée de parcourir le monde en pèlerinage. Mais on raconte que ce genre d'hommes, obligés par l'usage de naître en voyage, voués à l'oisiveté, ne reconnaît aucune patrie … Ils vivent comme des chiens sans souci d'aucune religion […]. La saleté des hommes est surpre-

nante. Ils sont savants en toutes langues. Ils convoitent les biens des paysans quand ceux-ci travaillent aux champs et ils dépouillent leurs chaumières"[6].

Cette chronique préfigure l'attitude hostile que nous connaissons à l'égard des Tsiganes. Il en va de même dans la *Cosmographie* de Sebastian Münster parue en 1544. Il les accuse en plus d'être meurtriers, magiciens et diaboliques (Wippermann 1997, p. 59). En 1551, la ville d'Augsbourg les expulse, les accusant d'espionnage, mais pour le compte des Turcs. Malgré l'apparition de ces accusations, nous ne devons pas oublier qu'au départ, comme le souligne F. Maciejewski (1998, p. 14), l'antitsiganisme a une dimension économique : celle liée à l'apparition d'une nouvelle sorte de pauvres et mendiants dans une Europe déjà affaiblie par les guerres, famines et autres épidémies.

Enfin, la fin du XVIe siècle marque le moment où apparaît une légende fort intéressante, celle affirmant que les Tsiganes sont en fait des Juifs, qui ayant eu peur des pogroms se seraient réfugiés dans des grottes. Afin de ne pas faire état de leur véritable identité de Juifs, ils se seraient faits appeler "Tsiganes".

La figure du sodomite

Le terme homosexuel fut forgé vers 1869 dans le but de désigner une catégorie générale regroupant sodomites et invertis[7]. Jusqu'alors la société différenciait les hommes ayant des relations homosexuelles en fonction de leurs actes. C'est dans la Bible que nous trouvons la première condamnation de la sodomie. Dans la quatrième partie du Lévitique relative à la "Loi de sainteté", il est fait mention des interdictions sexuelles. Et il est précisé que : "*tu ne coucheras pas avec un homme comme on couche avec une femme. Ce serait une abomination*" (Lév. XVIII, 22). Un peu plus loin, il est écrit que : "*quand un homme couche avec un homme comme on couche avec une femme, ils ont commis tous deux une abomination. Ils seront punis de mort*" (Lév. XX, 13). Ce n'est cependant qu'en 544 que nous trouvons la première trace d'une condamnation des relations sexuelles entre hommes. Un édit de l'empereur Justinien menace de supplice les adeptes de cette "action impie, abominable et haïe de Dieu". Mais, c'est lors de la première croisade qu'est médiatisée une légende disant que les Musulmans, par l'intermédiaire de leur prophète Mohammed, auraient popularisé la sodomie. Les Sarrasins

[6] Albrecht Krants, *Saxonia*, livre IX, Cologne, 1530 (trad. Frédéric Max).
[7] Pour plus de détails à ce sujet, *cf.* David Halperin (2000).

auraient pour coutume de violer les garçons et les moines chrétiens. Tout comme dans le cas des Juifs, c'est au XIIIe siècle que la scolastique rationalise les accusations à l'égard de la sodomie en les intégrant au mouvement plus général de lutte contre les hérésies, menée à la fois par les autorités séculières et par les tribunaux de l'Inquisition. Aussi, dès lors qu'il y a *nefandum*, crime innommable, la mort par le feu est le châtiment en vigueur (comme dans le cas des procès des Templiers, à partir de 1307) (Chiffoleau 1990). Cette condamnation se retrouve dans diverses coutumes. L'"ancienne coutume d'Orléans" (vers 1260) précise que : "*celui qui est sodomite prouvé, doit perdre les couilles, et s'il le fait une seconde fois, il doit perdre le membre, et s'il le fait une troisième fois, il doit être brûlé*" (Lever 1985, p. 47-48). Ce texte fondamental prévoit encore à cette époque la répression de deux crimes nettement séparés : hérésie d'une part, sodomie d'autre part. Ainsi, nous pouvons constater que, dès le XIIIe siècle, la sodomie était bien punie en tant que telle. L'hérésie et la sodomie se présentent donc comme deux délits étroitement associés mais cependant distincts, distinction qui perdra de son sens ultérieurement.

Comme toute hérésie, la sodomie ne peut être inspirée que par les forces du mal. Ainsi, à partir du XVIe siècle cette condamnation au bûcher est de coutume. La *Constitutio Criminalis Carolina* de Charles V précise que "*quiconque commettra un acte impudique avec une personne de même sexe ou un animal sera condamné au bûcher*" (art. 116).

L'accusation générique de meurtre

Suite à ce recadrage historique, nous pouvons désormais prendre acte des accusations qui ont concerné les trois groupes. Quelques unes ont déjà été recensées préalablement. Les Juifs se seraient spécialisés dans le rapt d'enfants à partir du XIe siècle. Les Tsiganes, en plus d'être voleurs, sorciers et agents du diable, sont des espions pour le compte des Turcs. Les sodomites quant à eux sont des hérétiques adeptes du crime innommable. Cependant, à la différence des Juifs et Tsiganes, le sodomite est un membre de la communauté… il porte atteinte à l'ordre du masculin et du féminin. Aussi, est-il partiellement dédouané de ces actes puisque les pratiques homosexuelles étaient réputées se répandre par l'intermédiaire d'influences étrangères. Au Moyen-âge il s'agissait d'un "goût arabe". Avec la découverte du Nouveau Monde l'accusation de sodomie fut également associée, dans les récits de voyage, à l'image des terres étrangères. "*Les Indiens mangent de la chair humaine et sont des*

sodomites" (Tamagne 2001, p. 22). Toutefois, ainsi que le soulignent Florence Tamagne et Maurice Lever, l'idée que les conduites homosexuelles étaient le produit d'influences extérieures permettait d'imaginer une éventuelle conversion du "sodomite" : "*a promis de se corriger*" était souvent noté en marge des rapports de police de la France des Lumières, faisant d'eux à cette époque des "marginaux intentionnels". Cette perception des homosexuels en tant que marginaux existentiels et marginaux intentionnels, nous l'avons vu, est une des spécificités de la politique nazie vis-à-vis des homosexuels. Cela les distingue fondamentalement des Tsiganes et des Juifs qui étaient pour les nazis définitivement des marginaux existentiels dont la société allemande devait être débarrassée.

L'accusation de meurtre commis à des fins magiques ou maléfiques constitue une constante. Ce thème est un archétype qui refait surface dès que la société est confrontée à des étrangers troublants. Poliakov le montre, entre 1141 et 1150, l'accusation surgit en trois endroits, et sous trois formes différentes. Le thème, en effet, n'en est arrivé qu'au terme d'une longue évolution à sa version dernière – l'assassinat d'un enfant chrétien dans le but d'incorporer son sang au pain azyme. Cette légende se déclina aussi autour de l'accusation de la profanation d'hosties, reprenant l'idée de déicide. La première histoire nous vient de Paris et date de 1290. En 1298, la même histoire d'hostie profanée surgit à Röttingen en Allemagne (Poliakov 1981, p. 283). Ce thème se combine rapidement avec la croyance en l'existence d'une société juive secrète et mystérieuse (id., p. 255). Nous l'avons évoqué, la première affaire de meurtre rituel surgit en 1144 en Angleterre. Le corps d'un jeune apprenti aurait été découvert la veille du Vendredi saint dans un bois près de Norwich, le bruit courut que le garçon aurait été assassiné par les Juifs, en dérision de la Passion du Sauveur (l'un des principaux accusateurs, le moine Theobald de Cambridge, était un renégat juif, baptisé de fraîche date) (Langmuir 1984). L'affaire suivante paraît en 1147, à Würzburg. Yerushalmi relate qu'en mai 1171, un valet-servant chrétien prétendit avoir vu un Juif jeter le corps d'un enfant à la Loire. Aucun cadavre ne fut retrouvé, mais la quarantaine de Juifs résidant en la ville furent jetés en prison (Yerushalmi 1984, p. 64). D'après les recherches de François de Vaux de Foletier (1961, p. 139), un autre sujet de crainte face aux Tsiganes était la disparition des enfants. Plusieurs récits d'événements ont été donnés comme réels mais ils restent sans références. Toutefois une distinction de taille ne doit pas être négligée : à la différence des Juifs qui enlèvent les enfants à des fins rituelles, les Tsiganes, en amateurs de chair fraîche, les enlèvent simplement pour les

manger. Cette accusation surgit à nouveau en 1782. La *Hamburger Neue Zeitung* affirmat que quatre-vingt-quatre personnes avaient été enlevées et dévorées par des Tsiganes en Hongrie. En fait, dans un comitat hongrois, une bande de Tsiganes avait été arrêtée pour vol et à cette même époque des personnes disparurent sans laisser de traces (Asséo 1994, p. 49-51). Cette histoire est une légende urbaine. Celles-ci se constituent d'abord sur le mode de la rumeur pour finir sous la forme d'un récit bref, anonyme, surprenant et exemplaire, qui possède un message implicite, ici : les Tsiganes sont cannibales.

Des agents du diable

Dès le Ve siècle, l'association du Juif avec le Malin apparaît dans les écrits de Jean Chrysostome († 407). La synagogue est pour lui un "*lupanar, lieu de tous les méfaits, asile des démons, citadelle du diable*" (Eisenberg 1970, p. 26). Les *Mémoires* rédigés au début du XIIe siècle par Guibert, abbé de Nogent-sur-Coucy, sont une autre illustration qui met en avant ces amitiés particulières nouées avec le Malin. Il nous narre une anecdote qui associe les Juifs à la sorcellerie et au diable. Il s'agit de l'histoire d'un jeune moine qui, tombé malade, fait la connaissance d'un médecin juif. À l'instigation de celui-ci, il rencontre Satan en personne qui lui propose un pacte. "*Et que te sacrifierai-je ? demande le moine. – Ce qu'il y a de plus délectable dans l'homme. – Quoi donc ? – Tu feras une libation de ton sperme* […]" (cité par Moore 1992, p. 44).

Cette association du Malin et de la sexualité fait aussi partie des chefs d'accusation des Templiers, accusés d'hérésie, de sodomie, et d'avoir pactisé avec le diable. Plus encore, Poliakov (1981, p. 317) montre que les légendes qui circulent sur les Juifs au XVe siècle réunissent simultanément tous les attributs du Diable (cornu, doté de griffes, d'une queue, il est noir, il porte une barbe de bouc, il exhale une odeur forte : autant de symboles de la lubricité). De plus, ne fêtent-ils pas le sabbat, tout comme les sorcières et les diables ?

Toutefois, l'agent principal, du Diable sur terre est la sorcière, c'est-à-dire une femme, symbole de l'impureté, de la faiblesse, de la tentation, du péché. Cette évocation de la sorcière nous permet de nous pencher brièvement sur la figure de la Juive et de la Tsigane. Lorsque celles-ci sont vieilles, elles sont effectivement représentées sous les traits de la sorcière. Cependant, c'est la jeune Juive ou la jeune Tsigane, femme au charme envoûtant, qui est associée à la concupiscence. Hans Mayer le souligne, "*la littérature fourmille, surtout au théâtre, de cette*

"belle Juive" et de son amant non juif, qui […] est entraîné de manière suspecte dans les filets d'une sensualité troublante et hors-norme. Cela va de La Juive de Tolède de Lope de Vega […] à Bérénice, la belle princesse juive de Racine" (Mayer 1994, p. 334).

Pour revenir à la thématique du diable et de la lubricité nous pouvons voir dans le motif de la *Judensau* une de ses manifestations paroxystiques. Ce motif fit son apparition au XIIIe siècle. On le retrouve par exemple sur la Brückenturm de Francfort. Le haut du tableau représente un enfant victime du meurtre rituel commis pas les Juifs. La partie basse est composée de deux éléments. Au premier plan, trois Juifs et une truie qui se repaît d'excréments. Le premier Juif lui tète les mamelons, un autre la monte et le troisième lui embrasse l'anus. En arrière plan, trois personnages : le diable affublé de cornes ainsi qu'une Juive embrassant un bouc. Ce tableau est particulièrement saisissant dans la mesure où le Malin, associé au péché et à la lubricité absolue, apparaît par trois fois, sous trois formes. Il est représenté au travers de la truie dont les Juifs tirent le lait et aspirent la défécation, une seconde fois il est représenté au travers du bouc, animal commettant généralement le péché de sodomie, mais associé ici à la femme juive, en dernier lieu, il est Satan en personne. Aussi, y voyons-nous le motif de la Teufelsbuhlschaft (liaison charnelle avec le diable) qui est l'un des rites initiatiques des sorciers et sorcières. À ce propos, Freddy Raphaël, dans son article "le Juif et le diable dans la civilisation de l'Occident" (Raphaël 1972) analyse en détail les origines et résurgences de l'association du Juif et du diable. Wilhelm Solms, dans son étude sur les contes anciens, analyse quant à lui la diabolisation des Juifs et Tsiganes. Le seul référent commun que ce dernier met en lumière est celui du lieu

de réunion ou de l'établissement de campements qui est imaginé comme lieu de rendez-vous avec le diable (sabbat). Une illustration de ce lien est le conte intitulé "Comment le tsigane voulut voler sa place au diable."[8]

Conclusion

Alors que Wolfgang Wippermann s'est efforcé de montrer dans son ouvrage *Wie die Zigeuner* (1997) que l'antisémitisme et l'antitsiganisme ont été forgés dans le même moule, nous sommes dans l'obligation de constater que malgré des motifs d'accusation communs, l'antitsiganisme, aussi bien du point de vue de sa genèse, de ses formes d'expression que de son développement, reste fort distinct de l'antisémitisme. Les groupes marginaux présents dans la société cristallisent les peurs et angoisses de celle-ci, qui se manifestent autour d'idées-forces récurrentes et persistantes telles que le complot (au service du diable ou d'une puissance étrangère) ou encore l'atteinte à l'enfant, incarnation de l'innocence. C'est en effet au Moyen-âge que l'Europe a fondé la notion de bouc-émissaire visant un groupe ou une personne désignés à la vindicte, stigmatisés et voués à être persécutés. À cette vision contractuelle du bouc-émissaire (pacte avec le diable par exemple) s'ajoutait une vision organiciste (le Juif ou le Tsigane devient alors incarnation du diable). S'agissant des homosexuels, nous n'avons pu trouver qu'occasionnellement des motifs communs, ce qui ne permet pas de conclure qu'il y aurait quelques traits communs du point de vue de la genèse de la persécution des homosexuels.

En nous souvenant de notre questionnement originel lié à la persécution des trois groupes de victimes commémorés dans la pierre, parce que victimes du nazisme, il est certain que lorsque nous nous référons au IIIe Reich, c'est bien en tant qu'ensemble d'individus ayant des caractères communs, de groupes, qu'ils furent discriminés, pourchassés voire exterminés. Cette stigmatisation a des racines profondes, ancrées dans les mentalités collectives depuis le Moyen-Age. Toutefois, Hans Mayer le souligne, il n'existe pas de communauté de marginaux, c'est pourquoi on ne peut nommer les trois groupes ensemble que lorsque l'on s'intéresse à eux dans leur "négativité", c'est-à-dire en tant que

[8] „Wie der Teufel den Zigeuner auf seinen Platz stellen wollte" (Solms 1995, p. 87).

groupes de victimes. Dans bien des cas, les groupes "accusés" seraient donc par conséquent "interchangeables".

Ces représentations de l'ennemi nous permettent de découvrir que, loin d'établir un droit à la différence, l'altérité est apparue comme inséparable de la construction identitaire qui s'est ainsi trouvée placée au cœur des représentations de l'Europe chrétienne, puis plus tard dans le cadre de la constitution des États nations. Le patriotisme devenant une religion civile, les accusations de complot avec les forces obscures du diable perdirent de leur force pour faire place à d'autres motifs matérialisant la volonté d'éliminer toutes les forces disruptives dans la société, faisant de l'argument de la marginalité la justification de l'inimité des membres des groupes en question.

Bibliographie

Asséo H. (1994), *Les Tsiganes une destinée européenne*, Paris, Gallimard.

Chiffoleau J. (1990), Dire l'indicible. Remarques sur la catégorie de nefandum du XIIe au XVe siècle, *Annales HSC*, 45 (2).

Eisenberg J. (1970), *Une histoire des juifs*, Paris, CAL.

Goffman E. (1963), *Stigmate : les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit.

Halperin. D. (2000), How to do the History of Male Homosexuality, *GLQ*, 6 (1), p. 87-124.

Langmuir G.I. (1984), Thomas of Monmouth, Detector of Ritual Murder, *Speculum. A journal of Medieval Studies*, 59.

Lever M. (1985), *Les bûchers de Sodome*, Paris, Fayard.

Maciejewski F. (1998), Elemente des Antiziganismus, *in* Owusi A., *Stichwort : Zigeuner*, Heidelberg, Wunderhorn.

Mayer H. (1994), *Les marginaux. Femmes, Juifs et homosexuels dans la littérature européenne*, Paris, Albin Michel (coll. 10/18).

Moore R.I. (1992), *La persécution. Sa formation en Europe, Xe-XIIIe siècle*, Paris, Belles Lettres.

Percheret A. (1988), *Une histoire des Juifs de France*, Paris, Cerf.

Poliakov L. (1981), *Histoire de l'antisémitisme*, Paris, Calmann Lévy.

Raphaël F. (1972), Le Juif et le diable dans la civilisation de l'Occident, *Social Compass*, 19 (4), p. 549-566.

Raphaël F. (1986), L'étranger de Georg Simmel, *in* Watier P. (dir.), *Georg Simmel, La sociologie et l'expérience du monde moderne*, Paris, Meridien-Klincksieck.

Solms W. (1995), *„Zigeunerbilder" in der deutschsprachigen Literatur*, Dokumentations- und Kulturzentrum Deutscher Sinti und Roma, Heidelberg.

Tamagne F. (2001), *Mauvais genre ? Une histoire des représentations de l'homosexualité*, Paris, La Martinière.

Wippermann W. (1997), *Wie die Zigeuner : Antisemitismus und Antitsiganismus im Vergleich*, Berlin , Elefanten Press.

Vaux de Foletier (de) F. (1961), *Les Tsiganes dans l'ancienne France*, Paris, Société d'Edition Géographique et Touristique.

Yerushalmi Y.H. (1984), *Zakhor*, Paris, Gallimard.

“L’ennemi carcéral” dans la presse française et allemande

Pascal Décarpes

Introduction

Périodiquement, chaque évasion ou tentative d’évasion met en émoi la scène politico-médiatique[1], portant au grand jour photo, nom et matricule du fauteur de trouble social. En cela, la mise en exergue publique d’une menace sociétale[2] souligne le rôle plurimodal joué par le détenu dans l’espace socio-politique contemporain : acteur de sa propre dangerosité, idéal-type de l’individu marginal et porteur de stigmates criminels. La personne incarcérée représente un concentré de l’Autre identifié alors comme “l’ennemi”[3]. Bien que le terme lui-même soit quasi-absent de notre analyse de presse[4], la configuration qui met en jeu le crime, les médias et la prison se trouve dans un champ idéologique

---

[1] Terme préférable à celui d’une opinion publique souvent invisible. Cf. la critique de Bourdieu (1980) quant au maniement de ce concept.

[2] Cf. l’analogie avec “la situation des banlieues […] [et] le retour des classes dangereuses” (Castel 2003, p. 53).

[3] La notion-cadre d’ennemi est notamment employée par Weber (1919). Elle se différencie du caractère normatif que lui confère par exemple l’administration américaine dans sa “War on terror”.

[4] Dans le quotidien *Le Monde*, entre janvier 1990 et février 2004, le terme “ennemi” n’est associé qu’à deux reprises à un article sur la prison : 5 avril 1997 “*Devenu ennemi public n° 1, monstre du coin, Jacques Lerouge est condamné à mort*” & 19 novembre 2002 “*Marc Dutroux, le meurtrier pédophile présumé, ennemi public numéro un*”.

qui tend à conceptualiser les notions de Bien et de Mal ainsi que ses acteurs. Notre propos est de nous interroger sur la valeur d'ennemi que les médias apposent sur le criminel et/ou le détenu, sur les enjeux et les impacts que cette catégorisation sous-tend, ainsi que sur les ressources existantes permettant de déconstruire ce stigmate. Nous tenterons de comprendre quel(s) rôle(s) tient l'ennemi criminalisé dans nos sociétés pénales contemporaines. La conception guerrière de la lutte contre la criminalité ("War on crime"), héritée de l'usage anglo-saxon, présuppose une dichotomie socio-politique normative qui définit les lignes identitaires de chaque camp. À ce titre, Rigouste (2004) parle "*d'espaces en guerre qu'il faut pacifier*". Précisant notre propos au milieu carcéral, on vit déjà apparaître au XIXe siècle une ligne de front dans les écrits de Krotopkine (1887) à propos des gardiens qui sont "*forcés de vivre au milieu d'un camp d'ennemis*", ce que Le Bon élargit au dedans-dehors : "[…] *notre régime pénitentiaire, loin de protéger la société, ne fait que lui créer une armée d'ennemis*" (1881, p. 536). Dans une analyse sociologique contemporaine, Sykes et Messinger (1960) distinguent cinq règles guidant l'attitude des détenus, dont celle de ne pas échanger avec l'ennemi que sont les surveillants et la direction. Enfin, dans un article majeur, Chauvenet (1998) réintègre les notions de "guerre et paix en prison" dans une perspective compréhensive. Ce passage en revue souligne la portée explicative de la notion d'ennemi dans le champ pénal et carcéral. L'interaction avec les médias s'effectue alors par l'effet des fonctions que possèdent les discours sur la criminalité : une stabilisation et une légitimation du statu quo, la mise à disposition de modèles d'identification pour les citoyens, et une sensibilisation aux problèmes criminels (Smaus, p. 193).

Enjeu de la prison

Dans ce contexte, nous questionnons la pertinence de ce qu'une journaliste du quotidien *Libération* affirmait à la suite de la forte médiatisation carcérale qui survint au premier semestre 2000 (Décarpes 2004), à savoir que "*y'a plus cette fracture les méchants matons - les gentils détenus*"[5]. L'hétérogénéité voire l'antinomie des prises de position sur l'enjeu de la prison comme objet social posent problème. Dans une même édition du journal *Libération*, on peut lire deux opinions contraires : "*La prison n'intéresse pas grand monde*"[6] versus "*L'état des prisons préoc-*

[5] Dominique Simonnot, entretien recueilli par l'auteur, 28 juin 2001.

[6] Ivan Zakine, alors président du Comite européen pour la prévention de la

cupe les Français"[7]. Quant à savoir si la prison intéresse la presse, une rapide analyse longitudinale du nombre d'articles en France et en Allemagne montre deux courbes inversées : si la thématique carcérale est traitée avec une fréquence en augmentation par la presse française[8], le sujet est devenu une rareté dans les *Zeitungen* allemands. À titre d'exemple, *Le Monde* a consacré le même volume d'articles entre les périodes 1990-1999 et 2000-2003 ; à l'inverse, dans le *SZ*, seulement cinq articles traitent de la prison sur les deux dernières années. D'autre part, une autre analyse quantitative révèle que, contrairement à l'idée reçue, répandue autant dans la population qu'auprès des personnels pénitentiaires et des personnes incarcérées, le nombre et le volume d'articles sur les surveillants de prison sont plus élevés que ceux sur les détenus. Le traitement médiatique de la prison et de sa clientèle qu'est la population carcérale est alors une étape essentielle dans la compréhension du processus de contrôle social qui s'exerce sur le monde pénitentiaire, d'autant plus que prison et médias, tout au moins dans une approche française, sont dans une phase de reconfiguration des positionnements respectifs[9]. L'évolution récente de la communication ministérielle autour de la prison confirme ce qu'affirmait la directrice de l'administration pénitentiaire (AP) de l'époque : "*La presse a un rôle à jouer […]. Nous prenons rarement l'initiative d'inviter spontanément la presse à venir. En ce domaine, c'est vrai que nous avons des progrès à accomplir*" (*Libération*, 9 février 2000).

Présentation des champs d'intervention

Avant d'insister sur les représentations du détenu que la presse écrite diffuse, la particularité comparatiste de notre recherche nécessite une indispensable mise en relief préalable des différentes configurations de champ que nous avons à observer en France et en Allemagne, ce afin de saisir la portée des données recueillies. Les champs représentationnels de la prison en France et en Allemagne sont très proches si l'on

---

torture et des peines ou traitements inhumains et dégradants (CPT), *Libération*, 27 janvier 2000.

[7] Un sondage Libération-CSA, *Libération*, 27 janvier 2000.

[8] Cette tendance est confirmée pour la période 2006-2009. Cf. notre analyse plus récente dans *Passe-Murailles*, n° 18, mai-juin 2009, Dossier "Médias et prison".

[9] Pour un apercu du contexte anglo-saxon : Mason P. (ed.) (2006), *Captured by the media. Prison discourse in popular culture*, UK, Willan Publishing.

considère les expressions et clichés qui circulent dans les discussions publiques. On retrouve ainsi à plusieurs reprises les termes d'"Hôtel quatre étoiles" : "*Hotelknast*" (*Neue Osnabrücker Zeitung*, 29 mai 2002) ou bien "*La sénatrice Peschel-Gutzeit a déclaré que ce ne sera pas une prison de luxe ou un hôtel*" (*HA*, 15 décembre 2000). De même, le *Taz* indique au sujet d'une prison que, "*fidèle à l'objectif du ministère de la Justice, ce ne sera pas un hôtel*" (27 juin 2003), et la référence au "Club Med" en France trouve son équivalent "*Club-Urlaub*" (*HA*, 5 juin 2000) en Allemagne. L'imprégnation de ces stéréotypes est telle que leur utilisation se fait aussi dans une revue de criminologie allemande : l'auteur souligne que les "*prisons ne sont ni un zoo ni un musée*" et dénonce le fait que les médias répandent constamment l'idée d'une "prison-hôtel" (Kawamura 2004).

Particularismes de l'espace public et pénitentiaire allemand

La compréhension du micro-phénomène étudié implique la prise en compte des macro-structures dans lequel il évolue. Nous nous attachons ici à dépeindre en quelques points les différences qui caractérisent les champs français et allemands où se déroule notre recherche. Dans un premier temps, le champ politique allemand se démarque de la situation française en cela qu'aucun parti institutionnel d'envergure nationale n'incarne de mouvance populiste (la percée des mouvements d'extrême droite lors des élections régionales de septembre 2004 en Brandebourg et en Saxe ainsi qu'en Mecklembourg-Poméranie occidentale en septembre 2006 préfigure cependant un remodelage de la scène politique allemande[10]). Cette situation représente un vacuum idéologique que remplit avec d'autres le quotidien à grande diffusion *Bild*. Ses pratiques journalistiques, oscillant entre la dénonciation et la fausse information (Freund 1991), sont régulièrement dénoncées par d'autres journaux dit "de référence" qui mettent en exergue la démagogie des prises de position de *Bild*. Ainsi, le journal *Taz* pointe l'emballement des "Boulevardzeitungen" qui dénonçaient le triplement des salaires des détenus suite à une décision de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, alors qu'en définitive la rémunération carcérale demeure à seulement 9% du salaire moyen. L'influence de *Bild* et ses articles sur la prison et les détenus

[10] Cf. Décarpes P. (2006), Crise sociale, vide politique. La montée de l'extrême droite vue d'Allemagne de l'Est, *La vie des idées*, Décembre/Janvier 2007, 18, p. 91-94.

imprègnent une partie des représentations sociales de la population allemande.

À ce phénomène de presse se couple un autre élément déterminant qui doit être pris en compte dans l'imagerie carcérale contemporaine : le produit télévisuel " *Hinter Gittern*" ("Derrière les barreaux"). Diffusée en soirée par une des grandes chaînes commerciales allemandes, cette série a décrit pendant neuf ans (de 1997 à 2006) et 400 épisodes un univers fictif qui peut avoir eu pour effet de dédramatiser les représentations de la prison[11]. Cependant, l'histoire se déroule dans un établissement pour femmes, ce qui biaise l'identification aux hommes incarcérés. Par ailleurs, violence et méfiance sont les modes interactionnels et relationnels des détenues de la série et reprennent en cela les stéréotypes pénitentiaires classiques.

Un troisième élément majeur se reflète dans l'image publique du milieu pénitentiaire et de la politique sécuritaire déployée par les établissements pénitentiaires allemands, se présentant comme une approche moderne alternative aux principes rigides mis en place par l'administration pénitentiaire française[12]. En outre, l'existence d'une loi pénitentiaire de 1977 ("Strafvollzugsgesetz") normative la prison et la rend davantage présente au sein de la société civile et politique au travers de diverses instances de contrôle. De plus, il n'existe pas en Allemagne d'organisation militante telle que l'Observatoire international des prisons (OIP). Enfin, ce tableau comparatiste ne serait pas complet si l'on ne mentionnait pas pour ce qui concerne l'Allemagne la décentralisation des politiques pénitentiaires[13], l'héritage carcéral de l'ancienne RDA

---

[11] Un autre exemple de "banalisation" de la prison est une émission de variété ("Wetten das"), diffusée le samedi soir sur une chaîne publique à une heure de grande écoute, qui a mis en scène son animateur-vedette lors d'un pari consistant à passer une nuit en prison (25 janvier 2004). La popularité du personnage et l'audience réalisée par ce programme ont mis une lumière médiatique de divertissement sur un phénomène qui s'y prête a priori peu.

[12] À la suite d'entretiens et d'observations circonstanciés au cours de nos recherches, et ce dans différents types d'établissements et différents Länder, il s'est avéré que la mise en application des mesures de sécurité statique y est plus souple et modérée que dans les prisons françaises et que l'aspect dynamique y est davantage encouragé.

[13] Depuis la réforme constitutionnelle de l'été 2006, la législation pénitentiaire est également, en plus de l'administration et de l'exécution des peines, sous l'autorité de chaque Länder. Cf. l'analyse critique de Dünkel F. & Schüler-Springorum H. (2006), Strafvollzug als Ländersache? Der „Wettbewerb der Schäbigkeit" ist schon im Gange, *ZfStrVo*, 3, 145-149.

(Jobard 2002, Décarpes 2006), la forte structuration universitaire des études sur la prison[14], ainsi que de nombreux sites Internet d'information sur la prison développés par les administrations pénitentiaires des Länder[15]. Ces particularismes allemands constituent un processus de normalisation de la prison en tant qu'objet public qui influence au moins le volume médiatique que la presse y consacre.

De la presse comme institution politique

Les représentations de la justice pénale en général et de la prison en particulier étant porteuses de symboliques fortes, la presse ne peut être envisagée comme un simple vecteur de transmission d'information (Wolton 1997) lorsqu'elle traite de la criminalité. La presse participe en tant qu'organe social public aux structurations et ajustements des opinions sur les enjeux politiques que constitue le phénomène criminel (Ericson & al. 1987, 1989, 1991). D'autre part, on relève la ligne directrice donnée par les sources gouvernementales à l'information sur la criminalité. Certains auteurs avancent même le rôle de relais politique voire propagandiste des médias vis-à-vis des institutions étatiques de contrôle social (Welch 2000). Il est remarquable que le statut de la presse comme institution politique entretienne un rapport constant vis-à-vis de la prison, car dès 1880 apparaît "*l'existence d'un imposant dispositif journalistique qui entend bien faire entendre sa voix dans les questions sensibles de sécurité publique*" (Kalifa 2000, p. 205). Il semble que la permanence de la prison influe sur la continuité des interactions qui se développent dans son environnement. Cette influence n'est pourtant pas consciente chez les journalistes qui estiment jouir d'un statut leur garantissant indépendance intellectuelle et professionnelle, alors que le métier est également soumis à des contraintes économiques (Accardo 1998). La technique journalistique consistant à contourner leur faible marge de manœuvre est d'en référer à l'opinion publique, ainsi que le fait une employée d'une entreprise de presse : "*L'opinion publique qui de tous temps s'est toujours foutu royalement du sort des prisonniers (…). La liberté elle était totale, le problème c'était l'intérêt du lectorat pour ce truc là ; nous on est que des moyens d'alerte pour que l'opinion pu-*

[14] http://www.strafvollzugsarchiv.de/index.php

[15] En France, seuls la maison d'arrêt de Strasbourg, celle de Saint-Étienne, le centre de détention de Muret et le service pénitentiaire d'insertion et de probation de la Somme disposent d'un site Internet (au 1er juillet 2009).

blique se saisisse d'un truc"[16]. L'intérêt d'un tel phénomène dans notre réflexion est alors le rôle d'importance et de neutralité dont s'habillent les médias, niant le statut d'organe socio-politique qu'ils possèdent sur la scène publique.

Problématique

Notre analyse considère la figure du détenu en tant qu'ennemi comme un élément central d'une communication médiatico-politique porteuse de valeurs sociales. Il joue le rôle d'icône symbolique rappelant les normes d'ordre qui conditionnent un comportement conforme aux attentes de la société (Décarpes 2004). L'agencement médiatique de ce processus normatif sera examiné en deux temps : après un bref descriptif de la place qui est donnée à la thématique du détenu dans la presse française et allemande (que nous désignerons par CMC, "couverture médiatique carcérale"), le développement se poursuivra en considérant le rôle que cette médiatisation du détenu joue dans l'organisation de l'agenda des journaux et des politiques publiques. L'idée première est que la mise en scène du détenu par la presse dépasse les seuls critères journalistiques classiques et s'inscrit dans un contrôle social orienté par les discours sur la criminalité et l'insécurité. L'enjeu principal de cette étude est la compréhension des articulations entre les images du détenu dans la presse et les rôles que cette médiatisation de l'ennemi implique. Notre réflexion se place dans une approche du phénomène criminel comme étant socialement construit, suivant en cela Simmel qui appréhende "*le crime [comme étant] défini comme une action punie par des sanctions publiques*" (1908, p. 97). Il est important de considérer la déviance comme faisant partie du processus qui institue un contrôle social, lui-même pris en charge par les organes producteurs de cette déviance (Ogien 1995). Il en est de même de la publicité produite par les médias dont le détenu est l'objet. La qualité des informations transmises par la presse concernant des personnes incarcérées est en forte majorité de nature violente. Ce "donné à voir" véhiculé par les articles de journaux catégorise de fait l'image publique du détenu, dont il devra supporter les incidences sociales. Cette charge représentationnelle n'est pas neutre car, ainsi que le note Becker, "*le fait d'être pris et stigmatisé comme déviant a des conséquences importantes sur la participation*

[16] Cécile Prieur, journaliste au *Monde*, entretien recueilli par l'auteur, 20 juin 2001.

ultérieure à la vie sociale et sur l'évolution de l'image de soi de l'individu. La conséquence principale est un changement dans l'identité de l'individu aux yeux des autres. En raison de la faute commise et du caractère flagrant de celle-ci, il acquiert un nouveau statut. On a découvert une personnalité différente de celle qu'on lui prêtait. Il sera donc étiqueté […], et traité en conséquence" (1963, p. 54-55). L'interaction nouée entre le média, l'objet médiatisé et le récepteur du message illustre la signification de dangerosité apposée à l'étiquette "détenu". Les entreprises de presse participent en tant qu'acteur à cette "cérémonie de dégradation de statut" (Ogien 1995, p. 118) qui se déroule autour du champ carcéral.

Dans ce contexte général, nous considérons alors quatre étapes fixant le processus de construction de l'ennemi carcéral auquel les médias concourent. Dans un premier temps, la sélection est opérée par les agences étatiques de contrôle social que sont la police et la justice. La clientèle de ces institutions est repérée et encadrée par la machinerie pénale selon une conjonction de plusieurs strates sociales (Mucchielli & Robert 2002). Dans un second temps, une classification est définie par l'utilisation des termes de délinquant ou de criminel. La prégnance d'une terminologie particulière assure ici une socialisation autour du concept de justice, phénomène qui converge avec la thèse que "*dans la pratique cognitive des masses, l'existence du mot commande celle de la chose, la reprise collective du mot légitime le concept, l'emploi du mot valide une représentation*" (Rouquette 1994, p. 30). La troisième phase de déviance servie par les supports médiatiques est la nomination qui consiste à identifier le sujet de réprobation sociale : le détenu. Cette phase sert à personnaliser dans le temps et dans l'espace l'image du "hors-la-loi", renforçant la précédente catégorisation. Strauss note à cet effet qu'"*on a donc constaté que nommer n'est pas seulement indiquer ; c'est identifier un objet comme appartenant à une espèce d'objet. Un acte d'identification implique que la chose dont on parle soit située dans une catégorie*" (1959, p. 21). Enfin, le quatrième temps de cette attribution du statut d'ennemi au détenu est la normativation qui consiste à le considérer comme un sujet dangereux. Cette dangerosité est dès lors la caractéristique principale d'un individu qui a été sélectionné, classé puis nommé par les différentes institutions de contrôle social que sont les agences étatiques policières et judiciaires ainsi que les entreprises médiatiques.

Identités et figures du détenu dans la presse écrite

Matériel recueilli

Notre matériel concernant la CMC se compose de toutes les éditions françaises du quotidien *Le Monde* de janvier 1990 à février 2004, du quotidien *Les Échos* de mars 1999 à février 2004, du quotidien *Libération* de janvier 2000 à février 2004, du quotidien *Le Figaro* de mars 2001 à mars 2004, du quotidien *L'Humanité* de janvier 2002 à février 2004 et de l'hebdomadaire *L'Express* de septembre 2002 à février 2004. Pour la partie allemande, nous disposons des éditions du quotidien *Süddeutsche Zeitung* [*SZ*] de mars 1992 à décembre 2003, du quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung* [*FAZ*] de mars 1993 à juin 2003, du quotidien *Die Tageszeitung* [*Taz*] d'avril 1994 à décembre 2003, du quotidien *Hamburger Abendblatt* [*HA*] de mars 2000 à décembre 2000 et d'août 2003 à février 2004, et de l'hebdomadaire *Focus Magazine* [*FM*] de mai 1993 à novembre 1998. Notre corpus consiste ainsi en la totalité des articles portant sur la prison comme thème principal, ce qui correspond à un total de 1177 numéros traitant de la thématique carcérale. Nous avons laissé de côté après tri toutes les mentions qui évoquent la prison de façon secondaire dans une problématique judiciaire ou fait-diversière plus large. À cela s'ajoute un échantillon aléatoire de 151 éditions du quotidien *Bild* comprenant 14 articles sur la prison. Une première analyse quantitative indique que dans la presse allemande, le sujet "prison" fait l'objet d'un traitement médiatique moins fréquent qu'en France. En comparant des journaux aux caractéristiques similaires et ce dans une même période de mars 1993 à février 2004, *Le Monde* a consacré 362 articles à la prison et le *FAZ* seulement 52. De même, entre janvier 2000 et février 2004, *Libération* traite 198 fois de l'actualité pénitentiaire, le *Taz* 21 fois. Suivant alors l'analyse d'Althoff (1997, p. 392), nous envisageons la lecture des comptes rendus d'actualité dans les médias comme offrant, en plus d'un cadre signifiant, un modèle moral et des représentations normatives.

Approche descriptive : un marquage sur le compte de l'actualité

Une première catégorisation faite à partir de la totalité des articles sur la prison distingue 399 articles qui concernent les détenus à titre principal (ex. évasion, portrait, suicide, etc.). Cet ordre de grandeur d'un tiers est présent dans presque tous les journaux (à l'exception de *Focus* – 1/8ème – et des *Echos* – 1/10ème –). Nous verrons ainsi tout au long de

cette étude des similitudes importantes tant dans la forme que dans le fond du traitement médiatique de la prison. Quant à la place de l'item "détenu" dans la presse, elle n'est pas le seul fruit d'une actualité pénitentiaire ou judiciaire, car celle-ci est quotidienne et multiple, ce qui n'est pas le cas des articles sur la prison. Il y a donc une sélection concernant les sujets à travailler et un choix effectué sur leur mode de traitement. À titre d'exemple, la CMC des suicides en détention ne correspond évidemment pas à la réalité du terrain. On ne retrouve dans aucun journal une mention régulière (même sans être exhaustive) des suicides commis en prison (idem pour la période 2008-2009), ne serait-ce que ceux révélés par l'OIP. Ce cadre de travail de la presse écrite s'inscrit dans une mouvance plus large qu'explique ainsi Lagrange : "*Les événements mis au premier plan par les médias ne traduisent pas les faits connus dans leur masse et privilégient des actes particuliers indépendamment de leur gravité physique. Les événements générateurs d'inquiétude ne sont pas modaux, ils sont symptomatiques au sens médical en ce qu'ils révèlent une pathologie sociale, une angoisse et ne désignent pas ce qui l'a fait naître et croître. Le ressort principal des montées d'inquiétude est l'existence dans l'actualité d'événements impressionnants ; c'est-à-dire d'actes de violence susceptibles de cristalliser des réactions affectives*" (1984, p. 651). Nous considérons dès lors que le traitement journalistique de l'actualité et son credo qu'est l'évènementiel créent une représentation en soi de la prison et du détenu. La méthode de travail est éprouvée – "*nous on a un intérêt à créer un événement pour pouvoir ensuite remettre en scène*" (C. Prieur, 20 juin 2001) – et les conséquences multiples : besoin de spectaculaire, d'extra-ordinaire, mettant en cause les valeurs d'une société. La violence carcérale sous différentes formes devient donc un thème vecteur d'information de la presse[17]. Ceci résulte d'un processus systématique de qualification des éléments pointés comme perturbateurs de l'ordre social. La figure du "détenu" présente une série de valeurs et de normes qui font office de signifiants dans la symbolique in/out du politique. On assiste à une surmédiatisation et à une surexposition d'affaires ultra-minoritaires[18], tandis que l'on s'interroge sur la pertinence d'une information variée sur la prison : "*deux émissions en une seule journée sur les prisons françaises, ça fait beaucoup? Oui et non*" (*Libération*, 26 mars 2001). C'est tout l'enjeu et le paradoxe de la prison et du déte-

[17] Résultats comparables de l'analyse du *New York Times* (Welch 2000, p. 248).
[18] Cf. la critique de Pierre V. Tournier, *Libération*, 8 juillet 2004.

nu dans les médias : raconter sans expliquer, faire voir sans faire comprendre, au risque de banaliser la thématique.

Une pratique journalistique différenciée

La pratique journalistique outre-Rhin laisse une place importante aux agences de presse dans la rédaction des articles. Le style journalistique des agenciers y est beaucoup moins littéraire et personnel que celui d'un rubricard français, d'une part, de par la concision et la précision exigées par les collègues en tant que source première d'information, d'autre part, en raison de l'absence de signature en fin de papier. S'ajoute une normalisation de l'institution "prison" due à la loi pénitentiaire allemande. De cette double différenciation ressort une moindre emphase dans le répertoire de l'imagerie carcérale. On soulignera en France le nombre important de journalistes qui ont rédigé des articles portant sur la prison. Pour ne prendre que le seul exemple du journal *Le Monde*, 56 journalistes ont écrit sur la thématique carcérale entre 1990 et 1999, et 49 entre 2000 et 2004 ; de la période 1990-1999, seulement trois journalistes écrivaient encore entre 2000 et 2004. Le nombre quasi-équivalent de journalistes pour les deux périodes alors que l'une ne couvre que la moitié de l'autre est significatif du phénomène progressif d'éclatement et de dispersion thématiques qui prédomine dans le journalisme contemporain. Cela s'applique aussi aux médias allemands, bien que le peu d'intérêt des journaux d'outre-Rhin pour la prison atténue ce processus. À titre de comparaison, pour leur CMC, les journaux *Libération* et *Le Figaro* ont utilisé respectivement 49 et 38 journalistes, tandis que le *Taz* et le *FAZ* employaient respectivement 13 et 6 journalistes (entre 2000 et 2004).

Une problématique médiatique similaire

Les journaux allemands et français se distinguent assez peu sur la forme de leur traitement médiatique de la prison en général et du détenu en particulier[19]. La surpopulation carcérale par exemple est une thématique qui se retrouve dans les colonnes de tous les journaux, et ce depuis dix ans (les prisons sont "*pleines, surpeuplées*", *FM*, 24 mai 1993), quand

[19] Similitudes aussi avec l'analyse de Welch (2000), notamment un nombre d'articles sur la prison équivalent sur une période de même durée (4 ans) entre le *New York Times* (N=206) et *Libération* (N=198).

bien même les chiffres[20] sont moins défavorables à l'administration pénitentiaire allemande. Quant au détenu, qu'il soit VIP, vedettarisé par son crime ou "délinquant anonyme", la CMC dont il fait l'objet observe des différenciations et des ajustements identiques par rapport à une double contrainte que l'on retrouve dans les deux pays : le marché et les consommateurs d'un côté, l'éthique et le professionnalisme de l'autre[21]. L'agencement émetteur/médiateur/récepteur concentre les caractéristiques de la marchandisation de l'information que sont une activité financièrement rentable, un discours "politiquement correct" et des données rapidement assimilables. En cela, l'usage de stéréotypes ou de préjugés facilite le formatage de l'information.

Un contenu transversal conformiste

La traduction des préjugés carcéraux s'exprime dans la presse française et allemande par les mêmes thématiques, les mêmes contenus, les mêmes occurrences et les mêmes absences. D'une part, les sujets principaux de la presse française quand il s'agit des détenus sont les suicides (N=76) et les évasions (N=61), et ceux de la presse allemande sont les évasions (N=22) et les prises d'otages (N=19). Viennent ensuite toutes sortes de violence, qui représentent entre 1/3 (*Taz*) et 100% (*Les Echos*) des articles impliquant des détenus. D'autre part, le mot "enfer" par exemple, dont l'effet de miroir sur le détenu n'est pas neutre, est une forme rhétorique journalistique courante. Que cela soit dans le *Playboy* allemand de septembre 2004 concernant une prison en Amérique du Sud – où on compare aussi les détenus à des "*animaux*" dangereux –, dans *Libération* qui a été "*dans l'enfer d'une prison chinoise*" (24 février 2003), ou simplement en France lors d'une "*visite au bout de l'enfer*" (*Libération*, 28 octobre 2003), l'emphase du vocabulaire est justifiée par la force des choses, car "*sans galvauder les mots, sans cultiver le moindre sensationnalisme, il faut appeler par son nom ce voyage dans cet univers : une plongée dans l'horreur*" (*Le Monde*, 7 février 2000). L'usage d'un même mot pour décrire des situations asymétriques ne rend pas possible pour le lecteur une analyse intelligible des conditions carcérales en France ou en Allemagne. Les références symboliques qu'appelle "l'enfer" stigmatisent le détenu et le détachent d'une réalité sociale ordinaire. Dans un autre contexte, après avoir passé volontaire-

[20] http://www.kcl.ac.uk/schools/law/research/icps.

[21] Cf. par ex. la charte du *Nouvel Observateur* adoptée par la rédaction le 12 mai 2004.

ment une nuit en prison, un présentateur de télévision allemand ne parle pas des détenus qu'il a rencontrés, mais vante les mérites culinaires de l'établissement notant que "*au moins on a le choix entre quatre différentes sortes de pain, ce qu'il n'y a pas chez moi*" (*HA*, 26 janvier 2004). Ainsi, au sein d'un même article, on dénonce les conditions de détention et on ressasse les vieilles antiennes stéréotypiques[22]. Ce procédé de distanciation est identique pour le surveillant, même s'il est utilisé dans une moindre mesure et moins fréquemment. Ainsi, dans un article du *Focus Magazine*, le journaliste dépeint le métier de surveillant comme un "*boulot de cauchemar*" et donne la parole au directeur de l'établissement pénitentiaire de Berlin-Tegel qui vient confirmer qu' "*aucun job dans la fonction publique n'est moins apprécié*" et que le surveillant est crédité d'un "*faible prestige social*" (caractéristiques similaires en France). Pour autant, l'article considéré fait référence au qualificatif de "Schließer", expression perçue négativement par la profession des personnels de surveillance. Cet usage n'est pas indispensable en cela que dans le même temps, le journaliste ou son journal fait usage d'autres termes à dénomination identique tels que "Vollzugbeamter", "Vollzugbedienstete", "Wächter" ou "Wärtern". La présentation neutre et compréhensive du travail de surveillant est contrebalancée voire annulée par la connotation péjorative que suggère le mot "Schließer", de même que la forte utilisation du terme "maton" par le journal *Libération* qui en fait un titre à 7 reprises en 4 ans, et le reprend dans ses colonnes par 73 fois, ainsi que le font *Le Monde* par 28 fois et *Le Figaro* par 45. Le journal *Libération* illustre l'ambivalence stylistique et symbolique de la CMC en France et en Allemagne. Cette présentation ambivalente déteint sur le public dont il a la charge.

Approche analytique : une distanciation structurelle

La prison et ses détenus ne sont pas les uniques figures ennemies circulant dans les champs sociaux. Ils représentent pour autant des points de fixation normatifs. Le criminel, considéré comme un "Außen-

---

[22] "*Nous sommes rentrés dans cette voie funeste qui consiste à bâtir des prisons qui ressemblent à des palais […]. Il y a là des bains très luxueux tels que beaucoup de parisiens même aisés n'en ont pas chez eux*" [député progressiste Georges Berry, J.O., Chambre, Débats, 20 novembre 1896, p. 1161], *in* Kalifa 2000, p. 205.

seiter", correspond à ce que Durkheim entend par "ennemi"[23]. Cela rejoint la problématique du palier herméneutique (Watier 2002, p. 78) : l'absence de codes propices à une compréhension réciproque met en difficulté l'apparition d'interactions communes et fixe alors l'Autre dans un schéma antinomique. Cette distanciation entre en interaction avec la situation familiale des personnes incarcérées et les faibles ressources dont elles disposent pour affirmer une propre image de soi. Dans ce contexte, nous avons proposé une catégorisation idéal-typique en quatre items : les "entourés", les "abandonnés", les "solitaires", et les "reclus" (Décarpes 2005, p. 18). Ce handicap relationnel et communicationnel pèse sur les rapports entretenus avec les médias. À cela s'ajoute la difficulté structurelle des mass media à produire et diffuser un sentiment d'empathie. Celui-ci serait à même de développer des processus d'interaction et d'identification (Emme 1999, p. 66), en lieu et place d'une médiatisation apathique. C'est donc en trois temps que se construit, passivement et activement, l'image du détenu dans la presse : on en parle le moins possible, en usant d'un minimum d'informations, qui sont le plus souvent aliénantes.

Une non-présentation du détenu

Le peu d'articles sur la population carcérale inscrit le détenu dans une pratique journalistique de rareté et d'économie de ressources à son égard. Le détenu reste absent de la médiatisation de la prison. Aucun journal ne cite un nom propre (sauf *VIP*), parfois "*afin de préserver l'anonymat, les prénoms ont été changés*" (*Le Monde*, 20 septembre 2002) ; on utilise même une fausse identité dans le *SZ* où "*Peter M. est un nom changé*" (14 janvier 1995). Et lorsque n'est pas donnée uniquement l'initiale du détenu "*B., 32 ans*" (*Libération*, 21 octobre 2003), la nomination impersonnelle est de mise comme avec ces détenues femmes : "*explique l'une d'elles*" (*L'Humanité*, 12 août 2003). La non-présentation du détenu s'illustre d'autre part lors d'articles concernant une mutinerie, qui relatent souvent l'événement sans mentionner les revendications des mutins (par exemple *Le Figaro*, 24 décembre 2002 ; *SZ*, 14 août 1998 en Une).

---

[23] "*Toute opinion qui les [les idées que nous nous faisons de nos croyances politiques et religieuses] gêne est traitée en ennemie*" (1894, p. 32).

Une inexistence sociale

Les détenus n'ont que peu accès à la parole publique, ce qui se traduit dans la presse par une quantité négligeable de portraits, d'interviews, d'histoires de trajectoires individuelles. Il n'est quasiment jamais indiqué quelle était la situation professionnelle ou familiale du détenu avant son incarcération. Par contre, il sera toujours mentionné pour quelle infraction il purge une peine de prison. Une récurrence dans la mise en scène de détenus est la description de leurs caractéristiques carcérales puis un commentaire éclairant d'une personne compétente (surveillant, directeur d'établissement, etc.). La confiscation des mots par les experts délégitime le peu laissé à dire au détenu, son opinion devient marginale. En Allemagne, de nombreux articles traitent des mutineries et évasions dans d'autres pays, ou des problèmes des prisons aux États-Unis, Japon ou Pays-Bas, mais peu de la situation nationale. La "spirale du silence" (Noelle-Neumann 1997) médiatique dans laquelle se trouve le détenu s'ajoute au "*sentiment de honte dénié, tourné en dérision, gardé à distance ou intériorisé, (qui) est un des ressorts principaux de la construction identitaire*" (Colin 2004, p. 53). Quand bien même le détenu se personnalise, c'est pour faire place à des stéréotypes qui éloignent l'image publique de la personne incarcérée de son identité propre.

Une représentation aliénante

Une des premières caractéristiques aliénantes de la représentation du détenu tient au fait que la presse utilise plusieurs idéaux-types pour qualifier l'incarcéré : il est soit VIP (Loïc Le Floch-Prigent, José Bové), intellectuel (Philippe Maurice), victime et/ou saint (Patrick Dils, Jacques Lerouge), ou irrécupérable (Patrick Henry). Cette mise en scène d'idéal-type est inégalement répartie : si le VIP est une figure très française, par contre l'intellectuel se retrouve également dans les journaux allemands (il joue aux échecs, *FAZ*, 26 juillet1999 ; il étudie, *SZ*, 22 juin 1998), tout comme le bon détenu (il fait de la prévention à l'extérieur, *FAZ*, 8 avril 1999). Quant à l'irrécupérable, il se caractérise en Allemagne soit par la figure de l'étranger, soit par celui du pédophile – thématique présente aussi en France –. Une autre image tenace du prisonnier, plus diffuse, est celle du "truand" (*Le Monde*, 10 janvier 1996), de la "grosse pointure" (*Libération*, 15 avril 2003), qu'on appellera par deux fois "Pierrot" (*Le Monde*, 15 août 1990 et 10 janvier 1996). Par contre, le détenu "lambda" reste sous-représenté dans les productions de la presse écrite.

On revient ici à l'idée de sous-culture et du détenu comme être à part[24]. C'est une facilité stylistique et une économie de travail que d'employer des figures emblématiques imprégnées dans la conscience populaire. Cela n'en demeure pas moins aussi une stigmatisation latente, car "*la possession d'une caractéristique déviante déterminée peut avoir une valeur symbolique générale, si bien que les gens présument automatiquement que le sujet possède d'autres caractéristiques prétendument associées à la première*" (Becker 1985, p. 56).

La prégnance de caractéristiques sous-jacentes dépossède le détenu du droit d'expression. S'il n'est pas une seule grève de surveillants dont on n'évoque la raison, en revanche les mutineries ne sont que rarement justifiées dans l'article. Et à défaut d'utiliser souvent le terme "protestation", le détenu se trouve davantage impliqué dans un "mouvement d'humeur", une "agitation", une "échauffourée", un "mouvement de mécontentement", une "explosion de violence". La mobilisation en devient illégitime, les paroles sont confisquées et les motivations sont ignorées. Ceci rejoint de façon analogique la pensée de Castel qui explique que "*sont en premier lieu exclus ceux des malheureux qui se révolteraient contre cet ordre du monde voulu par Dieu*" (1999, p. 71). Dès lors, la manifestation de la désapprobation sociale s'exprime dans le fait que le détenu retrouve une existence lorsqu'il s'évade : il est alors quasiment toujours cité nommément en France, décrit physiquement en Allemagne, et dans tous les cas on mentionne l'infraction pour laquelle il purgeait une peine privative de liberté[25]. Cela confirme la thèse que l'anonymisation des acteurs en détention est purement arbitraire et routinière, tout comme le choix de parler du détenu.

Les termes alors usités ne sont pas neutres, les détenus étant qualifiés de "souvent instables et immatures" (*Le Monde*, 10 avril 1990) : dans l'article, il n'est pas précisé de quel type de détenus il s'agit, la place est donc laissée au processus de généralisation. Ainsi que le soulignait Robert, "*ce message est utile au maintien d'une structure sociale*

---

[24] Pour une analogie avec le détenu : "*Ce n'est qu'à partir du moment où ils sont assistés – ou peut-être dès que leur situation globale aurait dû exiger assistance, bien qu'elle n'ait pas encore été donnée – qu'ils deviennent membres d'un groupe caractérisé par la pauvreté. Ce groupe ne demeure pas uni par l'interaction de ses membres, mais par l'attitude collective que la société, en tant que tout, adopte à leur égard*" (Simmel 1908, p. 98).

[25] De plus, "*la violence institutionnelle (dont les émeutes) est présentée comme un événement, alors que la plupart des autres articles s'agencent sous forme de discussion ou de débat*" (Welch 2000, p. 252, notre traduction).

dans la mesure où il renforce les catégorisations, le manichéisme, les réflexes de peur et l'assimilation de l'idée de danger (nés de la " différence ") à certaines catégories sociales" (1978, p. 83). En outre, les tentatives de mettre le détenu au cœur des débats pénitentiaires médiatisés ne rencontrent pas le succès escompté. Cité en 4 ans d'articles de presse (2000-2004) seulement 7 fois par *Libération*, 4 fois par *Le Figaro*, 2 fois par *Le Monde* et 2 fois par *L'Humanité*, le groupe Mialet, composé d'anciennes VIP incarcérées, ne fait pas audience. Malgré les efforts déployés auprès des médias et les ressources médiatiques propres dont disposaient les membres du groupe, l'écho dans la presse reste relativement faible.

Perspective : une stigmatisation normative

Le détenu, non pas altérisé mais aliéné par les représentations sociales dont il est l'objet dans la presse, n'est pas un simple laissé-pour-compte des institutions médiatiques. Il est objet vecteur de valeurs et de symboles sociaux qui maintiennent une cohésion conservatrice au sein de la société. Le respect des lois, la punition, le repentir, la croyance en une Justice juste et efficace sont transmis à travers le détenu par les représentations de la prison. Une autre constante caractéristique de la prison et du détenu (Kalifa 2000) est la dangerosité inhérente à ces termes. La stigmatisation sert alors d'outil normatif : "*afin d'expliquer son infériorité et de justifier qu'elle représente un danger, nous bâtissons une théorie, une idéologie du stigmate, qui revient parfois à rationaliser une animosité fondée sur d'autres différences, de classe par exemple*" (Goffman 1975, p. 15). Cette croyance est alimentée par un discours reprenant des perpétuations carcérales. La comparaison avec des "personnages carcéraux" confère au détenu un statut inamovible de personne à risque. D'autre part, le terme de "détenu" tend à naturaliser la situation d'un individu incarcéré, masquant ainsi les processus politico-économiques qui alimentent les prisons françaises et allemandes et "*les conséquences qu'implique, pour un individu, le fait d'être étiqueté comme déviant : il lui devient plus difficile de poursuivre les activités ordinaires de sa vie quotidienne, et ces difficultés mêmes l'incitent à des actions "anormales"*" (Becker 1985, p. 203). Il s'ensuit une double fonction politique de la figure du détenu dans la presse : celle de "fauteur de troubles sociaux" et celle de justificateur des politiques contemporaines de contrôle social.

Un bouc émissaire légalisé[26]

L'environnement pénitentiaire tel que décrit par la presse dans lequel évolue l'image du prisonnier est constitué quasi-uniquement de particularités qui sont conçues comme fixes et définitives. Cette approche immobile et sécuritaire du lieu de vie "prison" le catégorise dans un premier temps comme dangereux et immuable. L'occupant de cet endroit devient à son tour quelqu'un dont il faut se protéger et qui n'est pas capable d'évoluer. La presse participe de cet agencement des rôles sociaux en pointant le détenu comme un être différent. On observe une continuité frappante dans les propos d'un journal allemand qui se situe dans la mouvance progressiste de la scène médiatique : tout d'abord "*ce ne sont pas des citoyens normaux de l'extérieur. Ce sont des détenus*" (*SZ*, 12 mars 1992), et puis "*cependant, il s'ensuit une surprise. Arrivent deux homme tout à fait "normaux'*"" (SZ, 17 janvier 1998). La presse est une source de représentations, et non pas uniquement un tiers-diffuseur. La presse façonne une vision du monde, sa vision du monde carcéral. Ses productions médiatiques prêtent du sens et de la signification à des objets sociaux communs. C'est ce que Goffman note lorsqu'il écrit que "*le normal et le stigmatisé ne sont pas des personnes mais des points de vue*" (1975, p. 161). En l'occurrence, le détenu en tant qu'être anormal et stigmatisé est une construction sociale à laquelle les médias prennent part.

Le tableau pénitentiaire dessiné par la presse n'est pas monochrome, toutefois il laisse une très faible marge de manœuvre à une normalisation de la figure du détenu. L'exemple de la mesure de placement sous surveillance électronique (PSE) constitue une délimitation du possible, ainsi que l'avance *Le Figaro* : "*la mesure ne peut s'adresser à n'importe qui*" (10 mars 2001)[27]. Ce sont ici des messages à but d'ordonnancement social. Ainsi, l'absence de prise de parole dans le débat médiatique qui s'applique aux prisonniers est symptomatique d'une Weltanschauung binaire "inclusion/exclusion". Un exemple de ce marquage est l'appellation "ancien détenu" à laquelle se réfèrent les agents sociaux pour dénommer un individu qui, par effet de miroir, adoptera un conditionnement d'attitudes et de comportements cohérents avec les images qui lui

---

[26] Dans la presse du XIXe siècle, "*à l'argument traditionnel d'un milieu carcéral criminogène s'ajouta bientôt celui d'une prison directement responsable de l'essor présumé de la criminalité*" (Kalifa 2000, p. 206).

[27] La pratique actuelle du PSE, avec plus de 4 000 personnes concernées, infirme ce jugement

sont renvoyées. Comme l'indique Robert, "*il existe une tendance à tenter de faire dériver les inquiétudes de la population […] mettant en question les fondements de l'ordre social, vers le commode bouc émissaire de criminel*" (1978, p. 8). C'est un raisonnement similaire qui amène Castel, dans une période de précarité, à considérer que "*dans les relations qu'elles entretiennent avec les autres groupes sociaux, plutôt que d'accueillir la diversité qu'ils présentent, ces catégories sacrifiées cherchent des boucs émissaires qui pourraient rendre compte de leur déréliction*" (2003, p. 51).

C'est donc dans un environnement de défiance que le criminel, suite à l'aboutissement logique symbolique de la filière pénale qu'est la prison, se transforme alors en détenu ennemi et conserve les marques d'infamie qui étaient précédemment attribuées au criminel, le changement de statut n'opérant pas un renouvellement automatique des attributs sociaux. Dans un contexte de modération des attitudes publiques (Widmer 2004), la presse est en décalage avec son lectorat lorsqu'elle pointe le détenu comme individuellement responsable des phénomènes criminels. À cela s'ajoute le concept d'"internalisation" proposé par Dubet (2003, p. 17), qui conduit à une sur-responsabilisation à laquelle le détenu est exhorté, ce qui est en contradiction avec les études sociologiques décrivant le processus infantilisant et déresponsabilisant qu'imprime l'institution totale pénitentiaire sur les détenus (Goffman 1968, Cremer-Schäfer 1985). Le mécanisme de "désocialisation radicale" (Dubet 2003, p. 14) pose un voile moralisateur sur les conduites fautives des détenus, masquant ainsi les structures et interactions sociopolitiques qui constituent la filière pénale. L'enjeu dramatique de la "seconde chance bafouée" que représente la révocation d'un sursis ou la sortie de prison anticipée suivie de la récidive est accentué par cette idéologie de la responsabilité individuelle. Dans une configuration marquée par la faiblesse des ressources médiatiques déployées par la presse dans la CMC, un phénomène de "mésinformation" (Freund 1991) se développe, où parfois la scène politico-médiatique pointe un problème qui n'est pas d'actualité (Roberts 2005). Il en ressort que "*les distorsions produites entre la réalité (l'événement), l'imaginaire (la rumeur et ses effets d'amplification) et le symbolique (l'atteinte à la loi), n'offrent pas d'espace à l'esprit critique tant leur relation nécessite, plus que jamais, une cohésion de sens*" (Boucard 1993, p. 300), tandis que les représentations sociales – outils de "prêt à penser" servant à maîtriser la réalité pour y évoluer le plus efficacement – s'organisent en un ordonnancement de valeurs et conduites propres au détenu.

Une pénalité sécuritaire[28]

Les représentations sociales du détenu dans la presse participent dans un second temps d'une pénalité sécuritaire qui se traduit par une réalité idéelle. C'est un changement de paradigme qui revendique un sentiment de sécurité et considère l'État et la communauté dans leur acception minimaliste et défensive de protection des intérêts individuels face à la menace collective[29], et non d'épanouissement de l'individu au sein d'un mouvement social. Ceci peut être notamment envisagé à travers le degré de pénalité ou le taux de punitivité (réprobation collective).

Il est frappant de noter l'évolution de deux secrétariats d'État (SE) auprès du Garde des sceaux français. Alors qu'un poste à la condition pénitentiaire était souhaité par de nombreux observateurs, fut annoncée la création d'un SE aux programmes immobiliers de la Justice (juin 2002). Lors du renouvellement de l'équipe gouvernementale du 31 mars 2004, ce SE disparaît et laisse place à un SE aux droits des victimes (qui a été dissout en 2005). Par ailleurs, le 23 juin 2009, le 20h de TF1 annonce fautivement un SE aux prisons dirigé par Christine Boutin. On retrouve ici "*l'idée que protéger les victimes potentielles est aujourd'hui plus défendable que tenter de réhabiliter des délinquants*" (Cauchie & Chantraine 2005).

La prison reprend alors son rôle dans l'ordonnancement sécuritaire contemporain. Un éditorial s'engage même en faveur de "*la prison pour sauver l'école*" (*Le Figaro*, 5 août 2002). En reprenant l'analyse de Robert (1978, p. 69) sur les fonctions de la peine de mort et en les transcrivant à celles de la prison – "fonction de punition, fonction de vengeance sociale, fonction d'exemplarité, fonction de préservation sociale" –, le détenu est inclus dans une structure sur laquelle il n'a pas prise. À titre d'exemple, les évasions sont toujours l'occasion d'une remise en cause des conditions de sécurité d'un établissement, et non une interro-

---

[28] À la suite d'une analyse des titres de nos journaux sur une période de quatre ans où nous avons cherché la présence de 13 termes, deux termes se placent en tête des occurrences les plus fréquemment citées (dans un groupe de trois termes, respectivement en France et Allemagne, N correspondant ici à la somme des occurrences France + Allemagne) : *police* (N=4385) et *sécurité* (N=4011), suivis de *justice* (N=4075) et de *peur* (N=3510). Les termes *inégalité* (N=260) et *injustice* (N=70) sont les deux termes les moins utilisés (et ce aussi bien en France qu'en Allemagne).

[29] Sur la place de la force dans l'action étatique, cf. Linhardt D. & Moreau de Bellaing C. (2005), Légitime violence ? Enquêtes sur la réalité de l'État démocratique, *Revue française de science politique*, vol. 55, n° 2, pp. 269-298.

gation sur les conditions de détention. Comme le souligne Boucard, "*le discours sur l'insécurité peut dès lors servir de lien sécuritaire donnant un sens à une quotidienneté troublée par l'abandon des autorités légitimes, afin de pouvoir la supporter*" (1993, p. 23-24). Le détenu devient le liant entre une médiatisation de certaines violences carcérales et une volonté d'asseoir un contrôle social. Ce contrôle apparaît aujourd'hui, de par l'instantanéité des moyens d'information et de communication, être soumis à une approche non plus conceptuelle mais temporelle de la politique pénale – agenda-setting, rythme médiatique, etc. –. La notion d'urgence se retrouve fréquemment dans les articles – dans *Ouest France* où "*les prisons débordent*" (7 juillet 2004), et plus généralement dans les journaux français et allemands ("*tirer la sonnette d'alarme*", "*bombe à retardement*", etc.). Une autre orientation du contrôle, plus moderne, est d'ordre économique[30]. L'intérêt relatif mais certain porté à la thématique pénitentiaire par le journal *Les Échos* illustre l'orientation économiste du contrôle social et de la gestion du risque et des "inutiles au monde" (Castel 1999, p. 747). Des journaux comme *Le Figaro* (11 juillet 2001, 27 juin 2002, 14 janvier 2003) ou *SZ* (3 février 1997, 27 octobre 2001) traitent souvent le sujet "détenu" sous un l'angle du travail, à l'atelier ou en formation professionnelle. Et puis il est rappelé qu'"*on oublie qu'un détenu coûte très cher et que tout cet argent pourrait servir a développer d'autres solutions*" (cité dans *Libération*, 14 juin 2002). Cela trouve écho dans l'analyse de Castel, si on substitue le "détenu" au "vagabond" : "[stigmatiser au maximum le vagabond] *c'était surtout construire un paradigme à fonction dissuasive et préventive en direction de tous les autres individus aux abois, et au-delà en direction des populations guettées par la misère et l'instabilité*" (1999, p. 166-167). La catégorisation des individus par le système pénal selon leur dangerosité (Robert 1978) est une commodité de gestion en temps de crise. La prison et le détenu s'inscrivent alors dans un processus de contrôle à la fois défensif et offensif de l'ordre public véhiculé par les médias[31].

---

[30] Cf. Cour des comptes (2006), *Garde et réinsertion. La gestion des prisons*, La documentation française, Paris. Cf. également la discussion sur le paiement par les détenus des coûts énergétiques : Köhne M. & Feest J. (2006), Die Stromkostenbeteiligung von Strafgefangenen, *ZfStrVo*, 2, p. 74-76.

[31] Cf. Kalifa (1995), p. 280.

Pour une analyse transversale de l'image médiatique du détenu

La figure de l'ennemi se recompose au gré de l'ensemble mouvant des nouvelles formes de conflictualité. Dans cette optique, une piste de réflexion serait le rapport entretenu entre la fonction principale de la prison et la perception du détenu que cela implique. Nous tentons ici une brève classification qui s'appuie sur les développements de la notion de dangerosité et qui reste en grande partie à explorer.

Ainsi, si la prison se fixe comme but la réhabilitation, le détenu est perçu comme un être faillible mais récupérable. Si l'accent est mis sur la dissuasion, c'est une vision de l'humain qui est en jeu. Dans le cas où la prison équivaut à une punition, le détenu est considéré comme sujet de droit. L'enjeu de la réparation implique l'existence d'un citoyen. En dernier lieu, qui prend là toute son importance, si la prison a pour rôle la protection de la société, c'est que le détenu est tout simplement dangereux. C'est cette option qui nous semble peser sur les politiques publiques dites de "nouveau prudentialisme" (Cauchie & Chantraine 2005)[32]. À l'évidence, le tableau de la fonction pénale de la prison est nuancé. Cependant, le poids de la notion de dangerosité et la figure inhérente d'ennemi dans les discours publics et scientifiques sont suffisamment marquants pour que nous en tenions compte. Et ce d'autant plus que la presse contemporaine, dans son rapport à la prison et au contrôle social, assure un rôle similaire à celle du XIXe siècle, qui confirme la permanence et l'influence de la prison sur son environnement d'interaction sociale. Comme le souligne Kalifa, "*les modes de fonctionnement du discours journalistique apparaissent tout autres. S'il ne reflète pas davantage les réalités de la prison, il exprime en revanche clairement les intentions et les ambitions des quotidiens à grand tirage : investir la vie de la cité, affirmer leur rôle dans l'organisation du discours social. Tout comme la question de la sécurité publique dont ils s'emparent dans les mêmes années [1880], la prison constitue pour eux un objet privilégié pour réaliser ce dessein*" (2000, p. 14).

Bibliographie

Accardo A. (1998), *Journalistes précaires*, Bordeaux, le Mascaret.

Althoff M. (1997), Die Herstellung von rassistischen Bildern in den Medien. Der "ideale" Asylbewerber, *in* Frehsee D. (dir.), *Kon-*

[32] Cf. la loi du 25 février 2008 relatif à la rétention de sûreté.

struktion der Wirklichkeit durch Kriminalität und Strafe, Baden-Baden, Nomos Verlag.

Becker H.S. (1985 [1963]), *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié.

Boucard D., Haudebourg J.-F., Léon H. (1993), *Les clichés d'une insécurité ordinaire. Analyse des pratiques et des représentations sécuritaires dans la cité HLM des Dervallières (Nantes)*, Paris, Institut des Hautes Études de la Sécurité Intérieure.

Bourdieu P. (1980), L'opinion publique n'existe pas, *in Questions de sociologie*, Paris, Minuit, p. 222-235.

Castel R. (1999 [1995]), *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Gallimard.

Castel R. (2003), *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, Seuil & République des idées.

Cauchie J.-F. & Chantraine G. (2005), De l'usage du risque dans le gouvernement du crime, *Champ Pénal*, Vol II, http://champpenal.revues.org/document80.html

Chauvenet A. (1998), Guerre et paix en prison, *Les cahiers de la sécurité intérieure*, 31, p. 91-100.

Colin P., Klinger M. (2004), Vécu carcéral et situation d'illettrisme, *Déviance et Société*, 28, 1, p. 33-55.

Cremer-Schäfer H. (1985), *Biographie und Interaktion. Selbstdarstellungen von Straftätern und der gesellschaftliche Umgang mit ihnen*, München, Profil.

Décarpes P. (2004), Topologie d'une prison médiatique, *Champ Pénal*, Vol. I, http://champpenal.revues.org/document24.html

Décarpes P. (2005), Des histoires pleines de mots, *Revue Quart Monde*, 193, p. 17-21.

Décarpes P. (2006), Der DDR-Strafvollzug vor und nach der Wende. Die Umgestaltung des Gefängnislebens zwischen Herrschaft, Rechtsstaat und Willkür *in* Kott S. & Droit E. (dir.), *Die ostdeutsche Gesellschaft. Eine transnationale Perspektive*, Berlin, Ch. Links Verlag, p. 88-103.

Dubet F. (2003), Domination et socialisation, *Recherches sociologiques*, XXXIV, 2, p. 13-21.

Durkheim E. (1997 [1894]), *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, Presses Universitaires de France.

Emme M. (1999), *Der Versuch, den Feind zu verstehen. Ein pädagogischer Beitrag zur Moralisch-politischen Dimension von Empathie und Dialog*, Frankfurt am Main, IKO – Verlag für Interkulturelle Kommunikation.

Ericson R.V., Baranek P.M., Chan J.B.L. (1987), *Visualizing deviance: a study of news organisations*, Toronto, University of Toronto Press.

Ericson R.V., Baranek P.M., Chan J.B.L. (1989), *Negotiating Control. A Study of News Sources*, UK, Open University Press.

Ericson R.V., Baranek P.M., Chan J.B.L. (1991), *Representing Order. Crime, Law, and Justice in the News Media*, UK, Open University Press.

Freund A. (1991), *Journalisme et mésinformation*, Paris, La Pensée Sauvage.

Goffman E. (1968), *Asiles*, Paris, Minuit.

Goffman E. (1975), *Stigmate*, Paris, Minuit.

Jobard F. (2002), Singularités allemandes. Les surprises de l'unification du système carcéral, *Critique Internationale*, 16, p. 153-167.

Kalifa D. (1995), *L'encre et le sang. Récits de crimes et société à la belle époque*, Paris, Fayard.

Kalifa D. (2000), Prisons à treize sous. Représentations de l'enfermement et imprimés de masse à la fin du XIXe siècle, *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 20-21, p. 203-215.

Kawamura-Reindl G. (2004), "Aufschluss" und "Knast – Ich? Nie!". Ein Filmprojekt und eine Broschüre zum Film, *Neue Kriminalpolitik*, 2, p. 49.

Krotopkine (1887), On ne peut pas améliorer les prisons, http://www.bibliolibertaire.org/Textes/reflexions_sur_la_prison.pdf.

Lagrange H. (1984), La perception de la violence par l'opinion publique, *Revue Française de Sociologie*, XXV, p. 636-657.

Le Bon G. (1881), La question des criminels, *Revue philosophique*, 1, p. 529-539.

Mucchielli L. & Robert P. (dir.) (2002), *Crime et sécurité. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte.

Noelle-Neumann E., Schulz W., Wilke J. (dir.) (1997), *Fischer Lexikon Publizistik – Massenkommunikation*, Frankfurt am Main, Fischer.

Ogien A. (1995), *Sociologie de la déviance*, Paris, Armand Colin.

Rigouste M. (2004), Le langage des médias sur "les cités". Représenter l'espace, légitimer le contrôle, *Hommes et Migrations*, 1252, novembre-décembre, p. 74-81.

Robert P. & Faugeron C. (1978), *La justice et son public. Les représentations sociales du système pénal*, Genève, Médecine et Hygiène.

Roberts J.V. (2005), Prison and release from prison, *in* Roberts J.V., Hough M., *Understanding public attitudes to criminal justice*, Maidenhead, Open University Press.

Rouquette M.-L. (1994), *Sur la connaissance des masses*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.

Simmel G. (2002 [1908]), *Les pauvres*, Paris, Presses Universitaires de France.

Smaus G. (1978), Funktion der Berichterstattung über die Kriminalität in den Massenmedien, *Kriminologisches Journal*, 10, p. 187-201.

Strauss A. (1959), *Miroirs et masques. Une introduction à l'interactionnisme*, Paris, Métailié.

Sykes G.M. & Messinger S.L. (1960), The inmate social system, *in* Cloward R. & al., *Theoretical studies in the social organization of the prison*, New York, Social Science Research Council.

Watier P. (2002), *Une introduction à la sociologie compréhensive*, Belfort, Circé.

Weber M. (1991 [1919]), *Le savant et le politique*, Paris, Christian Bourgois.

Welch M., Weber L., Edwards W. (2000), "All the news that's fit to print": a content analysis of the correctional debate in the New York Times, *The Prison Journal*, 80, 3, p. 245-264.

Widmer E., Languin N., Pattaroni L., Kellerhals J., Robert C.-N. (2004), Du sentiment d'insécurité aux représentations de la délinquance, *Déviance et Société*, 28, 2, p. 141-157.

Wolton D. (1997), *Penser la communication*, Paris, Flammarion.

Mises en images et enjeux de mémoire

“Expositions coloniales” dans les camps de prisonniers

L’ethnographie visuelle de l’ennemi, entre vulgarisation scientifique et propagande pendant la guerre de 1914-18

Monique Scheer[1]

Peu après le début de la Grande Guerre, alors que les premières photographies du front se mettent à circuler et que les premiers prisonniers de guerre sont regroupés à l’intérieur des lignes, la population allemande commence à réaliser la dimension de ce conflit à travers ce qu’elle voit de ces soldats “ennemis”. Les photographies du front de l’est montrent des soldats des Balkans et des régions lointaines de l’empire russe. Celles du front occidental montrent des soldats originaires d’Afrique et des Indes, que la France et la Grande-Bretagne ont recrutés dans leurs colonies. Les soldats allemands avaient certes déjà affronté des recrues coloniales de leurs adversaires à l’époque de la guerre franco-allemande de 1870-71, mais pas en aussi grand nombre. Cette impression d’une diversité ethnique sans précédent parmi les ennemis est très vite récupérée en Allemagne par un discours nationaliste de l’encerclement, qui pose que la guerre n’est pas seulement un combat contre un monde rempli d’ennemis, mais contre un monde rempli de peuples à la solde de ces ennemis, mobilisés par ces derniers contre l’Allemagne[2]. L’utilisation de troupes non européennes sur le front eu-

[1] Je remercie Andy Evans, Britta Lange et Margaret Olin pour les discussions et encouragements qui ont permis ce travail, ainsi qu’à Clara Polley et Karola Ruckmann pour leur aide sur les corrections.

[2] Voir à ce sujet Aribert Reimann, *Der Große Krieg der Sprachen. Untersuchungen zur historischen Semantik in Deutschland und England zur Zeit des*

ropéen devient en peu de temps l'objet de débats publics en Allemagne, qui n'expriment pas seulement des positions communément racistes, mais tout un complexe d'opinions sur l'entreprise coloniale, sur la diversité des peuples et sur les formes de la guerre dans la modernité[3].

Beaucoup de ces soldats sont placés en détention en tant que prisonniers de guerre. La Première Guerre Mondiale est une guerre de masse qui oblige à mesurer les conflits avec de nouvelles échelles : dès la première année, plus d'un million de prisonniers pris parmi les Alliés sont regroupés sur le seul territoire du Reich allemand, et internés dans 105 camps de prisonniers[4]. En Allemagne comme en Autriche-Hongrie, ce sont majoritairement des soldats de l'armée de terre russe qui remplissent les camps : ils représentent environ 70% de l'ensemble des prisonniers rassemblés dans ces deux pays. Le second contingent le plus important, sur le territoire allemand, est formé par les prisonniers de l'armée française, qui représentent environ un quart de l'ensemble. Au cours des trois années suivantes de la guerre, 70 autres camps seront ouverts, qui accueilleront un million et demi de prisonniers supplémentaires.

Les prisonniers en provenance de différents pays sont généralement mêlés : seuls certains sont regroupés en fonction de leurs origines dans des camps dits "spéciaux". Bénéficient de ce privilège les minorités ethniques de l'empire russe, comme les Russes allemands et les Polonais, mais aussi les Irlandais et les Flamands. Ces prisonniers sont soumis, malgré les interdictions du droit international en la matière, à une propagande qui tente de les convaincre qu'ils sont victimes d'une

---

Ersten Weltkriegs. Essen 2000, p. 214 sq. La formule "un monde de peuples" („Welt von Völkern") figure dans les publications des scientifiques étudiés ici, notamment ceux de la période d'après-guerre. Par exemple, Wilhelm Doegen, *Kriegsgefangene Völker. Bd. 1. Der Kriegsgefangenen Haltung und Schicksal in Deutschland*. Berlin 1921, p. IV : "*Deutschland hat nicht gekämpft gegen eine Welt von Heeren, wie immer gesagt wurde, sondern gegen eine Welt von Völkern*". Voir aussi Leo Frobenius, Kulturpolitische Einführung, *in Deutschlands Gegner im Weltkriege*. Berlin s.d. [ca. 1924], p. I-X ; par exemple p. II: "*Deutschland und seine Verbündeten im Kriege mit der Welt! Eine Welt von Völkern! Keine Rasse, kein Erdteil, die nicht Abgesandte diesen Zerstörungsarbeiten beigesteuert hätten!*".

[3] Voir à ce sujet Christian Koller, *"Von Wilden aller Rassen niedergemetzelt". Die Diskussion um die Verwendung von Kolonialtruppen in Europa zwischen Rassismus, Kolonial- und Militärpolitik (1914-1930)*, Stuttgart 2001.

[4] Uta Hinz, *Gefangen im Großen Krieg. Kriegsgefangenschaft in Deutschland 1914-1921*, Essen 2006, p. 74.

oppression de leurs minorités[5]. Dans le même esprit, deux camps sont également ouverts dans le Brandebourg pour les seuls prisonniers musulmans[6]. Et c'est sur cet argument de l'appartenance religieuse que les camps de Zossen et Wünsdorf sont presque exclusivement réservés à des pensionnaires non européens. Ces camps deviennent ainsi un lieu où peuvent se rendre ceux qui veulent se faire une image de l'adversaire "exotique".

Leur position de prisonnier de guerre expose les soldats à la vue du voisinage, qui a là la possibilité de les observer sans risque. Quand ils doivent marcher en de longues colonnes depuis la gare jusqu'au camp, ils sont accompagnés le long du chemin par les regards de quantités de curieux. Uta Hinz montre, dans son étude sur les systèmes de captivité pendant la Première Guerre Mondiale, comment les autorités militaires doivent gérer la curiosité des médias et de la population à l'égard des prisonniers de guerre.[7] Le Ministère prussien de la guerre adopte comme solution de compromis d'autoriser quelques organes de presse à prendre des photographies de prisonniers, avant tout dans un esprit de transparence sur les conditions de détention de ces derniers, c'est-à-dire pour se prémunir contre toute accusation de mauvais traitement. On avance à ce moment-là un argument supplémentaire : "*les photographies doivent fournir une représentation des prisonniers des différentes nationalités, qui permette de mieux connaître leurs caractéristiques et leurs modes de vie*"[8]. Cette mesure répond à la fascination de la population allemande devant le grand nombre et la diversité des prisonniers de guerre.

Le compromis ne tient pas longtemps. Très vite, des photographies de prisonniers de guerre sont diffusées dans le public, sur des cartes postales, dans les magasines et la presse quotidienne, dans des

---

[5] Id., p. 86.

[6] Pour préparer l'alliance avec la Turquie, le commandement militaire allemand avait expliqué à ses soldats que les dirigeants spirituels turcs avaient appelé à la "guerre sainte" l'ensemble des musulmans. Sur l'histoire de ces camps, voir Gerhard Höpp, *Muslime in der Mark. Als Kriegsgefangene und Internierte in Wünsdorf und Zossen, 1914-1924*. Berlin 1997 et Margot Kahleyss, *Muslime in Brandenburg. Kriegsgefangene im Ersten Weltkrieg. Ansichten und Absichten*. Berlin 1998 (Veröffentlichungen des Museums für Völkerkunde Berlin N.F. 66).

[7] Voir Hinz, *Gefangen*, op. cit., p. 187-191.

[8] Communication à tous les états-majors de corps d'armée relevant du Ministère de la guerre prussien, 17.11.1914 (Hauptstaatsarchiv Stuttgart, M 1/6 – 1420), Hinz, *Gefangen*, p. 187.

expositions traitant de la guerre, et dans des conférences illustrées par des diapositives, mais aussi dans des livres et de petits albums illustrés[9]. En particulier, certains livres publiés pendant la guerre, et même au cours des premières années de l'après-guerre, présentent des photographies sur la vie derrière les barbelés[10]. Le but principal de ces publications est de démontrer que les prisonniers de guerre sont traités humainement, mais il n'y manque jamais une remarque sur la diversité ethnique de ces populations, le plus souvent illustrée par l'image (ill. 1 & 2). Hinz souligne que ces thèmes iconiques se retrouvent aussi bien dans les brochures, journaux de guerre et commentaires sérieux que dans les caricatures des journaux humoristiques[11]. Dans son analyse comparative des sémantiques iconiques de l'ennemi allemandes et britanniques au cours de la Première Guerre Mondiale, Aribert Reimann remarque que l'intérêt pour la diversité ethnique des armées adverses se manifeste jusque dans la presse libérale modérée, et il donne comme exemple le *Vossische Zeitung* qui accorde une importance démesurée aux photographies de soldats non européens : "la représentation visuelle de l'adversaire oriental et occidental n'était pas tant concentrée sur les Russes européens, les Français ou les Anglais que, bien plus volontiers, sur les prisonniers serbes aux coiffures orientales, sur les Tatars d'Asie centrale et sur les troupes sénégalaises venues d'Afrique"[12].

Des livres commencent alors à paraître, qui traitent spécifiquement de ce thème apprécié du public qu'est la diversité ethnique dans les camps. Ils sont illustrés par des portraits individuels de soldats prisonniers, qui sont censés incarner les représentants "typiques" de leurs peuples respectifs. Ce sont ces représentations visuelles de l'adversaire que nous nous proposons d'étudier ici.

---

[9] Voir Uta Hinz, "Die deutschen 'Barbaren' sind doch die besseren Menschen". Kriegsgefangenschaft und gefangene ‚Feinde' in der Darstellung der deutschen Publizistik 1914-1918, *in* Rüdiger Overmans (Hg.), *In der Hand des Feindes. Kriegsgefangenschaft von der Antike bis zum Zweiten Weltkrieg*. Köln et al. 1999, p. 339-361.

[10] Par exemple Alexander Backhaus, *Die Kriegsgefangenen in Deutschland. Gegen 250 Wirklichkeitsaufnahmen aus deutschen Gefangenenlagern* (= Montanus-Bücher 7). Siegen/Leipzig/Berlin 1915 ; Doegen, *Kriegsgefangene Völker*, op. cit.

[11] Hinz, "Die deutschen 'Barbaren'…", op. cit., p. 352.

[12] Reimann, *Krieg der Sprachen*, op. cit., p. 214 sq.

Ill. 1 – “Champions de civilisation de tous pays”. Source : A. Backhaus, *Die Kriegsgefangenen in Deutschland. Gegen 250 Wirklichkeitsaufnahmen aus deutschen Gefangenenlagern*, Montanus-Bücher, 7, Siegen/Leipzig/Berlin, 1915.

Ill. 2 – “Adversaires de couleur”. Source : Otto Goebel, *Unsere Gefangenen*, Kriegsschriften des Kaiser-Willhelm-Dank Verein der Soldatenfreunde, 72, Berlin, s.d. [1917].

Portraits ethnographiques dans les camps

Des prisonniers de guerre sont dessinés, portraiturés et photographiés pour figurer dans des livres et des expositions sur la guerre qui les présentent au regard et à la lecture comme des images “réalistes”[13]. De

[13] Voir Christine Beil, *Der ausgestellte Krieg. Präsentationen des Ersten Weltkriegs 1914-1939*. Tübingen 2004, p. 193-207 ; Britta Lange, *Einen Krieg ausstellen. Die Deutsche Kriegsausstellung 1916 in Berlin*. Berlin 2003, p. 40-63. Pour l’exposition de Vienne, voir Maureen Healy, Exhibiting a War in Progress. Entertainment and Propaganda in Vienna 1914-1918, *Austrian History Yearbook*, 31, 2000, p. 57-85 ; concernant plus particulièrement l’approche

telles représentations de l'autre, comme l'a formulé Homi Bhabha, servent à le fixer, d'une part comme "étranger", d'autre part comme "totalement visible et compréhensible"[14]. Les prisonniers de guerre, qui sont déjà retenus prisonniers dans un camp, sont, par l'intermédiaire de cette fixation de leur représentation dans l'esprit d'un large public, quasiment "emprisonnés" et "regroupés" une seconde fois.

Ces représentations doivent avant tout répondre à deux contraintes. D'une part, elles doivent paraître authentiques, donner une "image réelle de l'ennemi", ce qui suppose un style iconique réaliste, préférentiellement réalisé par la photographie. D'autre part, elles doivent donner une image "typique" du groupe ethnique du personnage servant de modèle. Les portraits dessinés peuvent être facilement modifiés dans cette perspective, pour susciter dans les esprits des savants berlinois l'image plausible d'un "aspect typique" de telle ou telle ethnie. Dans le cas des photographies, c'est le choix du modèle qui est important. Ainsi qu'on le verra plus loin, l'art de trouver le bon modèle, représentatif du "type" ethnique, devient le signe d'une grande qualité artistique, que ne détiennent que ceux qui ont l'œil formé. La typification est ainsi construite par cette sélection des modèles, qui elle-même ne fait que reproduire des représentations préexistantes de ce qui est "typique". Les catégorisations, les typifications, et les représentations qui les supportent, ne font qu'exprimer les mobiles de ceux qui les inventent. De telles images donnent ainsi davantage d'information sur ces mobiles que sur les personnes qu'elles portraiturent ou sur les groupes ethniques qu'elles sont censées représenter. Dans les cas que nous présentons ici, les photographies de prisonniers doivent donc être considérées comme des documents qui permettent de comprendre la perception spécifique qu'avaient de la diversité ethnique les observateurs allemands et autrichiens placés dans les conditions de la Première Guerre Mondiale.

Les éditeurs de ces petits ouvrages illustrés voyaient parfois dans leurs publications une contribution à l'éducation populaire et ont donc cherché des auteurs cultivés en matière d'ethnologie pour rédiger les textes d'explication. Des ethnologues et des anthropologues ont ainsi participé à l'authentification de ces images de l'ennemi. La prétention à la scientificité de ces publications était justifiée par l'idée que les camps de prisonniers pouvaient être considérés comme un terrain d'étude pour

---

plastique de l'exposition, voir ci-après.

[14] Homi K. Bhabha, The Other Question. Stereotype, Discrimination and the Discourse of Colonialism, *in The Location of Culture*. London/New York, 1994, p. 101: "entirely knowable and visible".

l'ethnologie. Des spécialistes des langues africaines et asiatiques, des ethnomusicologues, des experts en anthropologie physique obtiennent du Ministère de la guerre des autorisations d'accès aux camps et y apportent divers appareils de prise de vue pour y collecter des données pour leurs études[15]. Ce sont en particulier les spécialistes de l'anthropologie physique qui cherchent à fixer une image de la diversité ethnique dans les camps, travaillés qu'ils sont par la question des races. La "méthode comparative" introduite par l'anthropologie requiert de grandes quantités de données, des milliers de photographies et de mensurations corporelles, qui ne peuvent être réunies qu'au prix de longs et pénibles voyages d'exploration. La guerre leur donne l'opportunité de collecter ces données sur place, dans les camps de prisonniers où elles se trouvent rassemblées[16].

Les *Völkerkunde*, ou études ethnologiques, cherchent depuis leurs débuts à populariser leurs thématiques et leurs contenus auprès du grand public[17]. Elles trouvent ainsi dans la guerre l'occasion d'une nouvelle mission : établir et diffuser des connaissances sur ce "monde de peuples" que les troupes des Empires centraux affrontent sur les champs de bataille. Les petits albums qui se présentent comme ethnographiques atteignent des tirages importants, probablement parce qu'ils suscitent dans la population allemande une fascination ambiguë et sont instrumentalisés à des fins de propagande. Les images de "l'ennemi" prison-

---

[15] Cette étude et ses fondements historiques font partie d'un programme de la DFG (Deutsche Forschungsgemeinschaft) dans le Sonderforschungsbereich 437 "Kriegserfahrungen – Krieg und Gesellschaft in der Neuzeit", conduit à l'université de Tübingen et auquel participe l'auteur.

[16] Sur les recherches en anthropologie physique dans les camps de prisonniers du Deuxième Reich, voir Andrew D. Evans, Anthropology at War. Racial Studies of POWs during World War I, *in* H. Glenn Penny & Matti Bunzl (eds.), *Worldly Provincialism. German Anthropology in the Age of Empire*. Ann Arbor, 2003, p. 198-229. Sur les recherches dans les camps autrichiens, voir Margit Berner, Die "rassenkundlichen" Untersuchungen der Wiener Anthropologen in Kriegsgefangenenlagern 1915-1918, *Zeitgeschichte*, 30, 2003, H. 3, p. 124-136 ; Margit Berner, Forschungs-‚Material' Kriegsgefangene: Die Massenuntersuchungen der Wiener Anthropologen an gefangenen Soldaten 1915-1918, *in* Heinz Eberhard Gabriel & Wolfgang Neugebauer (Hg.), *Vorreiter der Vernichtung? Eugenik, Rassenhygiene und Euthanasie in der österreichischen Diskussion vor 1938*, Wien/Köln/Weimar, 2005, p. 167-198.

[17] Voir Andrew Zimmerman, Science and Schaulust in the Berlin Museum of Ethnology, *in* Constantin Goschler (Hg.), *Wissenschaft und Öffentlichkeit in Berlin 1870-1930*, Stuttgart, 2000, p. 66-88.

nier de guerre se situent à la croisée de multiples discours qu'il est nécessaire d'expliciter. Elles perpétuent pour commencer une tradition déjà existante dans la représentation des peuples colonisés. On peut rattacher à cette tradition la légitimation scientifique par la contribution de l'ethnologie à la fabrication et à la diffusion de ces représentations. Ces représentations sont masquées par la polémique (de) sur la guerre, qui se manifeste cependant, comme on le verra plus loin, avec des intensités diverses. D'une part, cette superposition conduit à un effacement des représentations répandues des rapports entre peuples européens et non européens. D'autre part, les études dans les camps fabriquent une image ethnicisée de l'ennemi, "scientifiquement" établie, qui introduit la catégorie de la race dans la perception de l'adversaire, dont l'altérité est ancrée biologiquement, et de ce fait est comprise comme irréversible[18].

Un regard colonial

Les anthropologues allemands et autrichiens considèrent à l'époque les camps de prisonniers comme un terrain de recherche idéal. Rudolf Pöch (1870-1921), professeur d'anthropologie et d'ethnographie à l'Université de Vienne, exprime publiquement son enthousiasme : dans un article paru à la fin de 1916 dans *Umschau*, il écrit que l'internement des soldats ennemis est une occasion unique "d'économiser le temps, la fatigue et les dépenses d'un voyage, puisque les peuples qu'il nous faudrait visiter sont rassemblés sur place". Il fait l'éloge des camps de prisonniers des empires allemand et austro-hongrois, "magnifiques installations" qui offrent une opportunité extraordinaire, laquelle risque de ne pas se représenter par la suite, de collecter des données anthropologiques, car ils constituent une "exposition ethnologique (*eine Völkerschau*) qui n'a pas d'équivalent"[19].

---

[18] Sur les discours sur l'ennemi au cours de la Première Guerre Mondiale, avec un accent sur l'utilisation des catégories ethniques et l'idéologie raciale, voir Michael Jeismann, *Das Vaterland der Feinde. Studien zum nationalen Feindbegriff und Selbstverständnis in Deutschland und Frankreich 1792-1918*, Stuttgart, 1992, p. 339-363 ; Reimann, *Krieg der Sprachen*, op. cit., p. 210-215 ; Christian Geulen, *Wahlverwandte. Rassendiskurs und Nationalismus im späten 19. Jahrhundert*, Hamburg, 2004, p. 362-367.

[19] Rudolf Pöch, Anthropologische Studien an Kriegsgefangenen, *Die Umschau*, 20, 1916, p. 988-991, ici p. 989.

Ce terme de "Völkerschau" (en France, ce sont à l'époque des "expositions coloniales") rend compte du phénomène moderne de l'exhibition scientifico-médiatique de sujets non européens, souvent dans des costumes et une mise en scène supposés reproduire leur environnement d'origine. Il s'agit d'entreprises commerciales qui se sont développées à partir des années 1870, et que les savants qui mènent des recherches dans le champ, encore neuf à l'époque, de l'anthropologie utilisent comme un support d'observations naturalisantes. Ces expositions sont organisées la plupart du temps par les exploitants de jardins zoologiques et de cirques. Les "expositions coloniales" les plus connues à l'époque sont celles de Hagenbeck[20]. Les classes bourgeoises forment au début l'essentiel du public, mais à partir des années 1890, celui-ci s'étend à d'autres couches de la population, et des critiques se font jour sur la qualité d'un public qui vient davantage dans ces manifestations satisfaire sa curiosité pour l'exotisme des humains exposés que pour y former son regard scientifique[21]. L'anthropologue allemand de premier plan Rudolf Virchow (1821-1902), qui était au début à la fois un utilisateur et un défenseur de ces expositions, exprime à plusieurs reprises ses réserves à partir de 1890 sur l'authenticité des "pièces" présentées par les organisateurs. En raison de ces critiques, le recrutement de ressortissants des colonies allemandes est interdit à partir de 1901 – ce qui n'empêche pas les montreurs de foire de recruter dans les colonies d'autres pays[22]. Il leur est cependant de plus en plus difficile de présen-

---

[20] Aujourd'hui ce terme "Völkerschau" est équivalent aux notions de "human zoo" et "zoo humain", mais dans les sources de l'époque on trouve plutôt le terme "exposition ethnologique". Voir Anne Dreesbach, *Gezähmte Wilde. Die Zurschaustellung "exotischer" Menschen in Deutschland 1870 – 1940*, Frankfurt a.M./New York, 2005. Sur le Metropole de Vienne, voir Werner Michael Schwarz, *Anthropologische Spektakel. Zur Schaustellung "exotischer" Menschen, Wien 1870-1910*, Wien, 2001. Voir aussi Hilke Thode-Arora, *Für fünfzig Pfennig um die Welt. Die Hagenbeckschen Völkerschauen*, Frankfurt a.M./ New York 1989. Sur les aspects politiques, scientifiques et commerciaux et sur le "Schaulust" qui se manifeste dans ces expositions, voir Sibylle Benninghof-Lühl, Die Ausstellung der Kolonisierten. Völkerschauen 1874-1932, *in* Volker Harms (Hg.), *Andenken an den Kolonialismus. Eine Ausstellung des Völkerkundlichen Instituts der Universität Tübingen*, Tübingen, 1984, p. 52-65.

[21] Voir à ce sujet Sierra A. Bruckner, Spectacles of (Human) Nature: Commercial Ethnography between Leisure, Learning, and Schaulust, *in* Penny & Bunzl (eds.), *Worldly Provincialism*, op. cit., p. 127-155.

[22] Id., p. 143-145.

ter de "véritables" Indiens, insulaires des mers du sud, Soudanais, etc. dans des spectacles qui aient une prétention à former par l'image[23].

En comparant les camps de prisonniers à des "expositions", Pöch ne joue pas seulement sur les usages et les opinions issus d'un contexte marqué par le colonialisme, mais sur l'argument économique que ces expositions organisées dans un but commercial fournissent à l'anthropologue l'opportunité de se documenter sur les populations de pays lointains sans avoir à prendre sur eux le coût et l'effort d'un voyage. La guerre renouvelle cette possibilité, en écartant de surcroît les considérations commerciales et le soupçon d'inauthenticité qui entachent les "expositions" organisées.

L'intérêt du grand public pour les résultats des recherches sur les camps puise à la même tradition : la présence de prisonniers de guerre semble bien acceptée par la population, comme un substitut de "Völkerschau". Peu après le premier séjour de Pöch dans les camps de prisonniers en Autriche en 1915, le président de l'Urania autrichienne demande au Ministère de la guerre si Pöch peut être autorisé à présenter un rapport sur ses observations de soldats prisonniers[24]. Au cours de ces conférences, Pöch montre, non seulement des diapositives des photographies qu'il a prises dans les camps, mais également des "moulages en plâtre" qu'il a réalisés de têtes de prisonniers. L'éducation populaire s'appuie à cet endroit sur une pratique iconique ancienne, car la fabrication de sculptures réalistes des populations "exotiques" était très populaire tout au long du XIXe siècle. Le *Panoptikum* des frères Castan à Berlin en est sans doute l'exemple le plus connu : il s'agit d'un musée de cire dans lequel étaient exposés des bustes censés représenter tout le spectre de la diversité des êtres humains[25]. Les modèles qui servirent

---

[23] Voir Dreesbach, *Gezähmte Wilde*, op. cit., p. 280-305.

[24] Kriegsarchiv Wien, Bestand Kriegsministerium, Rubrik 57-21/5, Akte-Nr. 19925/1915, lettre du 13 août 1915 au Ministère de la Guerre. Le Ministère répond le 26 août 1915 (copie dans le dossier) que ne serait opposée au rapport aucune objection sous condition que le manuscrit en soit présenté au ministère préalablement. L'actuelle Volkshochschule de Vienne est issue de l'Urania. Elle a été fondée d'après le modèle berlinois en 1897. Sur l'Urania de Berlin, voir Andreas Daum, *Wissenschaftspopularisierung im 19. Jahrhundert. Bürgerliche Kultur, naturwissenschaftliche Bildung und die deutsche Öffentlichkeit, 1848-1914*, München, 1998, p. 178-183.

[25] De telles réalisations étaient encore exposées au Panoptikum berlinois jusque dans les années 1990. Voir Rainer Micklich, Louis Castan und seine Verbindung zu Rudolf Virchow. Historische Aspekte des Berliner Panoptikums, in Susanne Hahn (Hg.), *Wachs. Moulagen und Modelle. Internationales Kolloqui-*

aux moulages en cire du musée furent souvent les mêmes personnes qu'on exposait au cours des "expositions coloniales" qui faisaient étape à Berlin. L'Anthropologische Gesellschaft, et son président Virchow le premier, entretinrent des contacts étroits avec les sculpteurs Gustav et Louis Castan, qui mirent leurs compétences et leurs équipes également à contribution pour produire des pièces devant servir à des fins scientifiques[26].

Les moulages en plâtre de visages, de têtes entières et de parties du corps d'humains vivants sont en 1915, comme par le passé, des supports appréciés dans les cours d'anthropologie à l'université. Avec un peu de couleur, ils sont également promis à un certain succès auprès d'un public plus populaire. C'est ce que met en place l'exposition de Vienne de l'été 1916, à partir des bustes produits dans les camps. Le Ministère de la guerre demande à Pöch pour le compte du service des camps de prisonniers de guerre une dizaine de moulages en plâtre à réaliser à partir de sa population de prisonniers. Il finance les frais de fabrication et les laisse à disposition ultérieure de l'Institut d'Anthropologie[27]. L'assistant de Pöch s'assure pour les besoins de l'exposition que les bustes sont réalisés sous sa direction "d'après nature" à l'Académie des beaux-arts. Comme l'Académie des sciences de Vienne a contribué au financement de la fabrication de ces bustes dans les camps de prisonniers, Pöch est incité à les informer de l'utilisation des résultats. On retrouve donc l'annonce de l'exposition dans le dossier de l'époque, avec une explication de Pöch, sur le ton de la plaisanterie, présentant la chose comme une forme de "publication populaire en plâtre et en couleur"[28]. Le succès de ces objets est tel que le Ministère de la guerre de-

---

um 26./27. Februar 1993 im Deutschen Hygiene Museum in Dresden, Band 1, Dresden, 1994, p. 155-161. Après la démolition du bâtiment en 1998, les figures de cire ont été stockées en magasins et il est prévu qu'elles soient réexposées. Voir à ce sujet http://www.berlin.de/ba-charlottenburg-wilmersdorf/bezirk/lexikon/panoptikum.html (page consultée en janvier 2009).

[26] Voir Micklich, *Louis Castan*, op. cit.. Sur les liens entre muséographie et commerce, voir Britta Lange, *Echt–Unecht–Lebensecht. Menschenbilder im Umlauf*, Berlin, 2006.

[27] *Mitteilungen der Anthropologischen Gesellschaft in Wien*, 46, 1916, Sitzungsberichte, p. 36 sq. Voir aussi Archiv der Österreichischen Akademie der Wissenschaften, Bestand "Gesänge russischer Kriegsgefangener (Robert Lach)", Aktennr. 496/1916, Lettre de Pöch à Becke, Secrétaire général de l'Académie des sciences de Vienne, 5 juillet 1916. Il en ressort que l'exposition de bustes de cire était une idée du Ministère de la Guerre.

[28] Id.

mande à Pöch, pour la réédition de l'exposition à l'été 1917, d'en élargir l'échantillonnage en fournissant des moulages supplémentaires, qui seront réalisés par son assistant lui-même[29]. Quatorze bustes en plâtre et quarante-huit photographies grandeur nature (ill. 3) seront exposés avec la mention que Rudolf Pöch, anthropologue et professeur ordinaire à l'Université de Vienne, met à disposition ces "exécutions d'après nature des types de race les plus intéressants parmi les soldats russes"[30]. Une carte géographique situe les lieux d'origine des prisonniers exposés. À l'intention de l'Académie, Pöch argumente ses intentions : "la sélection des objets pour cette exposition scientifique a été réalisée de manière à ce que tous les types raciaux significatifs des peuples russes soient représentés"[31]. L'exposition présente une image cautionnée par la science de la "diversité" de cet empire contre lequel se bat l'Autriche-Hongrie – une image d'hétérogénéité interne qui est congruente, aussi bien avec celle que le Ministère de la guerre souhaite donner d'une "société guerrière fermée" qui serait celle de l'empire des tsars, qu'avec le sentiment d'une "altérité raciale" qui distinguerait les pays voisins occidentaux.

La représentation d'une hétérogénéité du "matériau humain" des camps de prisonniers est formatée par des modèles qui se sont imposés en dehors du domaine militaire et bien avant la guerre. Ces modèles peuvent de ce fait parfois contrecarrer les nécessités des stratégies militaires. La notion de "Völkerschau", notamment, finit par poser un problème à la diplomatie de guerre, ainsi que va l'apprendre un journaliste du *Berliner Lokal-Anzeigers*[32]. Quand il compare en mai 1915 le camp de prisonnier de Wünsdorf à un "show Hagenbeck", il se fait réprimander par un courrier du Ministère des affaires étrangères et de l'état-major : "*nos reproches concernent cependant moins votre description des prisonniers que le fait qu'une telle description, n'ayant pas été censurée, peut être utilisée contre nous par nos ennemis dans un but de propagande, et que si elle parvient dans les régions de l'est, elle pour-*

[29] *Mitteilungen der Anthropologischen Gesellschaft in Wien*, 46/47 (1916/17), Sitzungsberichte, p. 57.

[30] *Offizieller Katalog der Kriegsausstellung Wien*, 3. Aufl. Wien 1916, p. 125.

[31] Voir *Anzeiger der kaiserlichen Akademie der Wissenschaften*, *math.-nat. Klass*e, Jg. 54, 1917, p. 233.

[32] La comparaison entre les camps de prisonniers de guerre et les "Völkerschau" n'était pas rare dans la presse. Voir Hinz, "Die deutschen 'Barbaren'…", op. cit., p. 354. On ne peut pas attribuer à la censure une influence en ce sens sur la presse, dès le début de la guerre. Le Kriegspresseamt, service de la presse de guerre, n'est créé qu'en octobre 1915, un contrôle renforcé de la presse n'est établi qu'en 1916. Voir Hinz, id., p. 342.

Ill. 3 – Source : R. Pöch., III. Bericht über die von der Wiener Anthropologischen Gesellschaft in den k. u. k. Kriegsgefangenenlagern veranlaßten Studien, *Mitteilungen der Anthropologischen Gesellschaft in Wien*, 47 (1917), table I.

rait avoir un effet non vraiment souhaité"[33]. L'armée allemande prète attention au traitement des prisonniers de guerre, pour éviter de donner prise à des reproches de brutalité de la part des occidentaux. Par ailleurs, en raison de l'alliance avec la Turquie et de la construction d'une image de l'Allemagne comme "grande amie de l'Islam", les autorités militaires ne peuvent tolérer de manifestations publiques ayant pour effet d'humilier des Musulmans. Les connotations péjoratives de la notion de *Völkerschau* n'échappent pas non plus à ceux qui y participent et qui finissent par en prendre conscience. Comme nous le montrerons plus loin, il existe une tension entre le racisme ordinaire des Allemands et l'effort qu'ils déploient par ailleurs pour atténuer les préjugés des Alliés

[33] Höpp, *Muslime in der Mark*, op. cit., p. 56.

à leur égard, et cette contradiction alimente une problématique constamment renouvelée.

Représentations par et avec des ethnologues

L'un de ces opuscules d'images de l'ennemi qui avaient pour sujet la diversité ethnique dans les camps de prisonniers doit son intérêt à un député au Reichstag, le comte Hans von Oppersdorf. Ce dernier procure les autorisations requises du Ministère de la guerre au portraitiste de renom Hermann Struck (1876-1944)[34], pour accéder aux camps de prisonniers de Wünsdorf et Zossen en vue d'y réaliser "*un dossier de lithographies et d'eaux-fortes devant représenter un échantillon des différents types présents parmi nos prisonniers*"[35]. Struck contacte à cet effet en mai 1915 le professeur ordinaire d'anthropologie de Berlin, Felix von Luschan (1854-1924), dont il espère les conseils liés à sa spécialité, puisque son travail de dessin "*doit, outre le côté artistique, tenir compte des critères anthropologiques*"[36]. En janvier 1916, alors qu'il a déjà réalisé une quarantaine de dessins, il demande à nouveau à Luschan son avis professionnel[37]. La collaboration entre l'artiste et l'anthropologue s'intensifie encore au moment de la publication : Luschan accepte d'écrire une préface à l'ouvrage, sous la condition de pouvoir y donner son avis final sur l'aptitude des dessins à pouvoir représenter les différents "types" pris en considération[38]. La correspondance entre Luschan

[34] Struck dessine pendant son service sur le front de l'est et publie à Berlin en 1915 *In Russisch Polen. Ein Kriegstagebuch* avec 23 lithographies originales, et en 1916 *Skizzen aus Litauen, Weißrußland und Kurland* avec 60 lithographies. Après la guerre, Struck réalisera les illustrations d'Arnold Zweig, *Das Ostjüdische Antlitz*, Berlin, 1920. En 1923, ayant opté pour le sionisme, il émigrera en Palestine.

[35] Staatsbibliothek zu Berlin (StaBi), Handschriftenabteilung, Korrespondenzmappe Hermann Struck aus dem Nachlass (NL) Felix v. Luschan, Lettre de Struck à Luschan du 25 mai 1915.

[36] Id.

[37] Id. Lettres de Struck à Luschan des 10, 17, 19 et 25 janvier 1916.

[38] Id. Lettre du 25 janvier 1916 : "*Naturellement, je tiendrai compte de vos désirs concernant l'élimination des feuilles impropres*". Luschan fait évidemment aussi usage de ce droit, voir la lettre de Struck à Luschan du 14 mars 1916 : "*Vos remarques par rapport au type Négroïde étaient absolument exactes, et j'ai immédiatement frisé l'homme en question. Maintenant, il a de très beaux cheveux frisés de nègre et je crois qu'il vous conviendra*". Voir aussi

et Struck atteste de leur estime mutuelle et d'une coopération tout du long harmonieuse.

Dans cette préface, Luschan considère que la valeur du livre tient à ce qu'il communique aux cercles les plus larges un "*trésor qui resterait autrement inutilisé*"[39]. Le spécialiste de l'anthropologie s'intéresse lui aussi à la diversité de la morphologie humaine, mais il évoque également la guerre, en ce qu'elle conduit "*tout un chacun, plus que jamais par le passé, à réfléchir aux grands principes qui lient l'humanité d'aujourd'hui*"[40]. Luschan y voit l'opportunité de se débarrasser des préjugés racistes et autres "*erreurs anciennement enracinées*"[41]. Cette position en soi libérale va cependant de pair avec un évolutionnisme qui dépeint une hiérarchie prétendument objective des peuples en fonction de leur degré supposé d'évolution. S'appuyant sur ce schéma évolutionniste, Luschan se fait un devoir de proposer au lectorat de ce recueil d'illustrations une présentation scientifiquement argumentée de la diversité ethnique dans les camps de prisonniers. Grâce aux dessins de Struck, l'anthropologue peut classer et expliquer au lecteur non averti "*l'incompréhensible mélange de ces formes diversement réparties*"[42] (ill. 4 et 5). Le professeur confère par ses remarques une aura d'autorité scientifique aux dessins : "*Le Géorgien n° 28/29 de Struck et son Arménien n° 32 correspondent au type moyen de ces proches-asiatiques*" et "*les dessins 19 à 27 de Struck [illustrent] d'une manière jusque là jamais atteinte la diversité des types à l'intérieur du groupe désigné comme "tartare"*"[43]. Les sujets de ces portraits, auxquels la plupart du temps Struck avait attribué un nom, un âge et une profession, leur conférant ainsi une certaine individualité, deviennent dans le discours scientifique de Luschan des "types" anonymes, qui servent de représentants de tel ou tel groupe ethnique convoqué comme ingrédient de tel ou tel "métissage". Luschan a

---

Andrew D. Evans, Capturing Race. Anthropology and Photography in German and Austrian Prisoner-of-War Camps During World War I, *in* Eleanor M. Hight & Gary D. Sampson (eds.), *Colonialist Photography. Imag(in)ing Race and Place*. London/New York, 2002, p. 226-256, notamment p. 235.

[39] *Kriegsgefangene. Ein Beitrag zur Völkerkunde im Weltkriege*. Einführung in die Grundzüge der Anthropologie von Prof. Dr. von Luschan. Hundert Steinzeichnungen von Hermann Struck. Mit Genehmigung des Königlichen Kriegsministeriums herausgegeben, Berlin, 1917, p. 2.

[40] Id., p. 6.

[41] Id., p. 2.

[42] Id., p. 89.

[43] Id., p. 92.

Ill.4 & 5 – Source : *Kriegsgefangene. Ein Beitrag zur Völkerkunde im Weltkriege*. Einführung in die Grundzüge der Anthropologie von Prof. Dr. von Luschan. 100 Steinzeichnungen von Hermann Struck, Berlin 1917, tables 28 & 92.

peut-être rencontré lui-même ces prisonniers de guerre[44], mais il semble s'être davantage occupé d'organiser les recherches de ses élèves et collègues dans les camps. En sa qualité de membre de la Commission royale de phonographie prussienne (*Königlich Preußischen Phonographischen Kommission*, PPK), créée en octobre 1915 et concernée par une expédition d'une telle importance dans les camps de prisonniers du Reich allemand, il a la possibilité d'organiser et de financer des séjours de recherche. C'est ainsi que son doctorant Egon von Eickstedt peut, grâce à cette commission, séjourner pendant presque toute l'année 1916 dans les camps et rassembler les données sur lesquelles s'appuiera en partie sa thèse, achevée après la guerre[45]. De même durant l'été 1917,

[44] Ses propres séjours de recherche parmi les prisonniers de guerre sont pour lui "*aussi agréables et instructifs qu'un voyage outre-mer*", id., p. 117.

[45] Ce travail paraît dans la *Zeitschrift für Ethnologie* sous le titre "Rassenelemente der Sikh" [Caractéristiques raciales des Sikhs], Jg. 52, 1921, p. 317-394. Eickstedt (1892-1965) enseigne ensuite l'anthropologie à Breslau, dont il ob-

Otto Reche, un anthropologue du *Völkerkundemuseum* de Hambourg[46] s'informe auprès de Luschan de la possibilité d'entreprendre de tels travaux sous sa direction. Luschan lui manifeste un grand intérêt et lui envoie à titre "d'amuse-gueule" un exemplaire de l'ouvrage le plus récent de Struck[47]. Rudolf Pöch, qui a déjà réuni une grande quantité de données dans les camps de prisonniers autrichiens, bénéficie également de l'aide de Luschan à partir d'août 1917 pour l'accès aux camps spéciaux de prisonniers musulmans[48]. Par sa participation à la PPK, Luschan et ses collaborateurs intègrent un réseau de chercheurs, essentiellement de linguistes et de musicologues hambourgeois et berlinois, qui utilisent également les camps de prisonniers comme terrain de recherche. Leur mission est d'enrichir les Archives phonographiques de Berlin en recueillant des enregistrements de langues rares et de musiques populaires[49].

---

tient la chaire en 1933.

[46] Reche est nommé professeur et directeur d'Institut à Vienne en 1924, il passe trois ans plus tard à Leipzig, où il est très actif jusqu'à son arrestation en 1945. Sous le Troisième Reich, il met son institut et ses compétences complètement au service du national-socialisme. Une thèse soutenue récemment reconstitue le parcours de Reche en recourant à de nouvelles sources : Katja Geisenhainer, "*Rasse ist Schicksal". Otto Reche (1879-1966), ein Leben als Anthropologe und Völkerkundler*, Beiträge zur Leipziger Universitäts- und Wissenschaftsgeschichte A1, Leipzig, 2002.

[47] StaBi, NL Luschan, Korrespondenzmappe Otto Reche, lettres de Reche des 8 et 20 mars 1917. Il faut un bon semestre à Reche pour être dispensé du service militaire et commencer ses recherches, qui se poursuivrons jusqu'au milieu de l'année 1918.

[48] Id., Korrespondenzmappe Rudolf Pöch, lettre de Pöch à Luschan des 12 février, 6 mars, 24 mai, 24 juin, 30 juin et 4 août 1917. Le voyage de Pöch sera financé par Vienne : voir Archiv der Österreichischen Akademie der Wissenschaften, Subventionen, phil.-hist. Klasse, Akte No. 461/1917, dont la lettre de Luschan du 6 juillet 1917, dans laquelle il se porte garant pour Pösch et son assistant.

[49] On procédait déjà à des enregistrements de musique sur des tambours d'Edison pour le compte de la Phonothèque de Berlin (Phonogrammarchiv Berlin) qui existait depuis une quinzaine d'années. Depuis plus récemment, on était en train de constituer une phonothèque d'enregistrements linguistiques sur disques. Les deux archives sont réunies à Berlin. Voir à ce sujet Susanne Ziegler, Die akustischen Sammlungen. Historische Tondokumente im Phonogramm-Archiv und im Lautarchiv, *in* Horst Bredekamp, Jochen Brüning & Cornelia Weber (Hg.), *Theater der Natur und Kunst. Essays zur Ausstellung im Martin-Gropius-Bau in Berlin 2000/2001*, Berlin, 2000, p. 197-206.

Ill. 6 – Source : Wilhelm Doegen (Hg.): *Unter Fremden Völkern. Eine neue Völkerkunde*. Berlin 1925, p. 32.

L'ouvrage qu'ils en tireront après la guerre[50] sera illustré de quelques photos de prisonniers de guerre. Sans doute pour souligner le caractère scientifico-ethnologique de l'entreprise, les sujets sont photographiés dans le style anthropologique : les visages sont pris de face et de profil sur un fond neutre (ill. 6)[51]. Les photos fournissent un matériel documentaire pour les articles des chercheurs de la PPK, qui peuvent ainsi proposer des illustrations rapides des caractères ethniques des différents peuples. Le cœur de l'ouvrage est constitué de manière disproportionnée par les ethnies considérées comme les plus "exotiques" : sur 28 contributions, 14 traitent de peuples africains et asiatiques, et 9 d'ethnies minoritaires d'Europe de l'est, ce qui ne rend absolument

[50] *Unter Fremden Völkern. Eine neue Völkerkunde* [Parmi les peuples étrangers: une nouvelle ethnologie], paru à Berlin en 1925. L'éditeur de la publication est le directeur de la photographie de la PPK, Wilhelm Doegen.

[51] Le photographe était appointé par le Kunsthistorisches Institut, et mis à sa disposition par le directeur de l'Institut, Adolph Goldschmidt pour son travail dans les camps. Voir Marie Roosen-Runge-Mollwo (Hg.), *Adolph Goldschmidt 1863-1944 Lebenserinnerungen*, Berlin, 1989, p. 185-192. Mes remerciements à Reinhard Johler pour cette information.

pas compte de la diversité des camps. L'objectif n'est manifestement pas de produire une représentation fidèle de la population des camps, mais de faire écho à la fascination de l'époque pour la diversité ethnique des troupes de l'adversaire.

Le lecteur est gagné par l'impression que ces linguistes ne cherchent pas vraiment à interroger la figure de "l'ennemi". Les textes sont chargés de présupposés évolutionnistes et eurocentrés, même si les chercheurs manifestent une grande sympathie pour leurs "objets de recherche" et considèrent leur propre activité de recherche comme une contribution à la paix entre les peuples[52]. Mieux, ils invitent les lecteurs à réfléchir sur leurs préjugés négatifs à l'encontre des autres peuples, alors que, souvent dans le même élan, ils en reproduisent les clichés, auxquels leur discours scientifique confère une légitimité supplémentaire[53]. Dans l'ensemble, il serait cependant réducteur de catégoriser comme simplement nationalistes les publications aussi bien de Luschan que des savants de la PPK. Leurs travaux sont rédigés dans un langage ostensiblement scientifique et ambitionnent d'approcher la question de la diversité ethnique dans les camps de prisonniers de guerre sans exprimer par ailleurs de position explicite sur les questions politique du moment, et sans faire de la propagande de guerre.

Tous les ethnologues de ces années de guerre ne se conduisent pas de la même manière. Dans son ouvrage illustré *Der Völkerzirkus unserer Feinde* (*Le cirque des peuples de nos ennemis*), l'africaniste Leo Frobenius (1873-1938) utilise des visuels des troupes coloniales pour engager une vive polémique contre les adversaires anglais et français. Le titre annonce le contenu imagé de ses développements, notamment contre l'Angleterre, "le plus grand des dompteurs", accusée à travers son colonialisme de "dresser les peuples"[54]. Les troupes coloniales seraient selon cette démonstration comme des animaux sauvages qui coopèrent face au public dans le sens voulu par le dompteur, uniquement "par crainte des sévices brutaux" de ce dernier[55]. Sa comparaison avec des animaux n'est pas une diatribe adressée aux engagés coloniaux eux-mêmes, mais aux puissances coloniales qui les ont soumis La figure rhétorique utilisée n'en révèle pas moins l'opinion raciste de son auteur sur les troupes coloniales en question[56]. La collection d'environ 125 pho-

---

[52] Voir par exemple Doegen (Hg.), *Unter Fremden Völkern*, op. cit., p. 9 et 366.
[53] Voir par exemple id., p. 17, 40, 79, 167.
[54] Leo Frobenius, *Der Völkerzirkus unserer Feinde*. Berlin o.J. [1916/17], p. 3.
[55] Id., p. 5.
[56] Voir Koller, *Von Wilden*, op. cit., p. 112 sq. et Höpp, *Muslime in der Mark*,

tographies qui fait suite à l'introduction expose un mélange de visuels divers, dont la source n'est pas clairement identifiée : clichés d'exercices de tir ou de transports de troupes, qui ont pu être pris aussi bien dans des camps de l'ennemi de l'autre côté du front que dans des camps de prisonniers de ce côté-ci. Les photos présentent principalement des soldats africains et asiatiques, dont quelques-unes dans le style anthropologique. Frobenius commence son texte en précisant qu'il "va s'exprimer en tant que professionnel", mais il ne propose par la suite au lecteur aucun raisonnement ethnologique, et se contente de s'appuyer sur sa position de spécialiste reconnu des cultures africaines pour s'épancher dans un écrit incendiaire. Bien que l'ouvrage ait été principalement soutenu par l'administration militaire, le Ministère des affaires étrangères en critiquera la publication, car la présentation du "manège"[57] fait également figurer des musulmans, ce qui dérange la propagande spécifique dont ils font l'objet dans les camps qui leurs sont réservés[58].

L'arrière-plan de la publication de cet ouvrage illustré est peu connu. Frobenius avait déjà essayé, dès le début de la guerre, de mettre son expertise ethnologique au service de la chose militaire, notamment en effectuant une "mission secrète" au Soudan, dont un objectif était de susciter l'agitation contre la puissance coloniale britannique[59]. Après l'échec de cette mission, la rédaction du *Cirque des peuples* fait sans doute partie de son engagement dans une "Union culturelle des savants et artistes allemands" au service de la propagande de guerre[60]. La parution de l'ouvrage est peut-être aussi liée au séjour de recherche que Frobenius entreprend au cours de l'été 1916 dans les camps de prisonniers

---

op. cit., p. 57.

[57] Frobenius, *Völkerzirkus*, op. cit., p. 11.

[58] Voir Kahleyss, *Muslime in Brandenburg*, op. cit., p. 33, qui cite des documents d'archive du Ministère des affaires étrangères. On y trouve également de nombreuses lettres de protestation de ressortissants arabes ou asiatiques qui sont scandalisés d'avoir été placés dans le livre sur un même pied que des noirs d'Afrique.

[59] Voir à ce sujet Peter Heine, Leo Frobenius als politischer Agent. Ein Beitrag zu seiner Biographie, *Paideuma*, 26, 1980, p. 1-5.

[60] Voir Koller, *Von Wilden*, op. cit., p. 112. Sur le Kulturbund, sur "l'Appel au monde civilisé" d'octobre 1914, signé par 93 artistes et intellectuels allemands, voir Jürgen von Ungern-Sternberg & Wolfgang von Ungern-Sternberg, Der Aufruf "An die Kulturwelt!". Das Manifest der 93 und die Anfänge der Kriegspropaganda im Ersten Weltkrieg, *Historische Mitteilungen Beiheft*, Stuttgart, 18, 1996, p. 136-143.

musulmans grâce à un financement de la Fondation Rudolf Virchow[61]. Il est précisé dans le rapport de la Fondation que ce voyage relativement bref devait servir à la collecte de "récits, paroles, descriptions d'intérieurs de maison et autres sujets". Il aurait eu la chance de "trouver parmi les prisonniers plusieurs de ses connaissances africaines, dont quelqu'un qui avait été son cuisinier"[62]. Frobenius fournira à ses financeurs un rapport sous forme d'une conférence avec projections le 14 avril 1917, sous le titre "Les prisonniers de guerre de couleur en Allemagne et leurs pays d'origine"[63], qui ne paraîtra cependant pas dans la revue officielle de la Société allemande d'ethnologie, la *Zeitschrift für Ethnologie*. Le fait peut être interprété comme une prise de distance de la Société par rapport à Frobenius. Le compte-rendu de sa prestation dans la *Vossischen Zeitung* en laisse deviner les raisons, car à cette occasion Frobenius fait non seulement œuvre de propagande de guerre, mais exprime également ses opinions en faveur d'une politique coloniale active de l'Allemagne[64]. Or, au sein de la Société d'ethnologie prédomine, même en temps de guerre, une position de refus de la confusion entre science et politique, du moins quand elle est aussi manifeste. Après la guerre, Frobenius continuera à mettre ses connaissances professionnelles au service de la propagande, comme le montre clairement un important volume richement illustré, qu'il fait paraître sous le titre *Deutschlands Gegner im Weltkrieg* (*Les adversaires de l'Allemagne durant la Guerre Mondiale*)[65]. Cet ouvrage paru après la fin de la

---

[61] Une somme de 800 marks est alouée. *Zeitschrift für Ethnologie*, 48, 1916, p. 389.

[62] Id.

[63] Cité dans la *Zeitschrift für Ethnologie*, 49, 1917, p. 143. Voir aussi le rapport de la Fondation Rudolf-Virchow dans ce même numéro, p. 218.

[64] "Unsere farbigen Gefangenen. Vortrag von Dr. Leo Frobenius", *Vossische Zeitung*, Nr. 221, édition du matin du 2 mai 1917, p. 6.

[65] L'ouvrage de Frobenius et de Hugo von Freytag-Loringhoven est publié aux éditions Hermann Klemm à Berlin. Il contient 80 planches en couleurs avec des portraits de un à trois soldats, le plus souvent en uniforme, ou du moins habillés tels qu'ils étaient quand ils ont été capturés, et donc pas dans un costume de la vie courante. L'artiste signe de son nom. La légende précise l'appartenance nationale du modèle, parfois aussi l'arme à laquelle il appartient ("chasseur alpin italien", "fantassin japonais"). Une édition limitée de luxe de 400 exemplaires parut à l'intention exclusive des souscripteurs, dans un format encore plus grand, sous le titre *Die Feinde Deutschlands und seiner Verbündeten* [Les ennemis de l'Allemagne et leurs alliés]. Un exemplaire se trouve aux archives de la Bibliothek für Zeitgeschichte de Stuttgart.

guerre, avec des portraits de soldats ennemis dessinés ou peints en couleur par des artistes allemands peut être vu comme un exemple typique de discours revanchard chargé de préjugés ethniques. Le but de la publication est de "donner un visage typique " à chacun des peuples qui ont participé à la guerre, à travers l'image et à travers le texte. Mais, à la différence des universitaires de la PPK qui se sont attelés à la même tâche, certains auteurs comme Frobenius expriment leur racisme de manière plus directe[66]. Tous ses textes sont écrits sous les auspices d'un déterminisme culturel et racial, y compris ceux qui traitent des peuples occidentaux[67]. Ainsi Frobenius se livre-t-il, dans son "Introduction politico-culturelle" à l'ouvrage, à une explication des causes de la guerre basée sur les différences et oppositions de races. Sur un ton pathétique et polémique qui reprend celui du *Cirque des peuples*, il fait des principaux adversaires de l'Allemagne une présentation entièrement orientée par des déterminations culturelles et biologiques. Le "caractère" du peuple russe serait depuis des siècles marqué par le mélange d'influences liées à la "domination étrangère des barbares [mongols]" sur des "souches paysannes" slaves, pendant que les Anglais descendraient des Vikings, une population germanique, et seraient marqués par la "lutte déterminante entre Romains et Germains pour la maîtrise des océans"[68]. La France, emportée par sa "haine aveugle" pour l'Allemagne, se serait laissée entraînée dans la guerre par l'Angleterre, et les autres pays – la Belgique, la Serbie, l'Italie, la Roumanie – au-

---

[66] Les soldats d'origine africaine sont particulièrement rabaissés, en tant qu'humains qui se trouveraient "profondément en dessous de l'Européen sur l'échelle sociale des organismes et plus proche de l'animal", seraient moins sensibles à l'égard de la douleur et constitueraient des cadavres beaucoup plus laids sur le champ de bataille (p. 39). Bien qu'on reconnaisse à ces troupes coloniales "une plus grande valeur au combat", leurs résultats seraient restés inférieurs aux attentes des officiers. Ils seraient avant tout utilisés, "*selon l'expression délicate d'un officier anglais, comme du "bétail pour l'abattoir" lors des premiers assauts*" (p. 40).

[67] Par exemple : "*Lorsque les Allemands envahirent les provinces flamandes de la Belgique, ils rencontrèrent les Flamands dans lesquels ils purent voir une branche de notre même souche. [...] Le paysage flamand semblait complètement allemand à qui était passé par ailleurs en France : la prospérité économique, les champs labourés avec soin, les plantations de légumes et de fleurs, les fleurs aux fenêtres qu'on ne voyait presque jamais dans les villages français [...] faisaient que nos gens se sentaient ici comme chez eux, alors que le rapport avec la population wallonne restait toujours tendu*" (p. 275 sq.).

[68] Id., p. III sq.

raient fait de même : "Ils avaient à peine plus d'indépendance que les peuplades qu'Anglais, Russes et Français ramenaient des quatre coins du monde"[69]. Le célèbre ethnologue Frobenius donne une interprétation "historico-raciale" de la guerre, légitimée par son aura scientifique, selon laquelle l'Angleterre, organisatrice en chef des "races de toutes couleurs", encercle et agresse sa "mère-patrie"[70].

Frobenius avait certes une formation d'ethnologue, mais n'avait pas réussi à obtenir de poste dans l'enseignement académique et était considéré par le corps professoral comme un marginal. On retrouve un semblable franc-tireur, auteur de photographies de prisonniers de guerre, qu'il publie en les faisant précéder d'une "introduction ethnologique", en la personne d'Otto Stiehl (1860-1940). En contrepartie du fait qu'il n'était nullement anthropologue, cet architecte, ingénieur en bâtiments et professeur à la *Technische Hochschule* de Berlin avait pour lui d'être bien informé, du fait de sa position, sur les prisonniers de guerre, car il effectue son service militaire volontaire au bureau du commandant du camp aménagé pour les Musulmans à Zossen. Là, il a non seulement l'occasion d'apporter ses connaissances d'architecte à la construction des bâtiments du camp, mais également d'exercer son passe-temps favori : la photographie. La rencontre avec autant d'ethnies différentes est évidemment pour lui une expérience nouvelle, qu'il doit transcrire sur le papier et mettre en images. Il prend de la vie dans le camp de nombreux clichés, dont la plupart sont des portraits individuels de prisonniers qu'il a sous ses ordres. Des ces derniers il fait un livre, qu'il publie dès 1916 sous le titre *Unsere Feinde. Charakterköpfe aus deutschen Kriegsgefangenenlagern* (*Nos ennemis. Visages caractéristiques des camps de prisonniers allemands*). Il s'agit évidemment d'un ouvrage publié sur sa propre initiative, car il n'existe aucun indice qu'il se soit agi d'une mission officielle[71].

Comme dans l'ouvrage de la PPK, les images sont assorties d'un texte qui est censé décrire les "caractères nationaux" des différents groupes de prisonniers. Stiehl a rédigé seul ce texte et a puisé pour cela dans ses propres observations et expériences. Ses impressions personnelles et ses descriptions sont fréquemment illustrées d'exemples concrets

---

[69] Id., p. VII-IX.

[70] Sur le fonctionnement de ce discours, voir Geulen, *Wahlverwandte*, op. cit., p. 366 sq.

[71] Otto Stiehl, *Unsere Feinde. Charakterköpfe aus deutschen Kriegsgefangenenlagern*, Stuttgart, 1916. Voir Kahleyss, *Muslime in Brandenburg*, op. cit., p. 59.

tirés du quotidien du camp, et dépassent rarement le niveau de clichés stéréotypés et de tentatives d'explication anthropologique. Ses recueils de portraits diffèrent de la présentation scientifique exécutée rigoureusement de face et de profil. Chez Stiehl, les modèles posent le plus souvent librement, la légende des photos cite leur nom complet et leur origine, et ils sont habillés (ill. 7 & 8). Margot Kahleyss, qui a découvert et exposé la collection de Stiehl au Völkerkundemuseum de Berlin, attire l'attention également sur la différence entre ces photographies et celles de la presse de l'époque, qui typifie d'une autre façon : en publiant généralement des photos dures, saisissantes, de représentants anonymes de groupes déterminés, affublés de qualificatifs génériques (souvent inexacts), tels que "Turcs", "Zouave" ou "Tirailleur sénégalais". Par comparaison, Stiehl fait davantage figure de scientifique, en accompagnant ses photographies d'une désignation ethnique correcte, et en prenant des gros plans des visages qui permettent aussi à l'expert d'établir une "typologie des races" à partir du matériau ainsi réuni. Le titre et l'introduction de l'ouvrage disent cependant bien son intention, qui est de donner une image générale et authentique du "monde des peuples" qui se bat contre les Empires centraux[72].

Ill. 7 & 8 – Source : Otto Stiehl, *Unsere Feinde. Charakterköpfe aus deutschen Kriegsgefangenenlagern*, Stuttgart, 1916, p. 38-39 & 50-51.

[72] Contrairement à Kahleyss qui estime que Stiehl "ne présente pas des "types" mais des gens dans leurs modes de vie du moment" (id., p. 60), et qui fait l'hypothèse d'un "procédé parallèle" par lequel les conférences avec diapositives de Stiehl doivent être lues autrement que les livres de propagande, on doit souligner ici la différence essentielle entre l'orientation marquée de Stiehl et la présentation traditionnelle des anthropologues professionnels.

Les efforts de Stiehl semblent lui avoir apporté une certaine reconnaissance du monde scientifique. La *Zeitschrift des Vereins für Volkskunde* qualifie ses photographies "d'exemplaires" et reconnaît à son livre "*un intérêt qui n'est pas seulement général, mais d'importance pour l'ethnologie et les études culturelle*"[73]. L'anthropologue viennois Pöch, qui est lui-même depuis plusieurs années un photographe passionné et reconnu, et a dû faire personnellement connaissance avec Stiehl lors de son séjour de recherche au camp de Zossen en 1917, fait un éloge vibrant des contributions de l'ethnologue amateur dans les *Mitteilungen der Anthropologischen Gesellschaft in Wien* : bien que les sujets ne respectent pas les normes anthropologiques ("ils portent tous la casquette et l'uniforme"), ils sont précieux pour le spécialiste, car il a "choisi ses types avec un bon regard"[74]. En d'autres termes, Stiehl a construit sa typologie des ethnies présentes dans le camp de la même manière que Pöch lui-même, son regard sur les "types" est formé à la même école.

Il semble que Stiehl ait été influencé aussi bien par ses rencontres avec des prisonniers musulmans que par les anthropologues de passage. Il intégrera en 1924 la Société berlinoise d'anthropologie, d'ethnologie et de préhistoire, où il fera des conférences avec diapositives, et pratiquera après la guerre l'ethnologie sur ses temps de loisir[75]. *Nos ennemis* n'a pas fait "qu'informer" et "illustrer avec un objectif éducatif". Le livre s'est vendu à 40 000 exemplaires dans l'empire allemand, mais a aussi été diffusé dans les pays neutres d'Europe et en Amérique du nord, et a rencontré un écho extraordinaire aux Pays-Bas[76]. Cette diffusion renseigne sur sa fonction dans la propagande de guerre, même si son projet était avant tout d'informer l'opinion des pays non alignés sur les objectifs de guerre de l'empire allemand. C'est pour cette raison que Stiehl, sur la fin de son texte, abandonne complètement la diction du scientifique pour se donner complètement à la polémique guerrière :

> "Même si nous nous efforçons, en individualisant la discussion sur telle ethnie, de rendre justice aux bons côtés des sauvages et demi-sauvages que

---

[73] Besprechung von F[ritz] B[oehm], 27, 1917, p. 91.
[74] Band 47, 1917, p. 122.
[75] Voir Margot Kahleyss, Muslimische Kriegsgefangene in Deutschland im Ersten Weltkrieg – Ansichten und Absichten, in Gerhard Höpp & Brigitte Reinwald (Hg.), *Fremdeinsätze. Afrikaner und Asiaten in europäischen Kriegen, 1914-1945*, Studien / Zentrum moderner Orient, geisteswissenschaftliche Zentren Berlin e.V., Bd. 13, Berlin, 2000, p. 79-117, ici p. 83.
[76] Kahleyss, *Muslime in Brandenburg*, op. cit., p. 63.

> la haine de nos ennemis dresse contre nous, nous ne devons cependant pas oublier de souligner que, prises dans leur ensemble, ces populations exotiques sont dominées par la brutalité et la barbarie. En son âme et conscience, quiconque a pu rencontrer ces foules bigarrées pourra décrire ces Anglais et ces Français de couleur avec les mots de ce ressortissant d'un pays neutre alors qu'il visitait un camp : *C'est une insulte éternelle et une honte pour la France et l'Angleterre que d'avoir dressé une telle canaille contre un pays civilisé*"[77]

Stiehl se sert ici de son expérience de plusieurs années de service dans un camp de prisonniers pour revendiquer l'autorité de l'ethnologue qui a "vécu parmi les indigènes" et utiliser celle-ci dans un but polémique. Et comme pour l'opuscule de propagande de Frobenius, il doit surmonter une contradiction : d'un côté, la publication sert la propagande de guerre, mais de l'autre, ainsi que la Chancellerie impériale le déplore en septembre 1917, "*elle a suscité une vive désapprobation de nos alliés turcs*"[78]. Comme évoqué plus haut, la position officielle du haut commandement militaire est de ne pas prêter le flanc aux accusations de racisme, d'une part pour ne pas affaiblir l'élan autour de la culture allemande, d'autre part pour ne pas offenser l'allié ottoman. Hinz confirme dans son étude sur les camps de prisonniers : "*Aucune mesure dans les documents ministériels ne saurait être fondée sur des arguments ouvertement racistes ou sur des catégories établissant une infériorité culturelle*". Certains résultats de ses recherchent établissent cependant que "les préjugés racistes ou culturels circulaient au sein de l'administration militaire"[79]. Elle donne l'exemple d'un rapport rédigé en 1918 sur des prisonniers de guerre en Saxe, qui se répand à l'envi sur les "caractères nationaux" des Français, des Anglais et des Russes "*dans un mélange de propos crus et de clichés pseudo-anthropologiques, culturels et sociaux*"[80] dont le ton et le contenu sont peu éloignés de ceux offerts par le livre de Stiehl[81]. Son exemple montre également de façon

---

[77] Stiehl, *Unsere Feinde*, op. cit., p. 31.
[78] Kahleyss, *Muslime in Brandenburg*, op. cit., p. 63.
[79] Hinz, *Gefangen*, op. cit., p. 81.
[80] Id., p. 82.
[81] Le "Rapport sur les prisonniers de guerre dans les camps en Saxe pour servir à une représentation des formes de l'État, de la nation et de la race" est déposé avec d'autres rapports sur le recours à la main d'œuvre des prisonniers, etc. dans un classeur *Inspektion der Kriegsgefangenenlager XII u. XIX A-K Br. – B – Nr. 6600 III* (Bibliothek für Zeitgeschichte, Stuttgart). Le rapport a été rédigé en août 1918 par l'un des médecins de camp qui se désignelui-même comme "observateur non qualifié" dont les descriptions sont celles d'un "amateur" ou

claire que certains membres de l'administration militaire qui avaient à faire avec les prisonniers de guerre n'avaient pas laissé leurs opinions dans la garde-robe où ils avaient rangé leurs vêtements civils. Les photographies ethnologiquement "chargées" de l'ennemi circulaient ainsi entre les univers militaire, scientifique et la société civile, et des significations leur étaient attribuées dans ces contextes respectifs, qui s'influençaient et se renforçaient mutuellement.

"L'indignation" allemande face à l'utilisation de troupes coloniales

Stiehl explique en quoi les Alliés devraient avoir honte d'utiliser des troupes coloniales :

> "Ce n'est qu'avec des frissons qu'on pense au destin qu'auraient connu nos villes et nos villages soigneusement entretenus et riches de leurs ouvrages d'art, et par-dessus tout nos femmes et nos enfants, si nous n'avions pas réussi à repousser loin de notre patrie ces hordes sauvages que ne contrôle aucune culture de l'esprit. Certains se montreront sans doute amers à l'idée que nous avons dû commencer par envoyer les plus valeureux de nos fils, formés aux idéaux les plus élevés, versés dans les arts et les sciences, et exercés dans les finesses du commerce et de l'industrie, contre des adversaires aussi rustres et de valeur morale si inférieure. Mais le sentiment de fierté est le plus fort devant la victoire que les fils de l'Allemagne ont finalement emportée contre une telle marée de peuples hostiles dressés contre elle, ainsi que la reconnaissance que nous éprouvons à leur égard pour avoir si brillamment protégé la patrie au prix de leur corps et de leur vie. Cette présentation du monde de nos ennemis se veut aussi être une des feuilles de la couronne de laurier que nous devons à la mémoire éternelle de nos chers disparus tombés au champ d'honneur"[82].

Ce passage est révélateur de différents aspects du débat public sur l'utilisation des troupes coloniales, débat dans le contexte duquel il faut également situer le recours à des représentations visuelles des prisonniers de guerre. Dans l'opinion publique allemande, l'utilisation massive de soldats originaires des colonies est le sujet de vives polémiques contre l'ennemi. Alors que l'état-major allemand cherche à analyser objectivement la valeur militaire de telles unités, la presse allemande écume : la France serait en train de consommer de manière cruelle ses troupes coloniales comme de la chair à canon. Ou pire, les Français mèneraient des opérations de commando consistant à lâcher des bêtes

---

encore d'un "anthropologue extérieur au milieu".

[82] Stiehl, *Unsere Feinde*, op. cit., p. 31 sq.

sauvages sur le champ de bataille pour se battre au corps à corps contre les Allemands. Par ailleurs, ces troupes coloniales "sauvages" méconnaîtraient les règles du droit international, en ne faisant pas de prisonniers, en coupant les doigts, les orteils ou les têtes des soldats abattus pour s'en faire des trophées, et en utilisant de longs couteaux dans les combats rapprochés – toutes représentations qui nourrissent, bien mieux que la réalité, le fantasme européen de l'acte "primitif" dans toute son horreur[83] (ill. 9). Dès octobre 1914, un "Appel au monde civilisé" publié dans tous les journaux allemands par des artistes, intellectuels et enseignants universitaires, et traduit à l'intention des pays neutres, dénonce le "spectacle de la honte" qu'offre "le lâcher de Mongols et de Nègres sur

"Wo habt ihr eure Gefangenen?" – "Gefressen, mein Kapitän."

Ill. 9 – "Où sont vos prisonniers ? – Bouffés, mon capitaine". E.D. Petersen: "Frankreichs Kulturpioniere", *Simplicissimus*, 5 (4 Mai 1915), p. 53. Source : Christian Koller: *"Von Wilden aller Rassen niedergemetzelt". Die Diskussion um die Verwendung von Kolonialtruppen in Europa zwischen Rassismus, Kolonial- und Militärpolitik (1914-1930)*, Stuttgart, 2001, p. 102.

[83] Voir Koller, *Von Wilden*, op. cit., p. 100-102.

la race blanche"[84]. Ce point de vue est repris dans les débats politiques et parlementaires, ainsi que dans un mémorandum du Ministère des affaires étrangères intitulé *Infractions au droit des peuples commises par l'Angleterre et la France à l'encontre des troupes de couleur sur le théâtre des opérations de guerre en Europe*[85]. Le gouvernement allemand y exige officiellement, "dans l'intérêt de l'humanité et de la civilisation", le retrait des troupes coloniales du théâtre des opérations européen, car "leur brutalité et leur cruauté constituent une insulte dans la conduite d'une guerre au XXe siècle".

En résumé, l'opinion publique allemande réagit avec un mélange d'horreur pour le traitement injuste de peuples coloniaux oppressés, de mépris pour la "canaille de couleur", et de peur diffuse à l'idée de rencontrer un jour ces combattants "barbares". Pour terminer, on reproche aux puissances coloniales d'avoir remis en cause la solidarité au sein de la "race blanche" et l'autorité de celle-ci vis-à-vis des peuples colonisés. En permettant à ces derniers de se mesurer à une autre puissance coloniale dans un affrontement guerrier direct, elles détruisent l'image de la supériorité des blancs et sapent ainsi les bases de la domination blanche dans les colonies. Karl Weule, professeur d'ethnologie à Leipzig, contribue à cette rhétorique en qualifiant de "crime contre la race" le fait de confier à des soldats noirs la surveillance, voire l'exécution de punitions, de prisonniers civils ou militaires blancs, car "la question se pose dès à présent de manière inquiétante des limites jusqu'auxquelles les puissances européennes, et donc nous-mêmes, pourront contrôler une de ces races inférieures de couleur ainsi traitées comme des proches par nos ennemis, alors que jusqu'à présent elles étaient maintenues dans le respect de l'homme blanc par un système de règles et de sanctions"[86].

Les Français ne sont de leur côté que peu informés des reproches allemands. Ce n'est qu'en janvier 1917 que le parlement français fournit pour la première fois une explication officielle, suivant laquelle tout "en-

---

[84] Le texte du manifeste est reproduit dans von Ungern-Sternberg & von Ungern-Sternberg, *Der Aufruf*, op. cit., p. 145.

[85] En allemand: „*Völkerrechtswidrige Verwendung farbiger Truppen auf dem europäischen Kriegsschauplatz durch England und Frankreich*". Le mémorandum du Ministère des affaires étrangères de juillet 1915 a d'abord été publié en anglais pour le public américain, jugé neutre, et plus tard en allemand, français, italien et néerlandais. Cité par Koller, *Von Wilden*, op. cit., p. 106.

[86] Karl Weule, Die farbigen Hilfsvölker unserer Gegner. Eine ethnographische Übersicht, *Kosmos*, 12, 1915, p. 205-209, 249-253 ; ici p. 253.

fant de la France" est en droit de défendre son pays[87]. Durant la guerre, la presse française se retient volontairement de tout propos à tonalité raciste. La France est supposée mener une guerre contre la "barbarie" allemande et turque, et les troupes coloniales sont donc comptées dans les rangs du "monde civilisé"[88]. Ainsi, les oppositions claires entre "civilisé" et "barbare" héritées de l'époque coloniale sont manifestement perturbées par le contexte de rencontres et de débats créé par la Première Guerre Mondiale.

Car, au début de la guerre, les Français ont une image de leurs propres troupes coloniales qui n'est pas éloignée de celle qui circule dans l'opinion publique allemande. En témoigne, par exemple, le contenu des acclamations enthousiastes de la foule accueillant les troupes africaines qui débarquent à Marseille : "Bravo, les tirailleurs sénégalais ! Coupez la tête aux Allemands !"[89]. L'idée sous-jacente est bien d'user à dessein de l'avantage psychologique que pourrait procurer l'image de guerriers "sauvages" dans l'esprit de soldats allemands démotivés. Mais l'état-major français réalise assez rapidement que la figure du soldat africain sanguinaire a un contre-effet concret sur la population française elle-même, qui ne tient pas à les voir stationner près de chez soi. Il commence donc à diffuser, à partir de 1916, l'image de l'Africain comme grand enfant. Le sauvage infantile serait certes primitif, mais parfaitement sous contrôle[90]. Cette représentation prête évidemment le flanc à l'argument allemand de la chair à canon.

À l'appui de cet argument, certaines sources indiquent que la France a effectivement utilisé les contingents africains comme troupes de première ligne, destinées à percer le front adverse, sur la base du raisonnement que ces recrues auraient été particulièrement indiquées pour cela, soit en raison de leurs "prédispositions raciales" à une violence primitive, soit en raison d'une représentation pseudo-scientifique suivant laquelle le système nerveux moins développé des Africains les rendraient moins sensibles dans le combat[91]. La propagande française justifie aussi l'utilisation de ces troupes en faisant valoir que, la colonisation ayant apporté la paix et la civilisation en Afrique, il est normal de

---

[87] Koller, *Von Wilden*, op. cit., p. 137.
[88] Gregory Martin, German and French Perceptions of the French North and West African Contingents, 1910-1918, *Militärgeschichtliche Mitteilungen*, 56, 1997, p. 31-68, ici p. 49.
[89] Koller, *Von Wilden*, op. cit., p. 135.
[90] Id., p. 141.
[91] Voir Martin, *German and French Perceptions*, op. cit., p. 60.

demander aux colonisés qu'ils versent en retour un peu leur sang pour la France[92]. Ainsi que l'exprime Georges Clemenceau, alors premier ministre, dans un discours au Sénat le 20 février 1918 : "*Les Noirs, nous allons leur apporter la civilisation. Il faut qu'ils paient pour cela… J'aime mieux faire tuer dix Noirs qu'un seul Français, bien que je respecte infiniment ces braves Noirs, parce que je trouve qu'on a fait tuer assez de Français et qu'il faut en sacrifier le moins possible !*"[93].

Comme on l'a vu plus haut, les "experts" en matière de peuples colonisés, anthropologues et ethnologues, ne restent pas toujours clairement extérieurs au débat, et moins encore prennent position contre de telles opinions. Leo Frobenius se laisse aller sans réserve à la polémique contre la France et la Grande-Bretagne et jette pour cela dans la balance sa qualité d'ethnologue, et Karl Weule fait de même. Plus nuancés, Felix von Luschan s'abstient de prendre parti dans sa présentation des dessins de Struck, et les auteurs du recueil de la PPK observent la même distance. Emblématiques de cette position des scientifiques sont les propos de l'africaniste Martin Heepe :

> "Une représentation non scientifique et naïve circule toujours, qui compare les natifs des races autres, de couleur, et particulièrement les Noirs, à des animaux ou à des enfants. […] Un adulte a peu de choses en commun avec un enfant, et de même un être humain parlant a peu à voir avec un animal. Il n'est pas inconcevable que le rapprochement entre la psychologie de l'enfant, la psychologie animale et la psychologie des primitifs puisse produire des analogies précieuses. Mais inutile de souligner qu'il serait contraire à l'esprit scientifique que celui-ci soit influencé par cette "insulte Noire" contre notre patrie"[94].

L'amateurisme scientifique, du moins les préjugés et le racisme qu'il véhicule, sont ici dénoncés, mais à l'aune d'un paradigme évolutionniste qui continue à distribuer les humains selon différents degrés d'évolution. La notion raciste produite par le débat politique de l'époque ("l'insulte Noire"[95]) est reprise sans être critiquée, dans un discours qui

---

[92] Marc Michel, *L'appel à l'Afrique. Contributions et réactions à l'effort de guerre en A.O.F. (1914-1919)*, Paris, 1982, p. 43 et 65: "*Comme la plupart de ses contemporaires […] Ponty estimait que l'œuvre de Paix de la France en Afrique méritait bien un peu de sang noir en Europe*". Cité par Martin, *German and French Perceptions*, op. cit., p. 41. William Merlaud-Ponty a été gouverneur général pour l'Afrique de l'ouest de 1911 à 1915.

[93] Cité par Koller, *Von Wilden*, op. cit., p. 97.

[94] Doegen, *Unter Fremden Völkern*, op. cit., p. 79.

[95] Le débat sera relancé au cours de l'entre-deux-guerres, car la France utilisera ses troupes coloniales pour tenir garnison dans les régions occupées de l'ouest

pose comme un devoir de la science de se tenir à l'écart de telles discussions. Luschan estime par ailleurs : "*Dans quelle mesure l'utilisation de soldats de couleurs dans une guerre en Europe est à rejeter pour des raisons éthiques, c'est là une question dans laquelle je n'ai pas à entrer*"[96]. De ce fait, il ne dit pas clairement si un tel usage – envoyer de jeunes hommes contre leur volonté se battre dans une guerre étrangère – compte au nombre des pratiques détestables d'administrations coloniales non allemandes, qu'il condamne dans le paragraphe qui précède, ou si cet usage confirme l'opinion raciste, formulée en termes éthiques, d'une "insulte faite aux règles de la guerre civilisée", qui est ce que pense la majorité de la population allemande de l'époque.

Ces exemples suggèrent que parmi les ethnologues qui agissent en scientifiques, il reste important, même en temps de guerre, de continuer à affirmer l'idéal d'une séparation stricte entre science et politique. Ils indiquent également que les institutions de la discipline ont à cœur de vérifier quand et comment les ethnologues s'expriment sur la question du "mélange ethnique chez les ennemis". Celui qui veut continuer à faire partie de ce cercle doit s'en tenir à ses règles. A contrario, pour qui n'en fait pas partie, ces règles ont évidemment peu d'importance[97]. "L'Appel au monde civilisé" et les activités de propagande qui en découlent, menées par le "Kulturbund", signent à partir de 1914 la fin de l'esprit international de la *Gelehrtenrepublik*, la République des Savants, et le début d'un isolement international du monde scientifique allemand, dont il porte la responsabilité, et qui se poursuivra jusque dans les années 1920.[98] Les scientifiques allemands sont pourtant majoritairement convaincus, au début de la guerre, d'être du côté de la civilisation, voire d'une civilisation supérieure, et ne cherchent en consé-

---

de l'Allemagne, imposant à la population civile, non seulement un contact quotidien avec des soldats noirs, mais l'exercice d'un pouvoir de police de ces noirs sur des blancs.

[96] Struck & Luschan, *Kriegsgefangene*, op. cit., p. 3.

[97] Sur la manière dont l'ethnologie construit ses frontières disciplinaires et sur l'aménagement de la distance entre science et politique, voir H. Glenn Penny, The Politics of Anthropology in the Age of Empire. German Colonists, Brazilian Indians, and the Case of Alberto Vojtěch Frič, *Comparative Studies in Society and History*, 45, 2003, H. 2, p. 249-280.

[98] Voir Rüdiger vom Bruch, Geistige Kriegspropaganda. Der Aufruf von Wissenschaftlern und Künstlern an die Kulturwelt, *in* Rüdiger vom Bruch, *Gelehrtenpolitik, Sozialwissenschaften und akademische Diskurse in Deutschland im 19. und 20. Jahrhundert*, herausgegeben von Björn Hofmeister und Hans-Christoph Liess, Stuttgart, 2006, p. 162-164.

quence, dans leur esprit, qu'à défendre l'idéal d'un jugement scientifique objectif, fondé sur les faits. Preuve en est l'exemple fourni par la série de conférences de guerre intitulée *Deutsche Reden in schwerer Zeit* (*Récits allemands des temps difficiles*), organisée par la *Verein für volkstümliche Kurse von Berliner Hochschullehrern* (*Association des facultés berlinoises pour l'éducation populaire*), et qui doit se comprendre comme une offre de formation par laquelle des professeurs renommés expliquaient les "raisons profondes" de la guerre de manière à rassurer la population et à développer son esprit de persévérance Certains conférenciers travaillaient déjà depuis de nombreuses années avec l'association dans le but de communiquer leurs connaissances à un public élargi. Les *Deutsche Reden* peuvent se comprendre comme un prolongement de cette activité de vulgarisation, adapté à un contexte de guerre. Parmi les experts invités en anthropologie, on compte le professeur von Luschan[99], ainsi que son collègue plus âgé, Wilhelm von Waldeyer-Hartz, professeur d'anatomie, à la fois cosignataire de "l'Appel" et coorganisateur des *Deutsche Reden*. Et bien que précisément ce forum ait été pensé dans le but de rapprocher science et politique, les deux anthropologues s'abstiennent d'entrer dans la polémique sur l'utilisation des recrues coloniales[100]. Les propos clairement politiques du professeur

---

[99] Felix von Luschan, Rassen und Völker. Rede am 2. November 1915, *in Deutsche Reden in schwerer Zeit*. 3. Band. Berlin 1915, p. 349-381. Sur le travail de Luschan pour cette association, qui s'est poursuivi sur plusieurs années, voir aux archives de la StaBi, NL Luschan, Classeur de correspondances de la Zentralstelle für Arbeiterwohlfahrtseinrichtungen. Luschan se trouvait au moment de la déclaration de guerre à un colloque en Australie et fut donc arrêté et détenu pendant neuf mois principalement aux USA avant de pouvoir revenir à Berlin. Il fut programmé en dernier dans la liste des conférenciers. Waldeyer s'était déjà annoncé sur le thème de la "diversité anthropologique des ennemis", aussi Luschan se limita-t-il à celui de l'anthropologie "appliquée", c'est-à-dire de "l'hygiène sociale" et de l'eugénisme.

[100] Voir W. Waldeyer, Die im Weltkriege stehenden Völker in anthropologischer Betrachtung. Conférence du 15 octobre 1915, *in Deutsche Reden in schwerer Zeit*. 3. Band. Berlin 1915, p. 311-346. La conférence termine par ces mots : "*Nous pouvons donc voir comme plus proches de nous les hommes contre qui nous devons lutter, et nous découvrons même qu'ils nous sont égaux dans leurs qualités de combattants, dans leurs capacités physiques, dans le courage qu'ils manifestent. Nous sommes obligés de dire : plus il y a d'ennemis, plus il y a de respect à leur devoir, et plus les ennemis sont courageux, plus il y a d'honneur à les combattre*". Il serait hors de propos ici de parler d'une quelconque prétendue "honte" à devoir se battre contre des soldats

Weule, de Leipzig, dans une livraison de 1915 d'une revue de vulgarisation[101], peuvent être pris comme un indice qu'en temps de guerre les standards de l'objectivité scientifique commencent à se fissurer, ou que le contrôle des positions publiques prises par les collègues est moins efficace à l'extérieur des métropoles comme Berlin ou Hambourg. Toujours est-il qu'il est difficile d'établir, pour les premières années de la guerre, une fracture constante que cele-ci occasionnerait au sein de l'anthropologie dans l'idéal de la séparation entre science et politique. On peut seulement constater que les connaissances anthropologiques, formulées – serait-ce prudemment et dans un esprit libéral – dans l'ensemble de ces rapports, expositions et publications, entrent en résonance avec les images de l'ennemi qui circulent dans la conscience populaire, et ont un effet de propagande politique même s'il n'est pas intentionnel.

Ambivalences, transvaluations, nouvelles catégories

Les images de prisonniers ennemis qui sont présentées au public allemand sont diverses par les supports, allant, comme nous l'avons vu, des dessins aux photographies en passant par des moulages en plâtre. Elles sont également diverses par les styles : les photos de l'anthropologue Pöch, ainsi que celles de la Commission Phonographique (ill. 3 et 6), donnent une impression de laboratoire ou de cabinet médical, tandis que les portraits de Struck (ill. 4 et 5) et de Stiehl (ill. 7 et 8) sont saisis en plein air et leur style répond peu à l'exigence d'exactitude scientifique, même s'ils sont reconnus pour leur valeur scientifique par les anthropologues qui ont exercé dans les camps de prisonniers. Toutes ces images ont cependant en commun leur prétention à "l'authenticité" et leur proximité au savoir anthropologico-ethnologique qui les suscite et les légitime. La science essaie d'un côté, au moyen de ces images, de combattre les préjugés les plus grossiers concernant les peuples en question. Mais en même temps, son schéma évolutionniste la conduit à postuler une hiérarchisation des peuples en fonction de leur degré de civilisation, qui reconstruit au sein de cette unité clairement établie et valorisée, des différences. Quelque chose de cette tension, voire de cette contradiction, interne à l'anthropologie de l'époque est saisissable dans les images de prisonniers de guerre. D'un côté, tous les hommes qui font

non européens.

[101] Weule, *Die farbigen Hilfsvölker unserer Gegner*, op. cit.

l'objet de ces reproductions sont en quelque sorte égaux, ne serait-ce que parce qu'ils portent les mêmes uniformes des armées ennemies. De l'autre, ces images racontent aussi la radicale hétérogénéité des troupes ennemies, à la fois entre elles et par rapport aux soldats allemands. Les premières "expositions", du fait qu'elles ne présentaient que des ressortissants des populations colonisées, construisaient un "nous" qui incluait l'ensemble des puissances coloniales, y compris les Allemands, alors que le "Völkerschau" du camp de prisonnier suscite une interrogation spécifique liée à la guerre sur qui "nous" sommes et qui sont "les autres". Il y a là des représentants de toutes les ethnies, qu'elles soient européennes ou non, exposés les uns à côté des autres. Ce fait a conduit à l'hypothèse d'une transmission inhabituelle du "regard colonial" s'est de ce fait produite chez les Européens[102], notamment dans la "colonisation discursive de l'image de l'ennemi" constatée par Reimann dans la Première Guerre Mondiale : "*Les ennemis n'ont plus été imaginés seulement comme des voisins européens, mais comme des sauvages exotiques, de "races étrangères"*"[103]. La présentation en vrac de portraits de combattants aussi bien européens que non européens, telle que dans *Deutschlands Gegner im Weltkrieg*, suggère une confusion entre colonisés et colonisateurs, lesquels ne sont pensés comme égaux que dans un sens péjoratif : en raison de leur "trahison" de la race blanche, les adversaires blancs sont placés sur un pied d'égalité avec leurs "auxiliaires de couleur" considérés comme "primitifs". D'un autre côté, les recueils d'images ont également pu produire l'effet inverse, à savoir accentuer les différences entre colonisateurs et colonisés, blancs et "hommes de couleur", du fait même de leur mise en comparaison sur les mêmes planches. La structure formelle de ces ouvrages semble à cet égard décisive : s'ils sont organisés suivant le principe évolutionniste classique, comme chez Luschan et Struck ou chez Siehl, c'est-à-dire en commençant par les "peuples civilisés", en passant par les "demi-civilisés" pour terminer par les "peuples naturels", ils maintiennent la hiérarchisation familière de l'humanité, "confirmée" scientifiquement par la théorie de l'évolution, ainsi suggèrent la solidarité des Européens blancs dans leur supériorité sur les populations "naturelles" et de couleur.

Outre la sélection et l'ordonnancement des images, il faut également prendre en considération les modes de différenciation par l'esthétique. Le genre du portrait confère une certaine dignité aux sujets

---

[102] Voir Evans, *Anthropology at War*, op. cit.

[103] Aribert Reimann, Der Erste Weltkrieg - Urkatastrophe oder Katalysator?, *in Aus Politik und Zeitgeschichte*, B 29-30, 2004, p. 30-38 ; ici p. 33.

représentés. Si on leur ajoute également leur nom, on leur reconnaît une identité qui fait défaut aux photos typologiques des anthropologues, pour qui les sujets ne sont qu'un matériau d'étude. Mais précisément cette représentation de face et de profil qui rappelle les photos de criminels et réduit visuellement les sujets représentés à des objets de relevés se trouve dans les sources dont nous discutons placée dans un environnement de textes qui considère une dépréciation des sujets comme non scientifique et cherche par ce moyen à l'éviter. Ce sont au contraire les portraits d'aspect digne, que Stiehl prend même souvent en contre-plongée, ce qui donne aux sujets un air hautain, qui sont entourés d'un texte saturé de clichés et de préjugés. Comment expliquer cette divergence entre la recherche esthétique des visuels[104] et la propagande du texte ?

L'analyse que l'historien Michael Jeismann fait de l'image de l'ennemi chez les Allemands pendant la Première Guerre Mondiale nous est ici utile pour l'analyse. Jeismann soutient l'idée que les Allemands auraient entretenu une image étonnamment peu claire de l'ennemi, de ce qui serait précisément "allemand" ou non, et des raisons pour lesquelles ils faisaient la guerre – un flou qui se serait disséminé à des degrés différents dans différents milieux politiques. Pour traiter ce problème, ils auraient suivi trois stratégies : 1. Ils se seraient mis en scène comme "avocats des peuples opprimés", 2. Ils se seraient réapproprié la notion occidentale du "barbare" pour en modifier le contenu et l'appliquer à leurs adversaires, et 3. Ils auraient érigé la guerre en œuvre de "réparation civilisatrice"[105]. Les deux premières de ces stratégies ressortent bien des collections d'images de prisonniers de guerre : les prisonniers de guerre posant avec dignité dans les ouvrages en question expriment la tentative des Allemands de se présenter comme les défenseurs des opprimés dans les colonies, et les textes qui les commentent accusent bien les Alliés de mener une guerre "non civilisée". Selon Jeismann, la Première Guerre Mondiale a d'abord servi aux Allemands "d'auto-justification morale"[106]. Typique de cette attitude serait la position du service de presse des armées, qui fait savoir en 1916 que l'exposition des prisonniers "ne doit

[104] Il faut cependant préciser que plusieurs photographies de l'ouvrage de Stiehl ont été prises sous des angles qui désavantagent les modèles et ont été intentionnellement sélectionnées pour montrer des exemples de personnes "laides", ce qui, compte tenu qu'elles sont censées représenter l'ensemble d'une population, peut être considéré comme calomniateur. On ne sera pas surpris que l'image retenue pour illustrer le titre de couverture appartienne à cette catégorie.
[105] Jeismann, *Vaterland der Feinde*, op. cit., p. 325-331.
[106] En allemand: "Sittlichen Selbstbeweis", id., p. 337.

pas donner la mesure de l'ennemi, mais celle de l'image qu'ont les Allemands d'eux-mêmes"[107]. Stiehl écrit dans le même esprit qu'il "n'a pas voulu donner une série d'exemples à faire peur de cette situation honteuse", bien que "cela eût été facile", car cela n'aurait pas été "dans l'esprit allemand"[108].

La deuxième des stratégies proposées par Jeismann – la transvaluation de la notion de "barbare" – ressort nettement de l'analyse des photographies de prisonniers de guerre. La publication des ouvrages présentant des portraits de prisonniers de guerre doit être comprise comme une forme de prolongement des pratiques de spectacle des décennies précédentes. Dans le contexte de la guerre, ces "zoos humains" n'étaient plus en mesure de soutenir la narration rectiligne d'une supériorité de la civilisation, car il fallait désormais que les images fassent également la preuve de la non-civilisation des blancs colonialistes. La mention ironique "Combattants de la civilisation" placée fréquemment en légende d'images de soldats coloniaux (ill. 1) joue à la fois sur la perception d'une "primitivité" supposée des personnages photographiés et sur le fait que le lecteur sait que les Alliés prétendent mener une guerre contre la "barbarie allemande". Le téléscopage des connotations de "barbarie" et de "civilisation" dans le contexte des guerres aussi bien coloniales qu'européennes conduit à une dissociation l'opposition civilisé-barbare ne recouvre plus l'opposition homme blanc-homme de couleur.

En outre, la conception d'une unité ethnique des adversaires français et allemands est sapée par les images : les soldats coloniaux sont par exemple signalés par Stiehl comme "britanniques" ou "français", avec tout au plus la mention "de couleur" – donc, "Anglais de couleur", par exemple –, tandis que les soldats "blancs" sont désignés selon leurs "souches" : Irlandais, Écossais, Anglais pour les Britanniques, Bretons, Savoyards, Méridionaux, etc. pour les Français. La nation ennemie est ainsi décomposée dans ses sous-branches, de manière à faire reposer la notion de nation sur une approche ethnique, légitimée par une anthropologie "raciale". L'approche en question ne va pas jusqu'à faire la fusion entre "peuple" et "race", mais ces collections de portraits permettent tout de même d'étudier les visages de ces hommes sous l'angle de leurs "constituants raciaux". Leur lectorat est ainsi initié à une approche "raciologique" de l'ennemi. En lien avec ce que Jeismann décrit par ailleurs comme une "hostilité sans ennemi"[109], ce processus prélude à

[107] Id.
[108] Stiehl, *Unsere Feinde*, op. cit., p. 6.
[109] Jeismann, *Vaterland der Feinde*, op. cit., p. 334.

l'idée que la guerre n'est pas menée nécessairement contre un ennemi bien identifié, mais qu'elle est avant tout une "lutte pour la survie" contre un "monde de peuples"[110].

[110] Geulen, *Wahlverwandte*, op. cit., p. 367. Sur l'idée de la Première Guerre Mondiale comme "guerre raciale" en Europe, voir aussi Pascal Grosse, What does German Colonialism have to do with National Socialism? A Conceptual Framework, *in* Eric Ames, Marcia Klotz & Lora Wildenthal (eds.), *Germany's Colonial Pasts*, Lincoln/London, 2005, p. 115-134 ; ici p. 126-128.

War Is Over !
Pour une iconographie des fins de guerres

Ulrich Hägele

La fin d'une guerre[1] a en général deux versants : celui du gagnant et celui du perdant. Il en résulte théoriquement six possibilités de visualiser la fin, qui sont très différemment connotées. Le photographe qui est du côté des vainqueurs peut fixer par l'image l'expédition victorieuse des forces armées de son propre camp, et dans le même temps la défaite des troupes adverses ainsi que les populations civiles. Inversement, le photographe dans le camp des vaincus peut saisir des images de la défaite de leurs troupes ainsi que de la victoire des adversaires (en pratique, toutefois, de telles prises de vue restent souvent hypothétiques, car la mise en images publique du triomphe militaire est généralement réalisée par les vainqueurs et non par les vaincus : propagande et gestion des symboles vont de pair). Enfin, l'observateur neutre peut se tenir, s'il en a la possibilité, à photographier des scènes des deux points de vue, celui des vainqueurs comme celui des vaincus. Cette posture est apparue au cours de la guerre du Vietnam[2], et n'a en fait guère été appliquée ailleurs que là. Auparavant, les photographes indépendants n'avaient que peu d'opportunités de se déplacer d'un côté à l'autre du front. Et par la suite, la démocratisation de l'accès de l'opinion publique aux images que connurent les années 1960-70 a progressivement été restreinte par les autorités chargées de la conduite de la guerre, pour des raisons pa-

[1] Ce chapitre est une version relue et mise à jour d'un article paru dans sa version française dans la *Revue des sciences sociales*, 2006, n° 35, p. 62-75.
[2] Rainer Fabian & Hans Christian Adam, *Bilder vom Krieg. 130 Jahre Kriegsfotografie – eine Anklage*, Hamburg, Gruner & Jahr, 1983, p. 322 sq.

triotiques et stratégiques[3]. Au cours de la guerre en Afghanistan en 2001-2002, des photographes officiels se contentaient de donner une image générale de la puissance militaire américaine – les images en provenance des terrains d'opérations avaient du mal à être publiées dans la presse –, et la guerre en Irak en 2003 a vu apparaître la figure du "journaliste immergé" au sein des corps de *Marines*, renouvelant sous une forme démocratiquement légalisée le principe des compagnies de propagande de la Seconde guerre mondiale[4].

Iconicisation

Comme à l'époque des peintres des XVIIIe et XIXe siècles peignant les batailles, le camp des vainqueurs dispose à l'ère de la photographie de la possibilité d'exalter sa victoire avec un langage de l'image pathétique et de la visualiser officiellement en montrant – sans prise en considération des pertes – le succès de ses armes. La tonalité peut être ironique. La couverture du magasine américain *Life* de mai 1945 montre une photographie de Robert Capa : un soldat américain souriant pose en faisant le salut hitlérien devant la gigantesque croix gammée au sommet de la tribune du congrès du parti nazi à Nuremberg. La légende dit : "Victorious Tank" (ill. 1)[5]. Le symbole nazi en pierre de taille est représenté comme un trophée aux pieds du GI, la position de ce dernier suggère un emprunt métaphorique à l'iconographie de la chasse. Peu après, la croix monumentale est démontée – une image que les cameramen américains ont reprise en 2005 dans leurs téléreportages sur le 60ème anniversaire, et qui associe dans le même coup d'œil la Libération et la fin de la terreur, de la violence et de la guerre. La photo de couverture de Capa n'a cependant pas été diffusée dans les émissions en Allemagne, et la réception de son travail photographique n'a joué qu'un rôle mineur.

---

[3] Sur cette question, cf. aussi Jan Wölfl, *Kriegsberichterstattung im Vietnamkrieg. Krieg der Medien – Medien im Krieg*, vol. 2, LIT, Münster, 2005.

[4] Cf. Bernd Hüppauf, Ground Zero und Afghanistan. Vom Ende des fotografischen Bildes im Krieg der Unschärfen, *Fotogeschichte*, vol. 22, 2002, n° 85-86, p. 7-22 ; Habbo Knoch, Das Unsichtbare im Medienkrieg. Gewaltbilder, Kriegsfotografie und Öffentlichkeit, *Fotogeschichte*, vol. 22, 2002, n° 85-86, p. 23-30 ; Ulrich Hägele, Das Sichtbare und das Unsichtbare. Afghanistan – Ikonographie des fotografischen Kriegsberichts, *in* Gottfried Korff (ed.), *Kriegs-VolksKunde. Zur Erfahrungsbindung durch Symbolbildung*, Untersuchungen des Ludwig-Uhland-Instituts, vol. 98, Tübingen, TVV, 2005, p. 299-253.

[5] *Life*, 14 mai 1945.

Ill. 1 – GI posant devant la croix gammée au sommet de la Tribune du Congrès du Parti nazi, Nuremberg, 1945. Photo : Robert Capa. Collection Magnum, Paris

Du côté allemand, c'est la photo de Richard Peter "Vue du centre de Dresde détruit, depuis l'hôtel de ville" qui symbolise comme aucune autre le moment de la défaite totale (ill. n° 2). Il s'agit d'une vue, prise depuis l'hôtel de ville, d'un champ de ruines où ne subsistent, des bâtiments brûlés et détruits, que des fragments de murs et les ouvertures des fenêtres. Les toits ont disparu, de même que les habitants. L'environnement est désertique et fantomatique. Ce qui confère sa charge symbolique extrêmement forte à la photographie, c'est la sculpture endommagée à droite au premier plan : photographiée de trois quart arrière, une figure féminine représentée à l'antique désigne de son bras gauche, les ruines en contrebas. Il s'agit de l'une des quinze statues à l'origine érigées à 68 mètres de hauteur sur la tour de l'hôtel de ville et qui symbolisaient les valeurs humaines. La main se découpe sur l'environnement, le pouce et l'index manquent. Le geste suggère à l'observateur : "Regarde ce que vous avez fait !". L'impression est ambiguë, le geste s'adresse aussi bien aux vainqueurs alliés qu'aux nazis qui ont commencé cette guerre de bombardements en 1937 avec Guernica. Le lieu représenté sur la photographie de Peter n'est reconnaissable que pour des témoins avertis : sans la légende, il pourrait aussi

bien s'agir de n'importe laquelle des grandes villes allemandes à l'automne 1945.

Ill. 2 – "L'ange de Dresde" : les ruines comme symboles de la destruction. Photo : Richard Peter, 1945.

La photographie de Peter parut en 1949 dans un album sur les conséquences de la guerre à Dresde[6]. Le groupe statuaire est interprété par le photographe sans référence à sa fonction allégorique première qui était de représenter la Bonté, vertu des pères fondateurs de la ville : il devient sur la photo un ange qui contemple les ruines de la ville détruite – une attribution qui lui est restée attachée jusqu'à nos jours dans les médias et dans la mémoire collective, aussi bien à l'est qu'à l'ouest[7]. Les divers modèles signifiants, tels que la gardienne de la vertu, la figure christique, l'ange de l'Histoire et l'*Angelus Novus* au sens de Walter Benjamins, prédestinaient "l'ange de malheur", comme l'a appelé Heiner Müller en 1958, à jouer les multiples rôles d'une icône moderne. En RDA, la photographie de Peter a pu être lue comme une allégorie de "l'heure zéro", un analogue, par référence à l'hymne national, de ce mythe opérant qu'est le socialisme renaissant des ruines. L'emprunt à

[6] Cf. Richard Peter, *Dresden – eine Kamera klagt an*, Dresden, Dresdener Verlagsgesellschaft, 1949.

[7] Cf. *Der Spiegel* 2/2003 et le numéro spécial de *Der Spiegel* 1/2003 : Als Feuer vom Himmel fiel. Der Bombenkrieg gegen die Deutschen, Hamburg, Spiegel Verlag, 2003.

l'univers chrétien des images fit le succès de la photographie d'un côté comme de l'autre du rideau de fer, avant la réunification tout autant qu'après, et ce jusqu'à présent[8] : "*elle associe une représentation accessible, comportant une scène homogène, encastrée (enfouie) iconographiquement, à des événements à forte charge émotionnelle, dont les significations résonnent dans de multiples registres idéologiques*"[9]. Mais de cette pluralité des lectures visuelles possibles résultent aussi des modèles d'interprétation qui vont dans le sens d'une compensation de la réalité historique et d'un refoulement des responsabilités : le malheur de la ville permet de thématiser le malheur de ses habitants. Les "autres", notamment les membres de la communauté juive de Dresde, avaient, en effet, en février 1945 depuis longtemps été déportés dans les camps d'extermination et assassinés dans les chambres à gaz. Dans le mécanisme de refoulement collectif qui produit ses effets d'obscurcissement dans la société allemande de l'après-guerre à l'est comme à l'ouest, la photographie de Peter occupe le pôle visuel antagonique des images des montagnes de cadavres des victimes, que les photographes des troupes alliées avaient prises après la Libération en mai 1945 dans les camps de concentration, et qui désignaient les Allemands comme un peuple d'assassins, même s'ils n'avaient pas participé individuellement au génocide – un usage tout aussi propagandiste de la photographie, sur lequel Cornelia Brink a attiré l'attention[10]. De ce point de vue, la photographie de "l'Ange de Dresde" peut être lue comme un symbole dénonçant la "terreur par la guerre de bombardement"[11], qui s'adresse aux Anglo-américains. En exposant visuellement la situation de victime de la "Florence de l'Elbe", bombardée alors qu'elle pouvait être présentée comme sans défense et sans intérêt stratégique, elle permet de relativiser la question de la culpabilité et de la responsabilité de la guerre et de l'holocauste.

---

[8] Sur l'affiche "10.000 cierges pour Dresde : une image fait le tour du monde", la photographie de Peter sert à appeler à l'organisation d'une commémoration le 13 février 2005 sur la place du Théâtre de Dresde.

[9] Wolfgang Hesse, Der glücklose Engel. Das zerstörte Dresden in einer Fotografie von Richard Peter, *Forum Wissenschaft* 2/2005, p. 30-35, ici p. 32.

[10] Cf. Cornelia Brink, Ikonen der Vernichtung. Öffentlicher Gebrauch von Fotografien aus nationalsozialistischen Konzentrationslagern nach 1945, Berlin, Akademie Verlag, 1998.

[11] *Bild am Sonntag*, édition de Dresde, 16 janvier 2005. Cf. également Hesse 2005, p. 33.

Pour que les photographies puissent devenir des icônes, plusieurs facteurs sont décisifs. Il faut d'abord que ces images aient un contenu signifiant qui, quel que soit le milieu culturel, soit de lui-même compréhensible, alors que les modèles de leur interprétation peuvent différer radicalement, comme dans l'exemple de "l'Ange de Dresde". En comparaison d'autres formes de visualisation, l'image photographique possède une "symbolique narrative" qui fournit au récepteur un message univoque dont l'intentionnalité semble toujours rationnelle. La photographie, dirait Pierre Bourdieu, devient une sorte d'idéogramme ou d'allégorie. Les personnes, les architectures, les objets et les paysages sont perçus comme des symboles[12].

En lien avec cela, la tradition iconographique, qui nous renvoie à l'antiquité et à l'art chrétien, imprègne notre quotidien et nos perceptions de l'image. La photographie, en tant que forme la plus récente de l'art et de la visualisation évolue depuis ses débuts au XIXe siècle dans ce champ tensionnel. Toutes les variantes de la photographie – qu'elle soit d'art, de reportage, de documentation ou amateur – adaptent des motifs issus des archives visuelles de l'histoire de l'art. La photographie recycle des formes iconiques plus anciennes, les interprète et est en mesure d'actualiser l'iconographie dans de nouveaux modèles visuels.

Un autre facteur considérable pour le développement d'une icône photographique est sa présence dans les médias. Seule la diffusion massive de la photographie de "l'Ange de Dresde" a permis son inscription dans un cycle de longue durée de la mémoire iconique collective, qui a permis de fournir l'image en interprétations multiples.

Le facteur temps – la composante d'historicité – est également important. L'effet dans le public d'une image-icône dépend du moment de son apparition, des conditions historiques et des possibilités de sa réception dans le présent. Ce n'est qu'en considérant ces facteurs ensemble que la plus-value symbolique d'une photographie peut être expliquée[13]. La photographie prise par Capa de la tribune du Congrès du parti nazi à Nuremberg fut publiée en couverture d'un magazine améri-

---

[12] Pierre Bourdieu, Luc Boltanski, Robert Castel & Jean-Claude Chamboredon, *Un art moyen, essai sur les usages sociaux de la photographie*, Paris, Minuit, 1965.

[13] Cf. Martin Hellmond, Warum gerade diese Bilder? Überlegungen zu Ästhetik und Funktion der historischen Reverenzbilder moderner Kriege, *in* Thomas F. Schneider (ed.), *Kriegserlebnis und Legendenbildung. Das Bild des "modernen" Krieges in Literatur, Theater, Photographie und Film, Bd. 1*, Osnabrück, Rasch Universitätsverlag, 1998, p. 34-50, ici p. 36.

cain, elle possédait une forte charge symbolique et, l'ironie étant décodée, elle était identifiable par la génération qui avait connu la guerre comme une image de victoire du point de vue des vainqueurs et en même temps comme un signe de défaite du point de vue des vaincus. Très probablement, dans les mois qui suivirent la fin de la guerre, et pour une courte période, cette photographie a fonctionné comme une icône avec une large diffusion dans le public. Dans la suite du cours de l'Histoire, cependant, avec l'entrée dans la Guerre froide, une telle image se révélait inappropriée à la constitution d'une mémoire iconique collective : son message particulièrement pertinent à l'époque de la victoire des Alliés sur le régime nazi devenait indésirable en période de reconstruction de l'Allemagne et d'intégration de la République fédérale dans l'alliance atlantique.

Un dernier facteur, enfin, est celui du rôle du photographe, qui doit se trouver au bon endroit au bon moment. Cependant, nombre d'icônes photographiques ne sont pas des "instantanés", mais des images scénarisées. Il est vraisemblable que Robert Capa ait donné au soldat américain sur la tribune de Nuremberg les instructions nécessaires à la pose qu'il devait prendre, et Richard Peter est sans doute monté plusieurs fois sur la tour de l'hôtel de ville de Dresde avant de trouver l'angle de vue le plus significatif[14].

Certaines icônes sont parfois le résultat de mises en scène dont le photographe n'est pas responsable. Quand Chartres fut libérée par les Alliés le 18 août 1944, les habitants regroupèrent les femmes et les hommes qui étaient soupçonnés d'avoir collaboré avec les Allemands ou d'avoir eu des relations sexuelles avec eux. Robert Capa était sur place, toujours missionné par le magasine *Life*. Il publia un jeu de six photos montrant la foule qui traîne à travers la ville, une femme tondue tenant son bébé dans les bras[15]. Une ce ces photographies est demeurée gravée dans les mémoires iconiques collectives aussi bien française qu'allemande (ill. 3) : la vue sous grand angle des citoyens de Chartres se précipitant – femmes, hommes, enfants, gendarmes, pompiers – avec à l'arrière plan le drapeau tricolore qui flotte. La femme est au centre. Elle serre son enfant dans les bras, elle penche la tête et baisse les yeux sur lui. D'une main, elle retient les petites fesses du bébé dans un drap qui fait office de couches. Les participants au premier plan de ce cortège la regardent en se moquant d'elle. Le photographe a saisi le moment où

[14] Cf. Hesse 2005, p. 31.

[15] Cf. *Life*, 4 septembre 1944. Des six photographies que Capa avait prises des événements, le magasine en publia deux.

l'homme casqué à côté de la femme s'adresse à elle, manifestement pour l'insulter. Capa, qui en tant que photographe a aussi cherché à exprimer sa sympathie pour les personnes qui souffraient de la guerre, indépendamment des considérations politiques, a réussi là une photographie dans laquelle la femme humiliée est transfigurée en "*une Madone sublime, que de grotesques démons tourmentent*"[16]. À nouveau sont sollicitées l'iconographie chrétienne et la métaphore biblique de l'expulsion. La femme est seule au sein de la foule. Elle semble ne pas être affectée par les outrages et les railleries. Toute son attention est concentrée sur l'enfant qui dort sur son sein.

Ill. 3 – Figure de la madone suppliciée portant l'enfant. Photo : Robert Capa, "Femme tondue", Chartres, 1944. Collection Magnum, Paris.

À soixante ans de distance, la photographie n'a rien perdu de sa puissance d'évocation polysémique, au contraire. Du point de vue de la France de ce mois d'août 1944, "*les sentiments diffus dans une situation provoquée par la guerre devaient être réorganisés au sein du paramètre moral*"[17]. La joie suscitée par la libération de l'occupation allemande

[16] Richard Whelan, *Die Wahrheit ist das beste Bild. Robert Capa, Photograph*, Köln, Kiepenheuer & Witsch, 1989, p. 303

[17] Agnes Matthias, "A Memorable One". Fotografien von Robert Capa (1913-1954), *Zeithistorische Forschungen/Studies in Contemporary History*, édition en ligne, 1/2004:

allait de pair avec un mélange de haine et de mépris à l'égard de ceux qui s'étaient compromis avec l'occupant, et peu importait à ce moment que la relation ait résulté d'un libre choix des partenaires, éventuellement même d'un choix d'amour, ou que la femme concernée ait été considérée comme une "prise de guerre" et violée par un soldat allemand. La photographie de la femme tondue était lisible comme une forme de catharsis symbolique, permettant de se libérer à la fois de l'occupant national-socialiste et des compromissions de fait sous le régime de Vichy – une distanciation collective par le truchement du média qui équivalait à un "serment de fidélité nationale"[18].

La photographie de Capa ne resta pas captive du segment temporel que le contexte historique de sa publication aurait pu délimiter, mais développa au contraire ses effets au cours des décennies qui suivirent, dans le processus de réception qui, avec l'écriture de l'histoire du national-socialisme, s'épanouit autour des questions de la responsabilité et de la dette. Pour nous, observateurs d'aujourd'hui, la suite implique de se demander ce que sont devenus la femme et l'enfant. En France, la Collaboration a longtemps été un tabou dans les conversations publiques : les femmes qui s'étaient liées d'amour ou d'amitié avec un soldat allemand étaient considérées comme déshonorées. Elles avaient été autorisées à confier leurs enfants à l'adoption dans le silence de tout commentaire. Ce n'est que récemment que sont parues des études et des documentaires télévisés sur cette question[19]. En Allemagne, il y eut également pendant la guerre des contacts humains, principalement entre des femmes allemandes et des travailleurs étrangers et des prisonniers de guerre qui avaient été déportés depuis les territoires occupés par le Reich. Les hommes qui se faisaient prendre encouraient la peine de mort, les femmes une peine de prison. Des enfants sont également issus de ces unions. Le tableau de l'Épuration en France est transformé visuellement dans sa lecture par la photographie de Capa, car elle rappelle aux Allemands leur propre histoire : une scène telle que celle-là aurait pu se produire de la même ou de pire façon pendant la guerre dans n'importe quel village ou ville du Reich. La force emblématique du thème, qui fonde

---

http://www.zeithistorische-forschungen.de/16126041-Matthias-2-2004.

[18] Martina Gugglberger, Femmes tondues – Geschorene Frauen, *an.schläge*, 22 novembre 2002.

[19] Cf. Jean-Paul Picaper, Ludwig Norz, *Enfants maudits*, Paris, Syrtes, 2004 ; Martina Gugglberger, *Geschorene Frauen in Frankreich 1944-1945*, Diplomarbeit, Salzburg 2001 ; Fabrice Virgili, *La France "virile". Des femmes tondues à la Libération*, Paris, Payot & Rivages, 2000.

finalement le statut de l'image comme icône, résulte de cette présentation d'un instant de souffrance individuelle provoqué par une oppression massive. Le contexte historique réel s'avère, avec la distance dans le temps, de peu de poids pour son interprétation.

Commencement et fin

Visualiser le début d'une guerre ou une nouvelle offensive était par le passé un enjeu particulier pour la presse illustrée, car il s'agissait d'exalter la nation à laquelle on appartenait. Ceci s'applique aux médias allemands et français qui, en septembre 1914, manifestent un triomphalisme patriotique que le déroulement des opérations, à l'entrée en guerre, ne permet pourtant pas encore d'anticiper (ill. 4).

L'ILLUSTRATION

Prix du Numéro : 75 Centimes. SAMEDI 8 AOUT 1914 52e Année. — N° 3328.

ON NE PASSE PAS !

Ceux qui veillent aux avant-postes des Vosges pour - couvrir - la mobilisation.

Ill. 4 – "On ne passe pas !". Couverture de L'Illustration*, édition du 8 août 1914.*

Par contre, une photographie au premier abord insignifiante va faire de la fin de la Première guerre mondiale le premier grand événement médiatique des temps modernes, tout au moins en France : il s'agit des généraux français victorieux photographiés dans la forêt de Compiègne devant le wagon de chemin de fer où a été signée la capitulation allemande (ill. 5). L'image scénarisée a été publiée dans toutes les ré-

trospectives ultérieures réalisées par les magasines français à l'occasion des dixième et vingtième anniversaires de l'événement. Ne sont présents que les officiers militaires français et alliés. L'adversaire, c'est-à-dire les généraux allemands, sont absents de la scène de la capitulation. Selon le point de vue, cette photographie peut avoir des connotations très différentes. Ce qui du point de vue français symbolise la victoire peut être interprété du point de vue allemand comme une insulte collective. Ceci évidemment en ne prenant pas en considération la distance introduite depuis par le passage du temps dans la lecture de cette image : pour nous, Allemands et Français nés après l'événement, l'image a perdu de sa signification initiale, nous pouvons à peine la rétablir par le raisonnement.

Ill. 5 – Le wagon de l'Armistice, Clairière de Rethondes, Forêt de Compiègne, 1918.

Cet aspect de la rétrospective historique est également bien illustré par l'exemple suivant. La photographie date de la Seconde guerre mondiale. Vu de nos jours, le débarquement en Normandie marque le début de la fin de la guerre. Plusieurs centaines de photographes et de cameramen débarquèrent dans les pas des GI's le 6 juin 1944, et parmi eux Robert Capa. C'est à lui qu'on doit l'une des photographies les plus souvent reproduites du XXe siècle (ill. 6). Elle montre un soldat américain chargé de tout son équipement, pataugeant dans le ressac. La prise de vue donne l'impression que le photographe a été bousculé avec son appareil. Capa commente : "*Les balles pleuvaient dans l'eau autour de*

moi et je cherchais à m'abriter derrière le premier bon obstacle en métal venu. […] Il était encore très tôt et il faisait trop sombre pour que j'eusse pu faire de bonnes photos, mais l'eau grise et le ciel gris donnaient aux petites formes humaines se déplaçant sous le couvert des silhouettes surréalistes des obstacles antichars […] un aspect simplement saisissant"[20].

Ill. 6 – Photo : Robert Capa, 1944.

Le regard de l'observateur se porte presque automatiquement sur le visage du soldat, qui est manifestement en train de se noyer. Les obstacles antichars à l'arrière-plan sont saisis fugitivement, comme de sombres coups de pinceau qui se dissolvent dans l'eau. La houle, l'horizon et le ciel se confondent dans une tonalité grise presque homogène. Le soldat est complètement seul, un combattant isolé dont la situation semble désespérée dans l'environnement hostile du champ de bataille, perdu qu'il est au milieu de milliers d'autres qui ont été débarqués sous les projectiles ennemis. Le pays natal a été laissé loin derrière une ligne d'horizon indistincte. C'est une image très personnelle, qui saisit un individu hors de la masse, lui donne un visage, et ce faisant une iden-

[20] Robert Capa, *Fotografien*, Frankfurt/Main, Zweitausendeins, 1996, p. 101.

tité. Les traits du visage laissent deviner un homme jeune, et cependant, les orbites sombres, la bouche étrangement ouverte, le jeu d'ombre et de lumière suggèrent l'image d'un crâne. La photographie n'exprime pas la force, mais la vulnérabilité. On n'y lit aucun héroïsme, mais la peur et la lutte pour la stricte survie. Elle génère du scepticisme : peut-être le scepticisme des Alliés eux-mêmes dans leur ensemble, qui avaient retardé leur invasion et n'étaient pas sûrs le jour du débarquement que l'offensive serait un succès. Au XXIe siècle, le récepteur de ce visuel peut garder espoir, parce qu'il sait que la Wehrmacht devait par la suite capituler rapidement, et que le soldat du 116ème Régiment d'infanterie a survécu. Edward K. Regan devait déclarer bien plus tard : "*Nous n'occupions encore que vingt-cinq mètres de plage. Il y avait un tel chaos et une confusion générale que nous étions complètement immobilisés*"[21].

Cette photographie floue est l'une des milliers qui ont été prises le Jour-J[22]. Considérée objectivement, c'est un instantané qui présente des défauts techniques considérables. Rétrospectivement, pourtant, cette image constitue l'une de ces icônes de la mémoire collective qui manifestent la victoire des Alliés sur l'Allemagne nationale-socialiste – alors qu'il fallut attendre un certain temps avant que la photographie soit publiée, car elle fit partie du matériel que Capa envoya au laboratoire de l'agence de *Life* en Angleterre et qui y fut oublié parce que le technicien rata la majeure partie des développements : seuls onze des soixante-douze clichés que le photographe a effectués au péril de sa vie au moment du débarquement nous sont parvenus. D'une certaine manière, les pertes au combat des troupes alliées en Normandie trouvent un écho dans la pratique professionnelle du photographe-reporter de guerre[23].

L'image a permis jusqu'à nos jours à la presse occidentale de visualiser le Jour-J à l'occasion des anniversaires importants du débarquement. Avec celle du milicien républicain mortellement touché au cours d'une bataille de la Guerre d'Espagne en 1936, la photographie sombre de 1944 est l'une des plus connues de Capa. Elle orne la couverture de l'importante anthologie de ses œuvres parue en 2001. Ici Capa a réussi à rendre compte visuellement d'un moment crucial de la guerre en condensant quatre niveaux de vécu : le vécu biographique du protagoniste, le

---

[21] D'après Whelan 1989, p. 290.

[22] Que Capa ait été présent dès la première vague du débarquement a été depuis contesté. Cf. Rolf Sachsse, *Bilder gebrauchen*.
http://puk.de/virtual-museum/magazin/06/sachsse.site/sachsse.html, 2.9.2002.

[23] Cf. Capa 2001, p. 362.

point de vue militaire des forces alliées, celui de la réception par l'observateur né après la guerre, et le vécu autobiographique du photographe lui-même.

Je voudrais comparer les prises de vue de Capa avec une image plus récente (ill. 7). Elle a été prise le 7 octobre 2001 alors que débutait l'offensive militaire des États-Unis et de leurs alliés contre le régime taliban, en réaction aux frappes du 11 septembre. Les premières images de la guerre paraissent dans les éditions du mardi des grands quotidiens. À la une de plusieurs d'entre eux et en illustration de nombreux rédactionnels, on peut voir cette photographie émanant de l'agence *Associated Press* : un soldat US casqué pousse sur le pont du porte-avion *USS Enterprise*, en direction d'un avion de combat prêt à décoller, un chariot à roulettes supportant une bombe énorme[24]. Une autre illustration, sur la même première page de la *Süddeutsche Zeitung*, montre deux hommes fuyant avec des charrettes à bras primitives dans un quartier en ruines de la capitale afghane[25]. Leur chargement est un amoncellement de caisses en bois contenant leurs frusques. Bien que les motifs soient les mêmes – des hommes qui transportent des objets sur des supports mobiles –, les prises de vue sont différentes. Le photographe qui a pris la bombe a fait bouger son appareil pendant la prise de vue dans le sens du déplacement du *Marine*, de telle sorte que le fond est estompé. L'image en tire une dynamique qui suggère l'action énergique et la résolution. Cette interprétation est soutenue par la légende : "*Des munitions pour de nouvelles attaques*", ainsi que par le rédactionnel qui chiffre un peu plus loin la puissance de feu du porte-avion : 5 800 *Marines* et 75 avions de combat, qui effectuent des vols permanents sur l'Afghanistan. Par opposition, si on considère la photographie des deux hommes circulant dans Kaboul, il ne s'en dégage aucune impression d'agitation. Leurs visages peuvent être distingués clairement, les charrettes ont l'air de stationner dans la rue. C'est un instantané peu spectaculaire qui montre l'exode, mais qui par sa mise en relation avec l'autre cliché et avec le thème du début de la guerre, comporte quelque chose d'anachronique : les alentours de part et d'autre de la rue ne révèlent aucune cible à bombarder. Tout est déjà détruit et en cendres. On pourrait croire que la guerre est finie avant même d'avoir commencé.

---

[24] *Süddeutsche Zeitung*, mardi 9 octobre 2001, n° 232, p. 1. La même prise de vue est publiée par la *Tageszeitung* (9 octobre 2001, 23ème année, n° 6569, p. 8) avec un cadrage différent.

[25] La même prise de vue est publiée par la *Tageszeitung* (9 octobre 2001, 23ème année, n° 6569, p. 1).

Pentagon wertet ersten Militärschlag als Erfolg

USA setzen Angriffe auf die Taliban fort

Explosionen in Kabul und Kandahar / Afghanistan warnt Vereinigte Staaten vor „schwerwiegenden Folgen"

München (SZ) – **Die USA und Großbritannien haben am Montagabend eine neue Welle von Angriffen auf Afghanistan gestartet. Das teilte das US-Verteidigungsministerium mit. In Kabul war Flugabwehrfeuer zu hören. Laut Nachrichtensender CNN richteten sich die Attacken auch gegen Kandahar im Süden des Landes. Zuvor hatten Washington und London den ersten Militärschlag „sehr erfolgreich" genannt. US-Verteidigungsminister Donald Rumsfeld sagte, Dutzende Ziele seien getroffen worden. Die Taliban, die von mehr als 20 Toten sprachen, warnten die USA vor „schwerwiegenden Folgen".**

Munition für neue Angriffe: Vom amerikanischen Flugzeugträger USS Enterprise *aus starten US-Kampfjets viele ihrer Flüge Richtung Afghanistan. Die im Norden des Indischen Ozeans stationierte* Enterprise *hat Platz für 75 Flugzeuge und 5800 Marinesoldaten.* Foto: AP

wurden zudem Ziele in Farah und in Kundus getroffen. In Kabul seien der Flughafen, der Präsidentenpalast und das Rundfunkgebäude attackiert worden. „In den nächsten Tagen werden wir mit unseren Truppen eine Großoffensive einleiten", kündigte ein Vertreter der Nordallianz in Washington an.

Rumsfeld bestritt, dass Zivilisten umgekommen seien. Auch sei kein amerikanisches Flugzeug abgeschossen worden. Der Taliban-Botschafter in Pakistan, Abdul Salam Saif, hatte erklärt, die Miliz habe „mindestens ein Flugzeug" abgeschossen. Parallel zu den Angriffen wurden nach US-Angaben 37 500 Lebensmittel-Pakete abgeworfen.

Vor Journalisten in Islamabad warnte Saif: „Wenn die Amerikaner meinen, dass sie sich das Leben leichter machen, wenn sie das Blut von Afghanen vergießen (. . .), haben sie falsche Vorstellungen." Bin Laden habe die Angriffe überlebt und sei noch immer in Afghanistan. In einer Videoaufzeichnung, die der arabische Fernsehsender Al-Dschasira nach den US-Angriffen ausgestrahlt hatte, drohte bin Laden, die USA dürften sich in Zukunft „nie mehr" sicher fühlen. Auch Taliban-Sprecher Mullah Amir Chan Muttaki warnte nach Angaben der Nachrichtenagentur AIP: „Wir werden bis zum Ende kämpfen."

Nato-Generalsekretär George Robertson kündigte an, die Allianz werde fünf *Awacs*-Aufklärungsflugzeuge in die USA verlegen, die dort den Luftraum überwachen sollen. Zudem soll die Allianz auf Bitten Washingtons Seestreitkräfte als Ersatz für abgezogene US-Schiffe im östlichen Mittelmeer bereitstellen. UN-Diplomaten teilten in New York mit, Washington haben den Sicherheitsrat informiert, es erwäge „weitere Aktionen" gegen andere Länder.

International stießen die Angriffe überwiegend auf Rückhalt. Die EU versicherte den USA ihre Solidarität. Russlands Präsident Wladimir Putin sagte mit Blick auf die Opfer der Attentate vom 11. September: „Solche enormen Verluste können nicht ignoriert werden, und sie können nur zu einer angemessenen Reaktion führen". Pakistans Präsident Pervez Musharraf stellte sich hinter die Angriffe, forderte aber zugleich, Afghanistan schnell wieder aufzubauen. In Asien und in arabischen Staaten gab es indes Demonstrationen gegen die USA. In Pakistan kam es zu Ausschreitungen.

Bei den Bundestagsparteien, mit Ausnahme der PDS, fanden die US-Militärschläge breiten Rückhalt. CDU-Chefin Angela Merkel sagte im Deutschlandfunk, ihre Partei unterstütze das militärische Vorgehen der Amerikaner. Die Grünen erklärten, Aktionen zur Bekämpfung der Terroristen, denen das Taliban-Regime Unterschlupf und Unterstützung gewähre, seien gerechtfertigt. Auch die FDP unterstützt den Kurs der USA.

Flucht aus Kabul: Bewohner der afghanischen Hauptstadt verlassen mit Hab und Gut die bereits aus vorherigen Kriegen weit gehend zerstörte Metropole. Nach dem Ende der nächtlichen Ausgangssperre waren am Montag Tausende auf den Straßen unterwegs, während in den Moscheen zum Heiligen Krieg aufgerufen wurde. Viele Schulen und Geschäfte blieben zunächst weiter geöffnet. AP

Ill. 7 – Photo : Süddeutsche Zeitung, *n° 232, 9 octobre 2001.*

Les ruines et la faiblesse évidente de l'adversaire fonctionnent comme une garantie de succès dans le conflit à venir. La mise en page a affiché

sa préférence pour la photographie de la bombe, qui figure en manchette à côté de l'article de fond.

Outre l'effet de flou et une certaine dynamique dans la composition de l'image, la prise de vue du porte-avion *Enterprise* présente une autre ressemblance avec la photographie de Capa : ce soldat aussi semble seul dans l'action, on ne distingue pas d'autres personnes sur l'image. Nous voyons donc un soldat anonyme, pas davantage identifiable, qui agrippe à deux mains le timon du chariot à roulettes sur lequel, poussant de toutes ses forces, il transporte la bombe en direction de l'avion. L'environnement est intact et d'une propreté presque clinique. Le soldat se trouve à bord du porte-avion, sur une portion sécurisée du territoire américain. L'objectif militaire en Afghanistan est éloigné, l'adversaire n'est pas visible sur l'image : il n'y a pas trace de combats ou de dommages de guerre.

Le cliché de Robert Capa et la photographie de l'*Associated Press* de 2001 ont en commun de saisir le moment où un conflit militaire entre dans une nouvelle phase. Alors que l'image d'il y a soixante ans saisie sur le vif attire l'attention sur la vulnérabilité de l'individu – raison pour laquelle elle a été reprise par Steven Spielberg pour penser les plans de son film *Il faut sauver le soldat Ryan* –, la photographie du porte-avion évoque, à travers l'idée d'une distance de sécurité par rapport à la zone des combats, la détermination d'une nation victorieuse qui ne laisse planer aucun doute sur la réussite prochaine des opérations. Le parallèle iconographique ne saurait masquer que nous avons affaire ici à une image de propagande opposée à la guerre. L'image renvoie par différence à la photographie du Jour-J (qui est accessible dans la mémoire iconique collective), et permet de produire sur l'observateur un effet de réminiscence qui le transporte dans l'atmosphère optimiste du camp des puissances surarmées et suréquipées, comme quand en août 1945 les pilotes américains se faisaient photographier sur la piste d'envol au côté de la bombe atomique.

Projection programmatique sur le symbole du drapeau national

Un autre éclairage sur la fin de la guerre permet de préciser le contenu symbolique des photos concernées. Revenons en Afghanistan : sous le titre "L'esprit de New-York", la *Süddeutsche Zeitung* publie dans son édition des 1-2 décembre 2001 une photographie accompagnée de la légende suivante : "*Les Marines hissent dans le sud de l'Afghanistan le drapeau US en même temps que celui de la ville de New-York,*

que les pompiers leur ont confié après l'attentat du 11 septembre contre le World Trade Center. Les États-Unis mènent depuis le 7 octobre une guerre contre les Talibans soupçonnés d'avoir accordé refuge aux auteurs de l'attentat"[26]. Deux soldats essaient de planter dans le sable une tige de bambou sur laquelle sont fixés les drapeaux (ill. 8).

Ill. 8 – Photo : Süddeutsche Zeitung*, n° 277, 1-2 décembre 2001.*

Les deux soldats tiennent dans leurs bras le "mat", qui est encore penché. Deux autres *Marines* campent fermement avec leurs armes. On distingue à l'arrière-plan des constructions claires à toits plats. Le motif scénarisé renvoie symboliquement à l'histoire des États-Unis en même temps qu'aux origines de la guerre actuelle. La composition reproduit iconographiquement celle d'une image de la Seconde guerre mondiale qui a sans doute été l'une des plus diffusées dans le monde entier : la photographie de Joe Rosenthal montrant des soldats américains qui plantent le drapeau américain au sommet du Mont Suribachi pendant la bataille d'Iwo Jima le 23 février 1945 (ill. 9).

[26] *Süddeutsche Zeitung*, samedi/dimanche 1er/2 décembre 2001, n° 277, p. 1

Ill. 9 – Soldats américains plantant le "Stars and stripes" au sommet du Mont Suribachi pendant la bataille d'Iwo Jima (23 février 1945). Photo : Joe Rosenthal.

Les combats pour la prise de cette île du Pacifique stratégiquement importante en tant que base aérienne coûtèrent en une seule journée la vie d'environ 7 000 soldats du côté américain. Quand Rosenthal atteignit avec son détachement le sommet du volcan éteint, le "Stars and Stripes" y flottait déjà, il avait été hissé quelques heures plus tôt à un mat improvisé avec une conduite d'eau et avait déjà été photographié[27]. Comme on ne pouvait que difficilement voir le drapeau, assez petit, depuis la mer, un officier décida de le remplacer par un plus grand. Joe Rosenthal photographia l'instant où six *Marines* dressent le mat à la bannière étoilée sur un éboulis. La prise de vue fut connue du public lorsque le Secrétariat américain à la Défense sélectionna vers la fin de la guerre un matériau visuel approprié aux cérémonies et défilés qui s'annonçaient. La photographie de Joe Rosenthal servit de modèle pour des timbres-poste, des scènes de films et pour un imposant monument de bronze érigé au cimetière militaire Arlington à Washington.

[27] La photo fut prise par Louis Lowery qui travaillait pour un magasine de la Marine.

Ill. 10 – Soldat américain posant avec le drapeau de son régiment.

Les premières photographies du drapeau américain apparaissent dès la Guerre de sécession. Dans son atelier en 1864, un photographe inconnu prend en photo un soldat qui présente le drapeau de son régiment déchiqueté par la mitraille (ill. 10). Cette image chargée d'émotion fonctionne déjà à l'époque comme symbole du prix élevé en vies humaines payé par l'Union. L'homme en uniforme, photographié de face, détourne la tête de l'objectif et a l'allure farouche d'un homme fier, d'un héros.

Alors que la photographie de Robert Capa prise le Jour-J souligne la vulnérabilité et la faiblesse des combattants isolés les uns des autres par le feu ennemi, celle de Joe Rosenthal à Iwo Jima exalte leur héroïsme, la force de leur unité et de leur identité nationale, et le résultat victorieux : les six soldats saisissent le mat ensemble, poussent d'un même effort ; sans l'aide les uns des autres, ils ne pourraient réussir à le dresser.

Ill. 11 – Soldat soviétique brandissant le drapeau rouge au sommet du Reichstag, lors de la prise de Berlin en avril 1945. Photo : Jewgeni A. Chaldej.

Si on considère une photographie comme celle prise à la fin du mois d'avril 1945 par Jewgeni A. Chaldej pour visualiser la victoire de l'armée soviétique, le lieu de la prise de vue, à savoir le toit du Reichstag à Berlin, est aisément reconnaissable (ill. 11), tandis que la scène où se situe l'événement photographié par Joe Rosenthal resterait inconnue sans information supplémentaire : au premier plan, on ne distingue qu'un amas de pierres et de branches cassées, et le fond est rempli par le ciel couvert de nuages gris. En outre, à la différence de la photographie du Jour-J, on ne distingue pas les visages des protagonistes. L'anonymat visuel des participants et la localisation invérifiable ont contribué à faire de cette photo l'icône et le symbole de la victoire des États-Unis dans la Seconde guerre mondiale, et ce jusqu'à nos jours[28]. De semblables mécanismes fonctionnent pour "l'Ange de Dresde" de Richard Peter. La photographie d'Iwo Jima s'inscrit de la sorte dans la tradition du thème tricolore français tel que figuré par le tableau monumental de Delacroix "La Liberté guidant le peuple". Au delà de cela, "Iwo Jima", en tant que document historique attestant l'héroïsme des soldats américains, introduit l'idée d'un droit réservé à la nation américaine sur le monde à venir.

C'est sans doute aussi cette association iconographique qu'ont établi les pompiers sur le *Ground Zero* à New-York, quand le 11 septembre 2001 à 17 h 01 ils ont accroché la bannière étoilée sur le mât qui subsistait des ruines du World Trade Center, plié et incliné par la vio-

[28] Trois des six hommes furent tués peu après la conquête de l'île. Parmi les survivants, Ira Hayes, un Indien Pima, devint le héros tragique de l'événement, car il ne supporta pas sa popularité et se suicida. Cf. Rainer Fabian, Hans Christian Adam, *Bilder vom Krieg. 130 Jahre Kriegsfotografie – eine Anklage*, Hamburg, Gruner + Jahr, 1983, p. 264 sq.

lence de la catastrophe (ill. 12). Comme dans le cas de l'image d'Iwo Jima, les pompiers durent d'abord se procurer un drapeau convenable[29].

La photographie de Thomas Franklin a depuis été traitée comme une icône nationale. Elle a servi entre autres de modèle pour une statuette en bronze qui circule depuis juin 2002 sur le timbre-poste de 45 cents, et a fait l'objet parfois à peine reconnaissable de nombreux photomontages et caricatures qui traitaient en même temps du motif initial d'Iwo Jima. De ce point de vue, l'image du drapeau hissé en Afghanistan se présente comme une imitation caricaturale : l'implication des deux protagonistes est faible, la perche qu'ils sont en train de stabiliser est un simple bâton, le drapeau pend vaguement. Au contraire, le *Stars and Stripes* associé au drapeau de la ville de New York, en tant que symbole de la souveraineté nationale, exprime visuellement une perception positive de la guerre en riposte aux attentats ainsi que de l'expédition présentée comme légitime contre le "Mal", figuré par le terroriste Ben Laden. Cette mise en scène qui frise l'amateurisme jette une ombre sur l'environnement des images photographiques : "*Le drapeau américain sur les ruines du Ground Zero émettait un double message : contre l'insulte infligée, mais aussi contre l'usure des images due à la monotonie audiovisuelle*"[30]. "Iwo Jima" se

Ill. 12 – Pompiers américains hissant le drapeau dans les ruines du World Trade Center en 2001.

[29] Dan MacWilliams, George Johnson et Billy Eisengrein durent réquisitioner le drapeau du yacht "*Star of America*". Cf. le magasine *Stern*, 15 août 2002, n° 34, p. 60

[30] Klaus Kreimeier, Archaische Attacke auf Hollywood, *Tageszeitung*,

présente comme une allégorie du moment de la victoire. À la différence du wagon de chemin de fer de la forêt de Compiègne, l'image possède une présence symbolique qui continue à parler à l'observateur soixante ans après, sans qu'il soit besoin d'une connaissance spécifique des événements historiques qui se sont déroulés dans cette île du Pacifique. La photographie de Joe Rosenthal est devenue un signe iconique de la victoire qui a traversé le temps et les générations, un symbole d'unité nationale, qui a été métaphoriquement recyclé par l'administration Bush à la suite du 11 septembre. La photographie du Ground Zero montre avant tout l'instant de la défaite amère. Mais elle acquiert simultanément, du fait de la référence iconographique, ainsi que de sa reproduction et de sa diffusion répétée dans les médias, une charge émotionnelle nationale qui donne sens en réponse à la catastrophe : le sens d'une déclaration de guerre, inexprimée mais visualisée, des États-Unis contre le terrorisme.

L'historien de la photographie Rainer Fabian explique ainsi l'enrôlement patriotique du médium visuel : "*La photographie de guerre est dans l'usage qu'on en fait, et ce que l'Amérique a utilisé des images de la Seconde guerre mondiale pour son historiographie photographique, ce sont les héros*"[31]. Du moins Rosenthal, le photographe d'Iwo Jima, a-t-il mis en scène "ses" héros sur les lieux authentiques de l'action. Sur la photographie en Afghanistan, on retrouve les mêmes symboles, des poses semblables, et il doit y avoir également des "héros", mais il ne s'agit pas de GI's hissant la bannière étoilée. Les nouveaux héros sont loin du champ de bataille, dans la zone sécurisée de l'hôpital militaire américain de Landstuhl en Allemagne, dans des chambres d'une propreté clinique, correctement éclairées à l'intention des reporters photographes : cinq soldats qui ont été blessés dans les combats autour du camp de Masar-i-Sharif, "*cinq héros, qui ont donné leur sang, comme le dit le Général. Et qui sont revenus de l'enfer*"[32] (ill. 13). Ils se présentent alignés sur un seul rang, de face, dans une organisation presque symétrique, avec leurs décorations. Chacun d'eux à reçu son "propre" drapeau comme une couverture de protection. Sauf quelques blessures superficielles au visage, rien ne signale des atteintes corporelles graves. Seul l'homme du milieu s'appuie sur des béquilles. On lit sur les visages, expression de l'inviolabilité absolue, que la guerre

---

samedi/dimanche 13/14 octobre 2001, 23ème année, n° 6573, p. 6.

[31] Fabian/Adam 1983, p. 263.

[32] Detlef Esslinger, Fünf Helden für Amerika. Bilder für die Heimatfront – das US-Militär stellt die in Masar-i-Scharif verletzten Soldaten der Öffentlichkeit vor, *Süddeutsche Zeitung*, lundi 3 décembre 2001, 57ème année, n° 278, p. 6.

ne peut pas les atteindre. Ce sont les héros américains, dont les noms sont certes connus, mais qu'il serait inutile de nommer ici : leur individualité a disparu, ce sont des guerriers emballés sous vide, prêts à la consommation par la presse, date-limite indifférente. Ce sont des héros blancs : leurs camarades noirs dont plus d'un a été blessé restent invisibles – indisponibles à la vente.

Ill. 13 – Photo : Associated Press.

La représentation rappelle la photographie officielle des astronautes Armstrong, Aldwin et Collins, de retour de leur expédition sur la lune en juillet 1969, un motif qui a lui aussi été reproduit des millions de fois comme modèle de médailles commémoratives, de timbres-poste et d'affiches. Les cinq GI's décorés sont eux aussi présentés grandis et extraits du quotidien. Le drap lilas tendu à l'arrière-plan de la photographie en couleurs renvoie à la liturgie, il offre une connotation religieuse et suggère la présence de l'Esprit saint. Les protagonistes sont hors du temps et de l'espace, extraits de leur contexte. S'ils ont échappé à "l'enfer", c'est qu'ils représentent l'au-delà et la possibilité de la résurrection. La mise en scène ecclésiale a été conçue par des agents des "*public relations*" comme une projection programmatique destinée à sacraliser l'armée aux yeux du public, le chiffre cinq n'étant pas sans évoquer symboliquement le Pentagone, l'administration centrale de l'armée. Les signes sont organisés autour d'une symbolique de la victoire : le chiffre cinq avait déjà cette signification du temps des Romains. L'observateur devient le témoin solennel d'un message assez présomptueux pour se présenter comme s'il était d'origine divine, et qui annonce l'invulnérabilité de la race blanche se préparant à traiter de façon cathartique la blessure infligée à la nation le 11 septembre.

Désenchantement visuel

Il était également important que la guerre en Irak soit présentée comme finie. La date exacte de la fin de la guerre semble cependant ne pas avoir beaucoup d'importance, en raison d'un état de guerre civile qui perdure.

L'effondrement des tours jumelles de New York, la panique des foules tentant de s'échapper, ont marqué au fer rouge les États-Unis en tant que trauma de la mémoire collective les découvrant comme vulnérables. La victoire sur le régime taliban en Afghanistan n'a que partiellement compensé ce trauma, car il n'y avait rien à détruire, dans ce pays pauvre, qui eût pu se comparer au World Trade Center et à sa symbolique. De plus, l'instigateur principal des attentats n'a pas été pris. C'est sur ce fond d'insatisfaction que se détache alors la figure attirante de Saddam Hussein. Ce dernier, avec ses statues monumentales et ses palais ostentatoires dans lesquels il avait fait installer des salles de bain avec des robinets en or à vingt-quatre carats, offrait un support plus approprié à une vengeance proportionnée au dommage subi, et donc à une réparation du traumatisme. De même qu'ils avaient insisté le 11 septembre sur le thème de la défaite, les médias devaient désormais faire fonctionner la métaphore de la victoire. La prise des palais irakiens, quoiqu'ils n'eussent par ailleurs aucun intérêt stratégique, joua là un rôle clé : au moins cinq quotidiens allemands publièrent, au départ sans commentaires, la photographie de John Moore pour *l'Associated Press*, sur laquelle on voit le sergent américain Chad Touchett, accompagné de cinq autres GI's, s'installer dans l'un des salons du palais de Saddam Hussein sur les bords du Tigre (ill. 14). Entouré de ses compagnons d'armes du 7ème Régiment d'infanterie, l'officier est assis les jambes écartées dans un fauteuil de style rococo, et tire une profonde bouffée de sa cigarette – une image qui aurait normalement dû connaître les ciseaux de la censure au pays des lois anti-tabac que sont les

Ill. 14 – GI's installés dans les salons du palais de Sadam Hussein. Photo : John Moore, Associated Press.

États-Unis. Évidemment, ce qui est important, c'est le moment historique dans un lieu hautement symbolique : le goût de la liberté et de l'aventure, le parfum du vainqueur dans l'antre du lion.

Les images de l'arrivée et de l'installation après la victoire dans les lieux précédemment occupés par l'adversaire comptent parmi celles qui sont essentielles à l'iconographie de la fin de la guerre, de même que celles de la destruction des statues et symboles sur les places publiques. Un tableau populaire d'Anton von Werner "Cantonnement d'étape" ("Im Etappenquartier", 1894) montre l'intérieur rococo d'un château français réquisitionné par les soldats prussiens en 1871 (ill. 15). Là aussi, l'officier fume, vautré dans un fauteuil de velours, ses bottes sales posées sur le sol, tandis qu'un autre chante une sérénade en s'accompagnant au piano.

Ill. 15 – Anton von Werner, "Cantonnement d'étape", 1894.

Ce que nous pouvons interpréter chez Anton von Werner comme l'image d'une adaptation du soldat wilhelminien recherchant dans le pays vaincu le confort qu'il connaît chez lui, devient en 1945 un thème satirique. La photographe Lee Miller pose pour un de ses collègues, nue avec un gant de toilette dans la baignoire de l'appartement d'Hitler à Munich (ill. 16)[33]. Le dictateur, représenté par son portrait photographique officiel, l'observe, image dans l'image, depuis son cadre posé sur le bord de la baignoire. Sur la droite, une petite sculpture est posée sur une commode. La salle de bain donne une impression plutôt spartiate. Si

[33] Lee Miller posa pour les photographies également assise au bureau d'Hitler et dans le lit d'Eva Braun dans leur appartement du 12, Wasserburgstrasse. Il existe une photographie de quatre soldats du 179ème régiment de la 45ème division US qui les montre autour d'une table basse dans le salon d'Hitler. Les soldats sont de bonne humeur. Ils feuillettent des albums et lisent des lettres. Des objets de dévotion nazis se trouvent sur la table : une tasse à café avec le portrait d'Hitler et un carnet de notes avec la croix gammée. Cf. Lee Miller, *Der Krieg ist aus. Deutschland 1945*, Berlin, Elefanten Press, 1995, p. 88.

l'explication de la photographie n'était pas fournie, il pourrait s'agir, abstraction faite des deux accessoires drapés, de n'importe quelle salle d'eau. La photographe américaine avait pris ses quartiers le 1er mai 1945 au domicile munichois d'Hitler, au 16, Prinzregentenplatz : "*Il n'y avait aucun indice qu'ait vécu ici antérieurement quelqu'un, dont les prétentions auraient été plus élevées que celles d'un commerçant ou d'un curé à la retraite. […] (la salle de bain) n'avait ni charme, ni élégance, rien de confortable ni rien d'imposant non plus*"[34].

Ill. 16 – La photographe Lee Miller prenant un bain dans l'appartement d'Hitler en 1945. Photo : David E. Scherman.

Les images publiques de la guerre montrent le plus souvent des combats et des villes détruites. Quand on regarde des images de Berlin, Stuttgart, Cologne ou Dresde qui ont été prises au printemps de 1945, on n'y voit que des ruines, de même que sur les images des régions qui ont été épargnées par les bombardements. Le paysage urbain qui était précédemment ordonné autour de ses rues, de ses édifices, de ses habitations, semble à l'abandon, couvert par la saleté et la poussière. La salle de bain d'Hitler, au contraire, semble avoir été épargnée par la guerre : pas de dégâts, pas de saleté, tout est propre. L'effraction et l'appropriation sur un mode voyeuriste de l'espace le plus intime du dictateur allemand sont réalisées par la présence de cette femme déshabillée, qui de surcroît, en tant que peintre et modèle de Man Ray, fonctionne comme représentante de l'art contemporain. Les Allemands vaincus devenaient ainsi les témoins visuels d'une désacralisation de la dictature nazie, qui pour les passéistes et les tenants d'une ligne dure aurait pu équivaloir à une profanation.

[34] Miller, op. cit., p. 77.

Iconographiquement, le thème de l'image dans l'image peut renvoyer à la mort de l'intéressé. Elle permettait d'une certaine façon à ceux qui avaient été libérés de la terreur nazie d'avoir une confirmation visuelle de la disparition d'Hitler, puisque celle-ci ne fut pas à l'époque authentifiée par des documents montrant ses restes. Ce genre de photographie tenait lieu de preuve de la capitulation sans condition. Ce sont de semblables messages qui ont été véhiculés par les vidéo-reportages sur les sanitaires des palais de Saddam Hussein : ce qu'il faut en retenir, c'est que la charge symbolique d'une photographie peut dépasser de beaucoup celle d'une réalisation cinématographique qui n'est que fugitivement perçue à l'écran, dans la mesure où la photographie conserve en elle quelque chose de la matérialité des sujets représentés. Un documentaire télévisé sur la guerre en Irak ne peut être que regardé. Une image, elle, peut être découpée dans le journal, gribouillée, ou chiffonnée et jetée à la corbeille, faire l'objet de ces gestes rituels au sens de Vilém Flusser : des réactions possibles aux messages iconiques, "qui donnent à la photographie son atmosphère indéfinissable, qui font son charme"[35] et qui finalement permettent à l'image de surpasser le texte au plan de la phénoménologie de la perception.

Une autre photographie parut plusieurs mois après la fin officielle de la guerre en Irak. Les corps des deux fils de Saddam Hussein furent présentés aux médias internationaux en juillet 2003 (ill. 17). Ce type de motif est également très présent dans l'histoire de la photographie de guerre et dans l'histoire de l'art. On peut citer par exemple la photographie des communards parisiens, qui furent exposés dans leurs cercueils ouverts en 1871 par les monarchistes, ou l'image du cadavre de Benito Mussolini pendu par les pieds, ou encore la photographie de la dépouille mortelle de Che Guevara rappelant la figure du Christ gisant de Mantegna au 15ème siècle (ill. 18 & 19). Un rapprochement du même type peut être effectué à propos de la photographie du terroriste de la Fraction Armée Rouge, Holger Meins, qui fut prise de façon un peu surréaliste après son autopsie par un photographe de la police.

---

[35] Vilém Flusser, *Für eine Philosophie der Fotografie*, Göttingen, European Photography, 1983, p. 43.

Ill. 17 – Prouver la mort de l'ennemi : Dépouilles d'Udai et Kusai Hussein. Photo : Agenturbild, juillet 2003.

Ill. 18 (ci-dessus) – Andrea Mantegna, "Lamentation sur le Christ mort", vers 1480.

Ill. 19 (ci-contre) – Dépouille de Che Guevara photographiée par des agents de la CIA, Bolivie, 1967.

Ces images de la fin de l'existence humaine d'un ennemi ou d'un criminel de guerre concret, personnifié, ont une fonction polysémique. Elles sont d'abord un document, attestant la victoire, qu'on peut adresser aux principaux protagonistes du conflit. Elles sont aussi un trophée. Elles sont également une représentation directe de la fin d'un pouvoir, adressée à son propre public et au public adverse : pour le public de son propre camp, elle justifie que la guerre a eu un sens ; pour le public adverse, elle est un avertissement et un signe que le "spectre" a été définitivement éliminé. Enfin, ces images manifestent l'importance en général des messages visuels : on ne peut vraiment croire que ce qu'on a vu noir sur blanc.

Ill. 20 – Douleur d'un homme auprès du cercueil d'un parent, Irak, 2003. Photo : James Nachtwey.

En avril 2003, alors que la guerre était en train de se terminer en Irak, d'autres prises de vue furent également réalisées. James Nachtwey photographia un local nu dans lequel reposaient des cercueils ouverts (ill. 21). Un homme s'incline sur un cercueil qui contient les restes couturés d'un de ses parents. À l'arrière-plan vacille la lampe mortuaire. Nachtwey commente : "*J'ai vu des gens qui avaient tout perdu. Et pourtant chacun possédait encore sa dignité, le noyau essentiel de la condition humaine*". L'homme prend acte du départ d'un être cher. C'est l'instant de la perte absolue. Les conséquences de la guerre sont ici ramenées à leur dimension biographique, celle des effets sur la personne individuelle. Il devient perceptible que la douleur et l'affliction ne connaissent ni frontières, ni différences de confession. Les considérations nationales n'y jouent aucun rôle. C'est pourquoi la photographie est une image anti-guerre. Les images anti-guerre n'ont certes aucune place à la une des journaux à l'heure de la victoire. L'image devait illustrer le compte-rendu d'une exposition du photographe dans la rubrique culturelle de la *Süddeutsche Zeitung*.

Toutes les images de la fin d'une guerre possèdent une charge symbolique qui peut se développer dans une direction ou dans une autre, selon le camp où on se trouve. C'est ce dont avaient conscience John

Lennon et Yoko Ono, quand ils décidèrent en 1969, à l'occasion de leur campagne de Noël contre la guerre du Vietnam, de ne pas utiliser de photographie pour l'affiche "War Is Over" (ill. 21). À la place, ils utilisèrent une typographie sans fioritures, noire sur fond blanc. Sous le slogan, en plus petits caractères, le texte précise : "If you believe it". La fin de la guerre au Vietnam devait cependant attendre encore cinq ans avant de se concrétiser.

Ill. 21 – War is Over. John Lenon et Yoko Ono, 1969.

Les monuments aux morts
de la guerre de 1870 en Alsace ou le souvenir de l'ennemi

Marie-Noële Denis

Introduction

Le monument aux morts est un phénomène moderne qui date du siècle des Lumières mais qui prit véritablement de l'ampleur après le conflit franco-allemand de 1870-71. Cet essor correspond à un esprit de commémoration généralisé, consécutif au développement de l'art public, du nationalisme, de l'affirmation de valeurs collectives et d'un sentiment de responsabilité partagée. Cette nouvelle attitude va se matérialiser sur le terrain par l'édification de monuments durables, en nombre important, à la fois honorifiques et funèbres.

Pour glorifier le souvenir des combattants de la guerre de 1870, il avait été décidé d'ériger au moins un monument par canton. Le gouvernement encore peu assuré de la IIIe République comptait ainsi renforcer la conscience patriotique et, à partir de 1904, l'esprit de revanche. Le projet fut réalisé avec de grandes disparités régionales. Dans cet ensemble, les départements de l'est, Alsace et Moselle annexées, occupaient une situation particulière. Lieux des combats majeurs et meurtriers qui avaient livré le territoire à l'invasion, ils constituaient, à partir du traité de Francfort (1871), des territoires rattachés à l'empire allemand sous le statut de "Reichsland d'Alsace-Lorraine". S'y édifièrent alors deux types de monuments : les monuments allemands dédiés aux armées victorieuses et les monuments français, tolérés par l'occupant. Les changements de souveraineté nationale en 1918 et 1940 entraînèrent, par ailleurs, des destructions de part et d'autre, répondant aux bou-

leversements de la désignation de l'ennemi, tour à tour allemand ou français.

Un bilan non exhaustif[1] pour l'Alsace aboutit à un total de 81 monuments commémoratifs, situés surtout dans le nord de la région (70 dans le Bas-Rhin et 4 dans le Haut-Rhin), dont 40 allemands et 34 français. Glorifiant une armée, ils désignent aussi son adversaire comme ennemi. D'une manière remarquable sept monuments mixtes, franco-allemands, réunissent en une même fraternité les combattants des deux camps. En fait il y a une grande similitude entre les monuments français et allemands, tant en ce qui concerne les lieux où ils ont été érigés que leur esthétique en terme de conception architecturale et de symbolique des représentations.

Les lieux de commémoration, souvenirs de la guerre

Les lieux de commémoration perpétuent le souvenir des combats. Tombes et monuments tracent sur le territoire une géographie du souvenir qui rappelle les affrontements entre ennemis.

Les monuments sur les champs de bataille

Situés sur les lieux même des champs de bataille, aussi bien du côté français qu'allemand, ils suivent la progression des armées : à Wissembourg et ses annexes (Altenstadt et la colline du Geisberg) pour commémorer la bataille du 4 août 1870, à Woerth, Froechswiller, Morsbronn-les-Bains et Reichshoffen pour la bataille du 6 août, Gunstett pour le 8 août, et le 18 août dans les banlieues de Strasbourg (Oberhausbergen, Schiltigheim, Illkirch, Ostwald) pour le siège de la ville ; enfin Neuf-Brisach, au sud, pour le siège de la forteresse[2]. Edifiés sur le

[1] Il n'existe pas d'inventaire officiel. Les monuments concernés ont été repérés dans les archives, dans les guides Flohic, les bases de données du Ministère de la culture, les cartes IGN au 1/25000, par enquêtes de terrain et d'après l'inventaire de K. Schnell. Un certain nombre a pu échapper à notre investigation. D'autres ont été détruits.

[2] On compte 8 monuments allemands et 2 monuments français à Wissembourg ; 11 monuments allemands et 9 français à Woerth ; 8 allemands, 4 français et un monument mixte à Froechswiller ; 3 monuments allemands, 1 français et un mixte à Reichshoffen ; 1 monument français à Gunstett ; 1 monument allemand, 3 français à Strasbourg ; 1 monument français à Neuf-Brisach.

territoire des communes où ont eu lieu les affrontements se trouvent, pour quatorze d'entre-eux, dans des parcs aménagés[3] comme la colline du Geisberg ou le jardin de l'école des arts décoratifs à Srasbourg qui servit de cimetière pendant le siège. Six sont dans la forêt[4], cinq sur les places des villages[5] et quatre à l'intérieur ou à l'extérieur des églises[6]. On remarquera la préférence des Allemands pour les sites naturels isolés en forêt, plus discrets, et celle des Français pour les lieux habités, places ou églises, plus spectaculaires.

Les monuments sur les lieux de sépulture

D'autres monuments ont été édifiés sur les lieux de sépulture des soldats morts au combat (dont un ossuaire à Woerth : ill. 1). Il s'agit alors principalement de tombes individuelles qui se situent au bord des routes, dans les cimetières des villes et des villages[7]. Les monuments franco-allemands, au nombre de cinq, correspondent souvent à la localisation d'un hôpital militaire ou d'une ambulance de campagne. Enfin des tombes allemandes se trouvent souvent dans les champs, confirmant une préférence déjà observée pour la nature et l'isolement.

Des conceptions esthétiques d'inspiration militaire et patriotique

Dans leur conception esthétique, il y a peu de différence entre les monuments français et les monuments allemands, et le réalisme des représentations se mêle à la symbolique des décors.

L'architecture des monuments

Les formes funéraires classiques dominent dans l'architecture. On compte, dans un inventaire non exhaustif, 26 obélisques, 25 tombes avec pierre tombale ou simple croix encadrée d'un rectangle délimité par une grille en fonte ou une bordure de ciment, 7 stèles, 6 colonnes (dont une tronquée), 3 menhirs allemands d'inspiration celtique, une pyramide.

---

[3] 7 monuments français et 7 allemands.
[4] 5 allemands et 1 français.
[5] 2 allemands, 3 français.
[6] 1 allemand, 2 français et 1 mixte.
[7] À Goersdorf, Griesbach, Gundershoffen, Lichtenberg, Morsbronn, Niederbronn, Oberbronn, Strasbourg, Woerth.

Les croix françaises sont en béton, peint en blanc, décoré de la cocarde tricolore du "Souvenir Français". Les croix allemandes sont en fonte ouvragée, marquées au nom, prénom, grade, dates de naissance et de décès du combattant enterré là. Les monuments plus prestigieux sont construits en matériaux indestructibles pour assurer leur longévité, dont certains sont des reliques, tels que le granit de Hesse, à Froechswiller, ou le bronze des canons de Belfort, au Geisberg.

Ill. 1 – Monument de Woerth, inauguré en 1889, et dédié aux Bavarois sur une fosse commune de 457 soldats allemands tombés le 6 août 1870. Une victoire ailée brandit une couronne de lauriers au-dessus d'un soldat mort portant un drapeau. Woerth (Bas-Rhin).

Les monuments d'inspiration guerrière et patriotique offrent moins de diversité : 2 tours, dont un belvédère en forme d'affût de canon (ill. 2), à la gloire de l'armée allemande, à Woerth, 12 statues sur socle figurant des victoires (à Woerth, Froechswiller et au Geisberg), un soldat prussien (à Woerth), la statue équestre du prince de Prusse et des animaux héraldiques[8] (ill. 3).Les représentations humaines, conçues dans le style réaliste de la fin du XIXe siècle, préfigurent les monuments aux morts de la Première Guerre Mondiale (ill. 4).

[8] Le lion de Hesse et de Bavière, l'aigle impérial, le coq gaulois.

Ill. 2 – Ce belvédère en forme d'affût de canon fut édifié en 1913 à la gloire du 11ème Régiment d'artillerie du grand-duché de Hesse. Il est décoré de huit affûts de canons en bronze, de boulets et d'armoiries. Woerth (Bas-Rhin).

Ill. 3 – Sur ce monument consacré au 3ème Régiment d'infanterie hessois, le lion de Hesse écrase les drapeaux et les canons de l'ennemi vaincu. Froeschwiller (Bas-Rhin).

Ill. 4 – Monument dit du soldat prussien détruit par les Français en 1919. Cette statue réaliste d'un soldat brandissant un drapeau préfigure les monuments de la Première Guerre Mondiale.

Les décors

L'inconographie inspirée par un sentiment de deuil est minoritaire, bien que les croix dominent sur les monuments français. Ce n'est que postérieurement, en 1956, que l'ensemble reconstruit à Woerth, à l'emplacement du cuirassier, portera à la fois la croix latine, la croix réformée, le croissant et l'étoile de David. Les références plus strictement funéraires (urnes, couronnes mortuaires, flammes) apparaissent aussi, mais plus rarement, sur les monuments français et allemands.

Les décors font majoritairement référence, de part et d'autre, à une symbolique à dominante militaire et patriotique. Les monuments allemands portent des représentations d'armes récentes, qui ont fait leurs preuves dans la bataille (affûts de canons, boulets…) et surtout une multiplicité de décorations militaires (croix de fer) qui souligne l'héroïsme des soldats. Pour les monuments français, il s'agit d'emblèmes inspirés du répertoire classique : faisceaux d'armes, casques et armures antiques. Ces représentations se trouvent accentuées par les inscriptions dédicatoires, les listes de noms et prénoms classés par grade et, du côté allemand, par l'énumération des différentes victoires.

Tout aussi nombreuses sont les allégories patriotiques : peu de drapeaux mais des rameaux de chêne, de laurier, d'olivier, trois victoires et des armoiries. Du côté allemand, ces symboles, en relation avec des

États récemment fédérés, soulignent la nouvelle création impériale. Du côté français, drapeaux, palmes et coq gaulois reprennent une imagerie patriotique révolutionnaire, liée à la toute récente république.

Les implications politiques en termes de conflit

Cette architecture funéraire et cette esthétique majoritairement militaro-patriotique correspondent à d'évidentes implications géo-politiques qui sous-tendent une stigmatisation de l'ennemi. Pour les Allemands il s'agissait d'occuper le terrain, de marquer ce nouveau territoire conquis par les armes, et pour les Français chaque monument devait réactiver l'idée de revanche dans les provinces perdues. Les monuments mixtes franco-allemands apparaîtront tardivement, en 1889, 1893 et 1894.

Ill. 5 – Monument qui a remplacé le cuirassier en 1956. L'obélisque est décoré de quatre emblèmes religieux : la croix catholique, l'étoile de David, le croissant, et la croix protestante. Au sol, quatre pierres tombales ornées des silhouettes en couleurs des quatre armes qui ont participé aux combats. Woerth (Bas-Rhin).

***Les dates de construction*[9]**

De fait, les monuments allemands furent construits avec un temps de réflexion que justifie une magnificence de vainqueur : trois seulement dans les années 1870[10], les autres peu à peu jusqu'à la Première Guerre Mondiale[11].

[9] Nous n'avons pu répertorier que 25 dates tant françaises qu'allemandes, sur les monuments eux-mêmes ou dans les archives.

Les monuments français sont de constrution plus précoce[12], surtout dans les cimetières où les autorisations devaient être plus faciles à obtenir. Puis l'activité se ralentit[13], témoignant d'une certaine résignation et de l'atténuation de l'esprit de revanche. Néanmoins le souvenir persiste et le monument du cuirassier sera encore édifié à Woerth en 1921.

Après les destructions de la période nazie, la volonté de conserver la mémoire de ce premier conflit se traduit par des reconstructions monumentales en 1956 et 1960 à Woerth (ill. 5). Il faudra attendre 1987 pour que l'édification d'un monument du centenaire, à Reichshoffen, marque une nouvelle phase de réconciliation dans le cadre de la construction de l'Europe.

Les initiatives

Tous ces monuments commémoratifs, tant français qu'allemands, ont été bâtis par la volonté populaire, grâce à des souscriptions patriotiques, non seulement pour honorer les héros morts, mais dans un esprit belliqueux de conquête ou de revanche. Du côté français, ils sont dus à des initiatives locales soutenues par le "Souvenir Français", association ad-hoc fondée en 1887 par E.X. Niessen, natif de Sarre-Union (Bas-Rhin) et "optant"[14]. Reconnu d'utilité publique en 1906, le "Souvenir Français" organise des quêtes pour "perpétuer le culte de ceux qui sont morts pour la France, glorifier leur sacrifice et entretenir leurs tombes". Pour la construction du monument du Geisberg quatre cents communes alsaciennes répondirent à son appel[15]. Du côté allemand, les initiatives viennent des associations d'anciens combattants qui perpétuent ainsi le souvenir des actions héroïques de leur corps d'origine. Les monuments sont dédiés "À nos camarades.... pour les soldats des régiments[16] tombés sur les différents champs de bataille en France".

---

[10] En 1873, 1874, 1876, 1895.
[11] En 1888,1895, 1900, 1904/1906, 1910, 1913.
[12] En 1870, 1871, 1872 (2), 1873 (2), 1874, 1875, 1876.
[13] Quelques monuments seront encore édifiés en 1889, 1890, 1909 au Geisberg.
[14] En 1871 E. X. Niessen avait opté pour la nationalité française.
[15] Le comité d'érection avait sollicité avec succès presque toutes les sociétés de musique et de gymnastique de Basse Alsace, l'Ecole Alsacienne de Paris, les normaliens, l'Association Générale des Alsaciens-Lorrains, le Souvenir Français, les maires d'Alsace.
[16] D'après les inscriptions relevées sur les monuments : 2ème Nassau, 37ème Régiment d'infanterie, Régiment de cuirassiers, 3ème Régiment d'infanterie de

Les inaugurations

Les inaugurations et commémorations sont l'occasion de revivifier de manière répétitive la mémoire, de réaffirmer la cohésion du groupe autour de l'événement et de conforter une identité collective face à l'ennemi héréditaire. Dès le début, un rituel se met en place, répété à chaque cérémonie : offices religieux, cortège, rassemblement auprès du monument, discours, banquet. Le groupe d'acteurs réunis au lieu sacré se compose en général des autorités civiles et militaires, des anciens combattants, des enfants des écoles accompagnés du public.

Ill. 6 – Inauguration du monument du 3ème Régiment d'infanterie de Hesse. On remarquera l'importance de la délégation militaire.

Les Allemands choisissent de préférence les dates anniversaires des batailles : le 4 août 1876 pour l'inauguration des monuments du Geisgerg, le 6 août 1910 à Woerth (ill. 6).

L'inauguration du monument français du Geisberg a lieu les 16 et 17 octobre 1909, en pleine période d'annexion, dans un grand concours de population qui témoigne de la vigueur de l'esprit de revanche. Le monument, conçu par A. Schutz[17] (sculpteur strasbourgeois) représente une victoire ailée adossée à un obélisque couronné d'un coq gaulois. Aux angles du socle, des coiffes militaires rappellent les défenses héroïques du site par le maréchal de Villars en 1705-06, Hoche en 1793 et le général Douay en 1870. Le bronze utilisé provient des canons de la citadelle de Belfort. Tous les membres du "Souvenir Français" sont invités, de même que les soldats français domiciliés en Alsace-Lorraine, et les sociétés militaires françaises avec leurs drapeaux[18].

Hesse, 11ème Bataillon de chasseurs, Artilleurs de Hesse, 8ème Régiment d'infanterie wurtembourgeois.

[17] La maquette de ce monument, détruit en 1940, se trouve au Musée Westercamp, à Wissembourg.

[18] D'après une plaquette éditée à cette occasion.

Sept trains spéciaux sont attendus, 350 représentants des sociétés de musique, 1 100 vétérans et délégués des associations françaises. 2 000 personnes prendront place dans l'enceinte réservée et 30 000 à l'extérieur. La cérémonie débute par une sonnerie de clairon[19], un choral funèbre, suivi des discours en deux langues des autorités locales françaises et allemandes[20]. Puis la foule entonne la Marseillaise et applaudit à la marche "Sambre et Meuse". La cérémonie se termine par un défilé des vétérans, avec leurs drapeaux, et le dépôt de nombreuses couronnes, en particulier celles des étudiants d'Alsace-Lorraine. Le soir, un banquet réunit 120 personnes et les discours d'E. Preiss, député alsacien au Reichstag, et de A. Laugel, conseiller général et militant francophile, exaltent l'esprit de revanche. Le lendemain, un pélerinage de 250 personnes est organisé sur le site de la bataille de Woerth-Froechswiller, au noyer historique du Maréchal Mac-Mahon, au monument des cuirassiers d'Elsasshausen et au monument français de Woerth. Par nécessité tactique, une cérémonie plus discrète aura lieu parallèlement aux monuments allemands.

Cette immense manifestation eut un retentissement que personne n'avait osé prévoir. Ce fut une flambée de patriotisme français et de fidélité alsacienne à la Patrie. Les drapeaux, les chants guerriers, les discours soulignent que "Le deuil de la France est le deuil de l'Alsace et qu'il n'est pas possible de les séparer dans le culte de leurs enfants communs" (E. Preiss). Le monument rappelle en outre le souvenir des défaites de 1870, mais aussi les victoires napoléoniennes et de 1793, 1744 et 1706, "afin d'inculquer aux nouvelles générations le courage de les imiter, en l'honneur de l'armée française d'hier, d'aujourd'hui et de demain" (A. Laugel). Les journaux allemands ne s'y sont pas trompés qui fustigent la trop grande mansuétude du gouvernement impérial qui avait autorisé à la fois le projet de la statue et l'organisation de la cérémonie. Ils parlent d'un "danger pour l'Allemagne" (*Leipziger Neueste Nachrichten*), de "Propagande française en Alsace-Lorraine" (*Hamburger Nachrichten*), et demandent la suppression de "l'autorisation d'organiser des fêtes françaises sur le sol allemand" (*Metzger Zeitung*).

---

[19] Cette sonnerie de clairon deviendra plus tard la traditionnelle sonnerie aux morts de nos cérémonies du 11 novembre.

[20] Prirent la parole : A. Spinner, président du comité d'érection ; M. Gunzert, président du comité d'honneur ; le comte de Bissingen, directeur de l'arrondissement (Kreis) de Wissembourg ; le docteur Ohleyer, adjoint au maire de Wissembourg et F.X. Niessen, président national du "Souvenir Français" et représentant du gouvernenment.

Une cérémonie commémorative du 25ème anniversaire aura lieu les 20-21 octobre 1934 dans une affluence tout aussi grande alors que le nazisme remet à l'ordre du jour la menace allemande. Une série d'allocutions seront prononcées auprès du monument en présence de l'armée, des musiques civiles, des chorales, des anciens combattants, du "Souvenir Français", des scouts, des sociétés de gymnastique et patriotiques, le tout se terminant par un banquet. Le Touring-Club de France avait versé une subvention pour la construction d'une route menant au monument et l'on avait prévu la présence de 100 voitures officielles, 600 voitures de tourisme, 10 autocars en va et vient depuis Wissembourg, 10 autocars de voyageurs, une voiture radio et une grosse voiture cinéma.

Une troisième cérémonie aura lieu le 4 août 1938, à la veille de la guerre, en présence de la garnison, des autorités locales et des enfants de Wissembourg. Puis, après la Libération, des commémorations seront organisées, tous les 4 août, à l'emplacement du monument détruit.

L'inauguration du monument du cuirassier de Reichshoffen, à Woerth, aura lieu le 11 novembre 1921, après la Première Guerre Mondiale, comme signe et symbole de l'autorité de la République sur les provinces reconquises. Y prendront part à la fois les autorités civiles et militaires : le ministre de la guerre, le maire, le député local, un ancien combattant de 1914-1918, un ancien cuirassier de 1870, le gouverneur militaire de Strasbourg et le commissaire général[21].

Les destructions de l'ennemi

Les destructions de monuments commémoratifs constituent un acte politique majeur de la part des deux protagonistes et réactivent les représentations de l'ennemi. Elles se limiteront néanmoins à la disparition de trois monuments allemands et quatre français, mais non des moindres.

[21] L'Alsace reconquise fut administrée par un commissaire général de la République jusqu'en 1925.

Entre 1870 et 1918, les Allemands ont soigneusement respecté et entretenu les monuments français. Il n'en fut pas de même après la victoire française. Une lettre de A. Spinner, datée du 20 novembre 1923, en témoigne : "Les autorités allemandes ont tenu, pendant toute la période d'occupation, à assurer sans aucune distinction, la conservation et l'entretien des monuments élevés à la mémoire des morts de la guerre de 1870. Mais l'abandon dans lequel ont été laissés depuis l'armistice les monuments allemands risquerait, s'il devait durer, de provoquer de fâcheux commentaires".

Au-delà de ce constat général, des monuments allemands ont été détruits en Alsace[22] dès l'armistice par la population et les troupes françaises, malgré l'intervention des autorités militaires. Une lettre du général commandant la 167ème D.I. définit à cette occasion, et de manière quasi chevaleresque, la conception de l'ennemi : "Le 26 courant (juillet 1919) un détachement du génie, arrivé à Woerth, a démoli les monuments commémoratifs allemands... Qui a donné l'ordre ?... Les monuments ne doivent pas être démolis mais modifiés s'ils comportent un soldat prussien ou l'effigie de Guillaume II... Le monument funéraire à la mémoire des soldats du 88ème Régiment de Nassau, à Woerth, a été mutilé[23]. L'enquête ouverte en vue de rechercher les auteurs de cet acte de vandalisme mettra vraisemblablement hors de cause les troupes de la 167ème Division d'in-

Ill. 7 – Monument du prince de Prusse, vainqueur de la bataille, détruit par les Français en 1919. Goersdorf (Bas-Rhin). De cet ensemble monumental comprenant une statue équestre du prince, encadrée de quatres statues de guerriers germaniques, il ne reste plus qu'un socle rocheux dans un enclos fermé d'une grille ornementale.

[22] Sans doute moins qu'en Lorraine.

[23] Il est aujourd'hui restauré. La statue a été remplacee par une croix.

fanterie... L'ennemi qui tombe en faisant son devoir doit être sacré pour l'adversaire et il faut respecter sa mémoire. Laissons au Boche le monopole de la sauvagerie et de la dévastation et montrons aux Alsaciens... que le soldat français... ne connaît pas la rage haineuse et ne se laisse guider que par des sentiments nobles et généreux" (Le général commandant la 167ème D.I.). La statue du 88ème Régiment d'infanterie de Nassau avait été abattue le 1er février 1919, car elle représentait un soldat allemand brandissant un drapeau.

Les autorités politiques décideront sur le tard, et dans le même esprit, de contrôler ces destructions. Ne seront conservés que les monuments au souvenir des régiments ayant subi des pertes élevées et où les corps sont ensevelis. Seront supprimés par contre ceux à caractère général ou glorifiant la dynastie des Hohenzollern. Ainsi le 12 juin 1919, le général Gouraud proposera de détruire la statue équestre du prince de Prusse qui sera déboulonnée dans l'année[24] (ill. 7), de même que le monument à l'armée allemande, route d'Elsasshausen. Sur la route de Woerth à Froechswiller l'effigie de Guillaume I er sera remplacée par une croix.

Après 1940, les principaux monuments français seront détruits par les nazis pour éliminer jusqu'au souvenir de l'ennemi vaincu. Le monument du Geisberg disparaîtra en septembre 1940, l'ossuaire de Woerth en 1941 (ill. 8), ainsi que le monument édifié par la firme de Dietrich[25] et le cuirassier monumental[26] situé à l'emplacement de l'état-major français (ill. 9).Tous ont été fidèlement reconstruits après la Deuxième Guerre Mondiale avec le soutien des autorités, à Woerth en 1956 et au Geisberg en 1960. Ce der-

Ill. 8 – Ossuaire français à Froeschwiller (Bas-Rhin) détruit par les nazis en 1941.

[24] Quelques éléments de cette statue sont exposés au Musée de la Bataille à Woerth. Le reste a servi à remplacer la cloche de l'Église catholique du village, fondue pendant la guerre.

[25] Détruit en 1941.

[26] La tête se trouve au Musée de la Bataille à Woerth.

nier monument, conçu par les architectes Crombach et Kronenberger et le sculpteur Morlaix, intégrera, dans une esthétique plus contemporaine que celle de son prédécesseur, les débris conservés de l'ancienne construction, c'est à dire le coq gaulois[27] et les coiffes militaires rappelant les batailles du XVIIIe et du XIXe siècles (ill. 10).

Ill. 9 – Le cuirassier, monument français situé à l'emplacement de l'état major de Mac-Mahon et détruit par les nazis en 1941. Woerth (Bas-Rhin).

Depuis la fin des conflits, tous ces monuments, inscrits sur la liste supplémentaire des monuments historiques, sont la proie des pilleurs sans foi ni loi qui affectionnent particulièrement les plaques et les aigles en bronze.

Conclusion

Nous souhaitons insister, pour terminer, sur l'impact des monuments aux morts de la guerre de 1870 et de leurs commémorations successives dans la perpétuation à long terme de la figure de l'ennemi.

[27] Celui-ci avait été récupéré, au moment de la destruction, par quelques patriotes Wissembourgeois.

Après la guerre, les champs de bataille du Geisberg et de Woerth-Froechswiller deviennent des lieux de pélerinage. Tous les ans des militaires, des associations d'anciens combattants et des familles viennent se recueillir sur les tombes et déposer des gerbes au pied des monuments. Les trains déversent des flots de touristes, une dizaine d'hôtels sont construits pour les recevoir. Une imprimerie ouvre ses portes à Woerth et édite des cartes postales, des guides, des livres. Des visites en char à banc sont organisées sur les sites.

Ill. 10 – Monument français du Geisberg, érigé par le Souvenir Français en 1909, détruit en 1940 et reconstruit en 1960. Le coq gaulois en bronze, caché par des patriotes, a été replacé sur l'obélisque. Les coiffes militaires en pierre, qui encadrent le socle, ont été récupérées parmi les débris de l'ancien monument. Wissembourg (Bas-Rhin).

Tour à tour négligés, détruits, périodiquement revisités, ces souvenirs de la guerre sont néanmoins ravivés par des cérémonies anniversaires grandioses et largement suivies, surtout entre les deux guerres mondiales. Rien n'est oublié puisque depuis 135 ans, tous les 6 août, à Woerth ou à Reichshoffen, une célébration commémore et reconstitue (depuis peu) la bataille, et qu'à la date anniversaire du centenaire de la guerre, on a encore édifié un vaste monument panoramique à Reichshoffen. Balançant entre respect et irrespect, simple promenade ou pélerinage, les circuits touristiques des monuments de la guerre de 1870 attirent encore de nombreux visiteurs des deux côtés de la frontière.

Bibliographie – Documents

A. D. du Bas-Rhin, cotes 414 D.2433 ; 414 D 1 ; 286 D ; 304 ; 365 D /3 ; 121 AL.

Archives des monuments historiques, cote 80/ 1/ 118.

Busser Michel, *Les événements de l'été 1870 en Alsace du Nord*, Intersociétés de Woerth, Strasbourg, éd. du Verger, 2001.

Collectif, *Encyclopédie de l'Alsace*, Strasbourg, Publitotal, 1986, 12 volumes.

Collectif, *Le patrimoine des communes du Bas-Rhin*, Charenton-le-Pont, Flohic, 1999, 2 volumes.

Collectif, *Le patrimoine des communes du Haut-Rhin*, Charenton-le-Pont, Flohic, 1998, 2 volumes.

Comité de l'oeuvre, *Le monument français de Wissembourg*, Strasbourg, Imprimerie alsacienne-lorraine, 1910.

Crubellier Maurice, *La mémoire des Français*, Paris, H. Veyrier.

Hargrove June, "Souviens-toi", *Monuments Historiques*, n° 124, déc.1982, jan. 1983, p. 59-65.

Le monument du Geisberg, *1909-1960*, Wissembourg, 13 nov. 1960, sans pagination.

Lévy Lucien, *Guide du champ de bataille de Woerth-Froeschwiller*, Strasbourg-Neudorf, Imprimerie Commerciale, 1923.

Ministère de la culture, Bases de données Mérimée (édifices) et Palissy (objets).

Mohr Rudolff, *Die Schacht bie Wörth... Ein Führer übe das Schachtfeld*, Giessen, E. Roth, 1906.

Pélerinage sur les lieux du souvenir de la Basse Alsace. Guide des champs de bataille, monuments, sépultures, sites, Strasbourg, Souvenir Français, 1970.

Service régional de l'inventaire, Bases de données des édifices et édicules.

Schenk Bernard, *Réminiscences d'Histoire*, Strasbourg, Le Verger, 2003.

Schiedel Gustav, *De Schacht bie Woerth am 6 August 1870. Zur Entuellung des Bayern Denmals am 6 August 1889*, Niederbronn, Druck J. Vogt, 1889.

Schlick Georges, "Genèse et inauguration du monument français du Geisberg", *L'Outre Forêt*, n° 59, 1987, p. 37-51.

Schnell Karl, *Die Schlacht bei Wörth am August 1870*, sans éditeur, sans date.

Schmidt Maurice, “Le Souvenir Français, une association nationale aux racines alsaciennes”, *Brumath-Contact*, n° 16, déc. 1996, p. 21-22.

Stiehl Hermann, *Löwen-Denkmal Wörth*, Affoldern, CD-ROM, PC et texte dactylographié de 36 p.

Stroh Paul, “Das Kaiser Friedrich Denkmal”, *Outre Forêt*, n° 28, 1979, p. 32-36.

Trendel Guy, “Autour de Woerth, quelques souvenirs de la bataille de 1870”, *L’Alsace automobile*, n° 366-367, 1978, p. 17-20.

Vadelorge Loïc, *Mémoires de guerre*, collection Histoire(s) d’agglo, Yvetot, agglomération rouennaise 1999, volume 1.

“Encore Auschwitz !”
De l’ère du témoin à l’ère du soupçon : les enjeux de la mémoire et de l’histoire

Freddy Raphaël

La prise en charge de la “vérité” d’un fait social, de ses paramètres les plus significatifs, est sollicitée par une demande sociale. La construction d’un schème interprétatif, la convocation de certains éléments de la mémoire et la volonté, délibérée ou inconsciente, d’en ignorer d’autres, répondent aux intérêts, parfois contrastés, de certains groupes sociaux à un moment particulier de leur histoire.

Il n’est pas sans importance de s’interroger sur le fait qu’une vérité peut apparaître comme irrecevable, qu’une société peut élaborer une explication partielle, voire partiale, d’événements conjoncturels et structurels de son parcours. Il suffit de mentionner les tentatives conjuguées du mouvement gaulliste et du parti communiste au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiales pour masquer la responsabilité du gouvernement de Vichy dans la politique de collaboration active avec les Nazis. Ils ont rejoint, autour d’un mythe résistantialiste des plus complaisants, le désir d’une large fraction de l’opinion publique, qui s’est employée à oublier la collaboration.

L’occultation de la Shoa répondit à de multiples intérêts : celui des communistes refusant de fractionner les victimes du fascisme, et de reconnaître la spécificité de l’extermination des Juifs ; celui du Général de Gaulle et de l’État français soucieux de restaurer l’unité nationale en forgeant le mythe du pays tout entier dressé contre l’ennemi ; celui des victimes juives, rares survivants d’un monde au-delà de toute description, qui voulaient réintégrer la communauté nationale dont elles avaient été bannies.

La nudité des faits

Lorsque le 27 janvier 1945 la première patrouille soviétique entre dans le complexe d'Auschwitz, elle ignore tout de la réalité de l'univers dans lequel elle pénètre. La vérité de ce lieu, partiellement "déserté" par l'évacuation forcée de 58 000 déportés exténués que leurs bourreaux entraînèrent dans une implacable "marche de la mort", sera occultée des décennies durant.

L'Europe ne consentit que très tardivement à reconnaître la vérité d'Auschwitz et de ses satellites. Elle dut admettre que c'était le plus grand camp de destruction massive et systématique des Juifs et des Tsiganes. Auparavant, dans les premières phases de son développement, il avait servi à l'élimination de prisonniers de guerre soviétiques.

Dans la rupture de la chape de silence, dans le rétablissement exigeant des faits, interviennent des paramètres de nature très différente. Parmi eux, le déni de mémoire, pouvant aller chez les négationnistes jusqu'à la contestation de l'existence de camps, n'a pas été sans importance. Avec les déclarations, dans *L'Express* en 1978, de l'ancien commissaire aux Questions Juives de Vichy, Darquier de Pellepoix, affirmant qu'à Auschwitz on "n'avait gazé que des poux", et celles de Robert Faurisson dans *Le Monde*, la même année, prétendant que les chambres à gaz n'avaient jamais existé, le négationnisme s'affirmait au grand jour.

Le dépassement par les historiens d'affrontements dus à une interprétation par trop idéologique, au profit d'études rigoureuses, proches d'un certain positivisme, a eu une influence décisive. À cela s'ajoute l'incidence de certains événements majeurs, tel le procès Eichmann en 1961.

Annette Wieviorka, dont les travaux font autorité[1], a montré comment ce dernier a précipité la mémoire d'Auschwitz dans le champ social, faisant accéder le témoignage individuel à une prise de conscience collective. Il marque un véritable tournant non seulement en Israël mais aussi en France, en Allemagne et aux États-Unis. "*Toutes les "premières fois" s'y rassemblent. Pour la première fois, un procès se fixe comme objectif explicite de donner une leçon d'histoire. Pour la première fois, apparaît le thème de la pédagogie et de la transmission aux jeunes générations. Le procès Eichmann marque l'avènement du*

[1] Wieviorka Annette, *Le Procès Eichmann*, Complexe, Bruxelles, 1989 ; *Déportation et génocide*, Plon, Paris, 1992 ; *L'ère du témoin*, Plon, Paris, 1999 ; *Auschwitz, 60 ans après*, R. Laffont, Paris, 2005.

témoin"[2]. Ce procès, construit sur les dépositions de 111 survivants, fait du génocide, dans la réalité de son vécu quotidien, l'un des éléments essentiels de l'entreprise exterminatrice du nazisme. Par la suite, les procès de Francfort (1963-1965) à l'encontre de nazis ayant commis un "crime contre l'humanité" à Auschwitz, et ceux de Barbie, Touvier et Papon en France, inscriront la Shoa au cœur des débats qui agitent l'espace public.

Par ailleurs, les témoignages sobres et rigoureux, mais transformés par un travail et une vision d'artistes, de certains écrivains tels David Rousset (*Les jours de notre mort*), Primo Levi (*Si c'est un homme*), Jean Cayrol (*Lazare parmi nous*), Robert Antelme (*L'espèce humaine*), et de cinéastes comme Alain Resnais (*Nuit et Brouillard*) ne demeurèrent pas sans résonance dans l'opinion publique. Mais c'est le feuilleton *Holocauste* de la télévision américaine, projeté en 1977, puis deux ans plus tard en France, qui suscita un débat d'une envergure exceptionnelle. Il y eut plus de 120 millions de téléspectateurs aux États-Unis.

L'ère du témoin

Le témoin fonde la certitude de ce qu'il relate sur le fait incontestable qu'il a participé à l'événement, qu'il peut dire : "J'y étais". Mais, à travers le temps, il construit son témoignage, et élabore un récit. Celui-ci s'est enrichi d'autres narrations et de différentes lectures. Il s'est réorganisé afin de mieux convaincre : les faits qui sont transmis sont nécessairement interprétés.

C'est souvent avec une parfaite bonne foi que le témoin s'érige en détenteur non pas d'une vérité, celle qui repose sur son expérience singulière, mais de "la" vérité. Il ne saurait accepter que celle-ci soit relativisée par d'autres témoignages ou par les travaux des historiens, qui se fondent sur des sources différentes.

Cette revendication devient d'autant plus impérieuse lorsqu'il s'agit de survivants qui ont fait leur l'impératif catégorique de témoigner pour leurs camarades morts dans la pire déréliction. Leur déposition répond à un devoir "sacré", eux seuls sont les gardiens des traces d'existences broyées, du combat chaque jour recommencé de ceux que les Nazis ont tenté de réduire à de la "vermine nuisible". Ils ont conscience d'avoir une dette à l'égard de ceux qui "ne sont pas revenus", ils se sont engagés à rapporter ce qu'ils ont vu de ce monde hors de l'hu-

[2] Annette Wieworka, *L'Histoire*, n° 294, janvier 2005, p. 51.

main. Ils entendent transmettre cette expérience des limites : "*La mémoire est ici convoquée pour requérir l'autre, pour affecter celui qui écoute, pour en appeler à une communauté. Témoigner, ce n'est donc pas seulement raconter, mais (…) se faire responsable, par sa parole, de l'histoire ou de la vérité d'un événement*"[3].

Par là même, le témoignage veut à la fois dire les faits dans leur nudité, et le sens qu'il convient de leur attribuer. Ils prennent place dans un discours interprétatif qui entend leur conférer leur réelle signification, aussi bien dans le passé que pour la société présente.

Pour François Bedarida[4], le témoin qui élabore un discours de sens et donne une interprétation aux faits, devient un "témoignant". En voulant établir la vérité il construit un récit "*visant à unifier le témoignage des faits et le témoignage du sens*".

Le devoir d'histoire

Pour avoir été, il y a un quart de siècle, du petit nombre de sociologues qui participèrent au combat novateur de Philippe Joutard afin de constituer – sur les traces de Maurice Halbwachs – la mémoire comme objet d'étude, je me sens autorisé à questionner l'incantation sans cesse répétée d'un "devoir de mémoire". Il convient de reconnaître que la mémoire est chargée d'une densité émotionnelle que le chercheur n'a pas le droit de négliger, qu'elle donne la parole à ceux qui furent broyés par l'histoire, et qu'elle exprime l'indicible. Mais trop souvent elle est sélective, simplificatrice, voire partisane.

À l'injonction d'un devoir de mémoire, qui unit la prise en charge tant cognitive qu'émotionnelle du génocide, à l'écoute attentive du poids singulier et irréductible de chaque témoignage, il convient d'associer l'impératif catégorique de la connaissance historique. Étudier Auschwitz soixante ans après la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, analyser Buchenwald, Mauthausen, Belzec, Sobibor, Treblinka…, c'est affronter le crime absolu du XXe siècle. Le phénomène concentrationnaire et l'extermination implacable représentent le paradigme exacerbé de toutes les entreprises d'éradication totale inscrites au cœur de la modernité. La Shoa a été perpétrée en faisant appel à la fois aux avancées

---

[3] Felman Shoshana, "À l'âge du témoignage", *in* (coll.), *Au sujet de la Shoa*, Belin, Paris, 1990, p. 55-56.

[4] Bedarida François, "Le temps présent et l'historiographie", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, 69, janvier 2001, p. 159.

les plus significatives de la technologie contemporaine et aux croyances les plus régressives, les plus archaïques, d'une mythologie fantasmée.

Les survivants de la Shoa sont porteurs d'une "mémoire vive", qui s'est exacerbée avec le temps, parce qu'elle se heurte aussi bien à l'incompréhension, à la banalisation, à la falsification qu'à la dénégation. L'historien se doit d'intégrer cette mémoire comme objet d'histoire, en tenant compte de la recomposition à la fois singulière et collective des événements du passé.

L'écriture de l'histoire, quant à elle, participe d'une tension entre les rapports aux trois dimensions du temps : l'analyse du passé, la mise en perspective du présent, et l'anticipation de l'avenir.

Une existence, une œuvre, une fin tragique qui nous obligent

Évoquer, lors d'une réflexion collective, le lien fort qui unit l'aventure intellectuelle de Maurice Halbwachs et son engagement dans l'histoire[5], ce n'est pas succomber à une fascination morbide. Faire mémoire et faire histoire obligent. C'est une injonction à être présents, en nous sentant responsables, aux côtés de tous ceux dont l'existence est meurtrie et la dignité bafouée.

Une question lancinante taraude les survivants, avec une acuité qui, paradoxalement, s'intensifie avec l'avancée en âge : "Pourquoi ai-je échappé, moi, à l'extermination ?". Cette interrogation se fait d'autant plus pressante pour une génération à qui l'on a fait croire qu'elle avait touché le fond de l'horreur, qu'une telle expérience des limites ne se reproduirait plus. Il y eut l'espérance marxiste d'un monde plus fraternel, plus juste. Elle fut instrumentalisée pour construire un régime de terreur. S'ajoutèrent ensuite les massacres des guerres coloniales, les affrontements meurtriers aussi bien en Yougoslavie qu'au Rwanda. Si l'histoire ne se répète pas, elle bégaie singulièrement.

---

[5] Le présent texte a été écrit à partir d'une communication à une table-ronde organisée à l'Université de Strasbourg à l'occasion du soixantième anniversaire de la mort de Maurice Halbwachs à Buchenwald. Cf. le dossier sur ce thème paru dans la *Revue des sciences sociales* n° 35, 2006.

Une figure volatile

Tantôt ami, tantôt ennemi
Les relations franco-allemandes durant l'occupation de la rive gauche du Rhin après 1918

Sabine Kienitz

Novembre 1918. La Première Guerre Mondiale, avec ses dégâts matériels et humains, se termine officiellement par la capitulation de l'armée allemande et la signature de l'armistice dans le wagon de Compiègne[1]. Pour la population civile, cependant, cette guerre n'est de loin pas finie. La fin de la guerre n'est pas synonyme de paix[2], au contraire : pour beaucoup de gens, le soi-disant "après-guerre" qui débute n'est que le prolongement de la guerre sous une autre forme[3]. Non seulement sur le front de l'est, mais également dans les régions allemandes de la rive gauche du Rhin, les Allemands font l'expérience de l'incertitude qui pèse sur leurs biens et sur leurs vies, et de la peur des abus et des vio-

---

[1] Ce texte présente les résultats d'un projet de recherche qui fait partie du programme de la DFG "Kriegserfahrungen. Krieg und Gesellschaft in der Neuzeit" ("Les expériences liées à la guerre. Guerre et société dans la modernité"), auquel participe la Karl-Eberhard-Universität de Tübingen. Je remercie Kaspar Maase, Regina Bendix et Brigitta Schmidt-Lauber pour leur soutien et leurs encouragements.

[2] Sur la question du début ou de la fin de "l'après-guerre" cf. aussi Jörg Duppler et al. (dir.). : *Nach – Kriegs – Helden*. München, 2001 (Militärgeschichtliche Zeitschrift 60, Cahier 2).

[3] Sur la contextualisation et les différents points de vue autour du vécu de la guerre cf. aussi Reinhart Koselleck, *Der Einfluß der beiden Weltkriege auf das soziale Bewusstsein*, *in* Wolfram Wette (dir.), *Der Krieg des kleinen Mannes. Eine Militärgeschichte von unten.* München etc., 1992, p. 324-343.

lences que pourraient commettre les soldats ennemis[4]. Le 1er décembre 1918, les troupes d'occupation alliées s'installent sur la rive gauche du Rhin. Cette présence doit garantir le respect des délais concernant les réparations, notamment les indemnités de guerres que les Allemands se sont engagés à payer après la défaite. Dans le Palatinat bavarois, la région la plus au sud de la zone d'occupation rhénane, la présence des troupes françaises durera jusqu'au 30 juin 1930 (voir ill. 1).

Ill. 1 – Source : Fritz Schüler, Der Kampf um den Rhein*, Berlin 1925. La carte illustre le plan d'occupation de la rive gauche du Rhin, et fait partie d'un ouvrage ouvertement anti-français de l'époque.*

[4] La guerre dura encore quelque temps à l'Est. Cf. sur ce point Christoph Mick, Der vergessene Krieg. Die schwierige Erinnerung an den Ersten Weltkrieg in Osteuropa, *in* Rainer Rother (dir.), *Der Weltkrieg 1914-1918. Ereignis und Erinnerung*. Wolfratshausen, 2004, p. 74-81.

Alors que le Palatinat a surmonté sans trop de préjudices quatre années de guerre, malgré la proximité de la frontière française[5], la population civile se trouve à présent, et pour les douze années suivantes, prise dans un nouveau type de "zone de combat". En effet, l'adversaire et "ennemi juré" français, celui que l'on devait exterminer sur le champ de bataille durant la guerre, vit à présent en voisin à côté de chez soi[6]. On s'assoit ensemble dans le même café, qui a renoncé à son enseigne "Zum Trifels" pour celle, plus française, de "La Madelon"[7]. On danse aux mêmes fêtes et on fréquente les mêmes clubs de sport, on aime les mêmes femmes (et les mêmes hommes !) et on se bat aussi pour elles[8]. Bien que patrie des Allemands[9], le Palatinat est du côté des Français un territoire occupé par la force des armes et qu'ils tendent à considérer comme une partie de la nation française, en le marquant de nombre de signes et de gestes symboliques[10].

---

[5] Les conséquences des trois bombardements aériens sur la ville de Landau en mai, juin et juillet 1918 sont de quelques maisons endommagées et de trois morts au sein de la population civile. Cf. sur ce point les documents d'archives de la ville de Landau, A VII, Bü 43.

[6] Pour la plupart des Généraux et des officiers, des chambres d'hôte étaient réquisitionnées auprès des familles de notables de la ville. Les simples soldats étaient logés dans les casernes des régiments allemands. Concernant les mesures de réquisition, cf. aussi Michael Martin, *Kleine Geschichte der Stadt Landau.* Karlsruhe, 2006, p. 145.

[7] Cf. sur ce point la liste des cafés et magasins que les Français privilégiaient autrefois. Kaußler, journal personnel du 30.7.1923.

[8] Cf. les documents sur l'occupation dans les archives de la ville de Landau (A VII).

[9] Sur le rapport entre ce qui fonde l'identité et le pays natal, cf. l'ouvrage de Celia Applegate, *A Nation of Provincials. The German Idea of Heimat*. Berkeley, 1990.

[10] Les couleurs françaises bleu-blanc-rouge indiquent une certaine "francisation" superficielle de la ville, notamment par des drapeaux, des fanions, mais également par l'éclairage, dans ces mêmes couleurs, du bureau du commandant. Chaque cantonnement d'officier est tenu de hisser son propre drapeau français, afin d'être identifié. En outre, le bâtiment des services publics français est annoncé par la présence d'une statue d'un soldat en uniforme, ainsi que par un drapeau portant les couleurs de la France. La présence des Français se manifeste constamment : extinction des feux, défilés, cortèges et concerts militaires, soit autant de manifestations témoignant d'un nouvel ordre, et donc d'une modification de l'identité nationale. En outre, on a rebaptisé toutes les rues avec des noms français. De même, tous les insignes et symboles marquant l'appartenance à la nationalité allemande sont interdits sous peine d'amendes. Ainsi

Certes, les espaces de vie sont disjoints, mais cette vie commune forcée suscite une atmosphère empoisonnée et chargée d'agressivité. Pour les Palatinois, les Français ne sont pas les bienvenus, personne ne les a invités. Ce nouveau rapport de voisinage n'est pour eux que le résultat d'une décision venue "d'en haut", imposant un ordre européen d'après-guerre et l'expression d'une restructuration du pouvoir que Berlin et Munich ont acceptée sans condition. À la Haute Commission Interalliée des Territoires Rhénans à Coblence, le niveau politique le plus élevé pour l'administration des régions occupées de la rive gauche du Rhin, les circuits décisionnels permettent la plupart du temps aux Français d'exercer une forte pression politique et militaire sur les instances gouvernementales allemandes. Les dirigeants politiques allemands ont peu de latitude pour intervenir. Les habitants de la rive gauche du Rhin se sentent de ce fait menacés par d'éventuelles tentations d'annexion de la part de la France, sans possibilités de recours de leur part[11].

En 1918, les Français débarquent en vainqueur dans les régions de la rive gauche du Rhin, jouissant de droits et de privilèges liés à leur nouveau statut : ils ont le pouvoir. De plus, ils ne s'en cachent pas, si l'on se fie aux multiples sources et documents de l'époque : "Où que

---

tout objet ou représentation portant les couleurs noir-rouge-or du drapeau allemand, ainsi que les chansons identifiées comme allemandes, sont prohibés.

[11] Du côté des historiens, français comme allemands, on souligne que le gouvernement français n'a jamais eu l'intention d'annexer durablement les régions de la rive gauche du Rhin. Cf. sur ce point Jacques Bariéty, *Die französische Besatzungspolitik im Rheinland nach dem Ersten Weltkrieg. Historisch-politische Mythen und geostrategische Realitäten, in* Tilman Koops & Martin Vogt (dir.)., *Das Rheinland in zwei Nachkriegszeiten 1919-1930 und 1945-1949.* Koblenz, 1995, p. 5-18 ; Henning Köhler, *Französische Besatzungspolitik 1918-1923, in* Peter Hüttenberger & Hansgeorg Molitor (dir.)., *Franzosen und Deutsche am Rhein. 1789-1918-1945*. Essen, 1989, p. 113-126. Ce constat est cependant fondé sur des recherches au sein des archives politiques postérieurement à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale et ne présente de ce fait que peu d'intérêt pour une approche scientifique. Les documents et les témoignages de l'époque rendent en effet compte d'une réelle crainte d'une éventuelle annexion. Il s'agit là d'interprétations faites par des personnes qui ne pouvaient avoir accès à ces dossiers, elles doivent être prises au sérieux pour une analyse de l'atmosphère qui régnait à l'époque. Cf. le rapport mensuel adressé par l'administration locale de Pirmasens au gouvernement du Palatinat le 24 novembre 1922, qui explique que "la certitude s'est à ce point installée dans la population concernant une annexion possible, qu'elle paralyse toute tentative de la démentir" BayHStA München, MA 107748.

l'on aille, les Français prennent plus de place qu'il n'en faut, afin que nous n'oublions pas que nous sommes les perdants et à leur service"[12]. Le bourgmestre de Landau, August Kaußler, décrit ainsi, dans sa rétrospective annuelle de 1922, la mentalité "prétentieuse"[13] du vainqueur et l'asymétrie radicale que détermine le nouveau rapport de force. Dans la petite ville de Landau, au sud du Palatinat, plus de 8 000 résidents français s'ajoutent désormais aux 12 000 habitants allemands. De ce fait, Landau héberge la plus grosse garnison française du Palatinat durant les années d'occupation. Au côté des grands contingents de la VIIIe armée, qui comprend la division marocaine du Général Daugan, les institutions centrales françaises, dont la terrorisante Police de sûreté, se sont établies sur place. En outre, Landau est le siège du Conseil supérieur de guerre français, qui punit de lourdes amendes – accompagnées de peines de prisons – la moindre violation des instructions françaises. Ces jugements du Conseil sont publiés dans le périodique local, le *Landauer Anzeiger*, la population de la ville subit donc, du fait de sa proximité, toute la rigueur du régime de l'occupation. La réaction de Kaußler a de quoi nous alarmer : "C'est comme à la guerre", écrit-il dans son journal personnel, puis il rectifie immédiatement : "c'est pire qu'à la guerre. Le peuple [allemand] est torturé par les Français, et leur cruauté tourmente les Allemands comme un bourreau sa victime"[14].

Le fossé entre les deux camps ennemis est donc profond, la distance est énorme, et le contexte politique aussi bien que la rhétorique des discours laissent peu d'opportunité de rapprochement, voire des zones de flou. À cela s'ajoute que les troupes françaises déployées dans le Palatinat sont composées d'hommes originaires des régions françaises qui ont particulièrement souffert des Allemands durant la guerre.

La thèse du "nationalisme pathétique"[15] de Michael Jeismann éclaire la façon dont les stéréotypes négatifs réciproques qui alimentaient les relations entre Allemands et Français depuis le XIXe siècle ont été confirmés et renforcés par la Première Guerre Mondiale. Jeismann interprète la représentation de l'ennemi comme le résultat historique de "fan-

---

[12] Journal personnel d'August Kaußler, rétrospective annuelle de 1922, janvier 1923 (s.d.). Je tiens à remercier le responsable des archives de la ville de Landau, Michael Martin, qui a attiré mon attention sur ce document non inventorié.
[13] Journal personnel de Kaußler du 9.8.1921.
[14] Journal personnel de Kaußler du 29.4.1923.
[15] Michael Jeismann, *Das Vaterland der Feinde. Studien zum nationalen Feindbegriff und Selbstverständnis in Deutschland und Frankreich 1792-1918*. Stuttgart, 1992, p. 391.

tasmes du national, à la fois savants et populaires"[16], qui se seraient constitués au cours des siècles, produisant de puissants modèles d'interprétation qui ont fini par fixer les désignations, les représentations et les discours normatifs. Sa théorie sur le "fondamentalisme historique" pose même que les conflits internationaux peuvent être extraits de leur contexte concret et dissociés des arguments avancés au moment des conflits, ces motifs étant systématiquement les mêmes : "Ce qui se présentait comme une expérience historique, n'était finalement qu'une auto-répétition mythique qui cherchait et trouvait une confirmation durable de son existence dans l'histoire présente et future"[17]. Avec la fin de la Première Guerre Mondiale, les stéréotypes de l'ennemi auraient par contre cessé d'être utiles. Les notions de "barbare" et de "boche" seraient devenues inutilisables pour les Français hors contexte de guerre. Elles seraient devenues "les reliques sans fonctions pratiques d'une conscience nationale"[18].

Pour Jeismann, donc, la période d'occupation qui suit la Première Guerre Mondiale est une conséquence directe de celle-ci, qui rend obsolètes les représentations antérieures de l'ennemi. Outre le fait que ces représentations continuent manifestement à exercer un effet sur les relations franco-allemandes dans les années qui suivent la fin de la guerre, cette approche est peu satisfaisante du point de vue d'une anthropologique culturelle qui cherche à rendre compte de la quotidienneté vécue d'une expérience comme celle de l'occupation. Ce qui manque dans cette perspective, c'est le lien qu'on pourrait faire entre les discours et les pratiques culturelles, c'est-à-dire entre les perceptions et les interprétations d'une part et les actions concrètes d'autre part. Ainsi, pour l'anthropologie culturelle, le concept d'un nationalisme pragmatique du quotidien est devenu hautement pertinent, ainsi d'ailleurs que Michael Jeismann l'appelle lui-même de ses vœux à la fin de son travail[19]. Son ouvrage invite également à élargir la recherche ethnologique classique sur les stéréotypes[20] en l'ouvrant à une anthropologie culturelle qui fe-

---

[16] Jeismann, op. cit., p. 20.
[17] Id., p. 375.
[18] Id., p. 373.
[19] Id., p. 391.
[20] Sur la recherche de clichés culturels Cf. Franz K. Stanzel et al. (dir.)., *Europäischer Völkerspiegel. Imagologisch-ethnographische Studien zu den Völkertafeln des frühen 18. Jahrhunderts*. Heidelberg, 1999 ; Heike Müns, Arbeitsfelder und Methoden volkskundlicher Stereotypenforschung, in Hans Henning Hahn (dir.)., *Stereotyp, Identität und Geschichte. Die Funktion von Stereotypen*

rait appel à une méthodologie plus rigoureuse que le seul recueil de données historico-ethnographiques. Dans le cas concret du "vécu quotidien de l'occupation", les représentations de l'ennemi ne devraient donc pas être examinées seulement au regard de leur fonction dans la construction d'une conscience nationale, non plus que de leur rôle dans la genèse historique des symboles collectifs. Il faudrait également les saisir en tant qu'ingrédients centraux des pratiques culturelles. La question essentielle devient alors celle de la manière dont ces représentations de l'ennemi s'insèrent dans le quotidien des gens, et dont ces derniers, en tant que sujets historiques, les vivent et de ce qu'ils en font.

Je souhaiterais montrer ici que les représentations de l'ennemi et les stéréotypes nationaux constituent des ressources de sens, qui peuvent parfaitement être préconstruites, mais qui sont aussi actualisées en fonction du contexte, soit de la situation soit des centres d'intérêts propres aux sujets historiques, voire peuvent être réinterprétées et déclinées sous de nouvelles formes. Les représentations de l'ennemi ne constituent en aucun cas un ensemble immuable de modèles d'interprétation normatifs. Elles sont plutôt à entendre comme la partie d'un habitus national qui viendrait à s'actualiser dans des situations de crise et qui peut faire l'objet de transactions[21]. Cette approche plurielle emporte l'idée que les acteurs peuvent avoir recours à des représentations de l'ennemi historiquement transmises ou à des stéréotypes littéraires nationaux plus anciens, surtout quand ils semblent utiles à la mobilisation collective et à la légitimation de l'action.

Je tenterai d'illustrer ce fonctionnement par quelques exemples. Une première question que j'explorerai sera de me demander dans quelles proportions les expériences historiques concrètes jouent un rôle dans la construction de nouvelles représentations de l'ennemi, et jusqu'à quel point l'Histoire et son potentiel explicatif sont sollicités de manière stratégique dans des procès argumentatifs plus actuels, en vue de soutenir une mobilisation. Je me poserai ensuite une seconde question, qui est celle de la formation des légendes traitant de notre rôle propre dans nos rapports à l'ennemi. Je proposerai à cet égard des exemples pour comprendre le rapport, non seulement pragmatique, mais fonctionnel, à l'image de l'ennemi, en lien avec l'influence du religieux. J'évoquerai

---

in gesellschaftlichen Diskursen. Frankfurt/M. etc., 2002, p. 125-154 ; Silke Meyer, *Die Ikonographie der Nation. Nationalstereotype in der englischen Druckgraphik des 18. Jahrhunderts*. Münster/New York/München/Berlin, 2003.

[21] Sur le concept d'habitus, je me réfère à Bourdieu.

pour terminer la question de la distance à la figure de l'ennemi dans les médias et les discours.

L'Histoire comme potentiel explicatif

Afin de savoir jusqu'à quel point les expériences historiques ont influencé la construction des représentations de l'ennemi durant la période d'occupation d'après 1918, on doit s'immerger plus profondément dans l'histoire des relations franco-allemandes, ce qui comprend évidemment la période d'occupation. Ainsi, il est important de rappeler une expression historique gravée dans la mémoire collective, qui a fait son effet en Palatinat jusqu'au milieu du XXe siècle : le cri de guerre français "Brûlez le Palatinat!" est quasi fondateur de la construction de soi des Palatinois en tant que notoirement hostiles aux Français. Dans ces conditions, on peut formuler l'interprétation, suivant un modèle d'explication historique, que cette construction, qui s'est transmise au fil des ans dans la région, permet de comprendre l'inquiétude des contemporains de l'époque face à une menace qui pèserait sur leur identité nationale. "Brûlez le palatinat" a été le cri poussé par les Français durant la guerre historique de 1688, qui eût pour conséquence l'invasion militaire du Palatinat par les Français, le pillage du château de Heidelberg et de la Cathédrale des empereurs à Spire, et durant laquelle les châteaux du Palatinat furent rasés et une grande partie de la population décimée. Cet ordre émanant de Louvois, ministre de la guerre de Louis XIV, fut considéré par les Palatinois durant des siècles comme symbolisant la menace venant de l'ouest. Cette haine à l'égard du voisin français fut ainsi légitimée, autant durant la Première Guerre Mondiale que pendant les années d'occupation, par le souvenir toujours actif de cette barbarie et de ces destructions. Ce souvenir est d'ailleurs maintenu présent durant l'occupation dans la littérature populaire, notamment dans l'enseignement scolaire[22]. Le commandant Prudhomme, délégué français pour

[22] Cf. l'ouvrage de l'historien régional Lorenz Kampfmann, *Die erstmalige Verwüstung der rheinischen Pfalz und des Westrichs durch die Franzosen*. Waldfischbach, 1917. Les institutions nationales revanchardes s'exprimaient elles aussi : Deutscher Schutzbund (dir.), *Französische Mordbrenner am deutschen Rhein. Der Verwüster der Pfalz: Mélac*. Berlin, 1923 ; Cf. aussi les travaux d'Hermann Oncken, "*Brûlez le Palatinat!" Eine Rede zum Pfalztage*. Stuttgart, 1924 ; Hermann Oncken, *Die historische Rheinpolitik der Franzosen*. Stuttgart, 1922 ; Karl Linnebach, *Die gerechte Grenze im deutschen Westen –*

la région de Landau, déplore particulièrement ce fait : on endoctrine les enfants allemands dès l'école en leur apprenant la haine du français[23].

Du fait que les français jouissaient d'une réputation historique de meurtriers et de pillards, héritée des guerres successives dans le Palatinat, les soldats d'occupation sont immanquablement perçus comme violents et irascibles[24], dans un contexte considéré alors comme celui d'une expérience quotidienne de violence. Cette représentation "ancienne" de l'ennemi correspond exactement au profil et aux besoins d'une "nouvelle" représentation. Cette dernière peut ainsi être transposée sans problème apparent à la situation de crise d'après 1918. Le général Gérard, commandant des troupes françaises à Landau à partir du 1er décembre 1918, est comparé dans une feuille volante de l'époque à un

---

Ein 1000jähriger Kampf. Berlin, 1926 ; Maximilian Pfeiffer, Die Pfalz, *in* Max Worgitzki-Allenstein (dir.), *Der Kampf um die deutschen Grenzen*. Berlin, 1925, p. 60-91 ; Paul Wentzcke, *Der Kampf um die deutsche Westgrenze*, ibid., p. 39-59 ; Ernst Böhmländer, *Frankreich und der deutsche Rhein mit einem Anhang über die Verwüstung der Pfalz in der Schreckenszeit*. München, 1924. À signaler également, Hermann Aubin, cofondateur de l'institut de Volkskunde de Bonn, qui a travaillé sur les questions frontalières durant la période d'occupation française : Hermann Aubin & al., *Staat und Nation an der deutschen Westgrenze*, *in Völkerrechtsfragen*, 34, Berlin, 1931 (sous la dir. de Heinrich Pohl & Max Wenzel).

[23] Cf. le rapport du gouvernement du Palatinat à Spire sur la plainte du délégué pour la région de Landau, le commandant Prudhomme, concernant l'éducation scolaire de la jeunesse (12.8.1924, archives de la ville de Landau A VII, Bü 44). Déjà en 1919, puis en 1920, on enregistre des plaintes semblables. Alors que les enfants les plus jeunes se livrent avec les Français de leur âge à des petites batailles de rue, les plus âgés cherchent déjà la confrontation, même avec des officiers. Cf. la lettre du 26.11.1920 du lieutenant Honnorat, 21ème Régiment de dragons, au commandant du district de Landau, sur l'encanaillement des jeunes. Archives de la ville de Landau (A II, Bü 3168, dossiers scolaires).

[24] Cf. les différents mémorandums sur les excès des troupes d'occupation dans les régions occupées : Denkschriften über die Ausschreitungen der Besatzungstruppen im besetzten Gebiet. Zusammengestellt im Reichsministerium für die besetzten Gebiete, Berlin, 1925 etc. ; Heinrich Distler et al., *Das deutsche Leid am Rhein. Ein Buch der Anklage gegen die Schandherrschaft des französischen Militarismus*. Minden & Westfalen, 1921 ; Une propagande autour de l'injustice française sera tentée plus tard par le national-socialiste Friedrich Grimm, *Der Prozeß Rouzier vor dem Kriegsgericht in Landau, dargestellt aufgrund der gesamten deutschen und französischen Untersuchungsakten von der deutschen Verteidigung*. Landau, 1927.

général Mélac moderne, personnage qui fut autrefois maraudeur au service de Louis XIV, et qui occupa puis commanda la ville de Landau par la suite. Ce tract de 1919 (voir ill. 2) établit une comparaison directe entre les "mérites" des deux hommes, qui – chacun à sa manière : l'un en tant qu'"empoisonneur", l'autre en tant qu'"incendiaire" – s'inscrivent dans l'histoire et dans la mémoire des Palatinois comme des êtres violents et injustes[25].

Tandis que, du côté allemand, le passé est sollicité et mis en scène sur un mode dramatique pour fonder les peurs et légitimer la méfiance à l'égard des Français, ces derniers ont également recours à une argumentation liée à leur expérience historique dans leurs relations avec les Allemands – mais ils privilégient évidemment leur propre point de vue sur l'Histoire. D'une part, celle-ci est sollicitée pour établir que le Palatinat ferait encore partie de la "Grande Nation" (la population de la rive gauche du Rhin serait d'origine romano-celtique et non germanique), d'autre part, elle mettrait en évidence une affinité historique positive des Palatinois avec les Français : dans des articles et des publications de vulgarisation scientifique, certains intellectuels français comme Maurice Barrès[26]

1689 1919

Brigade-General MELAC
Festungskommandant in Landau.

Nach einem Stich im Heidelberger Schlossmuseum.

General GÉRARD
Armeekommandant in Landau.

Aus Ost und Zeitschrift „Pfälzische Wacht".

Zwei französische Generäle.

MELAC

Kein Franzose will heute diesen Namen kennen. Und doch kennt ihn jedes pfälzer Kind und jedes pfälzer Herz erschauert bei seinem Klang.

Solange die Ruinen von unsern pfälzischen Schlössern wie aus dem Grab gewachsene Schwurfinger sich zum Himmel recken, wird der Name Melac ein Schandmal französischer Kultur sein.

Melac hat die Pfalz verwüstet, unsre Städte, Dome und Schlösser böswillig verbrannt und uns nichts gelassen, als die Augen zum Weinen.

Kein Franzose will diesen Namen kennen und uns lästert man als Barbaren.

Nein! Keine Geschichtslüge kann es hinwegfälschen, er bleibt

der Mordbrenner der Pfalz.

GÉRARD

Kein Franzose wird später seinen Namen kennen wollen und doch gibt der Mann sich Mühe, dass jedes pfälzer Herz bei seinem Namen ergrimmt.

Brandfackel, Raub und Plünderung sind ihm unmoderne Waffen. Mit Lüge, Cynismus, Betrug und Bestechung versucht er das Gift zu mischen und einzuträufeln.

Nur armselige Gesinnungslumpen, Schieber und Schufte erfreuen sich „seiner" Freiheit. Dem deutschen Pfälzer ist der Mund verschlossen und die Hand gebunden.

Hinter dem Versprechen der Freiheit, materieller Vorteile und Segnungen der Kultur, lauert die Hinterlist des Wortbruches und der blutigen Verhöhnung.

Will er fortleben in der Geschichte als

der Giftmischer der Pfalz?

Darum Achtung Ihr deutschen Pfälzer, Frankreich hat immer seine Mittel der Zeit angepasst – sein unentwegtes Ziel ist aber seit Jahrhunderten die Knechtung der deutschen Pfalz – und deren endgültigen Raub

Ill. 2 – Tract de propagande anti-française de 1919/1920. Source : Archives municipales de Landau, Collection Heinrich Kohl

[25] Cf. Archives de la ville de Landau, *Sammlung Heinrich Kohl*, SM V-24 ; Martin, 2006, p. 144.

[26] Cf. Archives de la ville de Landau : *Der Genius des Rheins. Eine Reihe freier*

avancent l'argument d'une descendance commune à Charlemagne ; ils en déduisent que la réaction des Allemands à l'occupation de la rive gauche du Rhin, rappelant l'époque de la Révolution française et de Napoléon, ne peut qu'être enthousiaste. Ainsi, des médailles et des diplômes d'honneurs "Morts pour la France" sont décernés à la mémoire des soldats allemands qui ont lutté autrefois avec Napoléon et qui sont morts pour la nation française[27]. Cette mise en scène pathétique de la mémoire des morts, par exemple dans des fêtes commémoratives au monument dit "la Pierre des Français" du cimetière de Kaiserlautern, ont pour objectif d'activer des ressources émotionnelles en faveur de la France.

Plus embarrassantes sans doute pour les Allemands sont ces lettres et ces pétitions, provenant des archives françaises, qui font état que de nombreuses communes frontalières allemandes auraient émis la requête, déjà au début du 19ème siècle, d'être incorporées à la France[28]. Du point de vue français, cette partie de l'histoire constitue un argument solide contre la haine entre les peuples et en faveur d'une coopération avec l'occupant, puisque, déjà à l'époque, les ancêtres des populations frontalières de l'Allemagne souhaitaient devenir français. C'est donc en toute logique conséquente, pour faire partager une représentation commune idéale du passé, que le délégué français pour la région frontalière de Bergzabern, le colonel Fabre, fait distribuer des copies de ces textes à la population allemande[29]. Comme Kaußler le craignait, cette politique

---

Vorträge gehalten an der Universität Straßburg. O.O., o. J. (ca. 1922) ; Adolphe Burguet, *Streifzüge durch die Französische Kultur*. Mainz, 1920.

[27] Cf. les documents des archives de la ville de Landau, collection Heinrich Kohl, ainsi que le diplôme d'honneur pour les vétérans de Napoléon de 1918/19, collection des plans : sur la plaque commémorative, haute d'à peu près 1m et large de 70 cm, remise officiellement le 10.4.1919, 88 Palatinois figurerent parmi les nommés, dont plusieurs de Landau. Journal de Kaußler du 12.4.1919. Sur le culte de Napoléon cf. Walther Klein, *Der Napoleonkult in der Pfalz*. München & Berlin, 1934.

[28] Cf. les travaux de Franz Xaver Remling, *Die Rheinpfalz in der französischen Revolutionszeit von 1792 bis 1789. Ein urkundlicher Beitrag zur vaterländischen Geschichte*. 2 vol. Speyer, 1865/66. réédition München, 1913 ; Franz Dumont, Befreiung oder Fremdherrschaft? Zur französischen Besatzungspolitik am Rhein im Zeitalter der Revolution, *in* Hüttenberger & Molitor, 1989, p. 91-112.

[29] Cf. le rapport du 31.8.1921 du représentant du gouvernement bavarois auprès du commissaire du Reich, D. Knoch, commissaire d'État à Munich, BayHStA Munich, MA Bayerischer Vertreter beim Reichskommissar für die besetzten

française d'après-guerre porte déjà ses fruits : d'après ses sources, un groupe s'est formé à Landau, et rassemble des signatures afin de solliciter de l'État français le rattachement de Landau à la France.

"Protéger l'identité allemande à tout prix !" : Image de l'ennemi et construction mythique

L'affirmation des Palatinois selon laquelle les relations entre les Français et les Allemands seraient caractérisées "depuis toujours" par la haine et par la défiance, ne relève pas seulement de la construction historique d'un mythe, elle est activement entretenue dans les régions de la rive gauche du Rhin durant les années d'occupation. Elle participe de façon tout à fait actuelle à la construction de l'identité du "bon Allemand". En raison de commentaires méfiants et des craintes émanant de Berlin et de Munich, concernant une révolte possible des habitants des régions frontalières, révolte qui aurait pu déborder l'ennemi, les Palatinois se voient mettre leur propre loyauté à l'épreuve. Ainsi Lorenz Wappes, commissaire d'État bavarois pour le Palatinat occupé, constate encore en 1928 que "une majorité écrasante de la population […] oppose depuis le début et sans arrêt, une résistance à la pression de l'influence et des conceptions françaises". Les Palatinois sont pourtant déterminés, "à garder leur identité allemande à tout prix"[30]. Cette présentation des choses n'a certes pas grand chose à voir avec la réalité historique, mais elle doit être interprétée rétrospectivement comme l'expression d'une clarification des relations franco-allemandes, dans le sens d'une exclusion, de la part des Allemands, de toute ambiguïté ou proximité. Cette forme de résistance est considérée à l'époque de l'occupation comme un devoir patriotique ayant une portée historique. Même le bourgmestre Kaußler écrit dans son journal qu'il serait "fier" s'il était arrêté puis expulsé par les Français, et qu'il se considérerait alors comme la "victime du despotisme français"[31], car il n'aurait fait que défendre ses convictions politiques.

Gebiete, Bü 1.

[30] Lorenz Wappes, Der Widerstand der Pfalz gegen Abtrennungsbestrebungen, in Volk und Reich. *Politische Monatshefte* 4 (1928), H. 6, p. 308-320, p. 318.

[31] Journal de Kaußler du 20.1.1923.

Nouvelles du front

L'histoire de l'occupation fait précocement l'objet d'un processus d'historicisation au Palatinat, et c'est à l'initiative des autorités allemandes que cette période est institutionnalisée et documentée dans la mémoire collective en tant "qu'années de douleur"[32]. L'approche ethnohistorique est rendue possible grâce à une grande quantité de données d'archives qui ont été collectées et conservées[33]. Les sources sont constituées par des rapports d'expertise, des mémorandums, des documents d'archives de toutes sortes, mais aussi par des lettres et des écrits autobiographiques.

Les situations de crise, qui ont une portée historique pour les contemporains, nourrissent fréquemment la réflexion sur soi dans la situation actuelle et peuvent être saisies à travers l'intérêt qui se manifeste alors pour le travail de documentation. Ainsi August Kaußler, dans son rôle d'éditeur de presse, tient dès le premier jour son journal personnel, afin que les générations suivantes puissent un jour se faire une idée des années d'occupation à travers une foule de détails. Dans cette situation de crise, il a aussi été élu bourgmestre par le conseil municipal de Landau, et il devient à partir de ce moment un intermédiaire officiel et en contact direct entre les représentants de la puissance occupante et l'administration et les autorités allemands. Bien que sa présentation des choses manque a priori d'objectivité, du fait de son statut, elle est précieuse par l'authenticité des informations fournies. Chaque jour, il note les multiples fautes et abus des Français. Ce seul aspect ne suffirait cependant pas à justifier l'importance que peut prendre cette source documentaire. Ce qui a le plus de poids, c'est son regard critique, et presque ethnographique sur la vie quotidienne de la population, regard qu'il ne porte pas que sur les Français, mais également sur les conduites répréhensibles de ses propres concitoyens. Car l'observation quotidienne

---

[32] Cf. la documentation du commissaire d'État bavarois pour le Palatinat occupé, Lorenz Wappes, intégralement publiée : *Die Pfalz unter französischer Besatzung. Kalendarische Darstellung der Ereignisse vom Einmarsch 1918 bis November 1924*. Fortgesetzt von seinem Nachfolger Jolas „bis zur Räumung am 1. Juli 1930". München, 1930. Réédité par Günther Zerfass, Coblence, 1996.

[33] Cf. le "*Stoffsammlung für die Geschichte der Besatzungs- und Separatistenzeit in der Pfalz*" établi par le gouvernement du Palatinat pour les communes de la région, Cf. Spire LA, R 12, Bü 491 ; ainsi que les pièces s'y rapportant des administrations locales concernées, id. R 12, Bü 98 à 199.

montre que l'idée que les Palatinois se font d'eux-mêmes, celle d'une résistance vigoureuse à la politique française de "pénétration pacifique", n'a pas grand chose à voir avec la réalité. Kaußler s'indigne au contraire de la vassalité ("*Gesinnungslumperei*") et "de la politesse exagérée et de la servilité de bonnes familles bourgeoises" qui se mettent au service des Français. Même dans son propre cercle de bonnes relations, il est fréquemment informé que des amis et des connaissances cherchent délibérément le contact avec les Français, organisant de grandes réceptions "à la parisienne" en pleine période de restrictions, ou que des dames de familles notables rencontrent volontiers les femmes des officiers français pour le thé et ne sont pas avares d'articles de luxe et de pâtisserie fine. Kaußler observe ces relations entre Français et Allemands avec circonspection : "un jour ou l'autre, on se souviendra de la conduite de la population palatinoise à l'égard des troupes d'occupation ennemies comme un triste chapitre de l'histoire de la guerre"[34].

Cette perception est confirmée par d'autres documents issus des archives municipales. On peut établir avec quelque certitude qu'une grande partie de la population allemande a cherché à dessein le rapprochement avec l'occupant et, en tant qu'observateur privilégié, Kaußler doit reconnaître que, déjà peu après l'arrivée des premiers soldats le 1er décembre 1918, un processus global de "francisation" active commence en ville. Les contacts sont variés, et l'on peut en proposer quelques aperçus qui établissent qu'il y a moins de méfiance que d'intérêt de la part de nombreux Allemands à l'égard des Français.

Les cours de français et la langue de l'ennemi

On doit voir comme une attitude pragmatique et stratégique dans cette situation d'occupation, le fait que l'intérêt des Allemands pour les cours de français gratuits, proposés par les officiers français, est très prononcé, tout au moins au début de la période[35]. Non seulement les écoliers, mais aussi des domestiques, des commerçants, des médecins, des fonctionnaires et des hommes d'affaires apprennent la langue des nouveaux maîtres, prouvant ainsi qu'ils ont à l'esprit de s'adapter aux

[34] Journal de Kaußler du 30.4.1919.

[35] À Neustadt, 1 400 personnes se sont inscrites à des cours d'initiation à la langue française, et ce dès le premier jour. Cf. les articles qui traitent de ce sujet dans les quotidiens, *in General Anzeiger*, le 10.1.1919, archives de la ville de Landau (Sammlung H. Kohl V-2).

nouvelles conditions de leur quotidien, en particulier la possibilité d'une annexion par l'État français. Ainsi le bourgmestre de la commune de Katzenbach fait-il sensation au sein de son administration lorsqu'il sollicite du délégué français un cours d'initiation à la langue française. Il argumente son choix en précisant "que si quelque chose paraît dans les journaux français, et si le Palatinat devient français, on saura en France que Katzenbach est dans la bonne direction"[36]. Le commerce s'adapte également de plus en plus à une clientèle française. Kaußler note ainsi en février 1919 que la publicité en langue française est toujours plus fréquente dans les vitrines des magasins allemands et dans les annonces des journaux[37].

Durant l'occupation, parler librement la langue de l'ennemi est considéré par les milieux patriotes comme une forme de fraternisation avec l'ennemi et comme un acte de trahison envers la nation allemande[38]. Les cours de langue deviennent vite un sujet politique, car les pouvoirs publics craignent une "dégermanisation" de la population. À Munich, le Ministère bavarois de la culture essaie officiellement d'empêcher l'affluence des élèves aux cours de langue, soit par des interdictions, soit en introduisant dans les écoles l'anglais comme première langue étrangère[39]. Mais, dans bien des cas, on peut également interpréter cet intérêt pour la langue française comme une forme de prévention. Ainsi, il est attesté dans les actes de police que de nombreux accrochages violents avec les soldats français ont pu être empêchés par des civils allemands présents et possédant quelques bribes de français[40].

---

[36] Communiqué de la circonscription de Rockenhausen, o. D. (février 1923), Spire LA, R 12, Bü 222, Bl. 28.

[37] Journal de Kaußler du 7.2.1919.

[38] Cf. le règlement édicté lors de l'installation des troupes françaises à Kaiserslautern, *in* Karl Scherer, *Kaiserslautern – Bürger, Besatzer und Separatisten (1918-1924), in* Wilhelm Kreutz & Karl Scherer (dir.)., *Die Pfalz unter französischer Besetzung (1918/19-1930)*. Kaiserslautern, 1999, p. 349-420, p. 352.

[39] Cf. l'instruction du 13.7.1922, publiée dans le bulletin officiel du 21.7.1922 et dans le programme scolaire du Palatinat. Cf. aussi la lettre "confidentielle" du 27.8.1922 du Ministère de la culture bavarois au Ministre prussien de l'éducation et de la recherche scientifique, BayHStA München, MA Bayer. Vertreter, Bü 37. L'anglais comme première langue étrangère fut interprété par les Français comme une résistance au régime de l'occupation et fut interdit.

[40] Dans ces documents, de nombreux cas sont décrits qui ne peuvent être retranscrits ici. Cf. le cas Käthe Ludwig, qui est importunée avec son fils de un an par trois soldats français qui ont, semble-t-il, l'intention de la violer. Quand elle leur demande en français : "que me voulez-vous ?", les hommes sont très éton-

Une attention à la fois pragmatique et fascinée est portée sur le fait que des jeunes femmes de conditions modestes entretiennent des relations avec des soldats, non seulement des blancs mais également des soldats des troupes dites coloniales. Ce phénomène alimente une propagande allemande contre "l'insulte noire", qui s'appuie par ailleurs sur des procès verbaux de viols de femmes blanches par des soldats coloniaux, et accentue cette représentation de victime à laquelle les Allemands s'identifient après la guerre[41]. Cependant, regarder de plus près la réalité de l'occupation permet de mettre en évidence une plus grande variété de comportements et de conduites possibles. En effet, on peut peut-être partir du principe que les relations avec les soldats sont plus une règle qu'une exception dans une ville de garnison. La démilitarisation et le départ des troupes allemandes avaient fortement réduit le nombre d'hommes disponibles pour les femmes de la région. Les militaires français, du simple soldat, quelle que soit son origine ethnique, à l'officier, venaient donc combler cette lacune. De plus, les femmes jouissaient après-guerre de nouvelles libertés, de contraintes morales moins fortes, même dans la petite région de Landau[42].

---

nés et renoncent à leur projet. Dossiers de l'occupation de l'année 1925, rapport du poste de police municipale du 22.8.1925, archives de la ville de Landau, A VII, Bü 40b. Dans un autre cas, un fonctionnaire allemand serait intervenu en français et aurait été pris pour un Français, en raison de sa connaissance de la langue. Spire LA, R 12, Bü 210, Bl. 144.

[41] Cf. Ray Beveridge & al., *Die schwarze Schmach. Die weiße Schande*. Conférence tenue à l'occasion de plusieurs réunions de protestation contre le maintien des troupes coloniales françaises dans la région… Hambourg, 1922. Cf. aussi le travail historique de Gisela Lebzelter, *Die "Schwarze Schmach". Vorurteile – Propaganda – Mythos*, *in Geschichte und Gesellschaft 11* (1985), p. 59-66 ; Christian Koller, Die "Schwarze Schmach" – afrikanische Besatzungssoldaten und Rassismus in den zwanziger Jahren, *in* Marianne Bechhaus-Gerst & Reinhard Klein-Arendt (dir.), *Afrikanerinnen in Deutschland und schwarze Deutsche – Geschichte und Gegenwart*. Münster, 2004, p. 155-169 ; id., "Afrika am Rhein": Zivilbevölkerung und Kolonialtruppen im rheinischen Besatzungsgebiet der 1920er Jahre, *in* Günther Kronenbitter, Markus Pöhlmann & Dierk Walter (dir.)., *Besatzung: Funktion und Gestalt militärischer Fremdherrschaft*, Paderborn etc., 2006.

[42] Les critiques concernant ce type de conduites proviennent surtout de l'Église catholique. Dans plusieurs plaintes en reconnaissance de paternité, certaines Allemandes demandent des hommes des promesses de mariage ou des pensions alimentaires, et le tribunal leur donne raison. Mais les pères des enfants sont le plus souvent introuvables à partir du moment où ils ont quitté le pays, car il n'y a aucun organisme qui permette, depuis l'Allemagne, de les retrouver en

Les documents sur l'occupation décrivent également cet étonnant phénomène selon lequel les adolescents âgés entre 14 et 16 ans se lient plus facilement d'amitié avec les soldats français, arborant fièrement des casquettes de l'uniforme militaire français[43], et allant même jusqu'à s'inscrire dans la Légion Étrangère pour continuer à vivre avec ces "amis" qu'ils admirent[44]. Cet engouement pour l'armée est, il faut le dire, un phénomène culturel qui touche beaucoup de jeunes à cette époque[45]. En outre, la problématique de l'orientation (identitaire et professionnelle) des jeunes générations est sérieusement posée après la guerre et sous l'occupation : les pères sont non seulement revenus perdants de la guerre, mais ils sont également humiliés depuis par la population civile allemande, leur impuissance étant constamment rappelées par la présence de l'occupant français.

Il n'y avait pas que les jeunes : les plus âgés sont également fascinés et attirés par les rituels militaires des Français. Ainsi, du haut de ses 64 ans, Kaußler lui-même reconnaît qu'il est séduit par l'armée française, dont il décrit les démonstrations "théâtrales et pittoresques". Lors des défilés militaires français, il ressent un pathos national, dont l'émotion lui est étrangère mais qui l'attire néanmoins, ce qu'il commente avec enthousiasme : "Quel contraste comparé à l'austère discipline allemande !"[46].

Ces situations, dans lesquelles les Allemands entretiennent de bons rapports avec les occupants, mettent les autorités allemandes sous pression. Dans une situation critique, la question de l'identité nationale

---

France. Cf. les documents sur les enfants sous l'occupation, Spire LA, R 12, Bü 693f ; BuArch R 1601, Abt.I neu, Bü 2259f ; ainsi que le travail de Reiner Pommerin "*Sterilisierung der Rheinland-Bastarde". Das Schicksal einer farbigen deutschen Minderheit 1918-1937*. Düsseldorf, 1979.

[43] Journal de Kaußler du 15.2.1919.

[44] Des cas isolés montrent que certains parents tentent, avec l'aide de représentants de l'administration, d'obtenir la libération de leurs garçons qui se sont fait passer pour plus âgés afin de s'engager clandestinement. Cela ne réussit pas toujours. Cf. archives de la Légion Étrangère, Landesarchiv Speyer, R 12, Bü 217.

[45] Cf. la représentation *in August 1914. Ein Volk zieht in den Krieg*. Hg. von der Berliner Geschichtswerkstatt. Berlin, 1989.

[46] Journal de Kaußler du 14.5.1919 et du 16.3.1923. Kaußler décrit aussi positivement les françaises, qui offrent un "spectacle remarquable", en raison des vêtements qu'elles portent et de la manière dont elles se déplacent : "un charme particulier se dégage du simple fait de leur apparition. Une telle concession m'est difficile, mais c'est ainsi" (Journal de Kaußler du 16.6.1919).

peut être mise en balance avec la coopération avec l'ennemi. On peut citer ici l'exemple de ce groupe organisé de soixante familles, conduit par un restaurateur et un boulanger de Landau, qui protestent contre l'ajout d'une huitième année à la scolarité des filles, alors qu'ils ont besoin de leurs enfants comme main d'œuvre dans leurs entreprises. Ainsi qu'il ressort des documents municipaux, ils menacent, dans une pétition signée en novembre 1920, de faire appel aux autorités françaises s'ils n'obtiennent pas gain de cause auprès des pouvoirs publics allemands[47]. La menace "d'aller voir les Français" est très fréquemment formulée dans les conflits avec les services publics allemands[48]. Le cas de Mme Menth montre qu'on n'en reste pas toujours qu'aux menaces. Il s'agit, nous raconte Kaußler, d'une vieille dame de 70 ans qui a dû quitter son appartement à cinq reprises, à cause des mesures militaires de réquisition. Elle finit par trouver un logement pour lequel lui est attribué un bail jusqu'en 1921. Mais entre-temps, un dentiste allemand rachète la maison dans laquelle habite la vielle dame, et essaie de résilier son bail. Comme elle ne veut pas déménager, le nouveau propriétaire fait confisquer la maison par les Français, ce qui a pour effet immédiat de mettre tous les locataires à la rue[49]. C'est ainsi également que se répand l'idée que les délateurs allemands mâchent le travail des occupants, et que c'est avec une "constance sans vergogne" qu'ils "n'hésitent pas à livrer leurs compatriotes aux autorités françaises"[50].

Pour une logique de la construction de l'ennemi

En première approche, on peut dire que les relations des Allemands avec l'occupant français varient selon les situations : tantôt on les

[47] Requête du restaurateur L. Schoppe et du boulanger F. Kälberer du 3.11.1920. Archives municipales de Landau, B II / 44, procès-verbal du conseil municipal du 3.12.1920, p. 209sq ; journal personnel de Kaußler du 28.11.1920.

[48] Les relations nouées entre les Allemandes et les soldats français sont une épine dans l'œil des représentants d'Église. Ils qualifient ces femmes de "petites putains" des Français et des Italiens, de sorte que certains curés et pasteurs sont menacés en retour : "s'ils continuent à s'exprimer ainsi à l'église […], ils seront signalés à l'administration française". Cf. le rapport annuel de 1919 du pasteur Born, de la paroisse de Bergzabern. Zentralarchiv der evangelischen Kirche der Pfalz, Speyer, Abt. 43/2, Nr. 28 Pfarrberichte.

[49] Journal de Kaußler du 14.1.1922.

[50] Rapport mensuel de l'administration de Zweibrücken au gouvernement du Palatinat du 23.2.1923, BayHStA Munich, MA 107749.

traite comme des amis, tantôt comme des ennemis, tantôt aussi on s'en désintéresse. Et l'alignement dépend du contexte, des rapports concrets de pouvoir et, avant tout, de l'intérêt qu'on retire de la relation.

Même Kaußler décrit les Français comme foncièrement "vifs et enjoués"[51] même si l'instant d'après il les traite d'incultes, de "peuple sans éducation"[52], de "bande de cochons" et de "canailles"[53], exprimant une haine qui grandit de jour en jour[54]. Dans son journal, il distingue néanmoins les "mauvais" Français, trop nombreux, des Français "honorables", plus rares. Mais cette concession se limite à des situations dans lesquelles les occupants montre leur "humanité" ou lorsque son jugement est émis dans une situation critique.

La logique de cette représentation de l'ennemi, ainsi que de ses usages, n'obéit pas à un schéma rigide. Dans une analyse plus poussée, il faut maintenant examiner les différents niveaux de ces affrontements, pour en faire ressortir les règles et les rapporter au contexte plus large, de manière à identifier des stratégies d'usage. L'image de l'ennemi peut changer, et même prendre une autre dimension, en fonction du contexte dans lequel on se trouve. Ce changement s'opère au sein même de l'individu. Le cas du bourgmestre de Landau illustre tout à fait ce changement selon les contextes, car son journal reflète les incohérences de ses propres attitudes. C'est ainsi que Kaußler critique vivement son beau-frère pour les rapports trop amicaux qu'il entretient avec l'officier de garnison logé chez lui. La famille Kaußler loge également sous son toit un couple de militaires, le commandant Briot et sa femme, et il insiste lourdement sur la distance culturelle qu'il maintient avec ses hôtes, qu'il considère comme indésirables. Lorsqu'une nuit l'épouse de l'officier est atteinte de fièvre, il est tout à fait normal pour le vieil homme, malgré sa haine des Français, que sa femme la soigne, à base de thé à la menthe, de grogs et de bouillotes[55]. Il ne croit pas nécessaire d'aller plus loin que ce geste simplement humain. Il refuse donc l'invitation à prendre le thé qui lui est présentée par la suite pour le remercier, lui et son épouse, de l'aide apportée, car cela le conduirait à franchir la frontière qu'il a établie avec l'ennemi et signifierait une trop grande proximité. Pourtant, il offre à son hôte, à son départ en août 1919, un livre avec des prises de vues de la ville de Landau, en guise de cadeau d'adieu. Cette

[51] Journal de Kaußler du 6.1.1919.
[52] Id. 15.7.1923.
[53] Id. 19.7.1921.
[54] Id. 7.2.1919.
[55] Journal personnel de Kaußler du 1.5.1919.

attitude n'est pas en accord avec les principes que Kaußler défend dans son journal personnel. D'ailleurs, il s'excuse presque de cette faiblesse sentimentale avec l'argument rhétorique que personne ne peut lui tenir rigueur de ce geste amical à l'égard de l'ennemi[56].

"Catholiques avant tout !" : La force d'influence du religieux

L'influence de la pensée religieuse joue un rôle particulièrement important dans la construction et la diffusion des représentations de l'ennemi. En effet, le clergé catholique a du mal à s'opposer, – et dans certains cas ne souhaite pas s'opposer –, aux efforts des Français pour dialoguer avec la population civile et les prêtres allemands, et accroître ainsi leur influence[57]. Ainsi, le Dr. Knoch, représentant bavarois auprès du Commissaire du Reich pour les territoires occupés, suspecte-t-il l'évêque de Spire Sebastian d'être une sorte de "petit Français", du fait des contacts étroits qu'il entretient avec les aumôniers français et les curés des campagnes. On lui reproche également d'avoir accepté que la cathédrale de Spire soit utilisée lors de la fête de Noël de 1919 pour célébrer un baptême collectif des troupes africaines. Les archives précisent qu'il aurait exprimé sa position au délégué français, lors de leur première rencontre, dans cette formule mémorable en français : "Avant tout – catholiques !", réduisant ainsi la distance hostile séparant Français et Allemands, pour la transformer en une proximité sur la base d'une foi commune[58]. Les prêtres catholiques sont également perçus avec une certaine méfiance par une partie de la population allemande, car ils hébergent fréquemment des français, utilisent volontiers les véhicules français mis à leur disposition par les responsables de district pour leurs voyages à l'intérieur du pays, et surtout sont disposés à faire leur sermon en français. Ainsi a lieu en 1920, le jour des défunts, au cimetière du village de Bergzabern, une messe commémorative en l'honneur des soldats tombés durant la guerre mondiale, célébrée en allemand et en français par le doyen allemand Breitlinger en présence du délégué fran-

[56] Journal personnel de Kaußler du 17.8.1919.

[57] Le curé Walzer de Heltersberg s'entendait avec les Français et avait été dénoncé pour cela. Il justifiait sa conduite en prétendant qu'on ne pouvait pas se montrer froid faces à des officiers français de religion catholique orthodoxe. BayHStA Munich, MA Bavière, Bü 57, 17.5.1922.

[58] Cf. le rapport sur l'attitude de l'évêque de Spire, BayHStA Munich, MA 107710, 23.1.1920.

çais Fabre. Comme les membres des troupes françaises ne comprennent pas l'Allemand, ceci permet à Breitlinger de justifier devant le chapitre diocésain d'avoir tenu ainsi son allocution en français. Alors que pour le discours à la mémoire des soldats allemands, il parla en allemand[59]. En signe de protestation, blessés dans leurs "sentiments allemands", beaucoup d'Allemands quitteront le cimetière, malgré la popularité du délégué Fabre qui est apprécié pour son affabilité par la population allemande[60].

Mœurs, moralité et retour à l'hostilité

Dans ce contexte d'occupation et sous la pression d'une situation d'exception au plan juridique, on s'arrange tant bien que mal, du côté allemand, avec ces Français mal aimés, et on essaie de trouver des solutions. Cette forme de proximité forcée s'avère tout à fait viable au quotidien. Cependant, dans des situations conflictuelles, les stéréotypes de l'ennemi sont réactivés et étendus à des aspects présentés comme négatifs de la mentalité française. La distance à l'ennemi repose dans ses aspects les plus visibles sur une disqualification de type moral, où qualité des "mœurs" devient l'élément central d'une représentation culturelle de soi propre à chaque adversaire[61]. Quand August Kaußler peste contre les Français, sa colère est essentiellement dirigée contre leur manque d'esprit d'organisation et contre l'absence du sens de la propreté[62]. La

[59] Copie de l'hebdomadaire du Sud-Palatinat n°257 du 3.11.1920. BayHStA Munich, Bavière MA. Représentant (Dépôt) légal (journal officiel) n°5 du 18.11.1920 ; le chanoine de la cathédrale défendait la position de Breitlinger et rappelait que, d'après le droit canon catholique, les colons français appartenaient à la paroisse, et que, en conséquence, le curé avait les mêmes devoirs spirituels à leur égard qu'à l'égard des paroissiens allemands.

[60] Présidence du gouvernement de Palatinat à l'Ordination épiscopal du 25.11.1920, BayHStA Munich, MA 107740, Bl. 3110. D'après le regard de Kaußler, des délégués "flexibles", comme Fabre à Bergzabern et Rueff à Germersheim étaient beaucoup plus dangereux pour Landau qu'un délégué d'arrondissement agressif comme Prudhomme, "qui, par ses manières brutales, renforçait la haine des Allemands vis-à-vis des Français, travaillant ainsi très bien pour les Allemands plus que pour les Français". Journal personnel de Kaußler du 8.2 et du 15.2.1923.

[61] Un aspect que Jeismann souligne également. Jeismann, 1992, p. 65, p. 72.

[62] La disqualification de l'ennemi trouve à s'exprimer dans une polarisation moral-amoral (p.171) et dans la catégorie du "sale", Jeismann, 1992, p. 352.

saleté que laissent derrière eux les Français est un des thèmes récurrent de son journal, et il ne manque pas de rappeler la "plainte générale de tous ceux dont le logement est sali et abîmé par les Français". Son obsession pour ce sujet peut être illustrée par cette histoire grotesque d'un officier qui garde un coq dans le meuble de bureau de son quartier privé, sans que son propriétaire ne l'ait remarqué[63]. Évidemment, la chose est découverte au moment de l'emménagement de l'officier suivant, lorsque ce dernier critique l'état déplorable du meuble. Sur la base de ces observations Kaußler développe, au moyen d'une comparaison binaire classique propre/malpropre, sa propre théorie sur les us et coutumes des Allemands et des Français. Ainsi, s'est-il déjà auparavant interrogé sur les raisons qui poussent "les Français à traiter les Allemands de cochons", alors que ces derniers sont pourtant "mondialement connus" pour le respect qu'ils entretiennent à l'égard de leur environnement : "ils nous appellent cochons parce qu'ils en sont eux-mêmes, et pensent qu'en insultant les Allemands, ils détourneront l'attention de ce fait"[64].

Les réactions émotionnelles jouent également un grand rôle dans la réactivation des représentations de l'ennemi. On pense, entre autres à la musique, qui réveille le sentiment national et déclenche les passions : selon Kaußler, "la musique serait ce qu'il y a de plus personnel et de plus élevé chez les Allemands"[65]. Un événement qui se passe à Pirmasens en 1927 en est un exemple typique : six cents Allemands participent à un concert public, où le chœur entonne un pot-pourri de chansons populaires allemandes. À cette époque, la censure française interdit les chants traditionnels allemands aussi bien que les chansons militaires. Or, à la troisième strophe de "*Musketier sein's lust'ge Brüder*", le public se met à chanter spontanément, avec un "enthousiasme débordant"[66], d'après le rapport de l'accusation française, une version détournée de cette chanson populaire, en répétant la strophe plusieurs fois. Le texte en question, loin d'être anodin vu le contexte, scande : "Victorieusement, nous voulons marcher sur la France"… En raison de ce déchaînement de passions de la part des spectateurs, le chef d'orchestre manque de peu se

[63] Journal de Kaußler du 14.10.1922.
[64] Journal de Kaußler du 29.11.1919.
[65] Kaußler cite ici le discours du responsable des archives, Pfeiffer, à l'occasion de la 7ème Fête de la Fédération de la chanson populaire de Spire et de sa région, le 14 mai 1922 à Landau (journal de Kaußler du 21.5.1922).
[66] Cf. le rapport de Führ, conseiller juridique auprès du gouvernement du Palatinat, ainsi que la présentation du cas faite le 3.9.1927, BuArch R 1602, 1915, 6.9.1927.

retrouver en prison, au motif qu'il a porté atteinte à "la sécurité des contingents d'occupation" qui se trouvent sur place. Pirmasens est loin d'être un cas isolé : lors de concerts publics de ce type, les chefs d'orchestre doivent toujours compter avec d'éventuelles réactions des spectateurs durant le déroulement de l'événement, et sur des manifestations de mouvements patriotiques.

Conclusion

Les régions de la rive gauche du Rhin ont connu depuis Louis XIV plusieurs périodes d'occupation et de destruction. Les derniers militaires français ont quitté le Palatinat en 1999, leur départ a été accompagné de démonstrations d'affection et d'amitié mutuelles[67].

On peut faire remonter ce changement dans les relations entre les deux "ennemis jurés" aux années 1950, à l'époque où se mettent en place les bases d'un partenariat franco-allemand d'où résultera l'Union Européenne. Comment expliquer cette remarquable transformation de l'ennemi héréditaire en ami désormais tout aussi héréditaire ? Ma thèse est qu'il y a toujours eu également des ressources "positives" dans les relations concrètes entre les deux parties, ceci même au temps de l'hostilité la plus forte, et qu'elles ont été mobilisées quand elles sont devenues nécessaires après la fin de la guerre. Elles ont été recontextualisées et ont trouvé une possibilité de s'exprimer au niveau politique.

Aujourd'hui, les représentations de l'ennemi ne sont plus d'actualité, elles ont un statut de contenu culturel, mais n'ont plus aucune fonction concrète et il n'existe que peu de contextes dans lesquels elles pourraient être employées pour servir certains intérêts. L'Union Européenne connaît bien sûr des crises, mais les thèmes qui déterminent des oppositions sont autres. Les vieux schémas bipolaires définissant qui est ami et qui est ennemi ne sont plus ni nécessaires, ni pertinents. Le président français Nicolas Sarkozy, qui a pris ses fonctions officielles en mai 2007, a immédiatement commencé son mandat par une visite à la Chancelière allemande, afin de rendre hommage à "l'amitié sacrée" qui lie les peuples allemand et français. Angela Merkel confirmait cette dimension

---

[67] Cf. Michael Martin (dir.)., *Franzosen in Landau – Landauer in Frankreich. Français à Landau et Landaviens en France. Ausstellungskatalog*. Edenkoben, 1999. Catalogue de l'exposition. Edenkoben, 1999. Le catalogue accompagnait une exposition des archives et du musée municipaux à l'occasion du départ des troupes en 1999.

sacrée en qualifiant de "miracle" cette relation amicale entre les deux pays[68].

Ainsi se confirme la thèse qu'une représentation de l'ennemi qui se transmettrait à travers l'Histoire n'est pas un concept rigide. Au contraire, comme je l'ai indiqué, les stéréotypes doivent être analysés de manière plurielle et ouverte, dans ce qu'ils ont de fonctionnel. On ne peut cependant pas les manipuler à volonté. Leur utilisation est dépendante du contexte et des intérêts des acteurs. Les exemples que j'ai donnés indiquent qu'il existe une forme culturelle persistante de ces représentations, qui est actualisée en fonction du contexte, de la situation et des perspectives. Ami et ennemi se côtoient toujours.

[68] Cf. le reportage concernant les deux événements dans la presse quotidienne récente, et le compte-rendu : Frankreich und Deutschland Wange an Wange, *Die Rheinpfalz 114*, 18.5.2007.

L'ennemi : une figure absente
dans le journal de guerre 1915-1918
de Francesco Giuliani, berger poète des Abruzzes

Gabrielle Petitdemange

Francesco Giuliani est un berger d'un village reculé des Abruzzes, région du Mezzogiorno : né en 1890, il sera mobilisé en 1915 et fera la guerre sur le front de l'Isonzo, à la frontière autrichienne. Il a tiré de son expérience un journal de guerre[1]. Rédigé dans le style de la poésie épique et chevaleresque prégnante dans le monde pastoral du sud de l'Italie, ce journal est celui d'un poète, autodidacte nourri des textes de Pétrarque, Dante… Ce qui rend ce journal singulier, c'est l'absence de la figure de l'ennemi, et cela en dépit de l'intensité dramatique des évènements vécus ces trois années de guerre. Pourquoi cette étonnante absence ? Pourquoi cette impossible désignation de l'ennemi ? Quelle signification prend alors la guerre ? Nous avons choisi de faire une étude thématique de ce récit en privilégiant surtout sa dimension collective : comment ce journal écrit par un homme du peuple se fait-il l'écho des sensibilités paysannes du Sud de l'Italie dans leur rapport à l'histoire et à la guerre, à l'ennemi et à la mort ?

La grande guerre en France, Allemagne et Italie

La révolution de 1789 et les guerres de libération nationale ont marqué l'avènement de "l'État nation", mythe politique moderne qui

[1] Giuliani F., *Diario della guerra 1915-1918, lettere del fronte*, l'Aquila, Roma, Japadre editore, 2001.

influencera profondément l'histoire et la culture des sociétés européennes. Le développement du sentiment national, en définissant et en renforçant les identités, a contribué à construire la figure de l'ennemi, objet de cristallisation de la haine collective. La guerre de 1914-1918, "Grande Guerre des nations et des sentiments nationaux", a poussé cette haine de l'ennemi à son paroxysme. Chaque camp se sentant inspiré d'une mission universelle, la lutte pour la civilisation, va déshumaniser l'adversaire, le barbare, et ne jurer que par son anéantissement. La guerre fait sien "le mythe de croisade" (A. Dupront) et devient une "une épreuve à visée eschatologique". La nation, sacralité nouvelle, légitime en temps de guerre la mort de l'ennemi et confère à la mort du soldat une signification religieuse de sacrifice.

En Italie, entre l'été 1914 et mai 1915, la grande majorité de la population italienne était opposée à l'intervention. Comment est-on passé de la neutralité au "mai radieux" qui rappelle par l'enthousiasme et la ferveur, les journées d'août 1914 en France et en Allemagne ? Un large mouvement d'opinion suscité par une partie des classes dominantes et des milieux intellectuels avait préparé l'entrée en guerre à travers une rhétorique annonçant déjà le fascisme : refus du présent et d'un ordre social dépassé, antidote face à la désagrégation sociale, la guerre préparerait la militarisation des esprits. Les futuristes exaltent, quant à eux, "la guerra festa". Mais ces chants de guerre peinent à désigner l'ennemi. L'exercice se révèle d'autant plus difficile que ces intellectuels reconnaissent qu'ils doivent haïr pour eux mêmes et pour le peuple qui ne sait pas qui haïr. Car, si la revendication de Trento et de Trieste devient une motivation légitime pour l'entrée en guerre de l'Italie dans les milieux bourgeois et intellectuels, elle se heurte à l'incompréhension des classes paysannes largement majoritaires dans le pays. Les paysans entretiennent en effet un sentiment d'extériorité avec l'État et la nation en général. L'unité territoriale ne s'est pas accompagnée d'une unité culturelle. L'Italie demeure encore une mosaïque de régions qui définissent les appartenances et les identités. La centralisation autoritaire a imposé un nouvel ordre économique et social vécu comme une oppression supplémentaire dans le Mezzogiorno, suscitant "ces violentes explosions de rage paysanne que le nouvel État stigmatisa par le terme de brigandage"[2]. Les Abruzzes, patrie de Francesco Giuliani, ont été le théâtre d'intenses actions de brigandage. En cette veille de la Grande Guerre, la

[2] Lorenzetti R., Rébellion paysanne, conscience de classe et conditions sociales dans le Cicolano après l'unification, in *Mouvements populaires et conscience sociale XVI, XIXème siècle*, Paris, éd. Maloine, p. 325.

classe dirigeante n'est pas parvenue à intégrer la paysannerie à la nation italienne. Les paysans soldats partent pour une guerre qui n'est pas la leur.

Si l'ennemi n'etait pas l'autrichien mais l'officier ?

L'ennemi, une figure absente

Le journal de F. Giuliani confirme pleinement l'extériorité des paysans face à cette guerre. Nul enthousiasme ne s'exprime au moment du départ mais au contraire la crainte de devoir affronter l'ennemi, protagoniste lointain, figure énigmatique dont F. Giuliani parle peu et de manière laconique (ce thème a une fréquence inférieure à 5%). Au début du récit, les figures de style de la poésie chevaleresque viennent combler le vide de la représentation : la guerre serait un tournoi chevaleresque dont la première règle est l'honneur. L'adversaire en serait un "ennemi valeureux". Cet idéal chevaleresque le conduit à considérer comme un déshonneur la destruction par les soldats italiens d'une statue de François Joseph, dans un village abandonné par les Autrichiens. Sa vision est empreinte d'anachronisme face à cette guerre industrielle de masse. Il interprète ainsi le fait qu'une belle demeure n'ait pas été touchée par les bombardements ennemis : les Autrichiens ne l'ont pas visé "par respect pour ceux à qui elle appartient".

En dehors de ces images influencées par la poésie épique, F. Giuliani nous fait part de son impossibilité à haïr cet ennemi "même un peu". Un sentiment de fraternité s'exprime au contraire, lié au fait de partager le même sort et une même vie de misère dans les tranchées. Il est heureux pour les soldats autrichiens faits prisonniers car ils échapperont ainsi à la souffrance de la guerre. La même évolution de la représentation de l'ennemi s'observe dans d'autres récits de combattants italiens : de "chose difficile à définir" l'ennemi devient un être humain, sujet de compassion[3]. Ces attitudes distinguent les soldats italiens de ceux d'autres nations qui, au front "haïssent presque toujours leur ennemi tout en pouvant respecter tel ou tel adversaire parce qu'il semble proche, de l'autre côté de la tranchée"[4].

---

[3] Gibelli A., L'officina della guerra, la grande guerra e le trasformazioni del mondo mentale, Torino, Bollati Boringhieri, 1998, 2003, p. 73.

[4] Audoin-Rouzeau S. & Becker A., *14-18, Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard Folio, 2000, p. 116.

F. Giuliani paraît également très critique par rapport à la propagande, qui veut faire croire que l'Autriche est le "le royaume du diable". On observe cependant quelques inflexions dans les dernières pages du journal, une fois la guerre achevée. La propagande ces trois années durant a-t-elle fini par agir ? Est-ce l'effet de la victoire ? À la vue des chars et des canons autrichiens abandonnés, il affirme souhaiter le même sort à ceux qui envahissent le territoire d'autrui. "L'organisation et la discipline n'ont servi à rien à ces autrichiens orgueilleux" poursuit-il, associant à l'ennemi des stéréotypes nationaux.

Les officiers, objet de la haine

Les relations avec les officiers sont décrites a contrario de manière détaillée et exhaustive (la fréquence du thème des officiers est de 17%). À l'exception de six mentions, où les officiers sont présentés comme courageux et humains, n'imposant pas de contraintes inutiles, le rapport avec les officiers est vécu comme un rapport de domination fondé sur le mépris, l'arrogance et la grossièreté de ces derniers. Les relations entre officiers et soldats évoquent des relations féodales de seigneur à serfs : insultes, coups et bastonnades sont le lot quotidien des soldats. Ainsi, un soldat reçoit des coups de bâton pour ne pas avoir salué un supérieur. Lors d'une retraite, c'est à coups de trique qu'un officier fait rentrer les soldats dans les rangs.

Une scène emblématique est dépeinte par F. Giuliani au début du journal. Les soldats sont encore à L'Aquila, chef lieu de la province des Abruzzes : un officier donne un coup de pied au derrière à un jeune pacifiste distribuant des tracts hostiles à la guerre. Ce geste provoque une vive émotion chez le berger poète car il heurte d'abord sa conception chevaleresque du monde, définie par une conscience aigue de la dignité humaine et la noblesse des sentiments. Ce geste symbolise aussi et renvoie fortement à toute l'humiliation et au mépris subis par ce peuple du Mezzogiorno. Guido Panico relate des épisodes d'anthropophagie lors de révoltes populaires : un homme du peuple avait mordu le pied d'un gentilhomme après qu'il eut été arraché au cadavre et porté en triomphe avec la tête. Dans le passé, cet homme "s'était vu contraint à baiser ce pied, par ailleurs coupable de qui sait combien de coups lancés au derrière des serviteurs et hommes du peuple"[5].

[5] Panico G., Les rites de la violence populaire à travers les troubles et les révoltes en Italie du Sud à l'époque moderne, in *Mouvements populaires et conscience sociale XVI, XIXème siècle*, Paris, éd. Maloine, p.189.

Le sentiment de l'exploitation des soldats prédomine et influence la lecture de la guerre de F. Giuliani qui stigmatise le discours de ceux qui veulent la grandeur de la patrie mais envoient les autres se faire massacrer. Il fustige les rodomontades des officiers lorsqu'ils sont loin du champ de bataille et leurs comportements de lâcheté et de couardise au feu. "On veut la guerre mais qui doit la faire ?", s'interroge-t-il. L'incompétence des officiers est dénoncée en termes virulents : "les officiers ont été formés dans des étables et non dans les académies". Car l'artillerie italienne tire sur ses propres soldats. Un officier provoque un jour un bain de sang en donnant l'ordre de pénétrer dans une tranchée qu'il croît vide. L'incompétence des officiers n'a d'égale que leur cruauté comme cet officier "Néron, sans pitié, féroce et assassin" qui fait fusiller des habitants de villages accusés d'être des espions ou de cet autre tirant sur les soldats qui, montés à l'assaut et accueillis par des tirs fournis de mitrailleuses, tentaient de revenir en arrière. "Les officiers supérieurs et les hommes de troupe sont deux forces aux intérêts antagonistes. L'entreprise nationale de la guerre ne peut masquer une réalité sociale faite d'opposition entre les acteurs. Le sentiment de l'exploitation l'emporte sur celui d'une défense d'intérêts communs de toute façon mal ressentie dans ce pays à l'unité tardive"[6].

Différences de statuts, différences de milieu et de culture (dans une armée où un soldat sur trois est analphabète, seuls pouvaient devenir officiers les diplômés de l'enseignement supérieur), un fossé séparait les soldats des officiers. Pourquoi cette haine de l'officier ne se traduira-t-elle pas en une action organisée ? La faible compréhension de l'État s'accompagnerait, selon Gramsci, d'une faible conscience de classe. Beaucoup, dans la classe dirigeante interpréteront cependant la terrible défaite de Caporetto, comme "une révolte des serfs" dans l'histoire d'une nation qui n'existe pas[7].

---

[6] Lussu E., *Les hommes contre*, Paris, éd. Denoël, 2005, p. 269.

[7] Isnenghi M. & Rochat G., *La grande guerra, 1914-1918,* Milano, Sansoni, 2004, p. 395.

La vision de la guerre d'un "fuori storia" ?[8]

La réalité de la guerre à l'opposé du mythe

Dans l'impossibilité de toute sublimation de la guerre, en raison de la faible identification à la nation et de la difficulté à désigner et haïr l'ennemi, quel sens va donner F. Giuliani à la guerre, quelle expérience fera t-il de la guerre ? La réalité de la guerre s'établit aux antipodes du mythe, en tant qu' "évènement doté d'un sens sacré" (G.L. Mosse). "Tu ne tueras point", le rappel du commandement de Dieu en exergue du journal dénie toute légitimité au discours patriotique des États et des Églises qui se mettent au dessus des lois divines en conférant un caractère sacré au fait de mourir et tuer pour sa patrie. La guerre est un assassinat en contradiction avec le message de l'évangile : "Où est l'amour que prônait tant notre Christ ?", s'interroge F. Giuliani. Alors qu'en France, pays laïque et largement déchristianisé, le thème de la mort comme don et sacrifice pour la patrie envahit les discours sur la guerre, en Italie, ce thème fait l'objet d'un rejet violent comme l'attestent de nombreuses anecdotes relatées par le berger poète dans son journal. Ainsi, à l'occasion d'une messe en plein air près des tranchées, un soldat caché apostrophe le prêtre dans son prêche : "Arrête, espèce de lâche, avec ton amour de Dieu et de la patrie, nous voulons la fin de la guerre". Les aumôniers français prêchant la foi en la patrie et la foi religieuse étaient acceptés surtout parce que les soldats communiaient ensemble dans la première[9]. Tel n'est pas le cas des soldats italiens : le fait de mêler la foi religieuse et la foi patriotique semble disqualifier le discours de l'Église. La haine qui s'exprime à l'encontre des officiers s'étend aux clercs perçus également comme des exploiteurs, auxquels les soldats reprochent de ne pas donner l'exemple.

Le poème de F. Giuliani est une opération de désacralisation de la guerre où les hommes tombent par milliers pour la folie des grandeurs de certains. Lorsque la dimension sacrée est absente, ne demeure que l'absurdité de l'évènement comme ces conquêtes obtenues par deux ans de combats et de sacrifices et perdues en une journée lorsque les Autrichiens reprennent Gorizia, comme tous ces soldats massacrés pour conquérir dix mètres de rochers à Seltz.

---

[8] "En dehors de l'histoire" : Isnenghi, *op. cit.,* p. 124.

[9] Becker A., *La guerre et la foi. De la mort à la mémoire, 1914-1930*, Paris, A. Colin, 1994, p. 42.

"Les malheurs de la guerre"

La représentation de la guerre de F. Giuliani est une représentation intemporelle, en dehors des contingences de l'histoire. C'est la vision de la paysannerie du Mezzogiorno, victime de son histoire faite d'invasions, de guerres, de rapines et de changements de domination. Le journal de F. Giuliani est le récit "des malheurs de la guerre", prégnant dans la mémoire collective.

La guerre s'apparente à un cataclysme naturel. "Je me suis sauvé du tremblement de terre d'Avezzano (ville des Abruzzes entièrement rasée en 1915) et voilà que je viens mourir ici", s'écrie un soldat blessé. L'historien A. Gibelli confirme l'importance, dans les journaux de guerre, de cet imaginaire associant la guerre au cataclysme déchaîné par les tremblements de terres.

La guerre est aussi une atteinte à la beauté et au caractère sacré de la nature qui nourrit les hommes, à ces plaines fertiles, aux arbres qui donnent de beaux fruits, à ces vignes qui regorgent de grappes de raisin. F. Giuliani dépeint des scènes bucoliques dans la tradition des œuvres de l'Arioste qui chante la nature en tant que force vive et créatrice et affirme l'harmonie entre l'homme et la nature. La violence destructrice de la guerre bouleverse ce bel ordonnancement : les soldats traversent les champs cultivés, les roches volent en éclat et les sommets des arbres sont abattus par les bombardements. La guerre est porteuse de désolation et de ruines : elle anéantit les villes et les villages qui ne sont plus que des amas fumants. La destruction des églises, des clochers et des autels le touche particulièrement, la guerre est profanatrice de sacré. Enfin la guerre apporte son lot de malheurs aux populations. Elle signifie l'arrachement à la terre natale, l'exode et la misère. F. Giuliani relate avec beaucoup de précisions les scènes d'exode avec les colonnes de réfugiés composées de vieillards, de femmes trempées par la pluie, pleines de boue et tremblant de froid. Il s'émeut particulièrement de voir une jeune femme enceinte, portant un bébé dans ses bras, une petite fille accrochée à sa jupe. Cela le renvoie sans doute à sa propre situation et à l'enfant qu'il a quitté et qu'il ne reverra plus, ce dernier mourra entre-temps.

Une expérience sans consolation de l'horreur et de la mort

L'expérience de la guerre est une confrontation, sans médiation avec l'horreur et la mort.

L'assaut est un jeu de massacre où les soldats tombent en masse sous le feu des mitrailleuses adverses. Les hommes viennent s'accrocher, telles des mouches dans les toiles d'araignée, aux barbelés qui protègent les tranchées ennemies. Demeurent les restes de chairs et les squelettes accrochés. L'horreur de la guerre s'exprime dans la violence faite aux corps et dans leur lacération. Visages défigurés comme ce soldat aux deux énormes trous sur la tête, chairs déchiquetées, membres dispersés, corps dont le cerveau avait giclé hors du crâne et sur lequel s'abattait une nuée de mouches : les moyens modernes accroissent la puissance destructrice de la guerre. Après les combats, les morts et les blessés étaient abandonnés et l'on entendait alors leurs cris et leurs gémissements.

En l'absence de toute sublimation de la guerre, le berger poète confère à la mort une dimension intime et privée. Le soldat perd son identité pour redevenir un homme mort que sa famille pleurera : F. Giuliani pense à sa pauvre mère, à ses enfants, à sa femme. Nulle référence n'est faite à la foi, nul confort n'est recherché dans le discours proposé par la propagande face à l'expérience de la mort. La mort est approchée à travers les représentations des "artes moriendi" ou des thèmes macabres qui contrastent avec la guerre moderne et industrielle. La mort "à l'horrible figure" s'avance toujours avec son ample faux symbolisée cette fois par la mitrailleuse qui fauche les soldats. Le cri des vivants est toujours le même : la vie est belle même si on souffre. La danse macabre revêt une autre forme : sous les coups de l'artillerie ennemie dans le cimetière proche de la tranchée, les corps en putréfaction déterrés par la violence des tirs retombent sur les vivants. Le royaume des morts qu'est la guerre envahit le monde des vivants, le paysan ne peut cultiver son champ transformé en un cimetière qui repousse toujours plus loin ses limites. L'absence de sépulture pour les soldats obsède particulièrement le berger poète et elle révèle en cela la peur des sociétés traditionnelles face à ces morts condamnés à l'errance et ne pouvant accéder au repos éternel. F. Giuliani décrit de manière réaliste les horreurs de la décomposition, les corps des soldats qui n'ont pas été enterrés et sur lesquels buttent les vivants, les tibias et les crânes qui parsèment le champ de bataille. Il lui est douloureux d'affronter cette mort dépouillée de tout rituel, mise en scène dans toute sa matérialité et son obscénité. Pour lui, ne pas honorer un mort d'une sépulture relève d'une atteinte au devoir le plus sacré et il invite souvent ses camarades à faire un acte de piété ensemble en enterrant les morts.

Un récit de la souffrance et de la peur

Je ne développerai pas, faute de place, la souffrance endurée et universellement partagée sur tous les champs de bataille de la Grande Guerre, car le journal de F. Giuliani ne se singularise en rien par rapport aux récits des autres combattants. J'étudierai directement le thème de la peur qui revient avec une fréquence de 10%. Ce journal présente l'originalité de rendre compte de la guerre sans une reconstruction fondée sur l'exaltation de valeurs comme l'énergie, le courage et la camaraderie dans les tranchées[10]. La solitude morale est le lot des soldats au front ainsi que la peur omniprésente, mise à nu dans toutes ses manifestations même si elles portent atteinte "à l'estime de soi". F. Giuliani évoque le bruit du canon qui glace le sang, les cheveux qui se dressent sur la tête, les visages blancs comme un linge, les corps qui ne peuvent s'arrêter de trembler, la terreur des gaz. Il y a une volonté de ne pas occulter l'humiliation subie à la guerre par les soldats qui se retrouvent dans des postures peu glorieuses comme ces hommes qui, lors d'un assaut pleurent parce qu'ils ont peur et sont incapables de se mettre à l'abri, un officier qui, dans un geste dérisoire se protège le visage de sa musette. La panique s'empare un jour des soldats qui "ne voulaient pas voir la mort en face" : ils fuient en renversant et piétinant le commandant du bataillon. Ce dernier sera transporté à l'hôpital. Le difficile contrôle des fonctions élémentaires du corps au paroxysme de la terreur évoqué dans d'autres guerres est un sujet pratiquement absent du témoignage combattant de 1914-1918[11]. Le journal de guerre de F. Giuliani relate au contraire qu'il arrivait maintes fois que les hommes urinent sur eux, terrorisés par l'assaut. L'idéal de virilité qui a contribué à définir l'identité masculine en lien avec la guerre est loin d'être revendiqué. F. Giuliani ne voit pas dans la guerre une aventure collective : supportant mal l'enregimentation, il est heureux de quitter "ses méchants et stupides camarades" pillards et vandales (le thème du vandalisme, important, revient avec une fréquence de 4%) lorsque s'achève la guerre.

---

[10] Par exemple : "La vie de combattant devenait un exemple de solidarité virile entre les hommes qu'un idéal unique avait réuni…" (Ferro M., *La Grande Guerre,* 1914-1918, Paris, Gallimard Folio, 1969, 1990, p. 273).

[11] Audoin-Rouzeau & Becker, *op. cit.,* p. 69.

Conclusion

Pourquoi F. Giuliani et les autres paysans du Mezzogiorno ont-ils fait la guerre alors qu'ils n'y adhéraient pas et n'en percevaient pas le sens ? C'est la question que nous poserons en conclusion.

La résignation et l'acceptation de son destin sont une explication. Le sens du devoir et de la tâche accomplie dicte également la participation à la guerre. Mais l'acceptation va de pair avec le refus. L'opposition à la guerre ne s'est pas manifestée par des actions collectives de refus mais s'est exprimée à travers des actes individuels : 6% des soldats seront poursuivis pour des délits de tous ordres comme s'être blessés volontairement, avoir simulé la folie ou avoir déserté. Selon A. Gibelli, la guerre a constitué pour les sociétés paysannes l'entrée dans la modernité, broyant les particularismes des cultures et imposant de nouveaux modèles sociaux. Le journal de F. Giuliani traduit la résistance à cette modernité à travers le rejet des mythes politiques modernes, l'affirmation d'une conception de la vie et de la mort, celle de la société traditionnelle. Doit-on pour autant en conclure, avec C. Levi, que la guerre ne s'inscrivait que comme un épisode de plus dans une histoire imposée : "même la Grande Guerre si sanglante et si proche n'intéressait pas les paysans. Ils l'avaient subi et maintenant c'était comme s'ils l'avaient oublié"[12]. La mémoire de la guerre semble être marquée d'une ambivalence au même titre que l'expérience de la guerre : la guerre est un évènement historique qui dépasse ces paysans et dont ils ont été à la fois les victimes mais également les protagonistes.

[12] Levi C., *Le Christ s'est arrêté à Eboli*, Paris, Gallimard Folio, 1977, p. 153.

L'ennemi introuvable

Patrick Schmoll

> "(Il serait) toujours possible d'unir les uns aux autres par les liens de l'amour une masse plus grande d'hommes, à la seule condition qu'il en reste en dehors d'elle pour recevoir les coups".
>
> *S. Freud*[1]
>
> "Nous allons vous faire une chose terrible, nous allons vous priver d'ennemi".
>
> *(Propos prêtés à Georgyi Arbatov, Président de l'Institut des États-Unis et du Canada à Moscou, s'adressant à un journaliste américain de NewsWeek en mai 1988, soit peu avant l'effondrement de l'URSS)*

Ouest contre Est

Dans un essai rédigé au début des années 1980, je tentais d'évaluer les risques de conflit mondial réactivés par le regain de tension dans les relations est-ouest (Schmoll 1983). La fin des années 1970 avait connu un accroissement de l'influence soviétique en Asie du sud-est et en Afrique (en Angola et au Mozambique). L'année 1979, en par-

[1] S. Freud, *Das Unbehagen in der Kultur*, 1929, trad. fr. *Malaise dans la civilisation*, Paris, PUF, 1971, p. 65-66.

ticulier, avait été marquée par l'invasion du Cambodge par le Vietnam, par la révolution iranienne et par l'intervention soviétique en Afghanistan. Le président Raegan, élu en 1980, avait réagi en relançant les dépenses militaires américaines. Les Jeux Olympiques de Moscou de 1980 furent boycottés par les États-Unis, ceux de Los Angeles en 1984 le furent par les Soviétiques. Sans qu'il y eût à l'époque un retour explicite à la Guerre Froide, la période dite de Détente qui avait été symbolisée par la conférence d'Helsinki avait fait place à une période qu'on a parfois appelé par analogie la Paix Chaude. L'installation en Europe de l'est de fusées SS20 pointées vers l'Europe occidentale, et le retard pris par les Américains à réagir (l'installation des Pershing 2 ne débuta qu'en 1983), avaient ouvert ce que les stratèges appellent une "fenêtre de vulnérabilité" dans les dispositifs de défense occidentaux : techniquement, si l'Union soviétique avait décidé de revenir sur sa doctrine militaire, elle aurait eu au tout début des années 1980 l'opportunité d'envahir l'Europe occidentale sans que les États-Unis réagissent.

Mon livre répondait en partie à un autre essai, rédigé par l'ancien président des États-Unis Richard Nixon sur la guerre de fait que les Soviétiques étaient selon lui déjà en train de mener contre l'Occident sur les terrains économique, militaire et idéologique, notamment dans le tiers-monde (Nixon 1980). L'objectif principal de Nixon était de lutter contre la perte de la figure de l'ennemi. Il s'agissait de réveiller la conscience occidentale endormie par les années de Détente, de montrer que l'Union soviétique n'avait jamais renoncé à son expansionnisme, et qu'elle profitait au contraire de l'absence de volonté politique des dirigeants américains.

Mon raisonnement reprenait d'une certaine façon la même rhétorique du complot, celle de l'ennemi devenu flou mais qui n'en continue pas moins à poursuivre un projet occulte. Mais il visait à montrer que la figure de l'ennemi construite par Nixon masquait les enjeux réels, la structure conflictuelle objective sous-jacente. En effet, comme Nixon, je pensais qu'une guerre dont le théâtre serait l'Europe et le Moyen-Orient était probable à l'époque, que les Soviétiques pourraient être tentés par l'aventure militaire parce qu'ils savaient que les Américains n'auraient pas la volonté politique d'intervenir en cas d'invasion de l'Europe. Mais ma lecture était différente : pour moi, le monde avait cessé d'être organisé par l'antagonisme bipolaire est-ouest qui nourrissait les doctrines stratégiques depuis 1945. Les deux géants s'essoufflaient déjà économiquement et la montée de nouvelles puissances économiques, l'Europe, le Japon, et à plus long terme la Chine, permettaient d'entrevoir un monde multipolaire instable. Un écart se creusait entre les antagonismes

objectifs, forcément pluriels, et la figure de l'ennemi, intersubjective et duelle, et donc réductrice, voire décalée.

Dans ce nouveau contexte, l'antagonisme le plus significatif n'était plus orienté est-ouest, mais opposait en réalité les États-Unis et l'Europe. L'Union soviétique était hors jeu du fait de ses crises internes, et c'est moins par volonté expansionniste que pour les résoudre, que ses dirigeants auraient pu s'aventurer dans la guerre. Je soulignais au contraire les forces qui poussaient à une démocratisation à l'est et à un rapprochement des deux Europes : harmonisation des niveaux de vie, communauté de valeurs, inquiétudes de la Russie sur d'autres fronts que l'Europe (ses républiques musulmanes et le voisin chinois)[2]. A contrario, en cas d'invasion de l'Europe par les Soviétiques, les États-Unis ne seraient pas intervenus : moins par manque de moyens militaires ou de volonté politique, que par absence d'intérêt à protéger des concurrents économiques. Je prédisais en effet que si les Soviétiques ne s'occupaient pas de l'Europe, les Américains s'en chargeraient directement dans vingt ans, quand au début du XXIe siècle le poids économique de l'Union européenne menacerait plus explicitement l'hégémonie américaine. J'insistais en particulier sur les foyers d'instabilité alimentés par les États-Unis dans le monde, notamment les conflits au Moyen-Orient, dans une région dont les Européens étaient davantage dépendants que les Américains pour leurs approvisionnements en pétrole.

Plus de vingt ans après, comment a évolué la situation ? La Troisième Guerre Mondiale n'a pas eu lieu, essentiellement, il faut le dire, parce que les dirigeants soviétiques qui ont succédé à Brejnev après 1982 ont su sortir de cette logique et briser leur image d'ennemi. La fin de l'Union soviétique, le processus de démocratisation à l'est, l'adhésion à l'Union européenne d'une grande partie des pays hier sous influence soviétique ont donné tort à la lecture bipolaire de Nixon, et ont confirmé la vision d'un monde multipolaire, devenu effectivement instable, et qui pose donc aujourd'hui aux stratèges, notamment américains, le problème d'avoir à reconstruire un ennemi pour le stabiliser.

---

[2] À cette époque, une telle position était contre-intuitive, et d'ailleurs mon ouvrage, qui a souffert de surcroît de la défaillance de mon éditeur deux mois après sa parution, est passé inaperçu. On ne peut que souligner l'intérêt qu'il y aurait à revenir sur la méthode utilisée (qui tablait sur les calculs stratégiques réciproques d'acteurs rationnels au sein d'un système), car l'ouvrage aura tout de même démontré qu'un raisonnement en sciences sociales peut avoir une capacité prédictive.

Occident contre Islam

Depuis la chute du mur de Berlin, la doctrine américaine a dû changer d'ennemi. Les néo-conservateurs américains se réfèrent souvent à l'essai de Samuel Huntington, *Le choc des civilisations* (1996), qui leur dessine de nouveaux adversaires. La thèse de l'ouvrage est que les conflits idéologiques ont fait place à des conflits culturels entre civilisations. Une civilisation repose sur un système de valeurs, inspiré par une religion, et sur une langue qui lui sert de vecteur de transmission. Selon Huntington, des différences irréductibles séparent des blocs civilisationnels, car leurs principes éthiques sont contradictoires et ne sont pas mutuellement assimilables. La civilisation occidentale s'opposera forcément aux civilisations chinoise et arabo-musulmane parce qu'elle incarne un principe de liberté individuelle que les deux autres ne peuvent pas partager. La lutte engagée contre le terrorisme des organisations islamiques extrémistes peut donc légitimement être considérée comme une guerre.

Le raisonnement présente un paradoxe, car la notion de liberté suppose précisément que l'individu ne soit pas complètement déterminé par son appartenance culturelle. L'idée des Droits de l'homme est qu'un individu est un être humain avant d'être un européen catholique, un chinois ou un musulman. La thèse de Huntington présuppose que les individus sont à ce point attachés à leurs valeurs culturelles qu'ils ne peuvent ni les remettre en question, ni les faire évoluer, ce qui est une négation de l'idée même de liberté. Pour des Américains, très attachés à leurs convictions religieuses et communautaires, le paradigme a peut-être un sens, mais pour des Européens, qui se sont distanciés de leurs religions institutionnelles, à la fois dans la construction de leurs institutions politiques (surtout en France) et dans leurs pratiques privées, il ne permet pas de penser le monde, ni surtout de se penser eux-mêmes.

Toute l'histoire montre que les civilisations s'interpénètrent et se fécondent mutuellement. On peut d'ailleurs aisément montrer que les blocs dessinés par Huntington sont une vue de l'esprit, car le monde dit arabo-musulman, qui va jusqu'en Indonésie, est très hétérogène : les Arabes ne sont qu'une minorité dans l'Islam. À l'intérieur de ce que Huntington considère comme un seul bloc "occidental", l'Europe a des intérêts différents des États-Unis, alors qu'elle tend à se regrouper au-delà des frontières qui la séparent du bloc "oriental orthodoxe". Le paradigme culturel est donc certainement important pour comprendre les conflits dans le monde, mais il n'est pas le seul. Certains des blocs décrits par Huntington ont une pertinence géopolitique parce qu'ils repré-

sentent aussi des aires de solidarité politico-économique (ex-Comecon, Union européenne, Alena, Chine, Inde, etc.).

L'intérêt de l'approche de Huntington est d'introduire la multipolarité dans le domaine traditionnellement binaire (centre-périphérie, est-ouest) de la géopolitique. Mais ses conclusions, qui servent aux dirigeants américains à regrouper les Occidentaux dans une lutte de "l'axe du bien contre l'axe du mal", font à nouveau basculer la stratégie dans le duel.

Un certain nombre d'auteurs, surtout européens, ont donc critiqué cette doctrine politique en ce qu'elle sert de paravent idéologique à une praxis dont les enjeux, non seulement ne concernent pas l'Europe, mais lui sont éventuellement préjudiciables. La position d'Alexandre Del Valle (2001) est que les États-Unis développent une stratégie hégémonique à l'échelle planétaire. Leur doctrine stratégique est ambiguë car l'ennemi désigné, le fanatisme musulman, dissimule le réel adversaire : l'Europe. La guerre contre le terrorisme ne fait que stimuler ce dernier, voire le renforcer en l'élevant au rang d'interlocuteur. Ses effets, si tel était son objet, sont contre-productifs. Par contre, une Europe forte et indépendante serait en mesure de constituer une vraie menace pour les intérêts économiques américains. C'est donc à travers une stratégie de foyers d'instabilité que les États-Unis essaient d'affaiblir toute velléité de consolidation et d'autonomisation de l'Europe actuelle, et a fortiori de formation d'une Grande Europe continentale.

Prenant l'exemple de la guerre du Kosovo, son ouvrage montre comment les États-Unis ont manipulé les opinions publiques européennes en faisant croire que la Serbie massacrait les Albanais. Une campagne d'information fallacieuse leur a permis de mener, de fait, une guerre d'agression contre un État souverain européen, au profit de la constitution au Kosovo d'une base avancée islamiste contrôlée par l'UCK. Cette politique anti-serbe n'est pas le fruit du hasard : elle s'inscrit selon Del Valle dans une politique plus large qui vise à s'allier le monde islamique pour étouffer la Russie, contrôler les routes du pétrole et freiner la constitution de l'Europe. Sur ce dernier aspect, Del Valle expose avec précision les pressions financières, économiques et militaires qu'exercent les États-Unis sur les différents pays européens et sur l'Union. Contrairement donc à Huntington, qui prédit une alliance objective de l'Europe et des États-Unis contre l'Islam, Del Valle décrit une alliance tout aussi objective, pour des raisons politiques, des États-Unis et de l'Islam contre l'Europe.

Le raisonnement est cependant tout aussi culturaliste que celui de Huntington. Les pages consacrées à l'Islam européen cherchent ainsi à

démontrer l'incompatibilité profonde de la civilisation musulmane avec la nôtre. Del Valle affirme que les chrétiens minoritaires sont des citoyens de seconde zone dans les pays musulmans, alors que les musulmans minoritaires entendent désormais imposer en Europe leur vision du monde. Toute critique contre l'Islam (infériorité de la femme, intolérance religieuse envers les non-musulmans) est assimilée à un blasphème alors que le monde musulman multiplie les critiques mensongères sur la nature de la civilisation chrétienne et européenne. Les mouvements missionnaires musulmans, au sein ou aux marges desquels se recrutent la plupart des terroristes actuels, bénéficient de l'aide financière des pétro-monarchies pour diffuser sans crainte leur message dans une Europe coincée par l'autocensure du "politiquement correct". Del Valle, à qui on a pu reprocher ses sympathies pour l'extrême-droite anti-américaine, révèle ses présupposés idéologiques dans sa vision d'une Europe fondée sur le seul catholicisme romain (les protestantismes et l'Église orthodoxe sont évacués de ses perspectives). En cela, il s'inspire complètement de la grille de lecture suggérée par Samuel Huntington et prend le risque d'une explication uni-causale, et donc forcément réductrice, des rapports de force évoluant entre les États-Unis, l'Europe et les organisations islamistes. Le fait religieux est manifestement instrumentalisé au service d'a priori politiciens qui affaiblissent sa démonstration. On le suit donc volontiers dans son analyse à contre-courant des lieux communs, qui pointe judicieusement les dangers véritables qui pèsent sur l'Europe du fait de la politique américaine. Mais on hésite à le rejoindre entièrement sur une lecture "ethnique" de la politique internationale, dans laquelle il finit d'ailleurs par se prendre les pieds, puisque dans un ouvrage plus récent (Del Valle 2002), il suggère une alliance de l'Europe avec les États-Unis contre l'Islam… ce que pourtant dans l'ouvrage précédent il dénonce comme l'objectif même de l'entreprise de manipulation des Américains.

Europe contre États-Unis

L'ouvrage plus récent d'Emmanuel Todd (2002) essaie à son tour de déconstruire les apparences du théâtre international. Pour lui, la stratégie géopolitique des États-Unis ne saurait se comprendre exactement comme une stratégie d'hégémonie. Elle n'est pas entièrement intentionnelle, calculée, et est au contraire une stratégie de survie dans un contexte de déclin. Cette position n'est pas commune, qui voit dans la faiblesse, et non dans la puissance, le moteur de la politique américaine.

Sans fausse modestie, je trouve le raisonnement d'autant plus intéressant qu'il reprend pour l'essentiel celui que je développais vingt ans plus tôt, sur la base des évolutions longues de l'économie et de la démocratisation des sociétés, mais en y ajoutant les données de la démographie et de l'alphabétisation. Comme moi, et à la différence de Huntington et Del Valle, E. Todd n'oppose pas des ensembles régionaux sur la base de leurs civilisations, et a même tendance à anticiper sur l'homogénéisation des cultures du fait de la mondialisation.

Le monde est en train d'achever sa transition démographique. Même dans les pays où l'indice de fécondité reste élevé, le mouvement de baisse est amorcé, et notamment dans les pays musulmans. Ce contrôle de la fécondité est encouragé par l'éducation. Le taux d'alphabétisation des individus de quinze ans et plus a considérablement progressé partout dans le monde, même dans les pays les plus défavorisés. Pour Todd, la combinaison de l'alphabétisation et de la maîtrise de la fécondité devrait donc mener à terme tous les pays concernés vers des sociétés pacifiées, plus démocratiques. L'accès à la modernité au plan culturel s'accompagne d'explosions de violence idéologique : c'est ce qui se passe dans les pays musulmans. Mais ces régressions ne durent pas et laissent la place à une reprise du processus de démocratisation ainsi qu'on peut l'observer aujourd'hui en Iran. Absurde du point de vue du monde musulman, qui sortira de sa crise de transition sans intervention extérieure, la notion de terrorisme universel n'est utile qu'à l'Amérique, qui a manifestement besoin d'un monde enflammé par un état de guerre permanent. On retrouve donc là l'idée d'une instrumentation du terrorisme par la stratégie américaine.

Au plan économique, la puissance américaine, qui représentait près de la moitié de celle du monde en 1945 en termes militaires et économiques, n'en représente plus que respectivement 30 et 20 % aujourd'hui, et le déclin continue. La part américaine dans les échanges internationaux est loin d'être celle d'un producteur hégémonique, mais plutôt celle d'un consommateur boulimique, comme l'atteste le déficit commercial des États-Unis, qui a quadruplé au cours de la décennie 1990-2000. Ce consommateur hégémonique tend à se positionner en situation de monopole (ou plutôt de monopsone, c'est-à-dire de client unique), pour faire dépendre de lui les producteurs. Sa posture dans les relations internationales est donc celle d'un pays conjoncturellement surpuissant devenu structurellement prédateur : les États-Unis dépendent de leurs importations de biens matériels achetés à crédit, sur la base d'une confiance généralisée dans leur puissance. Pour justifier ce prélèvement impérial, les États-Unis ne peuvent jouer que leur dernière carte,

celle de leur appareil militaire, en se présentant comme les garants de la paix mondiale.

Dans ce schéma, les États-Unis doivent acquérir un monopole mondial de la violence légitime, alors qu'ils n'en ont les moyens ni économiquement, ni militairement, ni idéologiquement. La technique utilisée est alors le micro-militarisme théâtral : démontrer la nécessité de l'Amérique dans le monde en écrasant lentement des adversaires insignifiants, comme c'est le cas de l'Irak. Le gros de son activité se concentre donc désormais sur le monde musulman, au nom de la lutte contre le terrorisme.

Les États-Unis se sont par ailleurs engagés sous l'administration Bush, à l'époque où écrit E. Todd, dans une évolution intérieure de type post-démocratique. La glorification de l'égalité des droits a été remplacée dans les discours par la sacralisation de la "diversité" qui justifiait l'accroissement des disparités et l'apparition d'une oligarchie financière irresponsable. Les consommateurs et le pays tout entier vivaient à crédit sur le dos du monde. L'Amérique de l'an 2000, selon E. Todd, affaiblie et improductive, avait cessé d'être tolérante.

La crise économique a bien entendu modifié la donne, en montrant les conséquences d'une telle politique. Par rapport à l'époque où écrit E. Todd, il nous faudrait désormais suivre les décisions du nouveau président Barack Obama pour confirmer qu'il a les moyens d'un discours certes complètement différent, davantage social et environnementaliste. Le retrait programmé des troupes américaines d'Irak ne signifie par forcément une modification de fond de la stratégie, puisqu'un renforcement de la présence américaine est également prévu en Afghanistan…

Les Européens sont très conscients des problèmes que leur pose l'Amérique, dont la puissance les protège et les opprime à la fois. Ils sont très faiblement conscients des problèmes qu'ils posent aux États-Unis. Or, la réalité économique internationale est marquée depuis des décennies par l'intensification prioritaire des échanges entre pays proches et la constitution de régions économiques intégrées d'échelle continentale : Europe, Amérique du nord et du centre, Amérique du sud, Extrême-Orient. Quand on considère les chiffres, l'Europe est redevenue la première région économique du monde en PNB, et l'affaiblissement de la position des États-Unis dans ses échanges avec elle est le phénomène le plus manifeste. Le Royaume Uni commerce 3,5 fois plus avec l'Europe des douze qu'avec les États-Unis, la Turquie 4,5 fois plus, la Pologne 15 fois plus. La Russie échange 10 milliards d'euros avec les États-Unis, 75 milliards avec l'Europe : elle peut se passer des

États-Unis, pas de l'Europe, et elle est en train de proposer implicitement à cette dernière un contrepoids à l'influence américaine sur le plan militaire et la sécurité dans ses approvisionnements énergétiques. L'Europe est devenue une puissance autonome, presque malgré elle. La globalisation, dans ses interactions de proximité géographique, déplace vers l'Eurasie le centre de gravité économique du monde, et tend à isoler l'Amérique. Si l'Europe adoptait une politique de croissance, attirant l'offre internationale sur son marché, les États-Unis perdraient leur position de client privilégié du monde auquel le monde accorde un crédit illimité remboursable dans sa monnaie pour pouvoir lui vendre sa production.

L'analyse d'Emmanuel Todd rejoint ainsi dans ses implications celle de Del Valle : la campagne américaine contre le terrorisme islamiste cache l'enjeu véritable qui est une guerre non-dite des États-Unis contre l'Europe. La faiblesse des Européens réside dans l'absence d'une volonté politique, et en fait d'un modèle social explicite qu'ils pourraient opposer au modèle libéral américain. Or, ce modèle libéral se présente désormais comme une menace pour la construction européenne. Économiquement, il a pour résultat, en cassant les systèmes de régulation et de redistribution, de réduire le niveau de consommation qui serait de nature à générer un marché par la demande concurrentiel de celui des États-Unis. Socialement, il porte atteinte aux principes de sécurité sociale qui ont fini par assurer l'équilibre interne des sociétés européennes. Les tentatives incessantes pour adapter au modèle libéral les sociétés fortement enracinées et étatisées du vieux continent sont en train de les faire exploser, comme en témoigne la montée régulière de l'extrême droite à travers les élections qui se succèdent.

L'ouvrage d'Emmanuel Todd a les qualités et les défauts d'une approche de grande envergure. Le lien qu'il établit entre démographie, alphabétisation et démocratisation est sans doute trop mécanique et insuffisamment étayé. À l'inverse de Huntington et Del Valle, il ne tient pas compte du facteur culturel : les pays d'Europe de l'est ont effectivement rejoint la communauté des pays démocratiques, mais ils partagent avec eux une longue histoire de la formation de l'esprit moderne occidental. Les pays musulmans ont bien plus de mal à accoucher de la démocratie alors que certains, comme l'Irak et la Tunisie, ont un niveau économique et éducatif élevé. De même, Emmanuel Todd n'est pas un économiste, il sous-évalue la capacité des États-Unis à s'adapter à une nouvelle donne commerciale et industrielle, et sur-évalue au contraire les possibilités de la Russie de redevenir rapidement une superpuissance, ou celles du Japon quand il affirme que celui-ci pourrait en

quinze ans rattraper l'avance technologique militaire américaine. Dès lors, l'ouvrage, comme celui de Del Valle, mais en fait aussi comme le mien il y a vingt ans, tout en offrant une lecture pertinente et forte des réalités géopolitiques du moment, perd en finesse, et donc en capacité prédictive, par la réduction qu'il opère de la réalité en donnant de celle-ci une image bipolaire, en l'occurrence anti-américaine, même si telle n'est pas son intention.

Déconstruire l'ennemi

Il existe un antagonisme objectif entre l'Europe et les États-Unis sur le plan économique, qui se traduit à certains endroits par des différends politiques. On pourrait donc se demander pourquoi il ne nourrit pas plus ouvertement une construction réciproque des adversaires comme ennemis. Il y a bien un anti-américanisme larvé des Français depuis Charles de Gaulle, mais il n'est pas partagé par d'autres pays européens. Les Américains y ont répondu plus récemment par une vague de xénophobie anti-française à la suite du refus de notre pays de participer à la guerre en Irak. Mais, d'une part, ces constructions télescopent l'histoire des relations anciennes entre les deux pays depuis La Fayette. D'autre part (et surtout), elles se heurtent à l'interdépendance économique de l'Europe et des États-Unis à l'ère de la mondialisation : les entreprises qui commandent les choix stratégiques ont cessé d'être nationales, leurs filiales couvrent tous les continents, et un conflit dur entre pays développés affecterait leurs intérêts. Des guerres locales dans des pays mineurs de la périphérie où elles ont faiblement investi leur posent des problèmes marginaux, mais une guerre au centre serait catastrophique.

Le problème des essais de géopolitique et de stratégie, c'est qu'ils sont écrits dans un cadre de pensée qui reste celui des États nationaux, même regroupés en entités politiques supranationales. Leur raisonnement procède en termes d'antagonismes et d'alliances entre des entités solides, et on serait tenté de dire qu'il démontre la cohésion de ces entités par la construction de leur adversaire. Cette constante des études stratégiques, à laquelle je n'avais pas échappé dans mon propre essai, pose un problème épistémologique de fond, d'une certaine manière fort justement pointé par la remarque désabusée de Freud, citée en exergue du présent propos, sur les conditions mêmes de la construction du social : la société peut-elle se penser sans un extérieur, et peut-elle penser cet extérieur autrement que comme hostile ? La stratégie, en tous cas,

est par définition historiquement liée à la guerre, c'est à dire à la maîtrise ou à la destruction d'un adversaire, qu'il faut donc d'abord identifier. La figure de l'ennemi, comme construction substantielle, toujours supposée et jamais interrogée dans sa solidité, constituerait le point aveugle de toute pensée stratégique, ce qu'elle ne peut pas interroger sans menacer ses prémisses.

Or on voit que le malaise actuel de la stratégie et de la géopolitique consiste dans la difficulté, dans un univers devenu multipolaire, complexe et instable, de retrouver un ordre bipolaire, une représentation du bien contre le mal permettant d'orienter l'action, bref une axiologie. Il est donc possible que la stratégie doive se reconstruire un nouveau paradigme.

La mondialisation pose le problème d'un univers humain qui n'a plus d'extérieur. Au plan économique, les sociétés sont devenues interdépendantes. Il n'existe plus de groupe social qui puisse vivre en autarcie : tous les acteurs de notre univers, qu'ils soient individuels ou collectifs, dépendent d'autres acteurs, non seulement pour leur développement mais pour leur survie, et cette dépendance est réciproque, même si elle est inégalitaire. Il n'est donc pas possible de détruire l'autre car sa disparition menacerait notre propre existence. Nous sommes même obligés, dans notre propre intérêt, de nous assurer qu'il ne soit pas menacé par des tiers. A contrario, l'autre est lui aussi dépendant de nous, et il devient d'un moindre enjeu d'avoir à s'en défendre. C'est très précisément cet état de conscience qui caractérise les relations entre Européens depuis cinquante ans, – ce qui ne nous rend pas l'étranger forcément plus proche, mais qui rend une guerre dans cet espace inconcevable. Cette situation est historiquement sans précédent, et l'évolution du monde permet de penser qu'elle tendra logiquement à se généraliser.

Par ailleurs, les nouvelles techniques de communication font entrer l'autre, l'étranger, dans la vie quotidienne des gens. Internet permet de rencontrer n'importe qui à l'autre bout du monde, de dialoguer avec lui, de tisser des liens qui ignorent les frontières et les distances. Autrefois, l'étranger était quelqu'un de lointain pour la plupart des gens, sauf pour une élite qui voyageait : il était donc facile de le construire comme ennemi. Aujourd'hui, il est proche. Ces liens sont peut-être ténus, mais à une échelle généralisée, ils rendent difficile de maintenir une image stéréotypée des nationalités, des religions ou des ethnies, auxquelles appartiennent des gens avec qui on discute quotidiennement. Les stéréotypes de l'étranger sont d'ailleurs bousculés par la quantité d'informations qui circulent, et le niveau d'éducation accru qui permet de les interroger, de les mettre en doute, de les comparer. Les médias ne

sont plus comme autrefois au service de la cohésion nationale, ils ont souvent un effet dispersif.

A contrario, ce monde est plus instable, plus inquiétant, il oblige à penser en termes de risque, de sécurité. La stratégie devrait donc sans doute tendre à penser la guerre, non plus dans les termes d'un conflit contre un ennemi, désormais difficile à définir et à stabiliser dans sa fonction, mais en termes systémiques, hérités des théories de l'information et de la complexité, comme une lutte de l'ordre contre le chaos. Le stratège de demain pense dans les termes extrêmes de l'empire universel et de la maîtrise de soi, comme les anciens maîtres chinois et indiens du genre. La thématisation à l'américaine du bien contre le mal, ou celle, plus européenne peut-être, du juste contre l'injuste, participent de cette polarisation ordre contre chaos, qui ne se sent plus tenue aux cadres nationaux : l'intervention en Afghanistan a par exemple été présentée comme une opération de police, et par conséquent comme une opération intérieure, et non une agression extérieure contre un État souverain. C'est là un paradigme qui pose évidemment d'autres problèmes, car dans un univers sans extérieur, l'ennemi peut désormais être, non seulement intérieur, mais aussi être n'importe qui.

Références

Del Valle A. (2001), *Guerres contre l'Europe*, Paris, Éd. des Syrtes.

Del Valle A. (2002), *Le totalitarisme islamiste à l'assaut des démocraties*, Paris, Éd. des Syrtes.

Eco U. (1999), *Cinq questions de morale*, Paris, Grasset.

Huntington S.P. (1996), *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, New-York, Touchstone. Trad. fr. (1997), *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob.

Hardt M. & Negri T. (2000), *Empire*, Paris, Exils.

Nixon R. (1980), *The Real War*, New-York, Warner Books. Trad. fr. (1980), *La vraie guerre*, Paris, Albin Michel.

Schmoll P. (1983), *La guerre demain. Les risques de conflit mondial dans les années 80*, Paris, Réseaux.

Schmoll P. (2002), Le 11 septembre : la fin de la modernité ?, *Cultures en Mouvement*, n° 44, février, p. 55-57. Texte repris et discuté *in* M. Pagès & al. (2003), *La violence politique. Pour une clinique*

de la complexité, Ramonville Saint-Agne, Érès, p. 47-53 et 91-108.

Schmoll P. (2004), Réseaux et organisation militaire. Exposé introductif au débat "L'impact des réseaux infocentrés sur la conduite des opérations", *in* EAABC (coll.), *L'engagement des blindés au XXIe siècle, Actes des Journées de l'Arme Blindée 2004*, Saumur, École d'Application de l'Arme Blindée Cavalerie, p. 97-101.

Schmoll P. (2006, à paraître), Les mutations de l'organisation militaire à l'ère de la guerre numérique, *Revue des sciences sociales*, Strasbourg, Université Marc Bloch.

Todd E. (2002), *Après l'empire. Essai sur la décomposition du système américain*, Paris, Gallimard.

Ambivalence de la figure de l'ennemi

Geneviève Herberich-Marx

La figure de l'ennemi peut prendre des aspects bien différents, voire contradictoires, selon les conditions historiques et sociales dans lesquelles elle s'inscrit. Il conviendrait d'utiliser la forme plurielle pour aborder cette notion. En effet, si du point de vue théorique, l'étude centre son objectif sur le concept de l'ennemi, il semble que l'analyse empirique, celle d'expériences vécues, s'y prête plus difficilement. Il ressort des recherches menées ces dernières années dans le cadre de la mémoire de la Seconde Guerre Mondiale que la figure de l'ennemi est très souvent multiple, voire ambivalente.

Nous aborderons ces aspects qui peuvent paraître plus anecdotiques dans un deuxième temps. Il me semble important de cerner tout d'abord plus finement le concept de l'ennemi tel qu'il a pu être défini par différents politologues et sociologues marquants. En principe, l'ennemi est une "*personne qui déteste quelqu'un et cherche à lui nuire*". Ce concept prend évidemment une dimension bien plus large lorsqu'il s'agit d'approches scientifiques comme celles que Carl Schmitt a développées. Julien Freund, dans sa thèse consacrée à "*l'essence du politique*"[1], discute avec beaucoup de perspicacité cette approche.

Bien plus pragmatique, Raymond Aron situe la notion d'ennemi dans un contexte de "*Realpolitik*" et ne la traite pas uniquement de façon arbitraire. L'auteur constate un état de fait qui finalement est constitutif de la nature de l'homme.

---

[1].Freund Julien, *L'essence du politique*, Paris, Ed. Sirey, 1965.

Le principe de l'ennemi chez Carl schmitt et Julien Freund

La notion d'ennemi fonde l'expérience du politique

La notion d'ennemi ne peut s'entendre, pour ces auteurs, sans lui adjoindre celle de l'ami. Mais, précise bien Julien Freund, *"les concepts d'ami et d'ennemi ne sont pas à prendre dans un sens métaphysique ou symbolique, mais concret et existentiel : plus une opposition évolue vers la distinction ami-ennemi, plus elle devient politique*"[2]. Autrement dit, le couple "*ennemi-ami*" est le fondement même du politique qui caractérise toute collectivité. C'est la politique qui divise les collectivités en amis et ennemis. En même temps, elle organise ses rapports avec l'extérieur, tout en régulant son organisation intérieure. Pour Julien Freund, l'État est une invention artificielle, ce qui n'est pas le cas du politique.

Ce sont les présupposés de l'ami et de l'ennemi qui conditionnent la conservation des unités politiques, c'est-à-dire leur existence dans la durée. L'auteur affirme en même temps que tout État qui ne sait pas juguler l'inimitié intérieure expose ses membres au désordre, à la violence et à l'anarchie, car il n'est pas capable de se constituer en véritable unité politique. En même temps, Julien Freund souligne la nécessité de la notion d'ennemi politique qui devient une sorte d'élément dynamique pour le fonctionnement de toute collectivité. Il emprunte ce raisonnement à Carl Schmitt qui l'avait poussé bien plus loin encore jusqu'à un point extrême que Julien Freund n'a peut-être pas avalisé.

Le politologue allemand avance le propos suivant : "*Par conséquent, l'ennemi politique n'est pas forcément un être éthiquement mauvais, pas plus qu'il ne se laisse confondre avec le concurrent économique. L'ennemi, c'est l'autre, c'est l'étranger, et il suffit à son essence qu'il soit existentiellement dans un sens particulièrement intense quelque chose d'autre et d'étranger pour que, dans le cas extrême, les relations qu'on a avec lui se transforment en conflits qu'il n'est possible de résoudre ni par une normalisation générale préventive, ni par l'arbitrage d'un tiers 'désintéressé' et 'impartial'*"[3].

---

[2] Freund, *op. cit*., p. 445.

[3] Schmitt Carl, *Der Begriff des Politischen*, 4ème éd., Berlin, 1963, p. 27, cité par Freund Julien, *L'essence du politique, op. cit*., p. 445.

Désignation et rôle de l'ennemi

Il y a une sorte de "*fatalité*", le conflit entre ennemis ne peut être ni discuté, ni empêché. Ce sont les partis en présence seuls qui ont la capacité de juger, car eux seuls comprennent et font preuve de discernement. *"Il n'y a plus à considérer si l'on a tort ou raison de voir en l'autre un ennemi, car si l'autre nous traite comme en ennemi, vous l'êtes*"[4].

De toute façon, il n'appartient pas aux militaires de désigner l'ennemi, mais c'est l'affaire des politiques.

Ce qui semble essentiel pour Carl Schmitt, c'est l'opposition ami-ennemi qui est "*politiquement fondamentale*". Les autres antagonismes que connaît toute société sont secondaires.

Par ailleurs, la notion d'ennemi n'intervient pas dans la relation d'homme à homme, mais elle n'est présente que dans le cadre d'une collectivité. Pour Carl Schmitt, un groupe peut à un moment donné de l'histoire être désigné comme tel, c'est-à-dire comme ennemi, et donc être combattu. La guerre est "*l'expression ultime de l'inimitié*". Elle éclate lorsqu'une collectivité le veut. "*Comme en toute action politique, le prétendu déterminisme de la guerre a besoin de l'initiative de la volonté*". La dépêche d'Ems qui fut le détonateur de la guerre de 1870 en est un exemple pertinent.

A cela s'ajoute que pour Julien Freund, la figure de l'ennemi est l'essence même du politique. L'ennemi peut prendre différents visages : celui de l'ennemi réel et concret de la guerre, celui de l'ennemi virtuel de la diplomatie, et celui de l'ennemi absolu de l'idéologie[5].

La notion de l'ennemi chez Raymond Aron

Dans *Paix et guerre entre les nations*[6], Raymond Aron utilise le concept d'ennemi dans le contexte de la situation géopolitique telle qu'elle se présente au début des années 1960. Il s'agissait d'une époque où le monde était divisé en deux grands blocs antagonistes, celui de l'Union Soviétique et celui des États-Unis. Chacune de ces puissances dominait de son côté une partie du monde.

---

[4] Freund, *op. cit.,* p. 445.
[5] Freund, *op. cit*.,p. 507.
[6] Aron Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Ed. Calmann-Lévy, 1962, 1984, 2004.

Cependant, loin de se cantonner à la seule étude des données politiques et des stratégies mises en oeuvre dans un contexte bien défini, les réflexions de Raymond Aron témoignent d'une analyse très fine des résultats de ses observations. Il en déduit des constantes qui, aujourd'hui encore, s'avèrent pertinentes.

Il s'interroge tout d'abord pour savoir si l'homme est par nature pacifique ou belliqueux. L'auteur montre l'opposition entre l'état de nature et l'état civil. Ce dernier serait caractérisé par la soumission à une autorité légitime régie par des lois. "*Il nous faut interroger biologistes, psychologues, ethnologues et philosophes qui donnent des réponses, partielles et complémentaires, à l'interrogation aussi vieille que l'histoire : si la guerre est endémique, est-ce parce que l'homme est naturellement belliqueux ? Ou bien au contraire, est-il possible de concevoir une humanité pacifique dont la nature n'aurait pas changé ?*"[7]

Dans toute société il existe des antagonismes, des conflits en gésine, qui peuvent d'un moment à l'autre transformer les frères en ennemis. "*Au sens le plus général, deux individus ou deux groupes sont en conflit quand ils s'efforcent de posséder les mêmes biens ou d'atteindre des fins incompatibles. Le conflit devient violence quand l'un des adversaires recourt à la force physique pour contraindre l'autre à se soumettre*"[8].

Le mythe de Caïn et Abel constitue l'un des récits fondateurs d'un tel antagonisme. Voyant que son sacrifice n'a pas été agréé par Dieu, à l'inverse de celui de son frère, Caïn considère Abel comme son rival, son ennemi, et le tue.

De toute évidence, les hommes ont toujours fait la guerre. Seuls les moyens utilisés pour vaincre l'ennemi ont changé : depuis les haches, les flèches, les canons jusqu'à la bombe atomique, peu importe la formule, les mécanismes sont identiques. Cependant, selon R. Aron, les sociétés aspirent finalement à la paix. "*La rivalité entre collectivités politiques ne commence pas avec la rupture des traités, elle ne s'achève pas avec la conclusion d'une trêve. Mais quelque soit l'objectif de la politique extérieure - possession du sol, emprise sur les hommes, triomphe d'une idée - cet objectif n'est pas la guerre elle-même. Certains hommes aiment le combat pour lui-même, certains peuples pratiquent la guerre comme d'autres le sport. Mais, au niveau des civilisations dites supérieures, quand les États sont légalement organisés, la guerre ne peut plus être qu'un moyen si elle a été consciemment voulue*

[7] Aron,*op. cit.,* p. 339.
[8] *Ibid*., p. 343.

ou une calamité, si elle a été provoquée pour une cause inconnue des acteurs"[9].

Raymond Aron fait également la distinction entre ennemi occasionnel et ennemi permanent, ou encore l'ennemi "*absolu*". Avec ce dernier aucune réconciliation n'est possible, son existence même est une agression. "*Par conséquent, si l'on allait jusqu'au bout de la logique, on devrait l'exterminer*"[10]. R. Aron donne comme exemple d'inimitié absolue le cas de Rome et de Carthage : "*L'une des deux cités est de trop*".

Dans son aspiration idéaliste pour la paix, l'auteur n'est cependant pas dupe de la quasi impossibilité d'une réalisation effective. "*Impossible aujourd'hui, une organisation mondiale est-elle impossible en soi, parce que contradictoire avec la nature de l'homme ou de l'homme social ? Bergson l'a suggéré, Carl Schmitt a voulu le démontrer en posant l'alternative de l'ami et de l'ennemi comme constitutif de la politique. L'un et l'autre ont raison*"[11], précise R. Aron, qui souligne la différence entre l'élargissement des amitiés politiques et l'unification de l'humanité.

Dans les analyses précédentes de la notion d'ennemi, il s'agissait d'appréhender la caractéristique d'un groupe social. Ce sont des dirigeants politiques qui désignent l'ennemi et qui confèrent cette dénomination à un peuple ou à un pays spécifiques. Ils décident des dates et des lieux où les conflits vont se dérouler, selon des règles et des stratégies fixées par le corps militaire.

Dans ce contexte de guerre déclarée, que devient l'individu, qu'il soit d'un côté ou de l'autre des antagonistes ? Est-il en accord avec les décisions prises au niveau d'un État ? Le poids de la propagande joue un rôle non négligeable dans les deux camps. Si l'on prend le cas de la guerre de 1939/45, la figure de l'ennemi a été dévaluée à des fins idéologiques. "*Chaque parti s'efforçait de persuader les masses ennemies qu'elles se battaient à cause et pour une minorité d'exploiteurs, de capitalistes, de ploutocrates, de nazis, de juifs ou de communistes, non pour la patrie et pour un régime enfin juste. Ces propagandes, curieusement, finirent par se neutraliser l'une l'autre ou bien elles furent neutralisées par les fautes des hommes d'État ou des stratèges*"[12].

Pour l'individu pris dans des événements tragiques qui, souvent, marquent à jamais son existence, quel peut être le visage de l'ennemi ?

---

[9] *Ibid*., p. 157.
[10] Aron, *op. cit*., p. 46.
[11] *Ibid*., p. 740.
[12] Aron., p. 171.

Qui est l'ennemi ? Pourquoi doit-il le combattre ? Il se voit contraint de rejoindre son groupe d'appartenance, sans forcément partager ses objectifs. Va-t-il nécessairement s'identifier à lui ? La figure de l'autre, antagoniste à présent, est-elle bien définie ou peut-elle prendre, pour certains individus d'un groupe, une forme multiple, ambivalente ?

Nous entendons confronter l'approche conceptuelle que nous venons brièvement d'exposer à un élément majeur de la réalité historique de l'Alsace annexée par les Nazis : l'expérience traumatisante des incorporés de force et leur difficulté à construire une représentation de l'ennemi.

Les modalités de l'incorporation de force

L'annexion de l'Alsace

L'Alsace est annexée de fait en 1940 par le Reich. Aucune mention ne figure dans le traité d'armistice signé le 22 juin 1940 à Rethondes dans les conditions identiques à celles où, en 1918, l'Allemagne avait dû confirmer sa défaite. Dès les premiers jours de juin 1940, les troupes allemandes pénétrèrent en Alsace et ce n'est que dans les forts de la ligne Maginot, le long du Rhin, que des groupes de soldats français leur opposèrent une résistance déterminée. Au mois de juillet, l'administration nazie se mit en place de façon rigoureuse et répressive. En quelques jours tous les signes français avaient disparu des villes et des villages. Le parti et ses organisations annexes encadrèrent progressivement la population entière. Le Gauleiter Wagner, chef de l'administration civile, se fit fort de germaniser radicalement l'Alsace en expulsant dans un premier temps *"tous les éléments indésirables*", c'est-à-dire les Juifs, les Tsiganes, les Communistes et les éléments francophiles. Wagner entendait transformer le reste de la population en citoyens "*national-socialistes*" sur le modèle du peuple allemand.

Les Alsaciens, et on l'oublie souvent, n'obtinrent que le statut de "*Volksdeutsche*", alors que les Allemands de souche étaient des "*Reichsdeutsche*". Ce problème se posa d'ailleurs au moment de l'incorporation de force. En fait, Hitler, s'il ne considérait pas les Alsaciens comme ennemis, avait cependant à leur égard une grande méfiance.

Devant le piètre résultat de la campagne d'engagement volontaire et à la suite des revers et des pertes subis par l'armée allemande, l'incorporation de force fut décidée par l'ordonnance du Gauleiter Wagner du 25 août 1942 pour le Haut-Rhin et le Bas-Rhin, et par l'ordonnance du

Gauleiter Bürckel du 29 août 1942 pour la Moselle. Elle devait frapper, dans un premier temps, les hommes nés de 1920 à 1924. On enrôla successivement les classes de 1925 à 1927 et celles de 1919 à 1914, "*y compris les soldats ayant servi dans l'armée française*" ; puis, après Stalingrad, celles de 1913 à 1918. D'octobre 1942 à novembre 1944, 130 000 Alsaciens et Lorrains furent incorporés, essentiellement dans la Wehrmacht. On alla jusqu'à incorporer dans la WaffenSS, contre leur gré, nombre d'Alsaciens à partir de janvier 1944.

L'introduction du service militaire obligatoire fut présentée comme une "*marque de confiance*" envers l'Alsace. À l'annonce de cette dernière, et malgré les mises en garde des autorités insistant sur le fait que des familles, dont un membre avait franchi illégalement la frontière, avaient été expulsées, une vague de protestations déferla dans tout le pays. Aux jeunes qui rappelaient que l'Allemagne s'était engagée à ne pas les incorporer car ils étaient "*des Français et non des Allemands*", que *"le traité de paix n'était pas encore signé",* que certains d'entre eux, qui avaient combattu dans les rangs de l'armée de France et avaient "*juré fidélité aux couleurs françaises*", ne voulaient pas devenir des "*parjures*", le Kreisleiter H. Bickler répondit qu'il ne se laisserait pas intimider par ce grand "*tapage*". "*Nous faisons ce qui est juste et nécessaire, déclara-t-il, et personne n'y changera rien !*"

L'incorporation de force des Alsaciens-Lorrains posait, dans la perspective de l'occupant, trois types de problèmes. Si la nécessité d'ordre militaire s'imposa progressivement, elle se heurta à des obstacles juridiques et politiques, et surtout elle souleva la question épineuse de l'obligation de conférer la nationalité allemande aux combattants alsaciens et lorrains.

Pour le Ministère de l'Intérieur, l'introduction du service militaire obligatoire en Alsace était essentiellement un problème juridique. Il était peu favorable à l'enrôlement dans l'armée allemande de jeunes gens qui n'étaient pas véritablement de nationalité allemande. Quant au Gauleiter Robert Wagner, chef de l'administration civile d'Alsace, c'est surtout la dimension politique de cette mesure qui l'intéressait. Certes, il était persuadé que l'enrôlement dans la Wehrmacht aurait une influence bénéfique et formatrice sur une jeunesse qui avait subi l'influence nocive de l'éducation française, et il était convaincu que "*chaque sacrifice consenti par l'Alsace pour le combat de liberté de l'Allemagne contribuerait à resserrer les liens qui l'unissent à la mère patrie allemande*". Cependant, il était opposé à ce que l'on conférât la nationalité allemande à des éléments politiques peu sûrs et non valables *"du point de vue racial*".

Le 3 juillet, le premier bourgmestre de Stuttgart, le Dr Strölin, adressait, en envoi urgent et recommandé, un mémoire au Dr Lammers, ministre d'État, chef de la Chancellerie du Reich. C'est en sa qualité de responsable de l'Institut pour les Allemands à l'étranger et sur la base de "*contacts et d'observations précises*" qu'il agit ainsi. Dans ce mémoire, il souligne le "*profond abattement*" qui s'empara de la population alsacienne, à la suite de l'incorporation dans la Wehrmacht. *"La grande masse des jeunes gens fut hostile au service militaire*". Cette mesure transforma, selon lui, en "*profondeur*" les sentiments des Alsaciens. Leur éducation dans une province française, d'une culture et d'une mentalité non allemandes, faisait de nombre d'entre eux des révoltés ou des déserteurs en puissance[13]. Les autorités allemandes ne s'y trompèrent pas, qui les répartirent en très petits groupes.

Certains jeunes furent incorporés dans la "*Kriegsmarine*" et engagés dans la guerre navale au large des pays nordiques. D'autres furent intégrés dans les unités chargées de combattre les partisans en Yougoslavie. Cependant, la plupart d'entre eux étaient envoyés sur le front russe.

Quel fut le sentiment de ces jeunes Alsaciens au moment de leur incorporation dans une armée qui n'était pas celle de leur pays d'origine ? Cette incorporation était-elle vécue comme une dénaturation de leur propre identité ?

La mise en œuvre de l'incorporation de force

Ces Alsaciens nés Français sous régime français furent obligés d'endosser l'uniforme de la Wehrmacht (voire de la SS) et de combattre sur des fronts où il arrivait que des frères ou des cousins combattaient sous l'uniforme des forces alliées. Cette incorporation de force était rendue d'autant plus obligatoire que toute velléité de s'y soustraire était considérée comme désertion avec les conséquences redoutables que l'on sait, pour les individus et leurs familles. Si la langue alsacienne proche de l'allemand et un certain arrière-plan culturel alsacien pouvaient faciliter l'intégration dans le corps de l'armée allemande, la scolarité et la vie dans une province française d'une culture et d'une mentalité non-allemandes, faisaient de chaque incorporé un révolté ou un déserteur en puissance. Les autorités allemandes en avaient d'ailleurs conscience et

[13] Kettenacker L., "La politique de nazification en Alsace", *Saisons d'Alsace*, Strasbourg, Ed. Istra, 1978, t. 1, p. 126.

en tenaient compte puisqu'ils les envoyaient presque systématiquement sur le front russe.

Lors des visites médicales, des actes de révolte se produisirent. Le réseau de résistance d'Alphonse Adam distribua à Strasbourg des tracts incitant les jeunes gens à ne pas se présenter au conseil de révision. La police reçut l'ordre, en cas de troubles, "*d'intervenir de la façon la plus énergique, et de faire immédiatement usage de ses armes*". Quiconque refusait de se présenter était écroué et expatrié dans le Reich après avoir purgé une peine de prison. Ses proches devaient eux aussi être "*immédiatement transplantés dans le Reich*". Ceux qui s'obstinaient dans leur refus de signer leur livret militaire furent enfermés dans le camp de "*redressement*" de Schirmeck jusqu'à ce qu'ils cèdent. Nombre de jeunes gens s'efforcèrent d'être reconnus inaptes au service militaire : le recensement des motifs fit apparaître qu'il y avait quatre fois plus de débiles en Alsace qu'au pays de Bade, et le double de tuberculeux. Les incidents se multiplièrent lors du conseil de révision et au moment du départ, de sorte que les nazis en vinrent à conduire les incorporés à la gare en petit nombre, par des chemins détournés. Leurs parents ne furent pas autorisés à les accompagner.

"Le 15 février 1943, à Kaysersberg, un incident oppose les conscrits à la "Feldgendarmerie", ce qui provoque leur arrestation. La foule se rassemble et de nouveaux troubles ont lieu au cours desquels le père d'un conscrit, Henri Jaeglé, est arrêté. Il est fusillé dès le 24 février en compagnie d'un conscrit d'Orbey, Paul Munier, qui a également opposé une résistance physique lors du conseil de révision.

*Un avis paraissant dans la presse alsacienne informe laconiquement la population : "*Wegen Widerstand erschossen" (Fusillé pour cause de résistance).

A Limersheim, les conscrits hissent le drapeau tricolore, il en résulte une bagarre et l'un d'eux, Charles Reibel, condamné à mort, est exécuté le 17 mars 1943 en même temps qu'un conscrit de Nothalten, Anselm Herbach.

Les autorités allemandes veulent démontrer leur volonté de briser toute forme de résistance et arriver ainsi à leur fin. Ce durcissement vis-à-vis des incorporés s'accompagne de mesures de répression contre leurs familles qui vont être transplantées dans le Reich"[14].

Les autorités nazies imposèrent aux jeunes recrues de prêter serment au Führer : "*Je jure de rester fidèle jusqu'à ma mort à l'armée, à*

[14] Riedweg Eugène, "Guerre totale", *Saisons d'Alsace, 1943-La guerre totale*, n°121, Strasbourg, Ed. de la Nuée Bleue, automne 1993, p. 13-24.

ma patrie et à notre Führer". Selon les régiments le refus était sanctionné par des jours de compagnie disciplinaire. D'autres recrues se sont contentées de remuer les lèvres sans prononcer les paroles. Alfred Wahl[15] qui enquêta auprès de 74 "*Malgré-nous*" constate que la plupart d'entre eux mentionnent cet acte qui leur avait posé un réel problème de conscience.

Au cours de l'année 1944, les cas de désertion se multiplièrent lors des permissions ou lorsqu'une occasion favorable se présentait. La Wehrmacht décréta toute une série de mesures d'exception pour les Alsaciens et les Lorrains : on supprima les permissions, on refusa de les intégrer dans l'aviation et dans les services de transmission.

La mémoire de l'ennemi

L'organisation des souvenirs s'articule notamment sur la volonté de dénoncer ceux à qui l'on attribue la responsabilité première dans les avanies subies. Les épisodes mis en relief sont sélectionnés, puis développés, selon le degré de culpabilité dont on charge certains protagonistes. Le poids de la responsabilité allemande avive l'évocation des mesures d'isolement prises par les nazis au moment du départ lors de la rupture brutale avec la famille. Cette solitude s'accentue encore devant la méfiance dont les Alsaciens sont victimes durant la période de formation. La discrimination s'atténue quelque peu au front, car tous les hommes sont "*embarqués*" dans une aventure commune qui les dépasse.

Il semble, cependant, que la culpabilité allemande comme facteur de réorganisation des souvenirs intervienne relativement peu ; en tout cas, son incidence est significativement amoindrie en comparaison de la dénonciation de la barbarie russe, ainsi que de la lâcheté et de l'indifférence françaises. Le caractère inhumain du soldat russe, renvoyant à une bestialité essentielle, constitutive de son être, est l'affirmation fondamentale qui structure parfois l'évocation de l'épisode de la reddition, ainsi que des conditions de détention. Dès 1942, les nazis placardèrent des affiches présentant le bolchevique comme le soudard qui, dans un décor de flammes apocalyptiques, poignarde dans le dos son adversaire épuisé. Cette lâcheté, tout comme le recours à la ruse et au parjure, sont, dans certains récits, les traits saillants de l'officier russe qui, après avoir incité les Alsaciens à déserter, les abat comme des chiens. Parfois

[15] Wahl Alfred, "Dans l'enfer russe", *Saisons d'Alsace, 1943-La guerre totale*, n°121, Strasbourg, Ed. de la Nuée Bleue, automne 1993, p. 149-163.

même, on l'identifie au "*Mongol*" qui émascule et mutile. D'autres affiches de la même époque présentent le bolchevique comme un loup gigantesque, aux crocs acérés, au pelage couvert de sang. De la même façon, certains récits soulignent la bestialité, assoiffée de sang, du soldat russe. Un certain sadisme, une volonté de détruire physiquement et moralement le prisonnier, tels sont les pôles autour desquels s'articule l'évocation de la captivité. Il s'agit pour le Russe de briser le prisonnier, et d'en faire une épave, au détriment même de l'impératif économique et productiviste.

La mise en accusation de la France, qui a "*bradé*" l'Alsace-Lorraine, la livrant comme otage à l'ennemi, constitue pour d'autres le principe organisateur de la construction de leur récit. La France n'a protesté que du bout des lèvres au moment de l'enrôlement de force, et surtout elle a laissé croupir les prisonniers dans les camps russes. Cette dénonciation acerbe structure surtout la mémoire de l'Association des Anciens de Tambov, qui évoque également l'indifférence, quand ce n'est pas la condamnation indignée, rencontrée à leur retour.

La responsabilité de l'Alsace n'est que très rarement alléguée. Si l'ordre nazi a pu régner sans rencontrer grande résistance, souligne un ancien incorporé de force qui met en cause sa propre démission, c'est que l'esprit de capitulation a prévalu dès 1939. "*En trois, quatre semaines, on a été battu. En 14, on avait tenu trois, quatre ans...*". La défaite, selon lui, traduit et accentue en même temps "*la débandade morale*".

À cela s'ajoute enfin une mise en perspective de l'aventure individuelle en fonction du sens qu'on attribue à l'histoire collective de l'Alsace. La soumission à un destin chaotique, subi passivement, s'articule davantage sur une lecture fractionnée des épisodes du vécu individuel, incohérente et débouchant sur une impasse. Les soldats alsaciens sont entraînés dans un combat qui n'est pas le leur, et ne se réclament d'aucune cause : le Russe n'est pas tellement le monstre qui menace de ruiner la civilisation occidentale, que le bourreau impitoyable qui s'emploie à les détruire. Cette mémoire du dénuement exalte parfois la fraternité d'armes des combattants allemands et alsaciens précipités dans une aventure qui les dépasse. Les événements s'entrechoquent dans leur incohérence, le hasard préside aux destinées individuelles. La souffrance est si intense que la camaraderie ne résiste pas. L'homme devient un loup pour l'homme. La mort elle-même est banalisée, le soldat retombe dans l'anonymat de la masse sans visage. Lorsque l'aviation russe mitraille les troupes allemandes, les dégâts sont tels que le sergent ne coche même plus les noms des disparus. La marche titubante des

hommes hébétés, épuisés par la faim et la soif, vers les camps symbolise à elle seule l'existence déboussolée des prisonniers. La vie humaine n'a plus de prix. A cet anonymat répond celui des cadavres entassés dans le baraquement "22" de Tambov, car il fait si froid qu'on ne peut les enterrer dans le sol gelé. En revanche, la volonté d'affirmer que l'histoire de l'Alsace s'inscrit dans celle de la nation française amène le narrateur à réorganiser son récit. Il le structure de façon qu'échappant à l'absurde et aux aléas d'une histoire subie, il participe d'une aventure commune chargée de sens[16].

Conclusion

Sans qu'ils en soient conscients, le témoignage des incorporés de force rejoint parfois les assertions idéologiques de ceux qui s'efforcent de définir l'identité alsacienne en termes de rupture et de repli sur un particularisme n'ayant rien de commun, ni avec l'Allemagne, ni avec la France. *"La France et l'Allemagne s'entendent sur un point : ils nous enverraient au diable s'ils pouvaient*". Il ne fait pas de doute que cette tentative qui exalte le destin unique de l'Alsace favorise un travail de la mémoire qui met en avant le caractère unique et incommunicable de ce "*voyage jusqu'au bout de la nuit*"[17].

Il est en effet étrange de constater dans les différents témoignages que l'Allemagne, qui pourtant est à l'origine de l'incorporation de force, n'est mise en cause que très rarement. Elle n'est considérée nommément comme ennemie que dans quelques cas précis[18].

Sous l'influence de la propagande effrénée nazie, le Russe est la plupart du temps désigné comme l'ennemi. Il est certain que les jeunes recrues alsaciennes prises dans des combats terribles se sentent souvent solidaires de ceux qui, à leur côté, subissent le même sort qu'elles. Le Russe, en face, qui s'efforce de les anéantir, est nécessairement "*l'ennemi*" à éliminer.

Quelques exceptions cependant émaillent des récits. Il s'agit d'hommes plus âgés ayant eu une expérience professionnelle et syndi-

---

[16] Raphaël Freddy & Herberich-Marx Geneviève, *Mémoire plurielle de l'Alsace*, Strasbourg, 1991, Publications de la Société savante d'Alsace et des Régions de l'Est, p. 59.

[17] Raphaël & Herberich-Marx, *op. cit.*, p. 60.

[18] Kurtz Eugène, *La guerre malgré moi, De Schirmeck à Moscou*, 2003, 2004, Ed. Coprur, p. 104.

cale. Plusieurs de ces témoins n'ont qu'une idée, déserter l'armée allemande sur le Front de l'Est pour gagner le camp russe. Ce fut le cas notamment de l'un d'entre eux qui a pu rejoindre les francs-tireurs russes. Certains ont donc réussi leur désertion, beaucoup d'autres ont échoué et péri, face à des soldats russe méfiants et ignorant le sort des Alsaciens.

Ne serait-on pas proche de l'état d'esprit des soldats de 1914-1918 qui, au lendemain du cataclysme dont ils sont sortis victorieux, n'exaltent presque jamais la guerre et se montrent hostiles à tout militarisme. "*En eux coexistent, indissociables, la condamnation catégorique de la situation qui leur fut imposée et la fidélité à celui qu'ils furent à cette occasion*"[19]. Ils n'exaltent pas la guerre comme une expérience privilégiée, mais commémorent "*souffrances et fraternités*". Plus que des vainqueurs, ils se souviennent qu'ils sont des victimes. Tout comme ces anciens combattants de la grande guerre, certains incorporés de force affichent leur mépris pour la politique, et se voudraient "*non récupérables*". Ainsi qu'en témoigne le discours du responsable des Anciens de Tambov, lors de l'inauguration du mémorial, ils se sentent investis d'une mission. Ils ne se contentent pas de lutter contre l'oubli et l'opprobre dont on les a accablés, ni pour la défense d'intérêts corporatistes : il leur faut témoigner de l'absurdité de la guerre, et dénoncer toute velléité de recourir, une fois encore, à la violence meurtrière.

L'ennemi, figure univoque, figure multiple ? Il semblerait que la notion d'ennemi définie à l'aune de l'individu est singulièrement ambivalente et souvent liée à la trajectoire de vie tout comme à l'idéologie de l'individu.

On est alors très éloigné de la définition de l'ennemi proposée par Carl Schmitt et Julien Freund. La figure de l'ennemi est essentiellement mise en opposition avec la notion d'ami, les deux éléments devenant la base du politique.

Raymond Aron, tout en considérant davantage la notion d'ennemi à partir de celle d'un groupe, situe celui-ci dans une perspective plus politique et plus anthropologique.

"*Lutte pour la vie ? Les sociétés humaines auraient entre elles les mêmes relations que les espèces animales : les unes devraient disparaître pour que les autres aient les moyens de survivre. Il faut une étrange imagination pour interpréter à l'aide de ce schéma les grands conflits des temps historiques*"[20]. Réfutant la comparaison des sociétés

[19] Raphaël & Herberich-Marx, *op. cit.*, p. 60.
[20] Aron, *op. cit.*, p. 355.

humaines avec les luttes que se livrent les espèces animales, Raymond Aron donne l'exemple d'Athènes et de Sparte dans le passé, de l'Angleterre et de l'Allemagne dans l'Europe du XXe siècle. "*L'orgueil des cités ne tolérait pas le partage ; la dialectique de la lutte à mort était humaine, non animale*"[21]. La figure de l'ennemi, qu'elle soit univoque ou ambivalente, fait partie intégrale de l'humanité.

[21] *Idem*.